

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

---

N°363

---

JUIN 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE: SUCCÈS ÉLECTORAL HISTORIQUE DU PARTI PRO-KURDE HDP**
- **PARIS: CAMPAGNE POUR SOUTENIR L'INSTITUT KURDE DE PARIS**
- **SYRIE: LES FORCES KURDES INFLIGENT DES REVERS AU DAESH**
- **ERBIL: INCERTITUDE SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**

---

## TURQUIE : SUCCÈS ÉLECTORAL HISTORIQUE DU PARTI PRO-KURDE HDP

**P**our la première fois depuis l'instauration, en 1983, du seuil de 10% de voix remportées au niveau national lors des législatives, un parti pro-kurde peut siéger au parlement turc. Le HDP a en effet obtenu 13,12 %, ce qui lui permet de remporter 80 sièges. Autre conséquence politique de taille, l'AKP perd la majorité absolue qu'il détenait depuis 2000, ce qui mettra un frein sérieux aux ambitions d'Erdoğan, qui espérait, à la faveur de réformes constitutionnelles, instaurer un régime présidentiel lui octroyant davantage de pouvoirs, ce que ses oppo-

sants dénoncent comme une dérive « sultanesque », le leader le plus charismatique de l'AKP n'ayant cessé, au cours de sa campagne, de se référer à un passé ottoman aussi mythique que folklorique.

N'ayant remporté que 40, 87 % des voix, l'AKP ne pourra se maintenir au pouvoir qu'en formant une coalition, à moins de céder la place à un gouvernement composé de ministres tous issus des partis d'opposition. Mais la polarisation extrême de cette opposition, principalement composée du MHP (parti ultra-nationaliste, 16, 29%, 80 sièges) et

du CHP (parti laïque et nationaliste de gauche, 132 sièges) tous deux idéologiquement très opposés à la ligne politique du HDP (pro-kurde, féministe, pro-minorités religieuses, ethniques et sexuelles) rend problématique l'élaboration d'un gouvernement commun. De plus, les deux premiers partis se montrent hostiles au processus de paix initié entre le chef du PKK. Abdullah Öcalan, et le chef des services secrets (MIT) mandaté dans ces négociations par l'AKP.

Une coalition HDP-AKP semble tout aussi difficile, même si, a priori, le programme électoral de

l'un et l'autre en ce qui concerne la question kurde, les éloigne moins que le HDP ne l'est des partis nationalistes. Certes, le HDP soutient le processus de paix, mais durant toute la campagne, c'est surtout à un bras de fer entre les ténors de ces deux partis que l'on a assisté, le HDP accusant l'AKP d'avoir un agenda islamiste, Erdoğan stigmatisant Demirtaş de « zoroastrien » ou de « marxiste ». Figen Yüksekdağ la co-présidente du HDP a déclaré que son parti restait « ouvert » aux propositions de coalition, mais sans préciser avec qui.

Malgré un dernier week-end de campagne endeuillé, à Diyarbakir, par un attentat, probablement islamiste, ayant causé, le 5 juin, 3 morts (une 4ème victime décédant le 13 juin) et une centaine de blessés, dont certains très grièvement, la « rue kurde » a laissé éclater sa joie, devant une victoire vue comme « historique » dans la lutte des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité.

D'autres voix de la gauche turque, surtout issues du mouvement de Gezi Park, ont célébré ces résultats, y voyant surtout un camouflet adressé à la politique autoritariste tout autant qu'affairiste d'Erdoğan. De plus, sa complaisance envers des courants islamistes et ses incitations à une politique familiale et féministe très conservatrices, ont crispé une partie de l'opinion turque.

Mais c'est cette même attitude conservatrice qui avait jusqu'ici permis à l'AKP de s'implanter confortablement au sein de l'électorat kurde, dont une partie reste attachée à un mode de vie et des valeurs très traditionnelles, dans une société provinciale très éloignée des mouvements urbains d'Istanbul. La guerre syrienne, le siège de Kobani et les prises de position

anti-« Rojava syrien » ont sans doute pesé très lourd dans le vote des Kurdes, outrés, quelles que soient leurs propres opinions politiques, du « deux poids deux mesures » appliqué par Ankara, entre l'État islamique et le PYD kurde.

Le 10 juin, le cabinet gouvernemental dirigé par le Premier Ministre Ahmet Davutoğlu a remis sa démission au président, lequel l'a acceptée, tout en demandant au conseil des ministres de rester en place le temps que se forme un autre gouvernement, dans un délai maximal de 45 jours après l'élection du bureau du Parlement. Au bout de ce temps, si aucun cabinet n'a pu être formé, de nouvelles élections devront avoir lieu.

La composition du nouveau parlement est celle-ci : L'AKP domine toujours avec 258 sièges (40, 87%), mais a perdu 69 députés par rapport aux élections de 2011. C'est, de toute façon, son plus mauvais résultat depuis son accession au pouvoir en 2001 (Ahmet Davutoğlu avait promis de démissionner si l'AKP n'obtenait pas 55% des voix, soit 330 sièges sur 550).

Vient ensuite le Parti républicain du peuple (CHP), avec 132 députés (3 de moins qu'en 2011, en baisse de 1%). Malgré son objectif affiché de passer les 35%, il ne parvient même pas à 25%.

Le Mouvement nationaliste (MHP) remporte 80 sièges, autant que le HDP, avec 16, 29% des voix. Il est, lui aussi en hausse, mais de façon moins spectaculaire (+ de 27 sièges).

Le HDP est évidemment celui dont le succès est le plus spectaculaire, puisque ses 13, 12 % de voix le font passer de 0 à 80 députés.

Aucun des 17 autres petits partis ne franchit cette barre des 10% des suffrages (beaucoup sont au dessous de 1%) et ne sont donc pas représentés. Il faut signaler tout de même le score du Parti de la Félicité (SP), mouvement de conservateurs religieux, notamment dirigé de 2004 à 2010 par l'ancien Premier Ministre islamiste Erdoğan, qui parvient à un score de 4-5%, peut-être en gagnant des électeurs qui, auparavant, votaient AKP.

Le vote dans les provinces à majorité kurde ou avec une population kurde conséquente : À Adana (14 sièges), dont la population est mixte (kurde, turque, arabe), l'AKP arrive en tête, avec 5 députés, juste devant le CHP (4) et le MHP(3), le HDP arrivant en dernier avec 2 députés.

À Adyaman (5 sièges), dont la population est également mixte entre Turcs et Kurdes, l'AKP remporte 4 sièges, le HDP, 1.

Les 4 sièges d'Agri (Ararat) reviennent tous au HDP.

À Ankara (32 députés), le HDP parvient à décrocher un siège, l'avantage revenant à l'AKP (15), talonné par le CHP (11).

À Batman (4 sièges), le HDP l'emporte sur l'AKP, 3 pour 1.

À Bingöl (3 sièges), l'AKP a 2 députés pour un député HDP.

Bursa (18 sièges) est dominé par l'AKP (9), mais le HDP réussit à élire un député.

Sur les 11 sièges de Diyarbakir, le HDP en remporte 10 et l'AKP un.

À Elazığ, peuplée de Turcs et de Kurdes mais traditionnellement très nationalistes pro-Turcs, l'AKP remporte 3 sièges sur 4, un siège revenant au MHP, de

même Erzincan et Erzurum, où l'AKP gagne respectivement un député sur 2 (l'autre étant CHP) et 4 sur 5 (l'autre étant MHP).

Gaziantep vote majoritairement AKP (6 députés), le reste des 12 sièges se répartissant équitablement, 2 chacun pour le CHP, le MHP et le HDP.

Le HDP réussit le grand chelem à Hakkari, en remportant les 3 sièges de la province, de même à Igdir, 2 sur 2.

À Istanbul (88 sièges), l'AKP emporte 39 sièges, le CHP 28, et le HDP (11) passe devant le MHP (10).

À Izmir (26 sièges), c'est le CHP (12) qui vient en tête devant l'AKP (8), mais le HDP décroche tout de même 2 sièges.

Le HDP bat l'AKP à Kars, avec 2

sièges sur 3, mais n'élit aucun député à Malatya, dont les 6 sièges se répartissent entre l'AKP (5) et le CHP (1).

Mersin (11 sièges), dont la situation est très proche d'Adana, avec une nombreuse population kurde réfugiée, répartit ses voix de façon assez égalitaire entre tous les partis, l'AKP, le CHP et le MHP obtenant 3 députés, le HDP, 2.

À Muş (3 sièges) le HDP remporte 2 sièges contre un pour l'AKP, tandis qu'à Siirt (3 sièges) c'est le résultat inverse.

À Urfa (12 sièges), une des provinces mixtes kurde, arabe, turque, et fief de l'AKP, le parti au pouvoir l'emporte avec 7 députés mais le HDP réussit un bon score avec 5 sièges.

Autre province totalement acqui-

se au HDP : Şirnak, 4 sièges sur 4 et un score encore plus significatif pour Tunceli-Dersim, souvent partagé entre CHP et parti prokurde, qui donne, cette fois, ses 2 députés au HDP.

Enfin à Van, le HDP remporte 7 sièges sur 8 devant l'AKP.

Les élections ont connu aussi une large participation dans la diaspora turque et kurde. Les résultats à l'étranger voient le HDP vainqueur au Canada, en Finlande, en Italie, au Japon, en Macédoie, en Pologne, en Suède, Suisse, Thaïlande, Ukraine et Royaume-Uni. Il arrive à égalité en Grèce avec le CHP.

Dans le reste du monde, l'AKP « remporte » 23 pays, dont la France, le CHP 19, et les Turcs d'Albanie sont les seuls à voter majoritairement pour le MHP.

## PARIS :

### CAMPAGNE POUR SOUTENIR L'INSTITUT KURDE DE PARIS

**D**epuis février 2015, l'Institut kurde de Paris, menacé de fermeture en raison de la suppression de ses subventions par l'État français, fait campagne pour sa survie.

Avec un appel signé par Kendal Nezan, président de l'Institut kurde, Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères et fondateur de Médecins dans frontières, et Christophe Girard, maire du IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une campagne de dons a aussi été mise en place sur le site de l'Institut kurde :

[www.institutkurde.org](http://www.institutkurde.org), intitulée « Pour que l'Institut kurde de Paris vive ! »

« L'Institut Kurde de Paris risque de fermer ses portes, faute de financements. C'est une triste nouvelle pour la France, pour la

communauté internationale, et pour ceux qui sont comme nous animés par un espoir de paix dans un Moyen-Orient éclaté dont les déchirures nous concernent tous.

Lorsque nous avons ouvert les portes de l'Institut en 1983, grâce à la mobilisation de quelques intellectuels et d'hommes politiques, nous avons offert au peuple kurde un lieu unique où pouvaient s'exprimer librement sa très ancienne culture, sa parole et son identité.

Ce fut un acte d'engagement fort envers tous les Kurdes, le plus grand peuple au monde sans État. Opprimé sans cesse à travers l'Histoire sous le regard indifférent de la communauté internationale, ce peuple dont la culture et la langue sont interdites sur la majorité de son

propre territoire, vaste enclave embrassant les frontières de la Syrie, de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran, se bat aujourd'hui pour notre liberté, contre le terrorisme.

Faut-il raconter comment ce peuple écartelé, en exil sur ses propres terres, fuyant sans cesse les exactions et les massacres sanglants, propose inlassablement des solutions pacifiques face à l'oppression dont il est victime ? Faut-il rappeler la campagne d'extermination orchestrée par Saddam Hussein qui donna lieu à l'effroyable massacre chimique d'Hallabja ?

Dramatique et édifiante, l'histoire du peuple kurde est une telle leçon de vie et de tolérance, malgré les persécutions qu'il est indispensable de rappeler sans cesse à notre mémoire.

Depuis plus de trente années, l'Institut Kurde de Paris est notre fierté. Organisme laïc et indépendant, ouvert à tous, il bénéficie du statut de fondation reconnue d'utilité publique dès 1993. Refuge d'humanité, c'est un espace de liberté, dans toutes les dimensions constitutives de cette valeur que nous revendiquons tant.

La liberté de parole et celle des idées: ce sont des centaines de conférences et de rencontres qui ont été organisées, prônant la solidarité entre les peuples, faisant jouer à l'Institut un rôle majeur pour tous ceux qui portent un intérêt à la paix et à la tolérance au Moyen-Orient.

C'est aussi un havre de culture, abritant la plus grande bibliothèque kurde du monde occidental, témoin d'une histoire millénaire, un centre de ressources unique pour les chercheurs et journalistes du monde entier.

Mais l'Institut Kurde n'est pas seulement dépositaire d'une culture menacée, il est également l'affirmation de ce que signifie la liberté quotidienne en France, un lieu de vie, d'accueil, d'entraide et d'échanges, où sont conseillées et orientées chaque année 10 000 personnes, symboles d'un véritable modèle d'intégration laïc dans notre société.

Grâce à nous, pendant plus de trente années, au cœur de Paris, derrière ces portes ouvertes sur le monde, s'est exprimé et s'est défini le Kurdistan.

Aujourd'hui, en raison du désengagement des pouvoirs publics et de la diminution draconienne des subventions, l'Institut doit fermer. Une aberration alors que la reconnaissance internationale commence enfin à se dessiner, les Kurdes se révélant aux yeux du monde comme des combattants et combattantes héroïques

et efficaces face à l'avancée des djihadistes de l'Etat Islamique au Moyen-Orient.

Guerriers de la paix, les Kurdes se battent en première ligne et donnent leur vie pour défendre des idéaux démocratiques. Au moment où le monde s'éveille aux réalités du Moyen-Orient, ils apparaissent comme notre unique source d'espoir en un avenir serein. Là où les frontières géographiques et politiques et celles de la barbarie ont éclaté, laissant place au chaos et aux pires horreurs ; ils font émerger un véritable îlot de stabilité, défendant des valeurs que nous partageons. Ils accueillent tous les réfugiés, prônent et appliquent l'égalité entre les hommes et les femmes, la défense des droits humains, mais aussi la séparation entre la foi et le gouvernement des peuples.

Ils sont notre rempart contre la barbarie et ils sont nos amis.

Maintenir l'Institut kurde à Paris, c'est se battre ici pour ceux qui se battent pour nous là-bas. C'est faire bloc ensemble contre toutes les formes d'inhumanité. C'est mener la bataille des idées dans laquelle l'Institut a toujours joué un rôle de premier plan, comme lors de la création d'un organisme des Droits de l'Homme au Kurdistan irakien ou encore la diffusion ici et là-bas à plus de cent mille exemplaires d'une traduction kurde de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Nous devons nous faire les porte-paroles d'un peuple dont la voix est une voix de paix, et ne pas trahir la promesse faite il y a plus de trente ans, celle de nous élever face au déni d'existence infligé au peuple kurde.

Mais s'offusquer ne suffit pas. Nous devons agir pour que les portes de l'Institut ne ferment pas.

Votre don est essentiel, utile, urgent, concret. Il garantit que la voix kurde va continuer d'être entendue, elle qui a tant à nous dire, sur l'histoire d'une humanité que nous partageons, sur les enjeux actuels d'un terrain qu'il nous est indispensable de mieux connaître, et sur un avenir aux frontières redessinées que nous avons la charge de transmettre aux générations futures. »

Kendal Nezan, dans une tribune publiée dans Le Monde du 10 février, portait cette question sur la place publique :

« On aurait pu espérer qu'à défaut de venir en aide aux Kurdes dans l'épreuve, le gouvernement français ferait preuve de solidarité en assurant sur son sol la pérennité de l'Institut kurde. Il n'en est malheureusement rien. Des démarches que nous avons entreprises depuis deux ans auprès de l'Élysée et de Matignon pour le rétablissement de nos subventions n'ont pas abouti. L'argument invoqué: les contraintes budgétaires. A géométrie variable, celles-ci n'empêchent pas le gouvernement de continuer de subventionner des écoles et des centres culturels d'autres communautés, d'accorder un financement de 12,8 millions d'euros à l'Institut du Monde arabe. Et c'est tant mieux. Mais il affirme avoir du mal à trouver 4% de cette somme pour l'unique institution en France des 40 millions de Kurdes du Proche-Orient.

Naguère être de gauche signifiait partager, défendre les plus démunis, les plus fragiles, les plus modestes, privilégier la culture et le tissu associatif qui crée du lien social, qui donne de l'espoir, voire un idéal de vie.

La gestion comptable court-termiste semble depuis avoir pris le dessus sur toute vision politique avec des conséquences lourdes

pour notre vie collective. Le monde associatif est sinistré. Les associations d'intégration disparaissent et avec elles des dizaines de milliers d'emplois. Les réseaux islamistes richement dotés investissent le terrain socio-culturel délaissé.

Face à la position injuste et absurde du gouvernement français envers les Kurdes, en ultime recours nous appelons à nos concitoyens français qui tout au long de ces trois décennies ont, dans des moments difficiles, fait preuve d'une magnifique solidarité avec le peuple kurde. »

À son tour, le rédacteur en chef du Monde, Alain Frachon, dans un éditorial publié à la une du Monde du 17 avril 2015, intitulé « La fin d'une belle histoire franco-kurde, s'étonnait :

« Faut-il se priver d'une pareille institution au moment du réveil kurde ? Les Kurdes sont nos alliés dans la lutte contre l'Etat islamique. Le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak incarne un modèle d'autonomie fédérale qui pourrait, dans le cadre des frontières actuelles, servir d'exemple pour la recomposition des Etats de la région. Dans un monde kurde volontiers divisé, l'institut a réussi la performance d'entretenir de bonnes relations avec toutes les tribus d'une famille déchirée par l'Histoire. »

TV5 Monde constate que « dans les milieux universitaires, la mobilisation dépasse largement les frontières de la France, car l'IKP possède la plus grande bibliothèque kurde du monde occidental. "Les chercheurs sont catastrophés à l'idée d'être privés de notre fonds documentaire, qui draine des étudiants en doctorat d'Allemagne, du Japon, des Etats-Unis. Avant l'apparition d'Internet, nous recevions

aussi des délégations de l'Académie des sciences sociales de Chine et d'Union soviétique qui venaient se documenter sur les Kurdes," explique Kendal Nezan. Et puis il y a aussi les citoyens de base qui nous envoient de petits dons et des messages très touchants. D'autres nous parviennent aussi d'Allemagne, de Suède, nous avons lancé des appels jusqu'aux Etats-Unis. "En 1986, dans une situation similaire, c'est le gouvernement suédois qui nous était venu en aide et nous avait permis de tenir en attendant le retour de la gauche en France. Mais à l'époque, personne ne connaissait l'IKP, aujourd'hui tout le monde connaît les services diplomatiques et culturels que nous avons rendus à la France. »

Dans Arte Journal, Marie Labory déplore : Si rien n'est fait, l'Institut kurde fermera cet été alors que la France accueille la deuxième plus importante communauté kurde d'Europe, 250 000 personnes [...] « Beaucoup l'ignorent et pourtant la plus grande bibliothèque kurde du monde occidental se trouve à Paris, commence la responsable du bureau d'Arte Journal à Paris. »

Cette campagne a été relayée dans les grands journaux et a fait l'objet d'une pétition de soutien, initiée par plusieurs personnalités. En mai dernier, un appel a été lancé dans Libération, par Jean-Marc AYRAULT Ancien Premier ministre, Anne HIDALGO Maire de Paris, Bernard KOUCHNER Ancien ministre des Affaires étrangères, Bruno LE ROUX Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et Hubert VÉDRINE Ancien ministre des Affaires étrangères :

« La plus ancienne institution culturelle kurde d'Europe, créée

en février 1983, avec le soutien du Président et du gouvernement français, risque de bientôt disparaître, faute de budget !

En trente-deux ans d'activité, l'Institut kurde est devenu une référence en Europe. Dans le domaine des droits de l'homme, l'Institut kurde a joué un rôle décisif dans l'information de l'opinion publique occidentale sur la situation de ce peuple sans Etat, privé de représentation politique reconnue. L'Institut kurde a également beaucoup œuvré pour l'intégration laïque et républicaine des Kurdes de France.

En raison de sa contribution à l'intégration républicaine des populations kurdes, et au rayonnement culturel de la France dans le monde kurde, le gouvernement de Pierre Bérégovoy a accordé à l'Institut le statut de fondation reconnue d'utilité publique. Plus tard, le gouvernement Jospin, après un audit financier et d'activité approfondi, a décidé d'un financement public annuel de près de 600 000 euros. Progressivement réduite à partir de 2002, cette subvention fut supprimée sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

L'Institut kurde a alors pu survivre grâce à l'effort exceptionnel du gouvernement régional du Kurdistan. Mais depuis janvier 2014, ce gouvernement, privé de sa dotation financière par Bagdad, submergé par l'afflux de 1,5 million de réfugiés et de déplacés, confronté aux attaques de Daech, n'est plus en mesure de venir à l'aide de l'Institut kurde. Les appels au secours lancés auprès des autorités françaises n'ont, pour le moment, pas abouti.

Pour assurer sa survie, l'Institut kurde avait sollicité une subven-

tion annuelle de 650 000 euros (moins de 4% de la subvention française à l'Institut du monde arabe). Faute d'une décision rapide des autorités françaises, l'Institut kurde risque de voir cesser toutes ses activités au moment même où le monde entier salue le courage des Kurdes en Syrie et en Irak. Ce serait un paradoxe incompréhensible, choquant et absurde.

Les signataires demandent aux autorités françaises d'aider l'Institut kurde de Paris à poursuivre ses missions plus nécessaires que jamais et de pérenniser son existence. »

Parmi les signataires de cet appel, figurent Pouria Amirshahi Député Michèle André Sénatrice, présidente de la commission des finances du Sénat Christian Bataille Député Esther Benbassa Sénatrice Michel Billout Sénateur Patrick Bloche Député, président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée nationale Sergio Coronado Député Bertrand Delanoë Maire honoraire de Paris Cécile Duflot Ancienne ministre, députée Joëlle Garriaud-Maylam Sénatrice Jean-Marc Germain Député, secrétaire international du Parti socialiste Jean Glavany Député Jean-Pierre Godefroy Sénateur Paul Molac Député Aymeri de Montesquiou Sénateur Jean-Christophe Lagarde Député,

maire de Drancy Jean Lassalle Député François Loncle Ancien ministre, député Jean-Vincent Placé Sénateur, président du groupe Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) au Sénat Jean-Luc Reitzer Député Pierre Serne Vice-président du conseil régional d'Ile-de-France.

Enfin interviewé dans le Figaro du 16 juin, Kendal Nezan rappelle la situation de l'institut kurde et la raison de ses difficultés financières : « Nous avons lancé le 11 juin une campagne qui vise les mécènes privés. C'est la dernière piste que nous explorons avant de mettre la clé sous la porte. Notre Conseil d'administration se réunit le 23 juin pour prendre une décision. Si nous fermons, nous envisageons un déménagement en Suède, un pays qui est prêt à nous accueillir. Nous serions alors contraints de nous expatrier. »

Bernard Kouchner s'est rendu personnellement à l'institut kurde de Paris et a enregistré sur place un message filmé, publié sur le site [change.org](https://www.change.org), introduisant la pétition :

« L'institut kurde de Paris est en voie de disparition, en danger de mort. Il n'y a plus d'argent. Le meilleur, le plus grand institut kurde représentant 25 millions de Kurdes, peut-être trente, le seul peuple sans État. Cet institut est menacé. D'abord il faut signer la

pétition pour que les pouvoirs publics redonnent les subventions qui existaient, pour que puisse fonctionner l'Institut kurde de Paris ; deuxièmement, les dons : c'est de vous que cela dépend. Si vous pensez que les valeurs que défendent les Kurdes dans ce Moyen Orient de Barbarie, d'assassinats, de violence extrême – les Kurdes se battent en notre nom, au nom de la démocratie, de l'égalité des hommes et des femmes, des élections, au nom de la séparation de l'islam et du gouvernement. Ce sont nos valeurs, ils sont là, ce sont nos amis, et ils se battent pour nous aussi. Alors, pour cela, il faut que vous donniez des dons, nécessaires pour l'institut kurde qui, symboliquement, représente aussi cette lutte. Si vous pouvez faire plus, si vous pouvez établir des circuits, des contacts, pour qu'on ne laisse pas mourir cet institut, je crois que vous aurez fait vraiment une bonne action. Je vous en remercie. »

La pétition peut être signée sur le site [change.org](https://www.change.org) à cette adresse :

<https://www.change.org/pl/fran%C3%A7ois-hollande-pr%C3%A9sident-de-la-r%C3%A9publique-sauvons-l-institut-kurde-de-paris>

Vous pouvez faire un don sur le site de l'Institut ([www.institutkurde.org](http://www.institutkurde.org)) ou en adressant un chèque à l'ordre de l'« Institut Kurde de Paris » au 106 rue la Fayette 75010 Paris. Merci pour votre soutien.

## SYRIE :

### LES FORCES KURDES INFLIGENT DES REVERS AU DAESH

**L**e 27 mai, les YPG kurdes et des forces assyriennes ont repris les villages chrétiens de Tell Amer et ceux au sud de Serê Kaniyê (Ras al-Ayn), dont l'État islamique s'était emparé depuis février 2015. La bataille qui a abouti à la reconquête totale du terrain perdu a duré tout le printemps, engageant à la fois les YPG et les milices chrétiennes soutenus par

les bombardements aériens de la coalition. Les YPG se sont en plus avancés jusqu'à la ville de Mabrouka (district de Serê Kaniyê).

Après cette victoire à Tell Amer, les forces kurdes (YPG) et celles de l'Armée syrienne de libération (ASL) ont alors poursuivi, le 28 mai, leur offensive avec pour objectif la ville de Tell Abyad (Girê

Spî), un des bastions stratégiques de l'État islamique qui, sur la frontière turque, séparent les deux « cantons kurdes » de Djezireh et de Kobani. C'est aussi un lieu de passage des djihadistes venant renforcer les troupes de Daesh en passant par la Turquie et c'est aussi par ce point frontalier que l'État islamique peut écouler son pétrole en contrebande. La prise de Tell Abyad est enfin l'étape



imposée pour s'enfoncer ensuite plus au sud dans le gouvernorat de Raqqa et atteindre sa ville éponyme, « capitale » syrienne de l'État islamique. Les frappes aériennes ont permis dès le 31 la prise de quatre villages à l'est et le 11 juin, YPG et ASL ont atteint la localité de Suluk, située à une vingtaine de kilomètres de Tell Abyad, tandis que d'autres forces YPG ne sont plus qu'à dix kilomètres de cette ville. Les forces Daesh se sont enfuies de Suluk sans résister, mais en piégeant de nombreuses maisons et rues, comme à leur habitude.

Le 13 juin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme estimait que vingt autres villages étaient à présent aux mains des YPG, qui se trouvaient à 5 kilomètres de Tell Abyad. Selon l'OSDH, les djihadistes ont reculé plus qu'ils n'ont résisté et à Tell Abyad même, ils n'étaient plus que 150 combattants pour défendre la ville.

La jonction des forces kurdes de Kobanî et de Djezireh a pu avoir lieu le 14 juin, et les voies de communication entre Tell Abyad et Raqqah ont été enfin coupées. Les YPG ont tenté alors d'entrer dans Tell Abyad et y sont parvenus le 15, malgré l'attaque-suicide d'un véhicule piégé, par le sud-est de la ville. Le soir du 15 juin, les Kurdes contrôlaient 99% de Tell Abyad, quelques foyers de résistance subsistant çà et là et le 16 juin, la ville était entièrement nettoyée.

Les combats pour la prise de Tell Abyad ont provoqué une nouvelle vague de réfugiés et dès le 10 juin, environs 2000 civils se sont réfugiés en Turquie ou dans les cantons kurdes syriens. Mais le nombre de fuyards n'a cessé de grossir et le 12 juin, il a atteint celui de 13 500. La Turquie a décidé alors de fermer sa frontière et de déployer son armée pour repousser les civils. Mais devant les scènes chaotiques de milliers de

familles se pressant sur les grillages et tentant à tout prix de passer, le tout sous les caméras et les photographes du monde entier, la frontière a été finalement rouverte et le 14 juin, 7000 civils de plus l'ont franchie.

Le président turc, Recp Tayyip Erdoğan, qui vient de connaître un revers électoral cuisant et digère mal le succès du parti pro kurde HDP, accuse les YPG de nettoyage ethnique à Tell Abyad contre la population arabe et turkmène. Ces accusations sont niées par les YPG et l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui parle de « quelques incidents isolés, comme des maisons d'Arabes incendiées, mais on ne peut pas du tout parler de violences systématiques. »

La jonction des forces kurdes et de l'ASL ou « Volcan de l'Euphrate » a immédiatement poussé son avantage en se dirigeant vers le sud et Raqqa. La première étape était la petite ville de Aïn Issa et une base militaire voisine, Liwa (Brigade) 93 que Daesh abandonne sans combat le 23 juin. « Volcan de l'Euphrate » ne se trouvait plus qu'à 56 kilomètre de Raqqa. Mais l'EI a contre-attaqué le 30 et est parvenu à reprendre un quartier de Tell Abyad.

La contre-offensive de l'EI se traduit aussi par des attentats-suicides dans d'autres villes kurdes, Qamishlo et Hassaké, faisant plus de dix victimes. Hassaké, tenu à la fois par les YPG et l'armée gouvernementale syrienne, s'est trouvé sous le feu des attaques Daesh, entrant temporairement au nord-est de la ville, le 25 juin. Mais la riposte la plus meurtrière des djihadistes a eu lieu à Kobanî, quand, le même jour, à 5 heure du matin, des combattants de l'EI sont rentrés dans cette ville (des témoignages semblent indiquer qu'ils se seraient revêtus d'uniformes de YPG ou de l'ASL) et ont mené plusieurs attaques-suicides avec des

véhicules piégés, en faisant de nombreuses victimes civiles (plus de 200 morts).

À Barkh Butan, un village en bordure de la ville, 23 personnes, hommes, femmes et enfants ont été massacrés par les djihadistes. Des centaines de villageois kurdes, qui étaient retourné chez eux après la libération de Kobanî, ont repassé la frontière turque, tandis que de nombreux blessés étaient évacués vers Urfa. Les djihadistes ont été rapidement tués ou capturés par les YPG, le dernier assaut étant lancé sur l'hôpital de la ville, où des membres de Daesh s'étaient retranchés.

Les Kurdes ont dénoncé très vite la « complicité » de la Turquie, en affirmant que ces forces Daesh sont entrées dans Kobanî par la frontière syrienne, via le poste de Mürşitpınar, ce qu'Ankara nie catégoriquement, et le gouverneur d'Urfa a affirmé à l'AFP que Daesh était venu à Kobanî par la ville syrienne de Djarablus.

Mais l'hostilité de la Turquie envers le PYD kurde, en même temps que sa complaisance envers les mouvements djihadistes et notamment Daesh laisse soupçonner que la reprise de Kobanî par l'EI ne déplairait pas au gouvernement AKP. Depuis la chute de Tell Abyad, la presse pro-AKP n'a cessé de dénoncer le soi-disant « nettoyage ethnique » livré par les Kurdes contre les Arabes et les Turkmènes, en affirmant dans leurs gros titres que le PYD était « pire que Daesh » (Sabah) et Yeni Safak a même accusé, les YPG, dans son édition du 30 juin, d'être les auteurs véritables du massacre de Kobanî, tandis que le journal Star invoquait une alliance PYD-Daesh visant directement la Turquie.

Si bien que le ton de plus en plus menaçant d'Ankara envers un

« possible État kurde » en Syrie, qui ne sera jamais « accepté » par la Turquie, d'après Erdogan, a

fini par faire envisager une intervention turque en Syrie, probablement plus dirigée contre les

YPG que contre Daesh, scénario soulevé le 27 juin par le journal Hürriyet.

---

## ERBIL : INCERTITUDE SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

**L**a question de la présidence se repose de nouveau avec acuité au Kurdistan d'Irak, alors que la prolongation de 2 ans ) du mandat de Massoud Barzani touche à sa fin, devant expirer le 19 août. Mais depuis juin 2014, la mainmise de l'État islamique sur une partie de l'Irak et la situation de guerre au Kurdistan d'Irak, ainsi que le grand nombre de réfugiés et de déplacés internes amènent une partie de l'opinion à s'interroger sur l'opportunité et la sécurité d'élections tenues dans la Région kurde. Si bien que le parlement envisage de prolonger une fois encore le mandat présidentiel, ce qui provoque néanmoins les critiques de l'opposition.

Le 13 juin, d'est Massoud Barzani lui-même qui a appelé à la tenue d'élections pour le 20 août, dès le lendemain de l'expiration de son mandat, alors que de l'avis de son propre parti, le PDK, la situation actuelle requiert qu'il reste à son poste, comme l'a déclaré le porte-parole du PDK, Jaffar Ibrahim Eminki. Mais on ignore encore si le président sortant se représentera à cette élection.

L'adoption d'une nouvelle constitution en 2009, qui changeait les modalités de son élection au bout des 4 ans de sa première présidence, lui avait donné au terme d'une élection au suffrage universelle de rester en fonction pour quatre autres années, jusqu'à ce qu'en 2013, le parlement lui accorde une prolongation de 2 ans afin, entre temps, de rédiger une nouvelle loi électorale. Cette prolongation

était soutenue à la fois par le PDK et par l'UPK qui connaissait, à l'époque, des problèmes de leadership, après l'accident de santé qui avait frappé Jalal Talabani et de conflits internes portant sur sa succession.

Quelques jours après l'annonce présidentielle, la Haute Commission électorale indépendante du Kurdistan déclarait, le 20 juin, que les conditions juridiques nécessaires manquaient pour l'organisation de ce scrutin, ainsi que le temps pour cela. Le vice-président de la commission, Sulaiman Mustafa, a rappelé que la décision de ces élections incombait à la commission électorale, et non au président, que la commission avait réclamé de rencontrer ce dernier, une vingtaine de jours auparavant, ainsi que son Premier Ministre, mais n'avait pu le faire jusque-là. La commission souhaite aussi l'assistance du parlement dans cette tâche, indiquant qu'elle ne pouvait être tenue pour responsable si les élections n'avaient pas lieu en août. Sulaiman Mustafa a rappelé qu'il fallait consacrer un budget à cette préparation, afin que la commission ouvre des bureaux dans les différentes provinces, pourvus de personnel et d'observateurs. Des membres du parlement d'Erbil se sont finalement réunis avec des membres de la Commission électorale pour discuter de ces problèmes.

Le PDK soutient bien évidemment l'initiative de Massoud Barzani, mais insiste pour que le président sortant puisse se représenter, en tant que seul candidat envisageable pour le PDK, mais

aussi en raison de « la situation économique, politique et sécuritaire dans la Région », ainsi que les « développements internationaux récents ». Le PDK est aussi et surtout opposé à la transformation du système présidentiel actuel, où le président est élu au suffrage universel, en système parlementaire où les députés éliraient le président.

Le 23 juin, alors que le parlement kurde tenait une session ordinaire portant sur la rédaction et de l'amendement d'un certain nombre de lois – dont la loi sur la présidence – les débats ont été boycottés par le groupe du PDK, constitué de 38 députés sur 111, ainsi que d'autres députés de petites formations. Le Parti communiste avait demandé un report des débats, report qui a été refusé. Gorran, lui, tenait à la poursuite des débats. C'est donc l'Union patriotique du Kurdistan, Gorran, l'Union islamique du Kurdistan, le Groupe islamique kurde et le Parti communiste du Kurdistan qui ont tenu la session, à laquelle assistaient plusieurs représentants internationaux, américain, égyptien, allemand, invités par le parlement, ainsi que Mohsen Bawafay, haut conseiller au consulat iranien d'Erbil, ce qui a provoqué la critique d'un parti kurde iranien, le Parti de la liberté au Kurdistan (PAK).

L'UPK, Gorran, les deux partis islamiques ont chacun présenté un projet d'amendement de la loi présidentielle, mais tous souhaitant que le président soit élu par le parlement, s'opposant ainsi au PDK, absent de la séance.

---

# Kendal Nezan: « Les démocraties ne soutiennent pas suffisamment les Kurdes »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**THÉRRY OBERLÉ** toberle@lefigaro.fr

PHYSICIEN français d'origine kurde, Kendal Nezan, est le président de l'Institut kurde de Paris, une institution au bord du dépôt de bilan.

**LE FIGARO.** - La question kurde est au cœur de l'actualité, les Kurdes d'Irak et de Syrie sont en première ligne dans la guerre contre l'État islamique, et pourtant l'Institut kurde de Paris est au plus mal : comment expliquez-vous ce paradoxe ?

**Kendal NEZAN.** - L'Institut kurde de Paris a été, pendant plus de trente ans, le porte-parole d'un peuple sans État qui n'avait pas voix au chapitre, mais il est aujourd'hui asphyxié financièrement. Nous allons vers le dépôt de bilan. Nous bénéficions, il y a une dizaine d'années, d'une modeste subvention du gouvernement français de 600 000 euros, évaluée en fonction de nos besoins, qui nous permettait d'accomplir nos missions. Elle a été réduite progressivement puis supprimée. Les subventions publiques sont passées en dix ans de 570 000 euros en 2002 à 20 000 euros en 2010. La France souhaitait que la région autonome du Kurdistan irakien prenne le relais. Le petit gouvernement kurde a fait ce qu'il a pu, mais il fait, lui-même, face à de graves difficultés financières à la suite d'un conflit budgétaire avec le gouvernement central irakien. Il est de surcroît confronté à l'afflux de réfugiés toujours plus nombreux et doit tenir une ligne de front de plus de mille kilomètres face à l'État islamique.

**Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?**

Qu'ils nous expliquent pourquoi il n'est plus possible de verser 600 000 euros à l'Institut kurde alors qu'on trouve 13 millions d'euros à donner à l'Institut du monde arabe qui peut bénéficier par ailleurs de l'aide de riches pays du monde arabe ? En France, on est très fort du côté des oraisons funèbres et dans les regrets. Tout le monde fait l'éloge des Kurdes - remparts contre la barbarie - et de l'Institut. Cela finit par ressembler à des fleurs d'enterrement. On ne peut pas avoir le verbe haut et les bras si courts. À défaut de sauver les Kurdes sur place, on peut au moins sauver l'Institut kurde.



**Kendal Nezan : « Les valeurs défendues par les Kurdes sont très proches des valeurs occidentales. »**

OLIVIER ROLLER/DIVERGENCE

**En quoi les Occidentaux et les Kurdes partagent-ils des valeurs similaires ?**

Les valeurs défendues par les Kurdes sont très proches des valeurs occidentales. Les Kurdes entretiennent le vivre-ensemble entre communautés, la tolérance et un statut relativement privilégié pour les femmes par rapport au reste du monde musulman.

**Les Occidentaux en font-ils assez dans leur soutien aux Kurdes ?**

Nous sommes dans une situation étrange où les Iraniens soutiennent avec des moyens considérables leurs alliés chiïtes, les Saoudiens et les Qatariens soutiennent avec des moyens considérables leurs alliés islamistes, la Russie

**« Pourquoi n'est-il plus possible de verser 600 000 euros à l'Institut kurde alors qu'on trouve 13 millions d'euros à donner à l'Institut du monde arabe ? »**

soutient les orthodoxes. Quant aux démocraties, elles parlent beaucoup de promouvoir leurs valeurs mais font malheureusement peu de choses ici et là-bas. Elles devraient accorder leur rhétorique avec leurs actes sous peine de perdre toute crédibilité.

**Comment est né l'Institut kurde de Paris ?**

Lorsque je suis arrivé à Paris à la fin des années 1960, il y avait juste une poignée de Kurdes. 30 000 à 40 000 exilés ont débarqué en France dans les années 1980 pour échapper à la prison après le coup d'État militaire (1982) en Turquie, à la guerre Iran-Irak (1980-1988) ou pour fuir la guerre de Saddam contre les Kurdes d'Irak (1987-1988). Nous avons créé l'Institut kurde en 1983 pour venir en aide à ces gens, mais aussi pour informer sur le Kurdistan qui était une zone interdite. Dans cette nuit noire pour les Kurdes, nous étions une lueur d'espoir.

**Pensez-vous que l'on s'achemine vers le règlement du conflit entre les séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et la Turquie ?**

Nous œuvrons depuis 1994 à la recherche d'une solution pour les Kurdes de Turquie. L'Institut a organisé avec le soutien du gouvernement norvégien les premières rencontres turco-kurdes. Des discussions ont repris en 2008 avec le PKK pour établir une base de négociations acceptable par les deux parties. Il y a maintenant un processus officiel de négociation en cours impliquant Ankara.

**Quand le sort de l'Institut va-t-il se jouer ?**

En ce moment. Nous avons lancé le 11 juin une campagne qui vise les mécènes privés. C'est la dernière piste que nous explorons avant de mettre la clé sous la porte. Notre Conseil d'administration se réunit le 23 juin pour prendre une décision. Si nous fermons, nous envisageons un déménagement en Suède, un pays qui est prêt à nous accueillir. Nous serions alors contraints de nous expatrier. ■



Manifestation d'alévis à Istanbul, en mai 2014, après la mort de deux manifestants à Okmeydanı, un quartier de la ville habité majoritairement par cette communauté.

## La communauté alévie veut faire enfin entendre sa voix

SAMUEL FOREY [@samforey](#)  
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LA PROVINCE DE TUNCELI

INANÇ DOLU a le ventre imposant, la voix profonde et les yeux amusés d'un curé de campagne. Il entre, empli de respect, dans le *türbe*, « tombeau », en turc, qui ressemble à une modeste chapelle de bois et de pierres, posée sous le sommet arrondi d'une petite montagne, au milieu du village de Bargin. Le froid est vif, le silence est total. Dans une pièce, trois tombes, recouvertes d'un drap vert éclatant. Inanç Dolu, empli d'émotion, les embrasse une à une. « Ce sont mes ancêtres qui sont enterrés là », dit-il. Le géant se recueille dans la petite pièce. C'est un *pîr*, un chef spirituel alévi, issu d'une longue lignée : Bargin est le centre de l'un des trois grands ordres du culte alévi.

Les alévis pratiquent un culte syncrétique d'obédience chiïte, qui intègre aussi des éléments du christianisme, avec la trinité Allah-Mahomet-Ali, et de la religion ancestrale des Turcs, le tengrisme, une divinité du ciel présente aussi chez les Mongols. Ils vénèrent les fontaines, les arbres, le sommet des montagnes, le creux des rivières. L'architecture de leurs lieux de culte, les *ce-mevî* - prononcer *djemevi* -, rappelle les yourtes d'Asie centrale. Elles sont parfois dissimulées au milieu d'un village, une maison parmi d'autres, insoupçonnable.

Les musulmans sunnites se méfient de ce culte ésotérique, doté d'un complexe système initiatique. Les alévis ont souvent été contraints de pratiquer leur culte en secret. Parmi les douze rôles dans leur cérémonie, celui du *gözçü*, la « sentinelle », est essentiel. Quand le



sultan Selim 1<sup>er</sup>, dit le Terrible, s'empara en 1517 du titre de calife, faisant du sunnisme la religion de l'Empire ottoman, une longue ère de répression s'ouvrit pour les alévis, qui se réfugièrent peu à peu dans les zones les plus reculées de l'Anatolie - comme le Dersim.

La région, de hauts plateaux traversés par des vallées encaissées et ponctués villages inaccessibles, est un rêve de maquisard qui cumule deux défauts, aux yeux d'une Turquie assimilatrice : elle est majoritairement peuplée d'alévis; kurdes de surcroît. C'est ici que la jeune république turque commet son premier massacre de masse. Le Dersim était déjà réputé pour avoir abrité des Arméniens qui fuyaient le génocide de 1915. Mustafa Kemal Atatürk lui-même, le fondateur de la Turquie moderne, considère au Parlement en 1936 que le Dersim devient un problème. En 1937, un vénérable chef de clan kurde, Seyit

Rıza, âgé de plus de 80 ans, lance la révolte. En réponse, l'État commence l'opération « Tunceli » - main de bronze. Seyit Rıza est capturé et pendu cette même année.

### Rapports complexes avec l'État

Bargin est lui aussi touché. Un matin d'août 1938, au plus fort de la répression; des soldats se présentent dans le fief d'Inanç. Ils emmènent deux familles, les Canan et les Baran. Personne ne les arrête. Personne ne peut les arrêter : à Bargin, un village de chefs spirituels, personne n'est armé. Mais en chemin, à l'abri des regards, les soldats enferment les deux familles dans une masure remplie de foin. Ils mettent le feu ; 24 personnes meurent brûlées vives. Le Dersim change de nom : il s'appelle désormais Tunceli, le nom même de l'opération qui a causé la mort de quelque 40 000 personnes.

Le Dersim est à nouveau touché dans les années 1990, dans la guerre entre la République turque et la guérilla du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan. Cette fois-ci, c'est Inanç Dolu qui doit partir, en 1992. Il s'exile de l'autre côté de l'Euphrate, à quelques heures de route vers le sud : « Il n'y avait pas d'école, il n'y avait pas de travail. Il y avait des check points à chaque carrefour. Difficile de circuler le jour, impossible la nuit », se rappelle le géant.

Malgré les répressions, le rapport entre les alévis, qui composent entre 15 et 20 % de la population turque, et l'État est complexe. Ils ont longtemps massivement soutenu le CHP, Parti républicain du peuple, kémaliste. Ils savent gré à Atatürk d'avoir aboli le califat et à la République d'avoir intégré de nombreux éléments de la culture alévie, dans la littérature ou la musique. La laïcité leur garantissait une certaine liberté de culte. En dépit d'une culture de gauche, voire d'extrême gauche, le soutien au CHP persistait par défaut, contre les nationalistes turcs, qui rejettent l'alévisme, ou à partir des années 1990, contre l'essor de l'islam politique.

« Le CHP a longtemps été le seul parti à gauche et a toujours veillé à intégrer des gens du Dersim. Aujourd'hui, le président du parti, Kemal Kılıçdaroğlu, est originaire de cette région », explique Hüseyin Aktas, militant de gauche qui habite en contrebas de Bargin. Nommé en 2010, Kemal Kılıçdaroğlu n'a cependant pas pu empêcher le lent grignotage des voix du Dersim par le parti prokurde, le HDP, le Parti démocratique des peuples. « Les habitants du Dersim s'éloignent maintenant du CHP parce qu'il ne dit rien sur les alévis, alors que le HDP veut interdire la direction des affaires religieuses. » Vieille revendication des alévis, la direction des affaires religieuses, qui dépend du cabinet du premier ministre, ne reconnaît pas le culte alévi. Le Dersim, entre les répressions et l'exode ru-

ral, ne pèse plus guère en nombre de voix, mais représente une valeur symbolique. De nombreux alévis du Dersim habitent aujourd'hui dans les grandes villes de Turquie, voire à l'étranger. Or cette année, ce sont les premières élections parlementaires où les Turcs expatriés ont pu voter de leurs consulats.

### Massacres reconnus

À Bargin, la vie revient justement avec ces Turcs de l'étranger. Les hostilités avec le PKK se sont calmées dans les

années 2000. Il devient à nouveau possible de circuler dans la région. D'Allemagne, de France, des Pays-Bas, les expatriés viennent passer quelques mois au pays, avec des idées nouvelles : les Baran ont décidé en juin 2014 d'élever un monument à l'endroit où les membres de leur famille ont été brûlés, en 1938. Recep Tayyip Erdogan avait été le premier dirigeant turc, en 2011, à reconnaître les massacres du Dersim. « Il a ouvert une porte, et nous nous sommes engouffrés dedans », dit Huseyin

Baran, le fils du survivant du massacre de Bargin, peau cuivrée, visage osseux, regard fiévreux. « Il faut se battre pied à pied, mais dès que j'ai vu les ossements, je me suis senti investi d'une responsabilité. » Derrière lui, on distingue au loin une caserne de l'armée turque solidement fortifiée. Dans le Dersim, la paix est revenue, mais les soldats ne sont pas encore partis. ■

Le Monde  
MARDI 2 JUIN 2015

# Recep Tayyip Erdogan se rêve en « sultan »

Le président turc devra remporter les deux tiers des sièges aux législatives du 7 juin pour modifier la Constitution

ISTANBUL - correspondante

**S**ans être candidat, le président Recep Tayyip Erdogan mène une campagne active pour sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamoconservateur, au pouvoir), en vue des élections législatives du dimanche 7 juin en Turquie. Il est de tous les rassemblements. On ne voit que lui. Sur le petit écran, il est montré en train de recevoir les maires des villages d'Anatolie en son palais présidentiel d'Ankara ou brandissant un coran traduit en kurde sur une tribune face à la population conservatrice de Batman (sud-est).

Le voilà ensuite à Karlsruhe (Allemagne), le temps d'une rencontre avec les Turcs expatriés : « On dit que le président ne peut pas prendre parti, c'est vrai, mais je suis, bien sûr, impartial dans ma relation envers les partis. » Il y a aussi les inaugurations des grands chantiers, dont il est coutumier. Le 22 mai, il coupait le ruban du nouvel aéroport d'Ordu-Giresun, situé sur une île artificielle au beau milieu de la mer Noire. Une façon de mettre en scène le principal slogan de l'AKP : « Eux : [l'opposition], ils parlent, nous, on fait. »

Ses opposants crient à l'abus de pouvoir, mais le chef de l'Etat n'en a cure, surtout depuis que la Cour suprême et la Commission électorale lui ont donné raison. Après tout, l'enjeu de cette élection, c'est lui. En cas de victoire de l'AKP, il taillera la Constitution à sa mesure et endossera le costume de super-président. Il mise sur une victoire éclatante de son camp pour façon-

ner son projet de République présidentielle, son « sultanat », comme disent ses détracteurs.

Parvenu au faite de sa fulgurante carrière politique, l'ancien gamin qui vendait des verres de thé dans le quartier populaire de Kasimpasa, à Istanbul, se rêve en nouvel Atatürk. Il promet à l'envi une « nouvelle Turquie ». N'est-il pas l'« homme providentiel » – ce sont ses propres mots –, celui qui a donné stabilité et prospérité au pays ?

Et s'il mouille sa chemise, c'est pour rappeler aux électeurs qu'en treize ans de pouvoir, lui et sa formation, surnommée « le parti de l'ampoule », ont mis le pays sur les rails de la prospérité : PIB mul-

tiplié par trois, crédit à la consommation à volonté, grands travaux d'infrastructures, promesse d'une nouvelle Turquie, forte économiquement et respectée internationalement.

### L'étoile de l'AKP pâlit

Mais plus l'échéance électorale se rapproche, plus l'étoile de l'AKP pâlit. Les sondages lui accordent entre 38 % et 45 % des suffrages, loin des 48,9 % engrangés lors des législatives de 2011. Selon les instituts Sonar et Gezici cités par la presse turque le 25 mai, l'AKP pourrait récolter 41 % des voix, ce qui impliquerait la formation d'un gouvernement de coalition, du jamais-vu depuis 2002.

L'AKP restera le premier parti politique du pays, mais il risque de ne pas pouvoir gouverner seul, ce qui ferait s'écrouler le rêve du « sultanat ». Pour modifier la Constitution, les islamoconservateurs doivent remporter 367 des 550 sièges du Parlement. Avec 330 députés, la tenue d'un référendum est possible. A 329 députés, il faudra dire adieu au projet de République présidentielle.

Pour les islamoconservateurs, vainqueurs de tous les scrutins depuis 2002, le coup serait rude. Et ce serait également une déconvenue pour l'« homme providentiel ». Selon les instituts de sondage, tout est déjà joué. La République d'Erdogan ne verra pas le jour, se



Le président Erdogan et son épouse, le 30 mai, lors de la commémoration de la prise de Constantinople, aujourd'hui Istanbul, par les Ottomans en 1453.

MURAD SEZER/REUTERS

désolent déjà les éditorialistes de la presse progouvernementale.

« Le 8 juin, la Turquie pourrait bien se réveiller avec un gouvernement de coalition », écrivait, le 25 mai, Abdulkadir Selvi, éditorialiste au quotidien proche du pouvoir *Yeni Safak*. La faute à la direction de l'AKP, laquelle, habile à relier les deux rives du Bosphore par un tunnel sous-marin, « n'arrive pas à faire la jointure » avec la partie de son électorat qui est « en proie au doute ». « Dans cette élection, le plus grand rival de l'AKP, c'est l'AKP », conclut l'éditorialiste.

Au sein du parti, l'idée d'un changement de régime est loin de faire l'unanimité.

En 2002, l'essor économique avait fait le lit des islamocconservateurs, mais, treize ans plus tard, le ralentissement de la croissance et le chômage élevé leur compliquent la tâche. L'extrême personification du régime a également fini par jouer un mauvais tour à l'homme fort de la Turquie. Les électeurs ont déjà un avant-goût de sa propension à décider de tout, depuis le taux directeur de la

## « Dans cette élection, le plus grand rival de l'AKP, c'est l'AKP »

ABDULKADIR SELVI  
éditorialiste au quotidien  
proche du pouvoir «Yeni Safak»

Banque centrale jusqu'au nombre d'enfants que chaque femme doit mettre au monde. Et de ces interventions à propos de tout et de rien : sur le dernier éditorial du *New York Times*, sur la Mercedes blindée du chef de la direction aux affaires religieuses Mehmet Görmez, sur l'amour filial.

Parti en guerre contre la presse, contre les hommes d'affaires déçus et contre ses opposants politiques facilement qualifiés de « traîtres », Recep Tayyip Erdogan est accusé de dérive autoritaire. Pas facile de convaincre son peuple des bienfaits du futur régime présidentiel aux contours incer-

tains, surtout depuis que l'Arabie saoudite a été citée par l'intéressé comme le prototype du régime présidentiel idéal.

### Instrumentaliser la religion

Sa façon d'instrumentaliser la religion et le Coran à des fins de pure propagande tout au long de la campagne est une autre source d'inquiétude, au premier chef pour les minorités (chrétiens, alévis). « Ma vie est guidée par le Livre saint. C'est ainsi que j'ai vécu, que je vis et que je vivrai », a-t-il expliqué, accusant le chef du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), Kemal Kılıçdaroglu, de confession alévie (une branche de l'islam), de manquer de profondeur sur les textes saints.

Les scandales de corruption autour de son gouvernement, révélés en décembre 2013, ont aussi contribué à faire perdre à l'AKP son label de « parti blanc, propre ». Avec le temps, des nuances de gris sont apparues, au risque de refroidir l'ardeur des électeurs. « *Tayyip bey* » aurait-il perdu sa

magie ? Pour l'avoir suggéré dans une de ses chroniques, le journaliste Abdulkadir Selvi est devenu indésirable parmi les accrédités auprès de la présidence. Une chose est sûre, son charme s'est émoussé, y compris au sein de son propre camp.

Les « barbes blanches » de l'AKP, tels l'ancien président Abdullah Gül, le vice-premier ministre Bülent Arınç, le président du Parlement Cemil Çiçek ont pris leurs distances. Invité aux cérémonies du 56<sup>e</sup> anniversaire de la conquête d'Istanbul le 30 mai, M. Gül a décliné. « Avoir la majorité n'est pas forcément synonyme de stabilité politique », avait commenté, il y a quelques mois, l'ancien président turc, retiré de la vie politique. ■

MARIE JÉGO



7 juin 2015

# Turquie : ces tribus kurdes qui ont lâché le président Erdogan

par Fatma KIZILBOGA, Kadir DEMIR  
<http://www.france24.com>  
7 juin 2015

Alors que se tiennent, en Turquie, des législatives cruciales pour l'AKP, au pouvoir depuis 2002, les tribus kurdes ont retiré leur soutien au parti du président Erdogan. En cause : sa non-intervention lors de la bataille de Kobané.

Situé à un jet de pierre de la frontière syrienne, le village de Boydi, en Turquie, a vécu pendant des mois au rythme de la bataille de Kobané. La maison de Hanefi Tilge en conserve les traces. "C'est ici que cela a explosé. C'était une munition de gros calibre", indique-t-il en montrant les impacts qui tachètent l'un des murs de sa demeure.

Malgré le danger, Hanefi Tilge a toujours refusé d'abandonner son village. Question d'honneur pour ce chef de tribu kurde, celle des Didan, qui compte plus de 3 000 membres dans la région. Un statut qui, selon une tradition ancestrale, lui confère le droit



d'énoncer des consignes de vote.

Alors que les Turcs sont appelés, dimanche 7 juin, à désigner leurs députés, Hanefi Tilge a décidé, pour la première fois en 13 ans, que son clan ne voterait plus pour le Parti de la justice et du développement (AKP) fondé par le président Recep Tayyip Erdogan. "On aurait souhaité qu'il vienne en aide aux Kurdes. L'organisation de l'État islamique (EI) tapait de notre côté et personne n'a bougé. Erdogan ne nous a pas soutenus, il attendait que Kobané tombe", déplore-t-il.

### PROFOND SENTIMENT DE TRAHISON

Comme les Didan, plusieurs dizaines de clans du sud-est de la Turquie ont décidé de se ranger derrière le Parti pour la démocratie des peuples (HDP, pro-kurde). Des ralliements en nombre que cette formation politique kurde - la seule de Turquie - doit à l'importante campagne menée par ses militants auprès des chefs tribaux... "Ici, nous vivons dans un système féodal où ce sont les hommes qui prennent les décisions, explique Rojda Bilican, membre du HDP. Et dans les tribus, ce sont eux qui influencent ceux qui ne connaissent pas les partis politiques."

Jusqu'aux dernières élections, les tribus, alors séduites par le discours islamiste du gouvernement, votaient massivement pour l'AKP. Mais l'immobilisme d'Ankara lors de la bataille de Kobané a fait naître un profond sentiment de trahison chez les Kurdes. "Les gens d'ici étaient au bord de la révolte, et c'est ce qui a coûté chez à l'AKP", analyse le chef tribal Sezai Kilic.

Alors que Recep Tayyip Erdogan espère que son parti obtienne la majorité des deux tiers nécessaire à l'élargissement de ses pouvoirs, la nouvelle alliance des tribus au HDP vient démontrer que la Turquie est de plus en plus divisée.

# Kurdish Peshmerga Say They Need Weapons After ISIS Seizes Iraqi Arsenal

**Forces worry they cannot hold defensive lines**

By Yaroslav Trofimov / June 4, 2015  
//www.wsj.com

**D**ABBIS, Iraq—Just before Islamic State territory begins, Kurdish Peshmerga fighters have built a dirt wall across the road. But they don't have much hope it would stop the militants' favorite way of breaking front lines—armored trucks filled with explosives and driven by suicide bombers.

Lt. Jamal Derwish, the outpost's commander, said his men already spotted three such armored vehicles in the area since Islamic State, or ISIS, overran the city of Ramadi last month and seized yet another arsenal of modern U.S.-made heavy weapons from the Iraqi army. Islamic State fighters, he said, have also filled trenches with oil to burn—something that would create a smokescreen to protect them from U.S. airstrikes.

"We're facing a very serious threat. Without necessary weapons, this basic defensive line won't be enough," Lt. Derwish said shortly after his outpost came under Islamic State's mortar fire. He held up an old rocket-propelled grenade, something that wouldn't easily stop a massive armored truck barreling down the road.

"Right now, the only weapons we really have is this and the high morale of our Peshmerga," he said.

The 160,000 Peshmerga—the troops of the autonomous Kurdish regional government in northern Iraq—may well be the most dedicated and combat-worthy units confronting Islamic State in Iraq. In a paradox of this conflict, they are also the least armed and equipped when compared with the Iraqi army, the Iranian-backed Shiite militias or, crucially, Islamic State itself. Peshmerga ammunition stocks are running low and whatever heavy weapons they have are mostly of Saddam Hussein-era vintage, commanders say.

While the Peshmerga also buckled under Islamic State's rapid offensive last summer, they have since reconquered most lost territory and now are focused on holding the line. One of the most critical front lines is here near the Islamic State stronghold of Hawija, in the barren hill country punctuated



*Lt. Jamal Derwish, pointing in center, commands the last outpost of Kurdish Peshmerga forces before Islamic-State controlled territory in Dabbis, Kirkuk province in Iraq. Photo: Yaroslav Trofimov/The Wall Street Journal*

ed by the burning gas wells of Kirkuk province. The area is home to a sizable chunk of the country's oil wealth.

"If ISIS combines its forces and pushes into one area with multiple vehicles, they will break through—and then the whole line breaks," warned Wladimir van Wilgenburg, a Kurdistan-based analyst for the Jamestown Foundation, a Washington think tank.

Iraq's Shiite-dominated central government—fearing that one day Kurdistan will seek independence from Baghdad—has long tried to limit arms transfers to the Kurdish Regional Government, which, not being a state, can't legally buy weapons on its own. Because of budget disputes with Baghdad, which is supposed to share 17% of the entire country's oil income with the Kurdish government, the Peshmerga also haven't received their salaries for two months.

"Our enemy is very well-armed. The better weapons we get, the fewer sacrifices in lives we will have to make to resist it," the Kurdish minister for Peshmerga affairs, Mustafa Sayid Qadir, said in an interview. "They target us with weapons that were abandoned in Ramadi. Wouldn't it have been better if the Iraqi army had given them to us instead of giving them to ISIS?"

While Baghdad denied Kurdish requests for weapons in the past, the country's current government led by Haider al-Abadi has authorized some U.S. shipments to the Peshmerga. They include 40 MRAP armored vehicles and some 1,000 AT-4 anti-tank systems, according to the Pentagon.

"Our policy remains that all arms transfers must be coordinated via the central sovereign government of Iraq," said Pentagon spokeswoman U.S. Navy Cmd. Elissa Smith.

The most useful weapons supplied to the Peshmerga have come not from the U.S. but from allies such as Germany and France, Kurdish officials say. On top of their wish list: the German-supplied Milan guided antitank missiles with an effective range of 2,000 meters—a tool of choice against the suicide truck bombs often fashioned by Islamic State from American-made armored Humvees and MRAPs.

By contrast, the U.S.-supplied AT-4 has an effective range of only 300 meters. By the time it hits a large truck bomb, with its wide radius of destruction, it's often too late, said Mr. Qadir.

"You are already within the range of the explosion," he said.

Frontline commanders such as Lt. Derwish say they crave the Milans. However, there are only two such missile systems for 11 Peshmerga brigades along the 44-kilometer stretch of front line near Kirkuk. They are moved between outposts based on intelligence about imminent attacks, said the sector's commander, Kemal Kirkuki, a former speaker of the Kurdistan regional parliament.

"Out of the two, one doesn't even have night vision—which is problem considering that ISIS mostly attacks at night," Mr. Kirkuki added.

Things aren't better elsewhere. While exact numbers haven't been released, the U.S. military says coalition partners have supplied dozens of Milan launchers to the Peshmerga for a front line with Islamic State that stretches more than 1,000 kilometers.

"ISIS has very advanced weapons that it received from Iraqi army stores. If we do not receive help from our international partners, we may not be able to confront it," said Lt. Col. Keifi Majid Abdulrahman, operations chief for the 108th Peshmerga brigade at the Hawija front line.

"ISIS is like a virus. It's better to eliminate it today than let it grow tomorrow. We'd like to see our coalition partners pull up their sleeves and get serious." ♦



Libération Mardi 2 Juin 2015

# L'axe sunnite fait la part belle aux rebelles

Qu'ils soient islamistes, salafistes ou jihadistes, les groupes armés opposés au régime syrien bénéficient d'un soutien politique, financier et militaire de la part de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et du Qatar.

**L**e fauteuil doré et tarabiscoté dans lequel il a pris place lui donne un air de monarque oriental, démenti par le voile noir qui couvre sa tête et le drapeau jihadiste de la même couleur, posé bien en évidence sur la tablette devant lui. Abou Mohammed al-Joulani, chef du Front al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaeda, est visiblement traité comme un ami par la chaîne d'informations Al-Jezira, propriété du Qatar. Si l'on avait quelques doutes sur le soutien du richissime émirat à l'organisation classée depuis 2012 sur la liste noire des Etats-Unis et du Royaume-Uni comme «terroriste», ils sont rapidement levés. Pour l'interviewer, un journaliste proche des Frères musulmans, avec des questions des plus complaisantes.

En réponse, des propos, sinon rassurants, du moins apaisants envers les pays occidentaux, qu'il n'entend pas attaquer «pour ne pas salir la Syrie» et les minorités religieuses, à l'exception des druzes et surtout des alaouites, condamnés à l'enfer s'ils ne se convertissent pas (*lire Libération du 29 mai*).

**Équilibriste.** Si le chef islamiste a choisi la semaine dernière de s'exprimer – ses interviews sont exceptionnelles –, à un moment où son organisation vole de victoire en victoire, poussant fortement en direction de Damas, c'est qu'il a un message à faire passer à l'adresse des Occidentaux : celui d'incarner une force politique présentable, responsable, a minima pragmatique, moins jusqu'au-boutiste en tout cas que l'Etat islamique, l'organisation sœur ennemie. Ce qui ne l'empêche pas pour autant de faire savoir qu'il demeure dans l'orbite d'Al-Qaeda et qu'il a un devoir d'obéissance à son chef, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, le successeur d'Oussama ben Laden.

Ce numéro d'équilibriste impossible doit beaucoup au Qatar – l'émirat a toujours été proche du Front al-Nusra. Mais sans doute aussi à la Turquie et à l'Arabie Saoudite, les deux autres partenaires de cet axe sunnite qui ne fait pas mystère de son soutien politique et militaire à la rébellion syrienne. L'équation peut se résumer ainsi : en échange d'un positionnement moins jihadiste, fût-il temporaire, d'une sorte de «publi-info», pour reprendre l'expression d'un chercheur, ces trois pays se sont engagés à fournir à Al-Nusra un soutien politique, financier et militaire. Pour autant, pas besoin pour l'organisation de renoncer à un salafisme guerrier ni de tourner

## RECIT

le dos à Al-Qaeda qui, dans la confrontation actuelle avec l'Etat islamique, pèse d'ailleurs de moins en moins – elle reste néanmoins la référence originelle pour nombre de groupes jihadistes, lui permettant ainsi d'avoir une bénédiction idéologique toujours nécessaire.

Cette alliance de Doha, Riyad et Ankara se reflète sur le terrain syrien, à travers une nouvelle force apparue il y a quelques mois : Jeish al-Fatah («l'Armée de la conquête»). On y retrouve des organisations islamistes, salafistes, certaines jihadistes, d'autres non, des formations proches des Frères musulmans et peut-être quelques groupes moins religieux liés à l'Armée syrienne libre (ASL). Trois mouvements sont la matrice de cette coalition : Al-Nusra, Jeish al-Islam («l'Armée de l'islam») et Ahrar al-Cham («Libres du Levant»). Chacun des trois pays de l'axe sunnite a d'ailleurs ses préférences : le Front al-Nusra est surtout parrainé par le Qatar et la Turquie ; Ahrar al-Cham par le Qatar également, et l'Arabie Saoudite ; Jeish al-Islam, très bien implanté autour de Damas, par Riyad qui,

souligne un spécialiste occidental du Royaume, «agit comme à son habitude. Il soutient n'importe quel groupe, radical ou modéré, sans s'inquiéter des conséquences futures». Ce soutien des trois pays à la rébellion passe évidemment par l'envoi d'armes. Vendredi, le quotidien turc *Cumhuriyet* a publié des photos et une vidéo qui accréditent l'hypothèse, jusque-là farouchement démentie par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara, de livraisons d'armes aux rebelles extrémistes. Le journal d'opposition produit des images d'obus de mortier dissimulés sous des médicaments dans des camions, officiellement affrétés par une organisation humanitaire et qui ont été interceptés en janvier par la gendarmerie turque près de la frontière syrienne. Cette opération avait viré au scandale politique lorsque des documents officiels publiés sur Internet affirmaient que ces camions appartenaient aux services de renseignement turcs.

**Black-out.** Selon les informations de *Cumhuriyet*, les poids lourds convoiaient un millier d'obus de mortier, 80 000 munitions pour des armes de petits et gros calibres et des centaines de lance-grenades. De fabrication russe, cette artillerie était fournie par des pays de l'ancien bloc soviétique, précisait le journal. Impossible de savoir en revanche à quel groupe elles étaient destinées. Le Front al-Nusra, voire l'Etat islamique, comme l'opposition turque l'insinue ? Frappé au cœur par le scandale, Ankara avait réagi violemment en imposant un black-out médiatique sur l'affaire, y compris sur les réseaux sociaux, et en ouvrant une enquête qui a déjà abouti au placement en détention d'une cinquantaine de personnes, gendarmes, militaires ou magistrats. Le Président, Recep Tayyip Erdogan, avait même déclaré mi-mai que la fouille des camions constituait une «trahison». L'Arabie Saoudite n'a pas ce genre de problème avec la presse. Sans doute est-ce d'ailleurs le nouveau souverain saoudien, le roi Salmane, qui a rendu possible cet axe sunnite en se rapprochant à la fois du Qatar et de la Turquie.

**JEAN-PIERRE PERRIN**



# Les femmes Yézidiennes témoignent Elles ont survécu à l'enfer

FLORE OLIVER / Le 04 juin 2015  
//www.parismatch.com

**L**e 3 août 2014, les hommes de Daech envahissaient les Monts Sinjar, libérés quelques mois plus tard par les forces kurdes. Lors de cette offensive, des milliers de jeunes femmes Yézidiennes ont été capturées, puis vendues à des combattants, réduites en esclavage. Nous avons retracé leurs histoires en novembre 2014. Voici d'autres témoignages de ces rescapées de l'enfer.

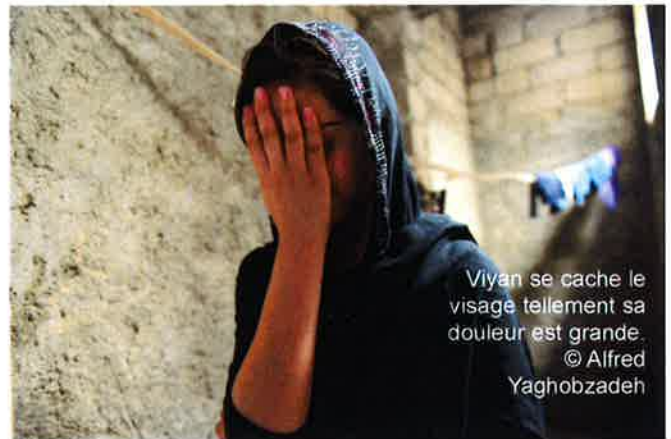
*Viyen dont le prénom a été changé à sa demande, 15 ans. Séquestrée cinq mois et demi.*

« Je suis de Tel Kasa, une petite ville du sud Sinjar, où je venais d'entrer au lycée. Je rêvais de devenir professeur d'anglais, mais j'ai perdu tout espoir. Je n'y crois plus. Le 03 août 2014, nous avons fui à pieds. Nous nous sommes arrêtés pour nous reposer dans le village d'El Kane. Deux fois, les hommes de Daech sont venus nous voir pour nous dire qu'ils ne nous feraient rien. Donc nous sommes restés... Nous avons peur de ne pas survivre dans les monts Sinjar à cause de la chaleur. Mais quand ces hommes sont revenus pour la troisième fois, le même jour dans la soirée, ils nous ont tous emmenés. Ils ont mis à part les 95 hommes, dont le plus jeune avait quinze ans, et les ont tués, un peu plus loin. Mon père était parmi eux, ainsi que mes deux neveux de 22 et 25 ans. Un de mes frères, Hazim, de 29 ans, a perdu quatre de ses cinq fils, et sa femme. Il ne lui reste qu'Ayman, sept ans. Comme il était peshmerga, il savait qu'il serait tout de suite tué, donc il avait fui seul, quelques heures avant nous. A Talafar, les femmes de 13 à 25 ans, dont moi, ont été séparées des plus âgées, restées avec les enfants. Ils nous ont parquées dans une maison de trois étages à Mossoul en face d'une mosquée. J'ai terminé avec un groupe de seize filles. Ils nous ont emmenées à Rambassi, où nous étions dans une maison vide avec beaucoup de combattants. Là, ils ont organisé une loterie: seize hommes ont payé pour participer. Ils ont inscrits nos noms sur des papiers avec un numéro, et nous tiraient au sort. J'ai été achetée par Ibrahim, un homme d'environ trente ans qui se faisait appeler About Jannah, qui signifie « paradis ». Un ami à lui avait acheté Bassima, qui avait quinze ans aussi.

Ils nous ont ramenées dans la ville de Sinjar, dans leur quartier général. Nous étions enfermées dans une des pièces à l'étage. Nous leur appartenions. Ils se couchaient sur nous, toutes les nuits... Ils n'auraient pas nous faire pire que ce qu'ils nous ont fait. Quand il partait combattre, il me confiait à la famille d'un ami à lui à Mossoul. J'ai vécu pendant deux mois et demi avec cette famille de cinq enfants. Ils m'insultaient et me faisaient faire les pires tâches dans la maison. Une fois j'ai essayé de m'enfuir mais ils m'ont rattrapée et ont appelé Ibrahim. Il m'a ramenée à Sinjar et m'a punie. J'aurais aimé qu'il ne fasse que me battre... Dans la journée, il partait au front et revenait toutes les nuits. J'ai tenté de me suicider quatre fois, deux fois en me coupant les veines, une fois en avalant des médicaments et la dernière fois en buvant du fioul. Mais il m'a amenée à l'hôpital de Bahadj et j'ai été sauvée. J'ai essayé de m'échapper trois fois. La dernière fois nous avons demandé au gardien d'aller nous chercher de la nourriture et pendant qu'il n'était pas là nous avons croché la porte. Dans la ville, il y avait des combats entre Daech et les Peshmergas, ça tirait de partout mais on s'en fichait... on a couru jusqu'à la montagne d'où j'ai pu appeler mon oncle... Aujourd'hui je ne suis aucun traitement particulier. Après mon retour, je tombais évanouie plusieurs fois par jour alors je suis allée voir un médecin. Il m'a dit: « vous pensez trop mademoiselle... Arrêtez d'y penser et tout ira mieux ».

**Farida, 18 ans, originaire du Sinjar.**

« J'étais étudiante comme mes frères en sciences; mon père était garde-frontière. Le premier jour où nous avons été prises vers midi, nous avons été emmenées à Mossoul, où ils nous ont mises dans un



Viyen se cache le visage tellement sa douleur est grande.  
© Alfred Yaghobzadeh

immeuble gouvernemental après nous avoir séparées des hommes. Ils les ont tous tués. Puis ont séparé les mères de leurs filles, et nous ont emmenées en Syrie. J'ai quatre frères, l'un d'entre eux a été blessé quatre fois, trois ont réussi à s'échapper mais mon père n'est jamais revenu. Avant d'aller en Syrie, nous étions trente femmes dans une base militaire à Raqqa, et de temps en temps, ils venaient prendre des filles. Six fois, ils m'ont choisie mais j'ai réussi à m'en sortir en leur faisant croire qu'une de mes amies était ma soeur et que nous ne devions pas être séparées et ça a marché. Ils nous ont ensuite mises dans une maison vide. Plus tard, ils en ont emmené deux autres, on était quatre. Ils venaient nous violer. Je me suis coupée les veines. J'étais inconsciente et ils m'ont emmenée à l'hôpital. Son amie leur a dit que s'ils ne l'emmenaient pas à l'hôpital elle les dénoncerait à leur chef, un émir. quand je suis arrivée dans cette maison, dès le début, j'ai essayé de me tuer. Après l'hôpital, ils nous ont encore changé de maison où vivait l'un des combattants, enfermées à clés dans l'une des chambres. Nous étions six. Deux fois, on a essayé de s'enfuir par la fenêtre mais il nous a reprises. Il était sale, répugnant. Il n'y a rien de bon chez ces hommes. De temps en temps, il vendait l'une d'entre nous à d'autres combattants.

Puis il m'a emmenée, avec mon amie, de 22 ans, dans un village voisin, dans une autre maison où se trouvaient vingt combattants de Daech. Nous étions menottées. Quand il nous a emmenées dans cette maison, il a voulu que nous prenions une douche mais nous avons refusé. Alors ils se sont mis à six pour nous frapper. Mon crâne a été brisé en trois endroits, je ne pouvais plus ouvrir les yeux, et mon amie saignait des yeux. Puis ils nous ont forcées et obligées à prendre cette douche, et parce que je refusais le viol ils m'ont encore battue avec des câbles notamment sur les jambes. pendant que mon amie était violée dans une autre pièce. Pendant deux mois, je n'ai pas pu marcher. A Deir ez-Zor, le médecin leur a dit que sans traitement, j'allais mourir. L'un d'entre eux, un libyen de 25 ans, a dit: « quand elle sera guérie, je vais l'épouser ». Après ça, j'ai encore essayé de me tuer quatre fois, de me prendre mais ça n'a pas marché. Quand j'ai compris que je ne mourrais pas, je n'ai plus pensé qu'à m'enfuir. J'avais réussi à voler un téléphone, et à appeler mon oncle. Une nuit, vers 01 heures du matin, il ne restait que trois hommes dans la maison, nous avons réussi à ouvrir la porte de la maison. Les rues étaient désertes. Nous avons marché longtemps avant de nous cacher dans une maison vide, pendant deux jours. Puis, tenaillées par la faim, nous sommes allées jusqu'au village suivant où nous avons promis à une famille de travailler pour eux en échange d'un peu de nourriture. J'ai pu rappeler mon oncle. Il leur a assuré qu'il les paierait et a prévenu des trafiquants pour nous récupérer. Pour nous six, il a fallu payer 40 000 euros. Maintenant, je dois me rendre en Allemagne pour m'y faire soigner. J'ai des séquelles à la tête, au dos et à l'oeil, ils m'ont tellement frappée... » ♦

# Les Kurdes de Turquie se détournent d'Erdogan

La poussée annoncée du parti prokurde HDP aux législatives du 7 juin affaiblirait les islamo-conservateurs

**« Seul le HDP est capable de contrer l'ambition présidentielle démesurée de M. Erdogan »**

BURHAN SARAN  
sympathisant du HDP

## REPORTAGE

BATMAN (TURQUIE) - envoyée spéciale

Tout a commencé au début du mois de mai quand, les uns après les autres, les chefs des grandes tribus kurdes de la région de Batman (sud-est) ont annoncé haut et fort qu'ils n'allaient plus voter pour le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur au pouvoir) au moment des élections législatives du dimanche 7 juin. Jusque-là, pour tous les scrutins précédents, l'AKP avait pu compter sur le soutien d'une bonne partie de l'électorat kurde du sud-est du pays, mais cette époque est révolue.

Décus par la politique ambiguë du président Recep Tayyip Erdogan sur la question kurde, les grandes familles de la région, les clans Raman, Alpahanlar, Baravi, lui tournent désormais le dos au profit du Parti démocratique du peuple (HDP, gauche, prokurde), une petite formation susceptible de faire de l'ombre aux islamo-conservateurs.

Dirigé par Selahattin Demirtas, un avocat charismatique de 42 ans, ancien fondateur d'une section d'Amnesty International à Diyarbakir, le HDP est bien placé pour franchir le seuil des 10 % de suffrages nécessaires, ce qui lui permettra d'envoyer cinquante-cinq députés au Parlement, contre vingt-neuf actuellement. De cette façon, le parti prokurde sera une véritable épine dans le talon de M. Erdogan, brisant son rêve d'avoir une majorité des deux tiers à l'Assemblée, qui lui permettrait de modifier la constitution pour s'attribuer davantage de pouvoir.

Assis à la terrasse d'un café au centre-ville de Batman, Burhan Saran, 49 ans, raconte comment il a décidé de voter HDP, après avoir démissionné de l'AKP, dont il était membre depuis 2003. L'homme est un ancien « gardien de village » (*korucu*), une milice kurde progouvernementale mise en place au moment de la guerre des années 1990 entre l'armée turque et les rebelles du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie). Bien que le HDP soit la vitrine politique légale du PKK, Burhan Saran a complètement tourné casaque, certain désormais que « seul le HDP est capable de contrer l'ambition présidentielle démesurée de M. Erdogan ».

« Il m'a déçu, car il n'est pas allé au bout de ses promesses envers les Kurdes », explique Burhan. Il dit avoir perdu confiance « au moment du siège de Kobané », la ville kurde syrienne attaquée par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) à l'automne 2014. M. Erdogan avait alors prédit sa chute, tandis que son gouvernement s'était longtemps fait prier avant d'ouvrir la frontière pour laisser passer les combattants kurdes d'Irak et de Turquie.

Burhan va entraîner dans son sillage un millier de personnes, soit les membres de son clan tenus de suivre sa consigne de vote. Depuis qu'il a pris sa décision, il occupe son temps libre à visiter les chefs de village situés autour du sien pour les convaincre de faire comme lui.

Le clan Raman, qui s'est massivement rallié au HDP, compte

**Le libre arbitre est une notion relative dans ces régions kurdes. Un mot du chef, et les membres du clan obéissent**

près de 20 000 électeurs. Celui d'Alpahanlar, dont est issu Mehdi Eker, le ministre de l'agriculture de l'actuel gouvernement AKP, est partagé. Près de 300 personnes ont rejoint le parti prokurde, les autres sont indécis. La plupart des tribus qui ont changé de camp étaient, depuis des lustres, des réservoirs de voix au service des partis conservateurs.

Le libre arbitre est une notion relative dans ces régions kurdes

où le mode de vie traditionnel est bien ancré. Un mot du chef, et les membres du clan obéissent. Le travail de persuasion est néanmoins fondamental. Pour rallier les clans, le HDP a mis le paquet. Par le biais du Congrès de la société démocratique, une organisation de la société civile réputée proche du PKK, des « commissions de persuasion » ont été mises en place. Elles sont composées d'une dizaine de membres, dignitaires religieux, « barbes blanches », anciens notables.

## Retournement de situation

Süleyman Özdemir, 70 ans, ancien cadre de la société pétrolière Tupras, à Batman, fait partie d'une de ces commissions. « Avec une dizaine de mes proches, nous sommes allés convaincre des personnes qui votaient jusqu'ici pour l'AKP ou le CHP [Parti républicain du peuple, l'ancien parti d'Atatürk aujourd'hui dans l'opposition] de ne plus le faire et de donner leurs voix au HDP », explique le vieil homme.

« Ça se fait uniquement par le dialogue, la persuasion. On explique simplement à nos interlocuteurs à quel point le changement leur sera bénéfique », souligne-t-il. Son frère, Faris Özdemir, qui a fait naguère deux mandats de député au Parlement pour un parti de centre droit, se démène lui aussi pour ramener des voix au HDP.

Le mouvement n'a pas tardé à gagner Adiyaman, Van, Suruc, où des milliers d'électeurs ont annoncé qu'ils changeaient de bord. A Siirt, quelques tribus arabes ont rejoint les Kurdes en signe de mécontentement. « Les Arabes ont compris que le HDP n'était pas un parti exclusivement fait pour les Kurdes et qu'il représentait les intérêts de toutes les minorités ethniques de ce pays », assure Süleyman.

Difficile de dire si les voix kurdes suffiront à changer la donne. Toutefois, le retournement de situation dans les régions du sud-est en dit long sur la popularité croissante du HDP. Réputé conservateur, attaché aux principes

de l'islam sunnite, l'électorat kurde est en train de se tourner vers un parti de gauche enclin à défendre les droits des chrétiens, des femmes et des homosexuels. Selahattin Demirtas a obtenu 9,8 % des voix lors de la présidentielle d'août 2014, remportée par M. Erdogan au premier tour avec 52 % des voix. Il espère pouvoir améliorer ce score aux législatives du 7 juin.

C'est la première fois depuis 2002 qu'un parti kurde se présente aux élections. D'habitude, les candidats prokurdes se présentaient en indépendants et, une fois élus, ils formaient un groupe au Parlement. Cette fois-ci, le HDP joue son va-tout. S'il parvient à franchir le seuil des 10 % imposé aux partis pour entrer au Parlement, il aura gagné son pari. En cas d'échec, toutes les voix qu'il aura recueillies iront à l'AKP, selon le système proportionnel en vigueur en Turquie.

A la faveur du processus de paix lancé par les islamo-conservateurs, les Kurdes ont gagné en liberté et le courant politique issu du PKK a gagné du terrain. La plupart des municipalités des régions kurdophones sont entre ses mains. Le mouvement a sa propre police et ses propres tribunaux, prisés pour leur efficacité et leur respect de la coutume. Sabri Kaya, la trentaine, médecin à Diyarbakir, reconnaît avoir eu recours à cette justice parallèle pour régler un litige sur des terrains dans son village. Selon lui, les tribunaux coutumiers sont actifs dans la défense des femmes victimes de violence. « Les femmes vont voir les sages qui composent ces tribunaux quand elles veulent se plaindre de leurs maris violents ou volages, lesquels sont fortement incités à se corriger. C'est un outil assez efficace pour régler les problèmes », estime-t-il. ■

MARIE JÉGO



# Mersin, digue pro-kurde pour bloquer Erdogan

**Turquie.** Mosaïque ethnique, ce grand port du Sud est l'un des fiefs du HDP, qui mène campagne pour les législatives de dimanche, où les islamistes de l'AKP visent une majorité des deux tiers afin de modifier la Constitution.

Par **MARC SEMO**  
Envoyé spécial à Mersin  
Photo **CHRISTOPHE PETIT-TESSON**

Chevelure blanche bien soignée, bronzage impeccable, chevalière avec diamant à l'annulaire et grosse toquante de marque au poignet, il porte beau une soixantaine bien sonnée. Il y a encore sept ans, ce grand propriétaire terrien et chef d'une puissante tribu kurde était député et vice-président de l'AKP (Parti de la justice et du développement), le mouvement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, dont il fut l'un des fondateurs aux côtés de son leader

## REPORTAGE

charismatique, Recep Tayyip Erdogan. En ces premiers jours de juin, Dengir Mir Firat arpente les ruelles des périphéries miséreuses de Mersin, grand port du sud de la Turquie de plus d'un million et demi d'habitants, complexe mosaïque ethnique composée de Turcs, Kurdes et Arabes, ainsi que de 150 000 réfugiés syriens enregistrés. Cette fois, il se présente sous les couleurs du HDP (Parti démocratique des peuples), porte-voix de la cause kurde (15% de la population du pays) et vitrine politique de la rébellion. «Un parti de terroristes» aux yeux du pouvoir. Rien ne le désarçonne. Ni la langue de bois des vieux militants brandissant des portraits d'Abdullah Öcalan, le chef historique de la guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) condamné à la prison à vie, ni les envolées verbales des féministes ou des activistes LGBT

(lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) ayant rejoint ce mouvement politique en pleine transformation, qui veut désormais représenter toutes les minorités et toutes les diversités de la société turque.

«Ils ne vont pas me convertir au socialisme, je ne vais pas les convertir au libéralisme. Mais nous nous complétons», explique le vieux notable conservateur qui, écoeuré par les continuelles volte-face d'Erdogan sur la question kurde, avait pris peu à peu ses distances. Considéré désormais comme un subversif – «mon téléphone est sur écoute» –, il mène la bataille pour un parti qui a fait de l'égalité entre les sexes l'un de ses drapeaux. Il y a autant de femmes que d'hommes parmi les candidats,

un quota rigoureusement respecté y compris en tête de liste. De tels tandems fonctionnent déjà pour les maires. Du jamais-vu en Turquie, mais ça marche.

## ŒUVRES D'ART, PÉTROLE ET ARMES

«Nous étions une boule de neige, nous sommes devenus une avalanche», assure la colistièrre de Firat, Cilem Oz, jeune brune flamboyante, jusqu'ici journaliste vedette à TV10, télévision privée alévie, secte moderniste et hétérodoxe issue du chiisme, dont on évalue les fidèles à quelque 15-20% de la population, aussi bien des Turcs que des Kurdes. Interminable alignement en front de mer sur une trentaine de kilomètres d'immeubles modernes aussi miteux dans les quartiers populaires du centre et de l'est que rutilants vers l'ouest, Mersin s'est affirmé



Dengir Mir Firat, le candidat du parti pro-Kurdes, le HDP, dans son bureau, à Mersin, mardi.

comme le deuxième port de Turquie après Istanbul. C'est la principale plaque tournante du transport routier avec le Moyen-Orient comme avec le Caucase. Des myriades de camions arrivent ou partent quotidiennement vers l'Irak et la Syrie, l'Iran et l'Asie centrale, assurant la prospérité commerciale et nourrissant tous les trafics, de l'émigration clandestine à celui des œuvres d'art, du pétrole ou des armes. Une métropole émergente où se jouera en partie les élections législatives du 7 juin.

Premier président turc élu au suffrage universel en août dernier, Erdogan espère obtenir pour son parti une majorité des deux tiers lui permettant de changer la Constitution pour instaurer un régime présidentiel. «Je le connais depuis longtemps : ce qu'il cherche, c'est le pouvoir d'un seul homme, le sien», explique Firat.

Cela dépendra bien sûr du score de l'AKP, qui reste la première force politique du pays – crédité de 40% à 45% des intentions de vote – mais surtout de celui... du HDP. Si ce parti dépasse les 10% des suffrages à l'échelle nationale – seuil minimum pour être représenté au Parlement –, le parti au pouvoir n'aura qu'une majorité étriquée. S'il ne franchit pas l'obstacle, ses voix et les soixante sièges qu'il aurait pu remporter seront répartis entre les gagnants, en premier lieu l'AKP. Or jamais jusqu'ici, le parti kurde n'a atteint ce score de 10% à l'échelle nationale. Il contourne l'obstacle en présentant localement des candidats indépendants.

Lors de la présidentielle d'août 2014, son leader, Selahattin Demirtaş, avait recueilli 9,7% des voix. Le maître d'œuvre de la mutation du parti kurde a donc décidé de tenter le coup de poker aux législatives.



Tout se jouera à très peu de voix. D'où son insistance pour convaincre Dengir Mir Firat de sortir de sa retraite et de mettre ses réseaux au service de la cause. Certains militants ont eu du mal à avaler la pilule, mais ce notable recyclé est le mieux à même de séduire cette partie conservatrice et pieuse de la communauté kurde qui vote traditionnellement pour l'AKP.

## MERSIN, LA «VITRINE»

Mersin représente un symbole fort pour le parti kurde : c'est sa seule municipalité dans la partie occidentale du pays, loin de ses fiefs du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes, où il contrôle la quasi-totalité des institutions locales. «Nous sommes une vitrine et c'est une lourde responsabilité, car si un parti peut se contenter de slogans, une équipe municipale se doit d'avoir des résultats», explique Yuksel Mutlu. Cette professeur de dessin, militante éprouvée est la co-maire d'Akdeniz, la principale municipalité au centre de l'agglomération. «La réalité ici est très différente de celle de l'Est. Il y a toutes les communautés et cela nous oblige à être inventifs», renchérit son alter ego masculin, Fazıl Türk, qui en est à son troisième mandat à la tête de cette municipalité. Il a fallu faire face à l'obstruction de la bureaucra-

tie de l'Etat et à celle de la municipalité du Grand Mersin – l'agglomération – aux mains du MHP, le parti

de la droite nationaliste, qui recueille les suffrages d'une bonne partie de la communauté turque, convaincue que les Kurdes veulent faire de ce port le débouché d'un futur Kurdistan indépendant.

S'il n'existe pas de statistiques ethniques – la République turque s'inspire du modèle français –, chacun, Turc, Arabes (en majorité alaouites) et Kurdes – sait qui est qui ou l'imagine. «C'est un mélange sans équivalent en Turquie, à la fois très riche et stimulant, mais potentiellement explosif», dit Ulas Bayraktar, maître de recherche en sciences politiques à l'université de la ville. La nouvelle prospérité de Mersin assure la paix sociale. Mais si un conflit éclate, il peut dégénérer vite.

En témoignent les émeutes qui, en 1999, avaient suivi l'incendie d'un drapeau turc par de jeunes adolescents kurdes. Et le 18 mai dernier, Mersin a frôlé le pire. Il était un peu plus de 9 heures du matin, l'heure où les candidats et les militants se réunissent au siège du HDP, à côté

du vieux marché aux poissons, pour organiser la campagne. Un livreur a apporté un gros bouquet de fleurs en l'honneur de Demirtas, qui devait tenir un meeting en ville en fin de journée. Craignant qu'il ne cache un appareil d'enregistrement, les militants de garde le mettent loin dehors sur le balcon. Le bouquet cachait en réalité une bombe. L'explosion ne fait que des dégâts matériels.

«Dans la salle de réunion qui était bondée, la bombe aurait fait un véritable carnage», explique un journaliste de SES, la radio locale. Au même moment, un autre paquet explosif arrivait au siège du HDP de la ville voisine d'Adana et faisait quelques blessés. La piste suivie est celle d'un jeune Turc déjà connu des services de police pour ses liens avec l'Etat islamique. Chacun y va de sa théorie du complot. D'aucuns évoquent une «manip» des services secrets pour créer le chaos et inciter l'opinion apeurée à faire bloc autour du parti au pouvoir.

**AMAS DE BICOQUES  
ET DE RUES DÉFONCÉES**  
L'AKP semble en tout cas à la peine

à Mersin et dans sa région. Les nationalistes boudent Erdogan parce qu'il a ouvert des négociations directes avec la guérilla kurde et son leader emprisonné Abdullah Ocalan pour mettre fin à un conflit qui a fait quelque 40 000 morts depuis 1984. Les Kurdes lui reprochent ses ambiguïtés et d'avoir laissé s'enliser le processus de paix entamé il y a deux ans.

«Nous en avons assez de voir mourir nos jeunes dans la montagne et il faut arriver à la paix. Mais Erdogan n'a tenu aucune de ses promesses, même pas la libération des prisonniers malades», gronde Mahmut Calis, président de l'association des Kurdes originaires de Sirnak, ville de l'extrême Sud-Est, dont bon nombre d'habitants ont, depuis des années, fui la misère et la guerre pour se réfugier vers les métropoles de l'Ouest, dont Mersin.

Ils sont installés dans les banlieues est de la ville, un amas de bicoques misérables bordant des rues défoncées. A chaque grand carrefour, des piliers en béton portent des caméras de surveillance qui donnent l'alerte aux postes de police quand commencent les manifestations «illéga-

les» aussitôt réprimées. Si elles sont très rares depuis l'ouverture des négociations entre l'Etat et la guérilla kurde, elles pourraient reprendre, encore plus dures, si le HDP ne réussissait pas son entrée au Parlement. Et surtout s'il la ratait de très peu, de quelques dixièmes de point. Cette situation nourrirait alors tous les soupçons de fraude. Cela risquerait surtout de compliquer encore un peu plus le processus de paix.

«Je ne crois pas à la sincérité d'Erdogan», explique Dengir Mir Firat, qui n'oublie pas leur dernière discussion en 2008 sur la question kurde. J'évoquais leur droit à recevoir une éducation en kurde, il me répondit sèchement: «les Kurdes n'ont pas d'Etat et donc ils ne peuvent pas avoir de langue.»

International New York Times WEDNESDAY, JUNE 3, 2015

# Can Kurds shake up Turkey's politics?

**Mustafa Akyol**  
Contributing Writer

**ISTANBUL** On Sunday more than 50 million Turks will go to the polls in parliamentary elections. No one doubts that the Justice and Development Party, or A.K.P., which has been in power since 2002, will once again receive the largest number of votes. No one expects a major triumph for either of the two large opposition parties – the secularist Republican People's Party (C.H.P.) or the Nationalist Action Party (M.H.P.). Yet one big question looms: Will the fourth-largest party, the pro-Kurdish Peoples' Democracy Party (H.D.P.), clear the 10 percent barrier needed to enter Parliament? The answer will define Turkey's immediate political future.

The H.D.P. is the latest in a series of parties to advocate the Kurdish political cause; most of its predecessors were shut down by Turkey's draconian courts for "separatism" or "links to terrorism." It's no secret that the party has implicit ties with the P.K.K., or Kurdistan Workers Party, an armed group that both Turkey and the United States define as "terrorist." (In an imperfect analogy, if the P.K.K. is Turkey's version of the Irish Republican Army, then the H.D.P. is Turkey's version of Sinn Fein.)

Consequently, most Turks think the H.D.P. deserves no sympathy. However,

the party has recently recast itself as a progressive left-wing force, championing the rights of all minorities, including gays and lesbians, and has thus won the sympathy of some liberals. Moreover, the party's young and charismatic leader, Selahattin Demirtas, has become a political star, thanks to his bold challenges to President Recep Tayyip Erdogan.

All of these factors have helped the party enlarge its mandate beyond core Kurdish nationalist voters, who traditionally never gave Kurdish parties more than 6 percent of the national vote. Turkey's 10 percent national electoral threshold is the highest in the democratic world. This means that a party earning 9.9 percent of the vote won't gain a

single seat in the 550-seat Parliament, even if it wins certain constituencies by a landslide. In the past, Kurdish parties bypassed this problem by running their candidates as "independents," which allowed them get into Parliament but minimized their clout. This time, Mr. Demirtas and his colleagues decided risk nominating the H.D.P. candidates as a party slate. As a result, they will either win big or lose big.

If the H.D.P. passes the 10-percent threshold, the party will gain close to 60 seats – twice the number currently held

by their supporters in Parliament. Then Mr. Erdogan and his prime minister, Ahmet Davutoglu, will barely have a simple majority, which the A.K.P. needs to form a government on its own, as has been the case since 2002. The A.K.P. may even be forced to form a coalition with one of the opposition parties.

If the H.D.P. fails to get to 10 percent, however, almost all of the seats in Kurdish areas will go to the ruling party, which is the H.D.P.'s only serious competitor among Kurdish voters. In that case, the A.K.P. will easily form a strong government, and it may even win enough seats (60 percent) to write a new constitution on its own, rather than through a broad national consensus. And the essence of that new constitution would likely be an all-powerful presidency tailor-made for Mr. Erdogan – with no checks-and-balances at all.

Many of those who plan to vote for the H.D.P. fear Mr. Erdogan's ambitions to further dominate the state – along with the judiciary, the media and business. In the past two years, the A.K.P. stranglehold on Turkey's institutions has grown so brazen that neither Mr. Erdogan nor his supporters try to hide it anymore. Instead, they proudly declare that they are purging the nation of "traitors." This triumphalist authoritarianism is one of the reasons Mr. Erdogan is so popular; members of his base – primarily religious voters – are enjoying an era of political revenge after decades of marginalization by a

similarly authoritarian secular elite.

This election will also determine the trajectory of Turkey's Kurdish movement. If H.D.P. candidates fail to enter Parliament, their base, which includes militant Kurdish nationalists, may react violently. Separatism among the Kurds, fueled by a sense of exclusion from Turkey's political system, could flare up. As a result, the three-year-old "peace process" between Ankara and P.K.K. militants – one of the few successes of Mr. Erdogan's government – may be at risk.

For the sake of peace and stability, it is vital that the H.D.P. clears the 10-percent barrier and enters Parliament. If the party succeeds, it must be wise enough not to see victory as a blank check for Kurdish nationalism. Most of the new votes it gets on Sunday will, in effect, be "borrowed votes," garnered from people fed up with Mr. Erdogan who want pluralist democracy throughout the nation, rather than P.K.K. domination in the southeast.

Turkey has already seen too many radical ideological movements that claim to have reformed themselves, but act otherwise when they taste power. If Mr. Demirtas and the H.D.P. win big on Sunday, their challenge will be to avoid this pitfall and exercise their power more responsibly than Turkey's current leaders have done in recent years.

MUSTAFA AKYOL is a columnist and the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."

# Turquie : explosions mortelles lors d'un meeting d'un parti kurde

Par lefigaro.fr, AFP agence  
05 juin 2015

À deux jours des élections législatives, deux personnes ont été tuées et au moins cent autres ont été blessées vendredi à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie dans deux explosions d'origine indéterminée survenues lors d'une réunion de campagne du principal parti kurde.

Deux personnes ont été tuées et au moins cent autres blessées ce vendredi dans le sud-est de la Turquie dans deux explosions d'origine indéterminée survenues lors d'une réunion de campagne du principal parti kurde, à deux jours des élections législatives.

Ces déflagrations, dont l'une très puissante, se sont produites à proximité d'un transformateur électrique situé sur une place de la grande ville de Diyarbakir, où des dizaines de milliers de partisans du Parti démocratique du peuple (HDP) étaient réunis pour entendre



leur chef de file Selahattin Demirtas. Selon un premier bilan fourni vers 21h par le ministre de l'Agriculture Medhi Eder, originaire de Diyarbakir, au moins deux personnes sont mortes et plus d'une centaine ont été blessés, dont certains très grièvement. Des sources hospitalières ont évoqué le chiffre de 133 blessés, dont 25 dans un état jugé extrêmement sérieux.

Les premières informations ont situé l'origine de la plus puissante explosion dans un transformateur

électrique, mais le ministre de l'Energie Taner Yildiz a remis en cause cette hypothèse, situant son origine à «l'extérieur» de l'installation. «Notre inspection a clairement montré que la source de l'explosion n'était pas le transformateur», a affirmé Taner Yildiz devant la presse.

Le président Recep Tayyip Erdogan a estimé qu'il s'agissait d'une «provocation» destinée à troubler la paix et l'ordre avant les élections. Dans un communiqué, il

exprime sa tristesse et ses condoléances aux familles des victimes et annonce qu'une enquête a été ouverte.

Cet incident, le plus grave survenu depuis le début d'une campagne législative tendue et émaillée de violences, a provoqué une violente réaction des militants du HDP, qui ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre chargées d'assurer la sécurité de la réunion. La police est intervenue avec du gaz lacrymogène et des canons à eau pour les disperser. Demirtas, qui s'appretait à prendre la parole devant ses partisans au moment des explosions, a rapidement appelé ses troupes au calme. «Nos amis doivent être très prudents et ne pas céder à la provocation», a insisté le dirigeant kurde. «Ils (nos adversaires) veulent créer la panique et le chaos (...), la paix l'emportera», a-t-il également écrit sur son compte Twitter. □

## Challenge

9 juin 2015

# L'EI serait lié aux récents attentats anti-kurdes en Turquie

ISTANBUL / 9 juin 2015 /  
Ayla Jean Yackley / Reuters

L'Etat islamique (EI) est derrière la série d'attentats ayant visé la formation turque pro-kurde Parti démocratique des peuples (HDP) lors de la campagne pour les récentes élections législatives en Turquie, estime le président du HDP.

Trois personnes ont été tuées à la suite de deux explosions vendredi dans la grande ville kurde de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, quelques minutes avant le début d'une intervention d'un des deux coprésidents du HDP, Selahattin Demirtas.

Le bilan des deux explosions est passé de deux à trois morts lundi, un adolescent de 17 ans ayant succombé à ses blessures. L'attentat a fait au moins 200 blessés.

Le HDP a obtenu 80 sièges de députés à l'issue des législatives de dimanche, devenant le premier parti d'obédience kurde à être représenté au Parlement après avoir franchi le seuil de 10% des



Attentat à l'explosif à Diyarbakir, L'Etat islamique est derrière la série d'attentats ayant visé la formation turque pro-kurde Parti démocratique des peuples (HDP) lors de la campagne pour les récentes élections législatives en Turquie, estime le président du HDP. /Photo prise le 5 juin 2015/REUTERS

suffrages nécessaires.

Cette montée en puissance a contribué au revers enregistré par le parti au pouvoir, le Parti pour la justice et le développement (AKP, islamo-conser-

vateur), qui ne dispose plus de la majorité absolue pour pouvoir gouverner seul.

L'attentat de vendredi, a indiqué Selahattin Demirtas, ainsi que deux autres attentats à Adana et Mersin contre des bureaux du HDP au mois de mai, qui n'ont pas fait de morts, sont à relier à l'EI.

"La personne qui a placé les bombes (à Adana et Mersin) s'était apparemment rendue en Syrie récemment et avait passé un certain temps avec l'EI. De même, l'autre personne impliquée dans le troisième attentat avait des liens avec l'EI", a déclaré Selahattin Demirtas dans un entretien à CNN.

Il n'a pas dit comment il avait obtenu cette information ni quels éléments liaient les attentats à l'EI.

Soutenus par les frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis contre l'EI en Syrie, les Kurdes installés dans le nord de la Syrie combattent contre l'EI depuis l'an dernier. En janvier, après quatre mois de siège, ils ont réussi à éjecter l'EI de la ville stratégique de Kobani.

Selahattin Demirtas accuse régulièrement le gouvernement turc, devenu l'ennemi du président syrien Bachar al Assad, d'avoir soutenu l'EI à Kobani. La Turquie dément tout lien avec l'EI. "Des gouvernements de coalition ne pourront pas continuer à soutenir des groupes extrémistes comme l'EI en Syrie", a souligné Selahattin Demirtas. ♦

# Two explosions hit Kurdish political rally in Turkey

Blasts kill two and injure more than 100 at Peoples' Democratic party rally in Diyarbakir, ahead of elections in which Kurdish voters hold balance of power

AP in Ankara / 6 June 2015

Two people died and more than 100 have been injured after two explosions at a Kurdish party election rally in south-east Turkey, the agriculture minister, Mehdi Eker, said.

The blasts occurred five minutes apart on Friday at the final election rally of the pro-Kurdish Peoples' Democratic party (HDP) as the party leader, Selahattin Demirtaş, was preparing to address the crowd in Diyarbakir, the main city in Turkey's predominantly Kurdish south-east.

It wasn't clear how many of the injured were seriously hurt. Health minister Mehmet Müezzinoğlu earlier said about 50 people were injured, with 20 to 24 of them being treated in hospitals.

Rally organisers first said a malfunctioning power distribution unit caused the explosions, but the energy minister, Taner Yıldız, later dis-

missed that explanation. He said they were caused by "external interference" with the power unit, though he did not say whether he believed a bomb was involved.

The explosions come at a tense time, two days before Sunday's parliamentary elections in Turkey, in which Kurdish votes will be critical.

The party is vying to pass the threshold of 10% of total votes required to take seats in parliament. If it succeeds, it could make it impossible for the ruling Justice and Development party (AKP) to reach a "super-majority". That would scuttle the AKP's ambitions to change Turkey's parliamentary system, using a new constitution, into a presidential system that could give President Recep Tayyip Erdoğan executive powers.

The prime minister, Ahmet Davutoğlu, said authorities would investigate the cause of the explosions.

"Whatever is behind this incident - whether it was a power transformer explosion, an assassination attempt, an act of provocation - we shall investigate it," he said. "I call on my



People react after an explosion during an election rally of pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) in Diyarbakir, Turkey, June 5, 2015. (Reuters / Sertac Kayar)

brothers in Diyarbakir: please beware of exploitation of the incident and provocations. No one should be involved in provocations."

The rally was cancelled but a large group of youths remained at the site, protesting against the explosions. Some threw stones at a police water cannon that moved in to disperse the crowd.

Demirtaş urged calm. "Whatever the cause, I invite the people to retain their common sense," he told CNN-Turk television. "Whatever happens, Turkey is in need of peace."

He said some of the injured had lost limbs. Earlier this week, assailants fired on an HDP campaign vehicle, killing its driver. Last month, bombs at two HDP offices injured six people in southern Adana and neighbouring Mersin. □

The Indian EXPRESS June 10, 2015

# Deadly clashes rock Turkey Kurdish city after polls

The attack triggered clashes between Baran's supporters and supporters of the People's Democratic Party (HDP), with the former accusing the HDP of being behind the attack.

By: AFP | Diyarbakir / June 10, 2015  
indianexpress.com

Three people were killed on Tuesday, including the leader of an Islamist cha-

riety, in clashes between rival Kurdish groups in Diyarbakir, the interior ministry said, adding to tensions in Turkey's largest Kurdish-populated city days after legislative elections.

Aytac Baran, the leader of the Ihya-Der charity group, was shot dead by unknown gunmen outside his home in Diyarbakir, prompting a gunfight that left two others dead.

There was no information yet on the identities of the other victims. An earlier toll from the hospital sources had spoken of four people dead.

At least three journalists who were covering the clashes were injured, the Dogan press agency reported.

The attack triggered clashes between Baran's supporters and supporters of the People's Democratic Party (HDP), with the former accusing the HDP of being behind the attack, an AFP reporter said.

But the HDP, which made a strong showing in Sunday's general election, strongly condemned the attack in a statement and called for a thorough investigation.

The party's leader Selahattin Demirtaş called for calm. "A dirty scenario is at play. All parties should act with common sense,"



Turkish police officers walk towards an area they have cordoned off in Diyarbakir in southeastern Turkey on Tuesday, June 9. (Photo: AP)

Demirtaş wrote on Twitter.

Baran had been threatened by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) shortly before his assassination, his lawyer said in a statement quoted by Turkish media.

The youth wing of the PKK, the YDG-H, issued a Twitter message denying any involvement in the attack, which it called a "provocation".

Police arrested three suspects for possession of weapons, Turkish media reported, citing the local governor's office. □

↪ Turkish media reports said two of the injured journalists were working for the DHA news agency and one for the IHA news agency.

DHA said the reporters were beaten up while covering the attack. Two were released from hospital but DHA reporter Canan Altuntas was still being treated.

Ihya-Der is linked to the Islamist group Huda-Par, known as the political arm of Turkish Hezbollah, a Kurdish Sunni Islamist militant organisation.

Turkish Hezbollah has no link with the better known Lebanese Shiite group of the same name.

Violence frequently breaks out between

Huda-Par and HDP members, who are seen by critics as close to the PKK.

The violence came after three people were killed and dozens more wounded in an attack on an HDP rally in Diyarbakir last week, in the final days of the election campaign. ♦



13 juin 2015

## Glamour en guerre: une diva de la pop kurde se pose en égérie anti-EI

Erbil (Irak), 13 juin 2015 (AFP)

Talons aiguilles, treillis et bague en forme de mitraillette: mêlant glamour et guerre, la chanteuse Helly Luv est devenue l'une des plus populaires passionaria de la lutte des Kurdes irakiens contre les jihadistes.

Lors d'une visite aux peshmergas, ces forces kurdes qui combattent le groupe Etat islamique (EI) depuis que celui-ci a conquis près d'un tiers de l'Irak il y a un an, Helly Luv explique avoir tourné son dernier clip à Al-Khazr, non loin des positions jihadistes, dans le nord du pays.

«Je veux donner quelque chose aux peshmergas car je me considère comme l'une d'entre eux», assure à l'AFP la chanteuse de 26 ans à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien.

«J'ai enfilé des uniformes peshmergas dans la chanson pour les encourager».

Son dernier clip débute avec une scène de village paisible: des enfants jouent, des femmes font leur marché et des hommes bavardent autour d'un thé.

Tout à coup, retentit une explosion et surgissent des hommes en noir à bord de chars semblables à ceux que l'EI a pris aux forces gouvernementales irakiennes lors de leur offensive fulgurante en Irak en juin 2014.

'CONTINUER À NOUS BATTRE' -

Alors que la population fuit en courant, Helly Luv marche à contre-courant d'un pas assuré, talons dorés, bracelets ornés de balles et treillis kaki, et déploie devant un char une banderole où l'on peut lire en anglais «Arrêter la violence».

Sur un autre plan, la jeune femme très maquillée aux cheveux rouges se déhanché près d'une voiture taguée avec les mots «Arrêter la guerre». Mais les images de peshmergas lançant une contre-offensive pendant qu'elle chante en anglais «nous allons continuer à nous battre» suggèrent qu'elle n'envisage la fin de cette guerre qu'une fois les jihadistes défaits.

Avec son message contradictoire et ses images caricaturales, la vidéo a de quoi horripiler certains internautes mais est devenue populaire, vue plus de 700.000 fois sur YouTube deux semaines après sa sortie.

«La chanson s'appelle +Revolution+ et j'y appelle le Kurdistan et les pays du monde à s'unir pour combattre le terrorisme et l'injustice», explique Helly Luv.

«Je veux montrer au monde qui sont les forces peshmergas et qui est Daech», dit-elle, utilisant un acronyme arabe pour l'EI.

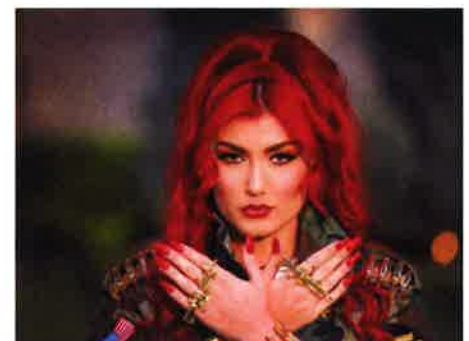
Le clip montre encore les peshmergas comme ils veulent être vus depuis le début des combats contre l'EI en juin dernier: des combattants laïques, courageux défenseurs de tous les innocents menacés par la brutalité des jihadistes

- 'SHAKIRA KURDE' -

Une réponse à leurs détracteurs qui les accusent de servir avant tout les intérêts de la communauté kurde.

Martelant cette volonté affichée d'unité, le clip montre des personnes défilant avec des messages de paix en diverses langues et une série de symboles religieux, dont la roue bouddhiste et l'étoile juive de David.

Du temps où les peshmergas étaient des combattants rebelles retranchés dans les montagnes, des musiciens inventaient des chansons pour les encourager dans leur lutte, raconte un de leurs officiers, Nawzad Saleh.



La chanteuse kurde, Helly Luv, une passionaria de la lutte des Kurdes irakiens contre les jihadistes le 9 juin 2015 (Photo SAFIN HAMED. AFP)

Pour le peshmerga Abdulrahmane Ahmed, des chansons telles que celle de Helly Luv encourageront «la communauté internationale à (...) coopérer davantage avec nous, et à nous soutenir avec des armes pour que nous puissions continuer à combattre ces terroristes».

Quand l'EI s'est emparé de vastes pans de territoires l'année dernière et s'en est pris aux peshmergas, nombre de pays occidentaux avaient alors considéré les Kurdes comme le fer de lance de la riposte de la communauté internationale.

Selon la biographie publiée sur son site internet, Helly Luv, de son vrai nom Helan Abdulla, est née en 1988 et son grand-père a combattu avec les peshmergas.

Après la fuite d'Irak de sa famille à l'époque de Saddam Hussein, elle a grandi principalement en Finlande avant de s'envoler pour Los Angeles à 18 ans afin d'y entamer une carrière musicale.

Ses déhanchements sont à mille lieux des «nachids», ces hymnes sombres et pieux ayant fleuri sur les réseaux sociaux ces derniers mois, pour critiquer ou pour soutenir l'EI. Un journal n'a pas hésité à la surnommer la «Shakira kurde». ●



## Quatre morts dans des violences entre militants kurdes rivaux dans le sud-est de la Turquie

Diyarbakir (Turquie), 9 juin 2015 (AFP)

**QUATRE PERSONNES, dont le responsable d'une ONG islamiste, ont été tuées mardi à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, lors de violences opposant des militants kurdes rivaux deux jours après les élections législatives, a-t-on appris de sources hospitalières.**

Le directeur de l'ONG Ihya-Der, Aytac Baran, proche du parti islamiste kurde Huda-Par, a été abattu en début d'après-midi par des hommes non identifiés dans son bureau de Diyarbakir, selon ces mêmes sources.

Cette attaque a ensuite provoqué des heurts entre factions rivales qui ont fait trois autres morts et quatre blessés, dont trois journalistes, ont-elles ajouté.

Ces violences interviennent quelques jours après l'attentat à la bombe qui a fait 3 morts et plus d'une centaine de blessés vendredi parmi des militants du parti kurde HDP (Parti démocratique du peuple) venus assister dans la même ville de Diyarbakir à une réunion de campagne de leur chef de file Selahattin Demirtas.

Les auteurs de cet attentat n'ont pas été identifiés mais le Premier ministre Ahmet Davutoglu a annoncé dimanche qu'un suspect avait été interpellé, sans autre détail.

Les violences sont régulières entre les membres du HDP, réputés proches des rebelles du Parti des travailleurs des Kurdistan (PKK) qui mènent la rébellion depuis 1984 contre les autorités turques, et ceux d'Huda-par, proche des mouvements islamistes.

Des affrontements entre partisans du HDP et militants de Huda-Par ont fait



Des soldats turcs dans les rues de Diyarbakir le 9 juin 2015 après des affrontements entre militants kurdes rivaux

2 morts et 6 blessés le 29 mai dernier dans la province de Sirnak (sud-est). Le HDP a obtenu 13,1% des suffrages et 80 sièges de députés lors du scrutin de dimanche, qui a vu le parti du président islamiste-conservateur Recep Tayyip Erdogan perdre la majorité absolue qu'il détenait depuis treize ans au Parlement. ●



## Iraq's Kurdistan region says exported

04 June 2015 / Reuters / by Isabel Coles

**THE AUTONOMOUS region said it had supplied Iraq's State Oil Marketing Organisation (SOMO) with an average of 448,889 bpd of that crude over the same period.**

A deal was reached last December whereby the Kurds agreed to export an average of 550,000 bpd via SOMO in 2015 in exchange for the reinstatement of budget payments from Baghdad, which slashed funding to the region last year.

The deal was hailed as a breakthrough, but it has come under strain, with both sides accusing each other of violating it.

The Kurds are threatening to bypass SOMO and export oil independently

because Baghdad has failed to pay their monthly budget entitlement of 1.2 trillion Iraqi Dinars (\$1.03 billion) in full.

In an interview broadcast on state television at the weekend, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said Baghdad could not be expected to pay that amount because the budget had been based on higher oil prices.

Fields operated by the region contributed 407,111 bpd on average in May, while fields operated by the North Oil Company (NOC) in Kirkuk contributed just 170,509 bpd.

In April, the region exported a slightly lower 562,633 bpd overall, but allocated a greater volume of that to SOMO.

Oil exports from Iraq rose to a record 3.145 million bpd in May, of which Baghdad said 451,000 bpd was sent by the Kurds. ●



June 3, 2015

## KRG to dedicate 20 billion IQD for Peshmerga fighting IS

June 3, 2015 <http://nrttv.com>

**SULAIMANI** - The Kurdistan Regional Government (KRG) Council for Oil and Gas Issues announced in a written statement on Sunday that it would dedicate 20 billion Iraqi dinars (\$17.5 million USD) to support the region's Peshmerga forces.

KRG Council of Ministers Secretary Amanj Rahim confirmed the announcement to NRT, saying the Ministry of Peshmerga was in dire need of support.

According to Sunday's statement, funds will come from the region's oil and gas profits to

assist active Peshmerga fighting on the front-lines.

Peshmerga Minister Mustafa Said Qadir will head a committee to distribute and spend funds.

The KRG has spent nearly \$7 million USD to treat injured Peshmerga over the last year, the Kurdish region's Parliament announced on May 26.

Officials from the Peshmerga Ministry stated the KRG spent eight billion Iraqi dinars (\$6.86 million USD) from July 2014 to May 2015 to treat Kurdish forces wounded in fighting against Islamic State (IS) militants.



Kurdish Peshmerga forces in Iraqi Kurdistan

The ministry also used funds to assist families of Peshmerga killed in combat.

According to the latest official figures from the KRG, 1,205 Peshmerga have been killed in combat and another 6,000 injured, however, actual numbers are estimated to be much higher. ◆





Supporters of the pro-Kurdish People's Democratic Party rallied in Istanbul on Monday. With this election, the party was able to gain representation in the Turkish Parliament.

LEFTERIS PITARAKIS/ASSOCIATED PRESS

# Tried and true falls short for Turk leader

ISTANBUL

## Turkish president loses iron grip, thwarting his Constitutional ambitions

BY TIM ARANGO

For many Turkish voters, including some longstanding supporters of President Recep Tayyip Erdogan, enough was enough.

Mr. Erdogan followed a familiar script throughout the election campaign, using the language of Islam to whip up support among his religious base and denouncing critical voices as enemies of the state. His most ardent supporters lauded him as a figure almost as consequential as the Prophet Muhammed himself, deepening many Turks' sense that a personality cult had enveloped their president.

"He thought previous formulas he had used — painting the opposition as terrorists, traitors and infidels, and throwing in Israel and the interest lobby and the big bad West — would work," said Asli Aydintasbas, a Turkish column-

nist and analyst for CNN Turk. "But people had heard of this for a long time, and they were tired."

Now Turkish voters have spoken. Mr. Erdogan's Islamist Justice and Development Party (known by its Turkish initials, A.K.P.) has lost its majority in Parliament, and his iron grip on Turkish politics has loosened, even though he himself was not on the ballot. The defeat almost certainly stymied his ambition to push forward with a new Constitution and consolidate power in an executive presidency.

"Pax Erdogan is over," said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States, a research organization.

Mr. Erdogan's opponents celebrated their gains on Monday, but the result raised the prospect of instability in Turkey, as its political parties jockey to form coalitions. Mr. Erdogan remains very powerful — he has a loyal bureaucracy built up over a decade, and his term runs until 2019 — but he may now face the prospect of a prime minister from a party other than his own. Together, the three main opposition parties have enough seats in Parliament to form a



UMIT BEKTAS/REUTERS

President Recep Tayyip Erdogan in Ankara on Monday. His party lost its majority.

governing coalition, and the leaders of all three have said they would balk at joining any A.K.P.-led government.

Underscoring fears of political turmoil ahead, the Turkish lira tumbled in value on Monday, at one point reaching a record low of 2.31 to the dollar, and the country's stock market slid.

Mr. Erdogan did not appear in public on Monday, allowing the country to divert its eyes from its domineering president for a day, even as it was left to wonder whether his dominance of Turkish public life was coming to an end.

In the month of May, there was only one day when Mr. Erdogan was not featured prominently on the front pages of all five mainstream pro-government newspapers in the country, but on Monday, only two of the papers had him on the cover, and in each case it was a small photo of him casting his ballot. Television talk shows on Monday focused not

on him but on the intricacies of possible governing coalitions to come.

In a short statement published by his office, Mr. Erdogan struck a conciliatory tone that, notably, expressed respect for the democratic process.

"Our nation's opinion is above everything else," he said in the statement. "I believe the results, which do not give the opportunity to any party to form a single-party government, will be assessed healthily and realistically by every party."

Prime Minister Ahmet Davutoglu, the nominal head of the A.K.P., met with his cabinet and party officials in Ankara on Monday to weigh their next steps, and was scheduled to meet with Mr. Erdogan as well.

In the earlier years of Mr. Erdogan's leadership, Turkey's economy boomed, its religious masses were empowered, minority rights improved and the country took important steps toward joining the European Union. Turkey was held up by Western leaders, including President Obama, as a model of democracy in the Islamic world that Arab countries in the grip of turmoil could look to for guidance.

But the Arab Spring revolutions in several countries where Turkey tried to shape events, like Syria and Libya, collapsed into civil war, and the Islamist president it supported in Egypt was overthrown by the military, dimming Turkey's star.

**"The biggest mistake for Erdogan was the way he haphazardly waved the Koran in the air while campaigning."**

Meanwhile, the country's domestic politics turned increasingly unstable, with mass protests and a corruption scandal touching high-level officials, while Mr. Erdogan's power grew and grew. Turkey came to be seen not as an example to emulate but as a cautionary tale.

For some, then, the election on Sunday was an affirmation that Turkey still had a flourishing democratic culture despite the troubles of recent years.

"This is a triumph for democracy," said Kerem Oktem, a professor of Southern European Studies and Modern Turkey at the University of Graz in Austria, and the author of "Angry Nation: Turkey Since 1989." "Turks don't do revolutions," Mr. Oktem observed.

And Mr. Unluhisarcikli of the German Marshall Fund said, "Turkey has proved to be a self-correcting democracy."

Mr. Oktem saw parallels between Sunday's election and two pivotal votes in Turkey's past. In 1950, voters pushed aside the party of Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey. And in 1983, three years after a military coup, voters rejected the party backed by the generals, a stunning result at the time.

"Whenever the electorate of Turkey has had a choice between certain dictatorship and the democratic process, they went for the democratic alternative," Mr. Oktem said.

Mr. Erdogan's party was defeated largely because secular Turks, environmentalists, women and urban intellectuals — the crowd that dominated the antigovernment protests in 2013 — rallied to the side of the People's Democratic Party, or H.D.P., a largely Kurdish bloc. The party was once defined solely by its push for Kurdish rights, but in this election it was able to expand its constituency enough to clear the legal threshold, 10 percent of the vote, to qualify for representation in Parliament.

By winning nearly 13 percent on Sunday, the party exceeded expectations, and was the main reason the A.K.P. lost its legislative majority.

While the H.D.P. gave voice to disaffected liberals, its performance also marked a watershed in Turkish political history by putting the Kurds, an ethnic minority that has faced oppression and waged a bloody insurgency against the Turkish state for nearly 30 years, in the position of political power brokers.

Ms. Aydinbas, the columnist and commentator, described the Kurdish party and its liberal allies as, "a rainbow coalition of the far left," and likened it to the Syriza party in Greece, the leftist party that defeated that country's political establishment and won power last year.

"People voted for the H.D.P. because somehow they liked the message, of living together," she said. "Reform. Change."

During the campaign Mr. Erdogan sought to tarnish the H.D.P. several ways. He said it was a party of terrorists because of its past links to the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., the armed insurgent group. And he called the H.D.P. the party of homosexuals because it fielded an openly gay candidate, the first in modern Turkish history.

Many analysts said it was a good thing for Turkish democracy that the H.D.P. cleared the 10 percent threshold and won seats in Parliament.

The presidency of Turkey is supposed to be largely ceremonial, and above partisan politics. But Mr. Erdogan flouted the law by openly campaigning for the A.K.P., and his party seems to have suffered at the polls because his aggressive and divisive style wore thin, even among voters who were once his staunch supporters.

"I think the biggest mistake for Erdogan in this election was the way he haphazardly waved the Koran in the air while campaigning, and used our religious book for political gain," said Semih Yilmaz, 37, a taxi driver in Istanbul, who said many of his friends voted against the A.K.P. for that reason alone. "It was an insult that cannot be easily forgiven," he said.

For all of that, Mr. Erdogan remains president, and though it was denied a majority, the A.K.P. is still the country's most powerful party by a wide margin. Some analysts predicted an early election, which Mr. Erdogan can call if no governing majority is formed within 45 days.

Meanwhile, Mr. Erdogan will still be able to wield considerable power because of the network of relationships he has built up after a decade as prime minister and then president.

"He will be dominant," said Soli Ozel, a columnist and academic in Istanbul. But he overplayed his hand in the election, Mr. Ozel said, and now, "whether he will be able to determine events, I doubt it."

*Ceylan Yeginsu contributed reporting.*

International New York Times  
JUNE 10, 2015

## DEMOCRACY WINS IN TURKEY

President Erdogan sorely miscalculated when he made the election a referendum on himself and his ambitions.

Turkish voters reasserted their commitment to democracy in Sunday's parliamentary elections. More than 86 percent of them cast ballots, a level of participation far above the 57 percent turnout posted by Americans in 2012. The Turks made clear they would not allow President Recep Tayyip Erdogan, an increasingly authoritarian leader, to amass even more power, denying him a parliamentary majority while voting in significant numbers for a party representing the Kurdish minority.

This was a resounding rebuke for Mr. Erdogan, who now faces the task of assembling a coalition government. He turned the election into what amounted to a referendum on

himself and, in the end, emerged gravely tarnished, even though he remains president as well as the country's most formidable politician.

Mr. Erdogan once seemed to offer a different future in which his Islamist party would be an enlightened advocate for enhancing democracy as well as the rights of religious minorities in a Muslim-majority nation. Turkey is a NATO ally and for a while took important steps to advance those freedoms in pursuit of a potential membership in the European Union.

But Mr. Erdogan has veered sharply off the democratic path, crushing efforts to challenge or limit his powers. He

reacted with excessive force to peaceful protests in 2013 and was dogged by a corruption scandal.

Mr. Erdogan has long benefited from a weak political opposition. But this time, the People's Democratic Party or H.D.P. put up serious competition, receiving 13 percent of the vote, more than enough to be represented in Parliament for the first time, with 80 seats. The party not only provided an outlet for secularists, women and others unhappy with Mr. Erdogan but also enabled the Kurds, an ethnic minority that waged a bloody insurgency against the state for 30 years, to

take on an important new role as political power brokers.

The weeks ahead are likely to be unstable and uncertain, and new elections may be necessary if a coalition government cannot be formed.

Even if one is formed, formidable challenges remain: a stalled economy, two million Syrian refugees living in camps within Turkey's borders, the Islamic State just over the horizon in Syria and Iraq, and troubled relationships with the Turkish Kurds and the West that need repairing. The country can ill afford protracted indecision.

Le Monde  
SAMEDI 6 JUIN 2015

# Téhéran envoie des troupes au secours d'Assad

## Les renforts iraniens devraient être déployés autour de Damas après une série de victoires des insurgés

BEYROUTH - correspondant

**L**a riposte de Téhéran n'a pas tardé. En réaction à la série de victoires engrangées par les rebelles syriens dans le nord du pays, la République islamique d'Iran a entrepris d'accroître son soutien militaire au régime Assad, son principal allié au Proche-Orient. Selon une source sécuritaire loyaliste, un contingent de plusieurs milliers de combattants, composé à la fois d'Iraniens et de mercenaires chiites irakiens, est récemment arrivé en Syrie. « *Le but est d'arriver à 10 000 hommes pour épauler l'armée et les milices progouvernementales* », a confié ce membre de l'appareil de sécurité syrien à l'AFP.

Ces deux derniers mois, à la faveur d'un regain de coordination entre leurs parrains saoudiens, turcs et qataris, les insurgés se sont emparés d'une demi-dizaine de localités dans le gouvernorat d'Idlib (nord-ouest), mettant en déroute les troupes régulières à chaque confrontation. Cette offensive, couplée à la facile prise de Palmyre par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), a mis en lumière l'épuisement de l'armée syrienne, et relancé les spéculations sur un possible effondrement du système Assad, après quatre ans de combats qui ont fait plus de 200 000 morts.

Contrairement à la Russie, l'autre protecteur de Damas, qui a envoyé ces derniers jours quelques signes d'éloignement, l'Iran a réaffirmé en début de semaine son attachement au régime de Damas. Comme passerelle vers le

Hezbollah, la milice chiite libanaise, la Syrie est le pivot du système iranien pour se prémunir d'une attaque d'Israël ou des Etats-Unis. Mardi 2 juin, le président Hassan Rohani, a promis que « *le gouvernement et le peuple iraniens resteront au côté du gouvernement et du peuple syriens jusqu'au bout du chemin* ».

Lundi, de passage dans la région de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne, le général Ghassem Soleimani, le chef de la force Al-Qods, chargé des opérations extérieures de la République islamique, avait affirmé que « *dans les jours qui viennent, le monde va être surpris par ce que nous préparons* ». « *La mise en place d'un nouvel axe sunnite prorebelles, qui passe par Riyad, Doha et Ankara, oblige l'Iran à redoubler d'efforts*, analyse Salman Shaikh, directeur du Doha Brookings Center. *L'été promet d'être agité.* »

### Régionalisation de la crise

Une partie des renforts envoyés par Téhéran devraient être déployés autour de Damas. Selon le quotidien libanais *As-Safir*, des milliers de combattants iraniens, irakiens et même libanais du Hezbollah ont aussi été dépêchés dans la région d'Idlib, dans l'optique d'une contre-offensive visant à reprendre Jisr Al-Choghour, l'une des villes conquises par la rébellion. Dans les cercles de l'opposition, on confirme que plusieurs avions en provenance de Téhéran ont débarqué des milliers d'hommes en armes à Lattaquié, située à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Jisr Al-Choghour.

Ce corps expéditionnaire comprendrait des paramilitaires irakiens, issus des unités de la « Mobilisation populaire », les milices chiites engagées dans les combats contre l'EI, à Tikrit ou Ramadi, ainsi que des troupes régulières iraniennes. Si la présence de ces dernières se confirme, cela constituerait un tournant de taille, susceptible de régionaliser encore un peu plus la crise syrienne. Jusque-là, à côté d'un ravitaillement en armes constant, l'appui militaire de Téhéran à Damas se limitait à l'envoi de conseillers, issus de la force Al-Qods. Des officiers qui ont pris ces derniers temps un rôle de plus en plus opérationnel, au point que plusieurs ont été tués sur le champ de bataille.

En optant pour un afflux massif de troupes aguerries, ou du moins

poinds face à des rebelles, désormais rompus à l'art de la guérilla urbaine.

En officialisant sa dépendance aux supplétifs étrangers, la direction syrienne prend toutefois le risque de s'aliéner le soutien de certains officiers, attachés à la souveraineté de leurs pays. Ces derniers mois, le poids croissant de l'Iran dans les affaires syriennes a suscité une forme de grogne dans les rangs de l'appareil sécuritaire, au point d'être cité comme l'une des raisons de la déchéance de Rustom Ghazaleh, un baron des services de renseignement, décédé en avril à la suite d'une altercation avec l'un de ses rivaux.

Pour les brigades rebelles du nord, le risque est grand d'être pris en tenaille entre les forces prorégime et les troupes de l'EI.

**« [Nous] resterons au côté du gouvernement et du peuple syriens jusqu'au bout du chemin »**

HASSAN ROHANI  
président de l'Iran

bien formées, Damas et Téhéran veulent donner l'impression d'avoir tiré les leçons du double fiasco de cet hiver. Les forces lancées en février à l'assaut de la province de Deraa et de la partie orientale d'Alep, composées en partie d'Afghans de la minorité Hazaras, n'avaient pas fait le

En fin de semaine dernière, les djihadistes ont en effet attaqué le nord-est d'Alep, obligeant leurs adversaires à geler leur plan de conquête de la partie ouest de la ville, restée aux mains des loyalistes. L'avancée des ultra-radicaux dans la région de Marea, qui a été facilitée par d'opportuns bombardements du régime, n'a suscité aucune réaction de la coalition anti-EI, suscitant la colère des insurgés. « *Cela fait quatre jours que j'ai fourni aux Américains les coordonnées de positions de Daech* [acronyme arabe de l'EI] *et toujours aucune frappe*, tempête Karim Mouddarès, le conseiller politique d'un groupe armé modéré. *Cette passivité est très dangereuse, elle fait le lit des groupes plus radicaux.* » ■

BENJAMIN BARTHE



# Kurdish People Fast Facts

CNN Library / June 10, 2015  
www.cnn.com

(CNN)Here's some background information about the Kurdish people. Kurds do not have an official homeland or country. Most reside within countries in the Middle East including northern Iraq, eastern Turkey, western Iran and small portions of northern Syria and Armenia.

## ABOUT THE KURDISTAN REGION:

**Area:** Roughly 74,000 sq mi

**POPULATION:** approximately 25-30 million (some Kurds reside outside of Kurdistan)

**RELIGION:** Most are Sunni Muslims; some practice Sufism, a type of mystic Islam

## OTHER FACTS:

Kurds have never achieved nation-state status, making Kurdistan a non-governmental region.

Portions of the region are recognized by two countries: Iran, where the province of Kordestan lies; and northern Iraq, site of the autonomous region known as Kurdistan Regional Government (KRG) or Iraqi Kurdistan.

Kurds were mostly nomadic until the end of World War I and the break up of the Ottoman Empire.

Kurds make up about 10% of the population in Syria, 18% of the population of Turkey, 15-20% of the population of Iraq, and nearly 10% of Iran.

The Peshmerga is the 100,000-strong national military force which protects Iraqi Kurdistan, and includes female fighters.

## TIMELINE:

**October 30, 1918 - (TURKEY)** - The Armistice of Mudros marks the defeat of the Ottoman Empire in World War I.

**November 3, 1918 - (IRAQ)** - With the discovery of oil in the Kurdish province of Mosul, British forces occupy the region.

**August 10, 1920 - (TURKEY)** - The Treaty of Sèvres outlines the dissolution of the Ottoman Empire, with Turkey renouncing rights over certain areas in Asia and North Africa. It calls for the recognition of new independent states, including an autonomous Kurdistan. It is never ratified.

**July 24, 1923 - (TURKEY)** - The Allies and the former Ottoman Empire sign and ratify the Treaty of Lausanne, which recognizes Turkey as an independent nation. In the

final treaty marking the conclusion of World War I, the Allies drop demands for an autonomous Turkish Kurdistan. The Kurdish region is eventually divided among several countries.

**1923 - (IRAQ)** - Former Kurdish Governor Sheikh Mahmud Barzinji stages an uprising against British rule, declaring a Kurdish kingdom in Sulaimaniya in northern Iraq.

**1924 - (IRAQ)** - British Forces retake Sulaimaniya.

**1943-1945 - (IRAQ/IRAN)** - Mustafa Barzani leads an uprising, gaining control of areas of Irbil and Badinan. When the uprising is defeated, Barzani and his forces retreat to Kurdish areas in Iran and align with nationalist fighters under the leadership of Qazi Muhammad.

**January 1946 - (IRAN)** - The Kurdish Republic of Mahābād is established as a Kurdish state, with backing from the Soviet Union. The short-lived country encompasses the city of Mahābād in Iran, which is largely Kurdish and near the Iraq border. However, Soviets withdraw the same year and the Republic of Mahābād collapses.

**August 16, 1946 - (IRAQ)** - The Kurdish Democratic Party of Iraq (KDP) is established.

- **(IRAN)** - The same day, Massoud Barzani is born in Kurdish Republic of Mahābād.

**1957 - (SYRIA)** - 250 Kurdish children die in an arson attack on a cinema. It is blamed on Arab nationalists.

**1958 - (SYRIA)** - The government formally bans all Kurdish-language publications.

**1958 - (IRAQ)** - After Iraq's 1958 revolution, a new constitution is established, which declares Arabs and Kurds as "partners in this homeland."

**1961 - (IRAQ)** - KDP begins a rebellion in northern Iraq. Within two weeks, the Iraqi government dissolves the Kurdish Democratic Party.

**March 1970 - (IRAQ)** - A peace agreement between Iraqi government and Kurds grants the Kurds autonomy. Kurdish is recognized as an official language, and an amendment to the constitution states: "the Iraqi people is made up of two nationalities: the Arab nationality and the Kurdish nationality."

**March 6, 1975 - (ALGERIA)** - Iraqi President Saddam Hussein and Shah Mohammed Reza Pahlavi of Iran sign a treaty. Iraq gives up claims to the Shatt-al-Arab waterway, while Iran agrees to end its support of the independence seeking

Kurds.

**June 1975 - (IRAQ)** - Former KDP Leader Jalal Talabani, establishes the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The following year, PUK takes up an armed campaign against the Iraqi government.

**1978 - (IRAQ)** - KDP and PUK forces clash, leaving many dead.

**1978 - (TURKEY)** - Abdullah Öcalan forms the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Kurdish separatist group.

**Late 1970s - (IRAQ)** - The Baath Party, under Saddam Hussein's leadership, uproots Kurds from areas with Kurdish majorities, and settles southern-Iraqi Arabs into those regions. Into the 1980s, Kurds are forcibly removed from the Iranian border as Kurds are suspected of aiding Iranian forces during the Iran-Iraq War.

**1979 - (IRAQ)** Mustafa Barzani dies in Washington. His son, Massoud Barzani, is elected president of KDP following his death.

**1980 - (IRAQ)** - The Iran-Iraq War begins. Although the KDP forces work closely with Iran, the PUK does not.

**1983 - (IRAQ)** - PUK agrees to a cease-fire with Iraq and begins negotiations on Kurdish autonomy.

**August 1984 - (TURKEY)** - PKK launches violent separatist campaign in Turkey, starting with killing two soldiers. The conflict eventually spreads to Iran, Iraq and Syria.

**1985 - (IRAQ)** - The cease-fire between Iraq and PUK breaks down.

**1986 - (IRAQ)** - After an Iranian-sponsored reconciliation, both KDP and PUK receive support from Tehran.

**1987 - (TURKEY)** - Turkey imposes state of emergency in the southeastern region of the country in response to PKK attacks.

**February-August 1988 - (IRAQ)** - During Operation Anfal ("spoils" in Arabic), created to quell Kurdish resistance, the Iraqi military uses large quantities of chemical weapons on Kurdish civilians. Iraqi forces destroy more than 4,000 villages in Kurdistan. It is believed that some 100,000 Kurds were killed.

**March 16, 1988 - (IRAQ)** - Iraq uses poison gas against the Kurdish people in Halabja in Northern Iraq. Thousands of people are believed to have died in the attack.

**1990-1991 - (IRAQ)** - The Gulf War begins when Saddam Hussein invades Kuwait seeking its oil reserves. There is a mass exodus of Kurds out of Iraq as more than a million flee into Turkey and Iran.

**February 28, 1991 - (IRAQ)** - Hussein agrees to a cease-fire, ending the Gulf War.

**March 1991 - (IRAQ)** - Kurdish uprising begins, and in two weeks, the Kurdish militia gains control of Iraqi Kurdistan, including the oil-rich town of Kirkuk. After allied support to the Kurds is denied, Iraq ⇒

⇒ crushes the uprising. Two million Kurds flee, but are forced to hide out in the mountains as Turkey closes its border.

**April 1991 - (IRAQ)** - A safe haven is established in Iraqi Kurdistan by the United States, the United Kingdom and France. Iraqi forces are barred from operating within the region, and Kurds begin autonomous rule, with KDP leading the north and PUK leading the south.

**1992 - (IRAQ)** - In an anti-PKK operation, 20,000 Turkish troops enter Kurdish safe havens in Iraq.

**1994-1998 - (IRAQ)** - PUK and KDP members engage in armed conflict, known as the Fratricide War, in Iraqi Kurdistan.

**1995 - (IRAQ)** - Approximately 35,000 Turkish troops launch an offensive against Kurds in northern Iraq.

**1996 - (IRAQ)** - Iraq launches attacks against Kurdish cities, including Irbil and Kirkuk.

**October 8, 1997 - (TURKEY)** - The United States lists PKK as a terrorist group.

**1998 - (IRAQ)** - The conflict between KDP and PUK ends, and a peace agreement is reached. This is brokered by the United States, and the accord is signed in Washington.

**1999 - (TURKEY)** - PKK leader Abdullah Öcalan is captured in Nairobi, Kenya, by Turkish officials.

**2002 - (TURKEY)** - Under pressure from the European Union, Turkey legalizes broadcasts and education in the Kurdish language. Turkish forces still combat PKK, including military incursions into northern Iraq.

**May 2002 - (TURKEY)** - The European Union designates the PKK as a terrorist organization.

**February 1, 2004 - (IRAQ)** - Two suicide bombs kill more than 50 people in Irbil. The targets are the headquarters of KDP and PUK, and several top Kurdish officials from both parties are killed.

**March 2004 - (SYRIA)** - Nine people are killed at a football (soccer) arena in Qamishli after clashes with riot police. Kurds demonstrate throughout the city, and unrest spreads to nearby towns in the following days, after security forces open fire at the funerals.

**June 2004 - (TURKEY)** - State TV broadcasts Kurdish-language programs for the first time.

**April 6-7, 2005 - (IRAQ)** - Kurdish leader Jalal Talabani is selected the country's president by the transitional national assembly, and is sworn in the next day.

**July 2005 - (TURKEY)** - Six people die from a bomb planted on a train by a Kurdish guerrilla. Turkish officials blame the PKK.

**2005 - (IRAQ)** - The 2005 Iraqi constitution upholds Kurdish autonomy, and designates Kurdistan as an autonomous federal region.

**August-September 2006 - (TURKEY)** - A

wave of bomb attacks target a resort area in Turkey, as well as Istanbul. Separatist group Kurdistan Freedom Falcons (TAC) claims responsibility for most of the attacks and threatens it will turn Turkey into "hell."

**December 2007 - (TURKEY)** - Turkey launches attacks in Iraqi Kurdistan, targeting PKK outposts.

**2009 - (TURKEY)** - A policy called the Kurdish Initiative increases Kurdish language rights and reduces military presence in the mostly Kurdish southeast.

**September 2010 - (IRAN)** - A bomb detonates during a parade in Mahābād, leaving 12 dead and dozens injured. No group claims responsibility for the attack, but authorities blame Kurdish separatists. In 2014, authorities arrest members of Koumaleh, a Kurdish armed group, for the attack.

**April 2011 - (SYRIA)** - Syria grants citizenship to thousands in the Kurdish region. According to Human Rights Watch, an exceptional census stripped 20% of Kurdish Syrians of their citizenship in 1962.

**October 2011 - (SYRIA)** - Meshaal Tammo, a Syrian Kurdish activist, is assassinated. Many Kurds blame Syrian President Bashar al-Assad's regime for the assassination.

**October 19, 2011 - (TURKEY)** - Kurdish militants kill 24 Turkish troops near the Iraqi border, a PKK base area.

**June 2012 - (TURKEY)** - Turkish forces strike PKK rebel bases in Iraq after a PKK attack in southern Turkey kills eight Turkish soldiers.

**July 2012 - (SYRIA)** - In the midst of the country's civil war, Syrian security forces retreat from several Kurdish towns in the northeastern part of the country.

**August 2012 - (TURKEY)** - Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan warns that any attempts by the PKK to launch cross-border attacks from Syria would be met by force; the Turkish Army then performs a large exercise less than a mile from border villages now controlled by the Syrian Kurdish group Democratic Union Party (PYD).

**December 2012 - (TURKEY)** - Erdogan announces the government has begun peace talks with the PKK.

**January 10, 2013 - (FRANCE)** - Three Kurdish women are found shot dead in Paris, one of whom was a founding member of the PKK.

**March 21, 2013 - (TURKEY)** - Imprisoned PKK founder Abdullah Öcalan calls for dialogue: a letter from him is read in the Turkish Parliament, "We for tens of years gave up our lives for this struggle, we paid a price. We have come to a point at which the guns must be silent and ideas must talk."

**March 25, 2013 - (TURKEY)** - Turkish Prime Minister Erdogan and Iraqi Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani negotiate a framework deal that

includes an outline for a direct pipeline export of oil and gas. The pipeline would have the Kurdish crude oil transported from the Kurdish Regional Government directly into Turkey, allowing the KRG to be a competitive supplier of oil to Turkey.

**June 2014 - (IRAQ)** - Refugees flee fighting and flood into Iraqi Kurdistan to the north as ISIS militants take over Mosul. Kurdish Regional Government (KRG) closes then reopens, with restrictions, border crossings used by those fleeing ISIS.

**June 23, 2014 - (IRAQ)** - Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani says that "Iraq is obviously falling apart, and it's obvious that the federal or central government has lost control over everything."

**Early August 2014 - (IRAQ)** - Reportedly 40,000 Yazidi, a minority group of Kurdish descent, flee to a mountainous region in northwestern Iraq to escape ISIS, after the group storms Sinjar, a town near the Syrian border. Also, 100,000 Christians flee to Irbil, after Kurdish leadership there promises protection in the city.

**August 11, 2014 - (IRAQ)** Kurdish fighters in Kurdistan, who are called Peshmerga, work with Iraqi armed forces to deliver aid to Yazidis stranded on Mount Sinjar after fleeing ISIS fighters.

**August 12, 2014 - (IRAQ)** Some Yazidi tell CNN that PKK fighters control parts of the mountain, and have offered food and protection from ISIS.

**December 2, 2014 - (IRAQ)** The government of Iraq and the government of Iraqi Kurdistan sign an agreement to share oil revenues and military resources. Iraq will now pay the salaries of Peshmerga fighters battling ISIS and act as an intermediary to deliver U.S. weapons to Kurdish forces. The Kurdistan government will deliver more than half a million barrels of oil daily to the Iraqi government. Profits from the sale of the oil will be split between the two governments.

**January 26, 2015 - (SYRIA)** After 112 days of fighting, the YPG, Kurdish fighters also known as the People's Protection Units, take control of the city of Kobani from ISIS.

**March 21, 2015 - (TURKEY)** In a letter read to thousands during a celebration in the city of Diyarbakir, imprisoned PKK leader Abdullah Öcalan urges fighters under his command to lay down their arms, stop waging war against the Turkish state and join a "congress."

**May 18, 2015 - (TURKEY)** In the run-up to parliamentary elections on June 7, an explosion rocks the office of the Kurdish People's Democratic Party (HDP) in Adana, in southeastern Turkey. Six people are injured.

**June 7, 2015 - (TURKEY)** Three-year-old fledgling party Kurdish People's Democratic Party (HDP) receives more than 13% of the vote, winning 80 seats in the 550-seat parliament.



**Le Monde**  
MARDI 9 JUIN 2015

# Les Turcs privent M. Erdogan de majorité

ISTANBUL - *correspondante*

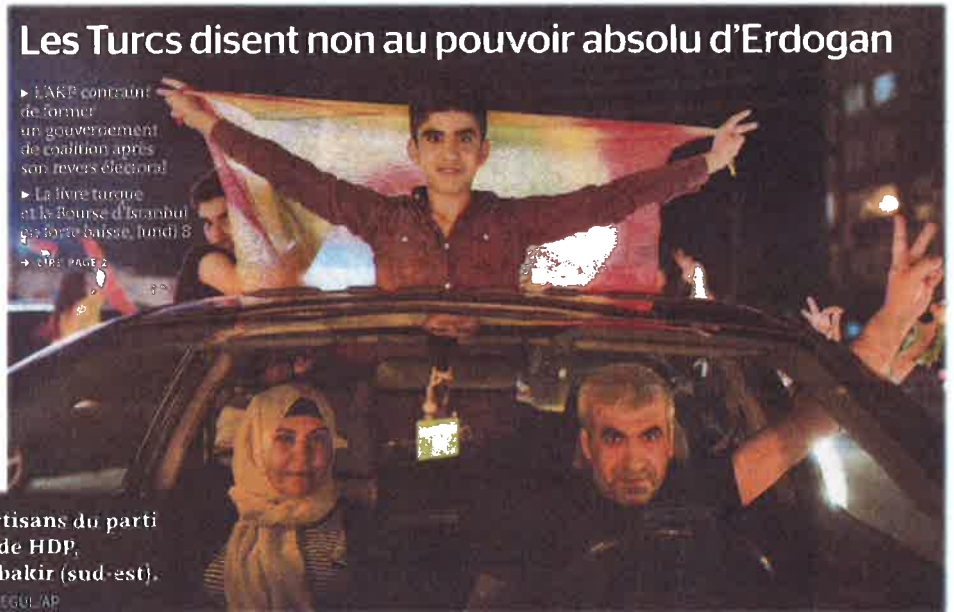
Les électeurs turcs ont infligé un revers sans précédent au président Recep Tayyip Erdogan et à son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), privé de sa majorité absolue au Parlement à l'issue des élections législatives du dimanche 7 juin.

L'AKP reste le premier parti de Turquie mais il accuse un recul significatif, perdant près de dix points par rapport à ses résultats aux législatives de 2011 (49,9 %), soit 2,7 millions de votes en moins (18,7 millions hier contre 21,4 millions en 2011). Marquée par une forte participation (86 %), l'élection de dimanche signe la fin de treize années de domination sans partage des islamo-conservateurs sur la vie politique turque. La Bourse d'Istanbul a tiré les conséquences de la période d'incertitude qui commence, en reculant de plus de 6 % à l'ouverture, lundi matin, tandis que la banque centrale a dû intervenir sur les marchés pour enrayer la chute de la livre turque.

Pour modifier la Constitution et faire de la Turquie une république présidentielle, les islamo-conservateurs avaient besoin de 367 députés - M. Erdogan, lui, parlait de 400 élus à chacun de ses meetings de campagne. Avec 330 députés, il était encore possible de convoquer un référendum, mais avec 258 députés le projet présidentiel s'effondre. Le chef historique des islamo-conservateurs devra donc se contenter d'assumer une présidence honorifique, selon les termes de l'actuelle Constitution.

Les Turcs disent non au pouvoir absolu d'Erdogan

► L'AKP continuera de former un gouvernement de coalition après son revers électoral  
► La livre turque et la Bourse d'Istanbul en forte baisse, lundi 8  
→ LIRE PAGE 2



Des partisans du parti prokurde HDP, à Diyarbakir (sud-est).  
EMRAN YAZEGUL/AP

## Camouflet pour « Tayyip Bey »

Par un incroyable clin d'œil du destin, le seuil des votes requis pour qu'un parti puisse entrer au Parlement, très haut en Turquie puisqu'il est de 10 %, le plus élevé au monde, a joué un mauvais tour à M. Erdogan, qui a tout fait pour le maintenir. Jusqu'ici, son parti profitait pleinement des faibles résultats du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde), qui n'avait jamais osé se présenter sous son étiquette de parti, envoyant ses candidats en « indépendants » pour éviter le coupet des 10 %.

Grâce au système proportionnel en vigueur, l'AKP n'avait théoriquement aucun mal à récupérer les voix censées revenir à cette petite formation de gauche. Mais le HDP a gagné son pari. Renforçant



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dimanche 7 juin, à Istanbul.  
OZAN KOSE/AFP

considérablement son assise au Parlement, le petit parti de gauche passe de 29 à 79 députés. Les deux autres adversaires du parti au pouvoir, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et le Parti d'action nationaliste (MHP), qui ont recueilli dimanche 25 % et 16 % des voix, auront respectivement 132 et 81 députés au Parlement.

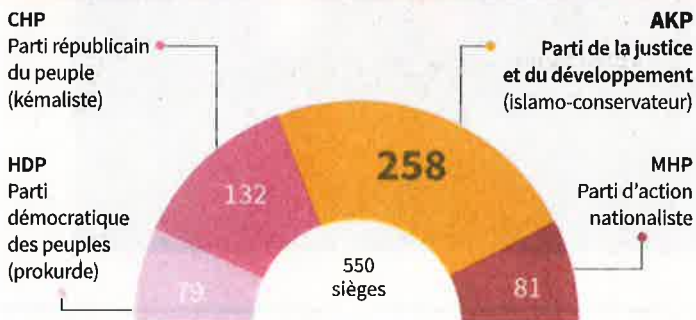
Pour « Tayyip Bey » (le surnom respectueux donné à M. Erdogan par ses partisans), il s'agit d'un sérieux camouflet, le premier de sa fulgurante carrière politique. Accusé de dérive autoritaire, coupable d'avoir semé la zizanie dans son propre camp, il a perdu son aura de rassembleur, sa magie d'« homme providentiel » comme il aimait à se présenter. La croissance en berne (2,9 % en 2014), la

hausse du chômage (11 %) et de l'inflation (8 %) lui ont compliqué la donne. Mais la principale raison de son échec, c'est d'avoir tenté d'imposer aux Turcs un « Tayyipisme » dont ils ne voulaient pas.

Sa propension à ne faire qu'un avec la Turquie a déçu. « Ils disent que, si Erdogan obtient ce qu'il veut dimanche, on ne pourra plus l'arrêter », avait proclamé le président lors d'un rassemblement organisé samedi dans la province d'Ardahan, au nord-est du pays. « En réalité, ils veulent dire que l'on ne pourra plus arrêter la Turquie », avait-il précisé.

Les affaires de corruption, la morgue des dirigeants de l'AKP, leur soumission aveugle à M. Erdogan avaient déjà contribué à refroidir l'ardeur de l'électorat. Le

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES TURQUES DU 7 JUIN 2015  
EN NOMBRE DE SIÈGES



SOURCE : GRAPHIC NEWS

« Le palais est tombé ! », titrait le quotidien « Taraf » lundi matin

parti en était venu à fonctionner comme une confrérie, avec des adeptes prêts à tout pour leur guide spirituel. « J'ai deux armes et pas mal de munitions, il faudra

mé tuer avant de l'atteindre lui », expliquait récemment Yigit Bulut, son conseiller économique.

« Palais, yachts et jets privés » Salué pour ses idées pragmatiques et réformatrices lors de son arrivée au pouvoir en 2002, l'AKP a perdu son aura. « Sorti d'un *gecekondu* [bidonville] au début de son histoire, l'AKP est aujourd'hui reconnaissable à ses palais, ses yachts, ses jets privés, ses armateurs », écrit Ekrem Dumanli, le rédacteur en chef du *Zaman*, journal proche du prédicateur Fethul-

lah Gülen, exilé aux Etats-Unis.

Avec un gouvernement de coalition en perspective, la Turquie risque de renouer avec l'instabilité politique qui était sa marque de fabrique avant 2002. Personne ne sait ce que M. Erdogan, resté muet sur le résultat des élections, va faire. L'AKP peut former un gouvernement minoritaire, mais celui-ci sera alors étroitement contrôlé par le Parlement. Si aucun gouvernement ne peut être formé d'ici quarante-cinq jours, il faudra convoquer de nouvelles élections. « Elections anticipées !

Notre marche va continuer », titrait le quotidien progouvernemental *Yeni Safak* lundi matin.

Pour bien des Turcs, le camouflet infligé à M. Erdogan arrive comme un soulagement. « C'est la fin d'une époque », constatait le quotidien *Cumhuriyet* lundi matin. Pour son rédacteur en chef, Can Dündar, actuellement sous le coup d'une enquête pour « terrorisme » et « complot contre l'Etat », diligente par le chef de l'Etat en personne, c'est assurément la fin des poursuites ! ■

MARIE JÉGO



Libération Samedi 6 et Dimanche 7 Juin 2015

# Qassem Soleimani, bras armé de Téhéran en Syrie

**Le général iranien promet une action forte dans les jours à venir, en soutien au régime de Damas.**

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

Il a promis « une surprise » à venir bientôt sur le théâtre d'opérations syrien. Mais il s'est gardé de dire laquelle. Comme le général Qassem Soleimani est l'un des officiers iraniens les plus gradés – il est major général –, qu'il dirige la force Al-Qods – la division spéciale du corps des Gardiens de la révolution chargée des opérations militaires et du renseignement à l'extérieur de l'Iran –, qu'il est présent depuis des mois sur les fronts irakien et syrien et a été élu homme de l'année par le site iranien d'informations *Khabaronline.ir* (conservateur modéré) suite à un sondage, son effet d'annonce est pris au sérieux par les états-majors à Paris, Riyad, Ankara ou Washington.

« Dans les jours qui viennent, le monde va être surpris par ce que nous préparons, en coopération avec les chefs militaires syriens », a-t-il simplement déclaré, cité mercredi par la radiodiffusion de la république d'Iran. Cette « surprise » sera-t-elle l'engagement massif de Téhéran aux côtés des forces loyalistes à l'heure où le régime de Ba-

char al-Assad apparaît de plus en plus épuisé par les quatre années de guerre et incapable de récupérer les villes qu'il a perdues dernièrement – Idlib, Jisr al-Choughour, Palmyre, pour ne citer que les principales ?

Mais l'inquiétude, c'est aussi la ville de Damas, dont l'Armée de la conquête, une coalition de groupes islamistes dirigée par Ahrar al-Cham et le Front al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaeda, a annoncé qu'elle était son prochain objectif. Selon un membre des services de sécurité syriens, « quelque 7000 combattants iraniens et irakiens sont arrivés ces dernières semaines en Syrie pour la défense de la capitale. [...] Le plus important contingent est irakien. Le but est d'arriver à 10 000 hommes pour épauler l'armée syrienne et les milices progouvernementales, d'abord à Damas, et dans un second temps pour reprendre Jisr al-Chou-

ghour, car c'est le verrou vers la côte méditerranéenne et la région de Hama, au centre du pays ».

## COMBATTANTS AFGHANS

Reste qu'il est difficile de savoir ce qui relève ou non de la guerre psychologique que livre l'Iran comme, d'ailleurs, ses adversaires. « Ce qui est sûr, c'est que Téhéran a envoyé aussi des centaines de combattants afghans *hazaras* [une ethnie chiite employée comme main-d'œuvre bon marché en Iran, ndlr]. Ils sont déployés à Alep et Damas, sous la bannière de la Brigade des Fatimides, souligne le chercheur et politologue Ziad

Majed. Ce qui est certain aussi, c'est que des milliers de volontaires chiïtes irakiens sont arrivés dans la région de Damas. Eux sont surtout positionnés autour des mausolées chiïtes de la capitale. »

Il faut encore prendre en compte quelque 2000 hommes du Hezbollah venus dans la région du Qalamoun, près de la frontière libanaise, ce qui porterait le nombre des combattants de la milice chiïte à quelque 8000 – on estime que ses pertes sont comprises entre 800 et 1200 hommes. D'ores et déjà, c'est Téhéran, en particulier le général Soleimani, qui semble diriger les opérations. On a

## TERRITOIRES

Il semble que Téhéran n'ait guère apprécié la façon dont les généraux syriens conduisent la guerre, en particulier l'offensive menée en février contre la métropole septentrionale, Alep, qui avait échoué à couper l'approvisionnement des rebelles. La stratégie iranienne diffère de celle de Damas en ce qu'elle préfère contrôler moins de territoires mais bien les contrôler.

En avril, c'était déjà le même Qassem Soleimani, vétéran de la guerre Iran-Irak (1980-1988) et de la guerre de la République islamique contre les Kurdes, qui conduisait les opérations militaires ayant permis de reprendre la ville de Tikrit en Irak.

Pour le moment, c'est la localité de Hassaké que le régime syrien et Téhéran voudraient sauver. Les jihadistes de l'Etat islamique livraient vendredi de violents combats pour tenter de s'emparer de cette importante capitale provinciale. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, l'armée loyaliste ne cesse de larguer des barils d'explosifs sur les territoires tenus par les insurgés, et a tué en quarante-huit heures près de 100 civils. La chute d'Hassaké donnerait à l'Etat islamique le contrôle d'une deuxième capitale provinciale après celle de Raqqa, devenue son quartier général en Syrie. ◀

« Le monde va être surpris par ce que nous préparons, en coopération avec les chefs militaires syriens. »

**QASSEM SOLEIMANI**  
chef de la force Al-Qods



# La Turquie entre dans une phase d'incertitude politique

► L'émergence du Parti démocratique des peuples (HDP) aux législatives de dimanche prive le président turc d'une majorité nécessaire pour modifier la constitution turque.

► Les partis politiques ont 45 jours pour former un gouvernement, à défaut de quoi le chef de l'État peut dissoudre l'assemblée et convoquer à nouveau les électeurs aux urnes.

## ISTANBUL

De notre correspondant

Le président, Recep Tayyip Erdogan, avait mis la barre très haut en exhortant ses troupes à dépasser leur score obtenu lors des dernières élections législatives en 2011, soit près de 50 % des voix. Pour lui, ce scrutin devait être l'occasion d'atteindre le seuil fatidique de 330 députés sur 550, lui permettant de convoquer un référendum sur les modifications constitutionnelles qu'il espérait obtenir pour « *présidentialiser* » la République turque à sa mesure. Avec 40,8 % des voix récoltées, le Parti de la justice et du développement (AKP) connaît plutôt son pire résultat depuis son arrivée au pouvoir en 2002.

Car c'était sans compter sur l'émergence du Parti démocratique du peuple (HDP), petit parti pro-kurde, qui, sous l'impulsion de son leader charismatique, Selahattin Demirtas, s'est transformé en véritable force politique turque. Avec 13,1 % des voix, le HDP remporte une victoire historique et sera représenté à la Grande Assemblée nationale de Turquie par 80 députés. En franchissant la barre des 10 % nécessaires pour envoyer des députés à Ankara, le HDP prive au passage l'AKP de la « *prime aux vainqueurs* » qui redistribue les votes des partis non représentés aux grandes formations.

Malgré la perte en voix du parti au pouvoir, les kémalistes du CHP restent stables et décrochent 25 % des voix. Une partie de l'électorat turc de centre gauche aura préféré « *voter utile* » et soutenir le HDP, sans compter une frange de l'électorat plus marquée à gauche qui se reconnaît désormais davantage dans le discours de Selahattin Demirtas. Enfin, avec 16,3 % des voix, les ultranationalistes du Parti de l'action nationaliste (MHP) obtiennent deux millions de voix de plus qu'il y a quatre ans.

Généralement prompt à intervenir, le chef de l'État a gardé le silence dimanche soir, laissant au premier ministre, Ahmet Davutoglu, la tâche de s'adresser à la petite foule depuis le balcon du siège du parti à Ankara. Derrière lui, la mine déconfite des ministres sortants tranchait avec le



Des Kurdes le soir des résultats. La question kurde joue un grand rôle dans la redistribution du paysage électoral turc, conséquence du blocage du processus de paix et des positions ambiguës du régime turc face à Daech lors du siège de la ville kurde de Kobane, en Syrie.

ton vindicatif du chef du gouvernement...

Plusieurs facteurs expliquent le pire score obtenu par l'AKP depuis son arrivée au pouvoir en 2002 : l'économie turque ne connaît plus l'embellie des années 2000 et l'inflation pèse lourdement sur les Turcs, sans compter la « *surprésiden-*

*tialisation* » du pouvoir par Recep Tayyip Erdogan qui semble se retourner contre lui.

La question kurde a également joué un grand rôle dans la redistribution du paysage électoral turc, notamment dans le sud-est, où les électeurs se sont massivement éloignés de l'AKP, conséquence du blocage du processus de paix et des positions pour le moins ambiguës du régime turc face à Daech lors du siège de la ville kurde de Kobane, en Syrie.

Sortant de son silence, le président a exhorté hier les partis à « *faire preuve de responsabilité* », tandis que la presse

d'opposition célébrait déjà la « *fin de treize années de régime à parti unique* ». Les quatre partis qui composent le parlement ont 45 jours pour former un gouvernement, à défaut de quoi le chef de l'État peut dissoudre l'assemblée et convoquer à nouveau les électeurs aux urnes.

Les scénarios de l'après-scrutin sont limités pour l'AKP. Selahattin Demirtas a confirmé dimanche soir qu'un soutien de son parti à un gouvernement AKP

## Le président turc a exhorté les partis à « faire preuve de responsabilité ».

était hors de question, et une alliance des islamo-conservateurs avec les kémalistes du CHP est contre-nature. Seule l'extrême droite du MHP pourrait éventuellement appuyer le parti du président, mais l'inimitié évidente entre son chef

Devlet Bahçeli et Recep Tayyip Erdogan, rend ce scénario difficilement réalisable. L'AKP pourrait du coup tenter de diriger le pays avec un gouvernement minoritaire, négociant par à-coups des soutiens à l'Assemblée pour faire avancer son programme législatif.

La Turquie se retrouve aujourd'hui dans une période d'instabilité politique qu'elle n'avait pas connue depuis treize ans. Avec déjà une victime en état de mort clinique : le projet de « *nouvelle Turquie* » présidentielle chère à Recep Tayyip Erdogan, qui était le fer de lance de son parti et la marque que celui-ci entendait laisser dans l'histoire.

ALEXANDRE BILLETTE



# Turkey's election

## The voters' signal to Erdogan

**Turks (and Kurds) show they prefer liberal democracy to Islamist autocracy. But they have made it harder to form a government**

June 13th 2015 | ANKARA AND ISTANBUL



**FOR** Turkey's combative president, Recep Tayyip Erdogan, who has won every election he has faced since becoming Istanbul's first Islamist mayor in 1994, it was a bitter defeat. Voters denied his Justice and Development (AK) party a majority in the June 7th general election, thwarting his dreams of rewriting the constitution to grant himself executive powers. AK, led by Ahmet Davutoglu, the prime minister, took 40.9% of the vote and 258 seats, 18 too few for a single-party government. That is a big drop from the 50% AK won in 2011. The turnout was high, at 86%.

Now, for the first time since AK swept to

power in 2002, coalition rule seems all but inevitable. "The dictator's back has been broken," crowed Faruk Arslan, a Turkish blogger, reflecting the celebratory mood of the president's swelling army of critics. Yet though Mr Erdogan's march towards one-man rule has been checked, it is premature to write him off. "This is a multi-act drama and we have just rung down the curtain on the first act," cautions Eric Edelman, a former American ambassador to Turkey. In this section

The prospect of a return to feeble multiparty rule sent jitters through the markets. Istanbul's stockmarket index dropped by 8% on June 8th, and the Turkish lira fell by

6% to a record low against the dollar. "Regardless of the final composition of the new government, the outcome is a major negative for the short- and medium-term economic reform outlook," said Teneo Intelligence, a London-based consultancy.

The main causes of AK's reversal were a wobbly economy, Mr Erdogan's growing authoritarianism and the stunning success of the pro-Kurdish Peoples' Democracy Party (HDP). Pollsters reckon it siphoned off a chunk of the AK vote in the Kurdish-dominated south-east and in Istanbul. The leftist group has its roots in the Kurdish nationalist movement founded by the imprisoned Kurdistan Workers' Party (PKK) leader, Abdullah Ocalan. But it has created an alliance that draws in pious Kurds, Turkish liberals, leftists, Christians and gay people. The HDP sailed past the 10% threshold for parliamentary representation, winning 13% and an estimated 80 seats.

The HDP's co-chairman, Selahattin Demirtas, played a pivotal role. The lute-strumming, 42-year-old former human-rights lawyer is the most charismatic politician to emerge since Mr Erdogan himself. With his sharp wit, Mr Demirtas managed to appeal both to Kurds and to Turks worried by Mr Erdogan's overweening ambitions. He lured many first-time voters with his irreverent and lively campaign.

The big question is what Mr Erdogan will do. He could crawl back to his largely ceremonial role as president, getting Mr Davutoglu to stitch up a coalition deal with the opposition; or he could play spoiler and try to force a new poll. He has been a good loser so far, saying that the will of the people must be respected. But his supporters say a hung parliament "proves" the case for a presidential system. If a government cannot be formed within 45 days of an election, the president calls a new one.

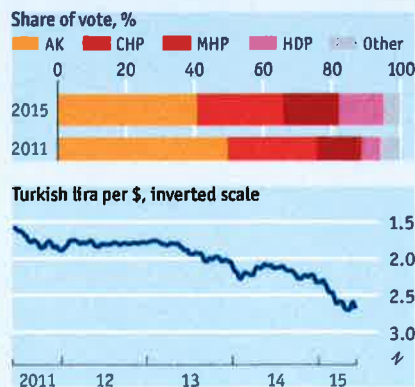
But AK insiders warn that, should Mr Erdogan and his cronies try to keep control of the party, a power struggle is likely. A growing number believe that Abdullah Gul, a co-founder of AK and former president, should return as prime minister. That would require a by-election, as Mr Gul is not now an MP. Mr Gul would never agree to be under Mr Erdogan's heel. But none of this can happen before an AK party congress expected in September.

In the meantime, Mr Davutoglu, as the winner, will have first crack at forming a government. The far-right Nationalist Action Party (MHP), which took 16% of the vote and 80 seats, is ideologically closest to AK and so may seem the most logical choice of partner. But the MHP's leader, Devlet Bahçeli, has ruled out backing an executive presidency. He also wants to resurrect corruption charges against former AK ministers that were launched by prosecutors in

### The four rivals

Party	Description
 Justice and Development (AK)	In power since 2002, this conservative Islamist party has slid in an authoritarian direction under President Recep Tayyip Erdogan
 Republican People's (CHP)	Centre-left party that has embraced economic reform under new leadership
 Nationalist Action (MHP)	Far-right party that fuses nationalism with Islam and opposes concessions to Kurds
 Peoples' Democratic (HDP)	Latest reincarnation of left-leaning pro-Kurdish party, has expanded appeal from traditional south-east across the country

Sources: Press reports; Haver Analytics; The Economist



➔ 2013 but shelved last year. This could prove tricky, as some of Mr Erdogan's family were implicated. And Mr Bahçeli will hold out for a plum cabinet post and demand that peace talks with Mr Ocalan cease, alienating pro-AK Kurds.

Mr Davutoğlu might prefer to form a minority government, with the far-right nationalists providing support from outside. But what would be in it for the MHP? "Nothing," says Ozer Sencar, a leading pollster. So there is talk also of a "grand coalition" between AK and the centre-left secular opposition Republican People's Party (CHP), which came second with 25% of the vote and 132 seats. The CHP leader, Kemal Kilicdaroglu, who is facing a challenge to his leadership, seems interested, saying that another election would be "a waste of time". Speculation about a possible deal intensified when Deniz Baykal, Mr Kilicdaroglu's predecessor, met Mr Erdogan on June 10th. But many AK members are queasy, fearing that a link with the CHP would alienate their pious base. The three opposition parties might try to form a coalition excluding AK, but the far right would find it hard to get along with the Kurds. A final even more improbable scenario has the CHP forming a minority government, with the other two opposition parties backing it from outside.

Others say the most mutually beneficial outcome of all would be a partnership between

2015 parliamentary election, party with most votes, by province



Eroding Erdogan's power: Our guide to Turkey's general elections

AK and the Kurdish HDP. This may sound like political suicide for Mr Demirtas, who rules out any such deal. His vows to torpedo Mr Erdogan's presidential ambitions drew non-Kurdish voters who helped carry the HDP over the 10% threshold and into the political mainstream. "They would never forgive us if we broke our promise," says a former HDP deputy.

Yet Mr Ocalan, who holds sway over the party, may calculate otherwise. The PKK and its Syrian arm are fighting Islamic State ter-

rorists near the border. Stronger Turkish backing could tip the balance. "Rojava [Syrian Kurdistan] is the HDP's Achilles heel," says Arzu Yilmaz, an analyst. It was Mr Erdogan's implicit backing for IS in last summer's battle for the Kurdish city of Kobani that first drove so many pro-AK Kurds into the HDP's arms. Indeed, AK's biggest hope of clawing its way to single-party rule again is to lure these pious Kurds back. Ironically, the best way of doing this would be to reach out to the HDP. ■

BREITBART **B** June 20, 2015

## TURKISH MEDIA PRAISES ISIS, CONDEMNS KURDISH RESISTANCE FIGHTERS

by Thomas D. Williams, Ph.D. / 20 June 201592  
www.breitbart.com

Headlines in pro-government Turkish media Friday praised the Islamic State while criticizing the Kurdish People's Protection Units (YPG), which, with the help of US-led air strikes, consolidated their hold over the 400-kilometer region next to Turkey's border earlier this week.

The Sabah Daily, for example, ran the headline "YPG Is More Dangerous than ISIS." The paper is known as a staunch supporter of Turkish President Recep Tayyip Erdoğan and his Justice and Development Party (AK Party).

Sabah claimed that according to military personnel in Ankara, ISIS could be wiped out within two to three years, whereas the formation of a Kurdish block in the region could have much longer lasting effects. The pro-government daily also suggested that the real target of the Kurdish militants is actually Turkey.

Likewise, news reports attacking the YPG and suggesting that ISIS was better and more humane than the Kurdish fighters could be found in other dailies supportive of the Erdogan government, including the Star, the Yeni Akit, and the Akşam.

According to reports, as prime minister Erdoğan invested in the media as a means of influencing public opinion in favor of his administration. A group of businessmen allegedly pooled funds to purchase a media

group following Erdoğan's instructions in return for privileged treatment in public tenders. The media corporations purchased by the group came to be known as "pool media."

Friday's pro-ISIS news was the latest in a series of indications of Turkey's support for the Islamic State.

In April, Hassan Sakr, head of external relations for the Syrian Social Nationalist Party (SSNP), accused Turkey of supplying logistical support to ISIS. "There are some countries in the area," said Sakr, "who continue to help and provide support to terrorists, such as Turkey, which is helping ISIS outposts logistically and regarding security." Sakr also said that "in Turkey, there are also training camps for jihadists where militants receive ISIS training."

Two weeks ago, the Turkish opposition newspaper Cumhuriyet published a damning report against the Erdoğan government's collusion with ISIS, complete with pictures and videos of weapons destined for armed Islamic groups in Syria in trucks escorted by members of the Turkish secret service MIT.

Erdogan responded by threatening the paper's editor, Can Dunder, warning him that he would pay a "heavy price" for the revelations, which the president called a "violation of state secrets."

The Turkish government has since requested a sentence of life imprisonment for Dunder. ●

# Turquie – Rusen Çakir : « Erdogan a fait des erreurs stratégiques »

Par Joséphine Dedet / 17 juin 2015  
http://www.jeuneafrique.com

Lors des législatives du 7 juin, le parti AKP, au pouvoir depuis douze ans, a perdu sa majorité absolue au Parlement. Un camouflet pour Recep Tayyip Erdogan. Spécialiste de l'islam politique turc et biographe du président, Rusen Çakir a suivi cette campagne sur le terrain. Il en livre son analyse à Jeune Afrique.

Le 7 juin se sont tenues des élections législatives cruciales en Turquie. Obtenant seulement 40,8% des voix, l'AKP islamo-conservateur a subi un revers, perdant près de dix points par rapport aux législatives de 2011 et sa majorité absolue au Parlement. Pour la première fois en douze ans de pouvoir, il ne peut gouverner seul. Et le président, Recep Tayyip Erdogan, qui s'était jeté à corps perdu dans la campagne, se retrouve en position de faiblesse. Il n'est plus en mesure de changer la Constitution, d'abolir le système parlementaire et d'instaurer un régime où ses pouvoirs auraient été quasi illimités.

L'opposition a fait bloc pour lui barrer la route. Le CHP (centre gauche kémaliste) a recueilli 24,9% des voix et le MHP (extrême droite ultranationaliste), 16,2%. Mais ce sont les 13,1% du HDP prokurde qui coûtent à l'AKP sa majorité. En passant le barrage de 10% en deçà duquel ils n'auraient pu avoir de députés, le HDP et son leader, Selahattin Demirtas, ont confirmé qu'ils avaient fait le plein de leur électoral kurde et que leur politique d'ouverture aux franges libérales de la société était un succès.

Rusen Çakir, journaliste à Habertürk, est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'islam politique turc et d'une biographie d'Erdogan. Très présent sur le terrain durant cette campagne des législatives, il en livre son analyse à J.A.

**Jeune Afrique : comment la campagne s'est-elle déroulée ?**

**Rusen Çakir :** Elle s'est jouée entre l'AKP et le HDP, et entre leurs leaders respectifs : Erdogan et Demirtas. Le Premier ministre, Ahmet Davutoglu, était complètement effacé.

Erdogan a dominé la campagne, mais pour la première fois de sa carrière il a fait des erreurs stratégiques. Et en essayant de les rattraper, il s'est encore plus enfoncé.

**Quelles erreurs ?**

Il a nié l'existence la question kurde et interrompu le processus de paix [dont il était pourtant l'instigateur, NDLR]. Il s'est attaqué au HDP et à Demirtas, a proféré des insultes, menti, bref, il a mené une guérilla verbale contre le parti kurde. Pour séduire ses électeurs, il a invoqué l'islam, a brandi le Coran traduit en kurde et répété que les dirigeants du HDP n'étaient pas des musulmans mais des zoroastriens [religion antéislamique originaire de la Perse antique, NDLR] !

Erdogan, l'AKP et la presse à leur dévotion ont fondé toute leur campagne contre le HDP car ils avaient compris que la frange la plus pieuse des Kurdes allait basculer en faveur de ce parti. Ils ont donc utilisé l'islam comme faire-valoir. Puis, constatant que cet argument ne prenait pas, ils ont fait machine arrière,

ce qui a encore accéléré le départ de ces électeurs vers le HDP.

**Jusqu'à environ la moitié des Kurdes votaient pour l'AKP...**

Oui, déjà dans les années 1970 et 1980, les partis Milli Selamet et Refah, ancêtres de l'AKP, reposaient sur une base électorale kurde de 20 à 40%. Plus récemment, lors du référendum de 2010 sur la Constitution [sur la limitation des pouvoirs de la hiérarchie judiciaire et de l'armée, NDLR], l'AKP avait bénéficié d'un soutien massif des Kurdes malgré l'appel au boycott du HDP.

**Quelle leçon tirez-vous de ce scrutin ?**

Le grand message de ces élections, c'est que les Kurdes ont choisi le HDP comme leur unique représentant. Pas seulement dans certaines villes du Sud-Est – l'AKP n'y compte parfois aucun député, du jamais vu ! –, mais aussi dans des métropoles comme Istanbul, Izmir, Adana, Mersin.

**Erdogan était-il conscient qu'il perdait le vote kurde ?**

J'étais sur la place Istasyon, à Diyarbakir [« capitale » des Kurdes de Turquie, NDLR] lors de son meeting du 3 mai. Je l'avais déjà vu six fois à cet endroit : lors des municipales de 2004, des législatives de 2007, etc. Cette fois il y avait peu de monde, peu d'enthousiasme, et il a prononcé le plus mauvais discours de

**« Pour résoudre les problèmes du pays, il aurait besoin de temps, or il n'en a plus. »**

sa carrière. Erdogan connaît très bien Diyarbakir et les Kurdes, il savait qu'il les perdait.

J'étais également présent lors du meeting d'Ahmet Davutoglu le 31 mai. Il a été encore pire qu'Erdogan. Plus agressif, plus islamiste. Je le connais depuis des années et je ne l'ai pas reconnu : il s'était transformé en une sorte de leader du Hamas ! Lors du meeting du HDP, le 5 juin, au contraire, la foule était immense, dynamique. Hélas Selahattin Demirtas n'a pu s'exprimer car deux bombes ont explosé [bilan : 4 morts et des centaines de blessés, NDLR].

**Le HDP n'a pas seulement fait le plein des voix kurdes. Il s'est ouvert à la gauche et aux libéraux...**

Nombre d'observateurs soulignent la contribution des non kurdes au HDP. En réalité, ce soutien a plutôt été symbolique. En quantité, ce sont les Kurdes qui ont voté pour le HDP. Mais la qualité du soutien des non kurdes est importante et a contribué à la dynamique d'ensemble. Pourtant, même sans cet apport, le HDP aurait franchi le barrage de 10%. Il a surfé sur une immense vague, tout le monde ne parlait que de lui. De fait, son discours de « gauche plurielle » a séduit les jeunes, les femmes, les minorités, les écologistes...

En effet, il a trouvé des candidats représentatifs de la société : des chrétiens, des femmes voilées, des socialistes, etc... qui ont formé une vraie coalition avec pour mots d'ordre la paix, la démocratie et la lib-



erté. Et le slogan de Demirtas : « On ne laissera pas Erdogan être président » [avec des pouvoirs quasi illimités, NDLR] a fait mouche.

Beaucoup de Turcs ont aussi voté HDP par pure tactique, pour faire perdre à l'AKP sa majorité parlementaire.

Seul le HDP pouvait arithmétiquement empêcher l'AKP de gagner, c'est vrai. Mais s'il n'y avait pas eu cette marche des Kurdes vers le HDP il ne serait rien passé.

**Selahattin Demirtas, 42 ans, est l'étoile montante de la politique turque. Il avait déjà conquis les cœurs lors de la présidentielle de 2014. Qui est-il, et comment s'est comporté durant cette campagne ?**

C'est un homme très calme, très sympathique et très intelligent. Ancien avocat pour une association des droits de l'homme, marié à une institutrice, il a deux filles et mène une vie simple. Ses passages dans les médias ont été très remarqués et il a réalisé de forts taux d'audience.

**Ces législatives constituent-elles une défaite personnelle pour Erdogan ?**

Oui, c'est son échec. Dès le lendemain des élections, tout le monde l'a dit, et il a perdu de sa popularité. S'il y avait une élection présidentielle aujourd'hui, il ne recueillerait pas 52% [score qu'il avait obtenu en août 2014, NDLR].

**Après cette déception, y a-t-il un risque de scission au sein de l'AKP ?**

Il est trop tôt pour le dire. Ils n'ont pas encore perdu le pouvoir.

**Le président envisage, dit-on, de convoquer des législatives anticipées afin de « se rattraper ». Quelle en serait l'issue selon vous ?**

Le HDP obtiendrait plus de 15% et le MHP [extrême droite ultranationaliste, NDLR] 20% environ. Ces deux partis passeraient chacun de 80 à 100 députés, au moins. En cas de nouvelles élections, la poussée du HDP et du MHP se confirmeront, tout comme la chute de l'AKP et le léger tassement du CHP [centre gauche].

**Depuis des mois on reproche à Erdogan son autoritarisme. Cette défaite va-t-elle le faire évoluer ?**

Il a appelé les partis d'opposition à se montrer responsables et à ne pas plonger la Turquie dans l'instabilité. Mais c'est trop tard, il ne peut pas changer, plus personne n'y croit. Comment pourrait-il jouer un rôle d'arbitre alors qu'il n'a été ni calme ni neutre pendant la campagne ? Comment pourrait-il résoudre la crise alors qu'il est lui-même au centre de la crise, et qu'il en est l'incarnation même ? Pour résoudre les problèmes du pays, il aurait besoin de temps, or il n'en a plus. ♦



BULENT KILIC/AFP

# Comment la Turquie soutient les djihadistes

## Révélation

Les services turcs appuient les islamistes de Syrie et d'Irak. Le gouvernement islamo-nationaliste d'Ankara joue sur la pusillanimité des Occidentaux. Enquête sur une guerre de l'ombre.

Le sultan a perdu de sa puissance. Ce 7 juin, les électeurs n'ont pas accordé de blanc-seing au président Recep Tayyip Erdogan. Il voulait la majorité des deux tiers pour amender la Constitution afin de renforcer son pouvoir présidentiel et d'accélérer l'islamisation de la société. Ce ne sera pas le cas (*lire notre encadré*). Même affaibli, Erdogan ne devrait pourtant rien changer à sa politique régionale marquée par son hostilité au régime syrien de Bachar al-Assad et son soutien aux rebelles islamistes de Syrie et d'Irak, dont l'État islamique (*Dae'ch*).

Membre de l'Otan, candidate à l'intégration au sein de l'Union européenne, en théorie associée à la coali-

tion internationale contre *Dae'ch*, la Turquie joue un double jeu, très loin des valeurs européennes, de la fraternité atlantique et de la solidarité contre le terrorisme islamiste. « *Comment la Turquie peut-elle envoyer des armes lourdes à une organisation qu'elle qualifie de terroriste, l'État islamique ?*, s'interroge l'opposant Kemal Kılıçdaroglu, le président du Parti républicain du peuple, deuxième force politique du pays. *Ceux qui envoient illégalement des armes dans un pays musulman ont les mains tachées de sang.* »

Les révélations récentes du quotidien turc *Cumhuriyet* viennent de confirmer ce double jeu du régime. Ce journal d'opposition a publié des pho-

tos d'un convoi humanitaire intercepté à la frontière syro-turque. Sous les médicaments et les pansements, les gendarmes ont trouvé un millier d'obus de mortier, 80 000 cartouches, des centaines de lance-grenades. Destination : les rebelles syriens. Organisé par une ONG islamiste turque, ce convoi de trois semi-remorques bourrés d'armes roulait sous la protection du MIT (Millî İstihbarat Teşkilatı, Organisation du renseignement national), le service de renseignements turc.

Cette affaire confirme la complicité d'Ankara avec les islamistes de Syrie. Le MIT couvre ces trafics depuis des mois, sur ordre de la présidence.



OZAN KOSE/AFP

Des camions turcs à la frontière entre la Turquie et la Syrie. En bas, le président Recep Tayyip Erdogan. La méfiance grandit dans son électorat.



Pour Erdogan, membre du bureau international des Frères musulmans, militant islamiste de longue date, *Dae'ch* n'est pas un ennemi. C'est même un allié, comme une étude complète du Centre égyptien des études

### **«Dae'ch» vend jusqu'à 3 millions de dollars de pétrole par jour en Turquie.**

stratégiques l'a confirmé. Jusque-là, ces livraisons d'armes étaient niées. Les images des convois étaient interdites de diffusion, sous peine de lourdes sanctions.

Les Occidentaux le savent mais n'osent pas en tirer les conséquences

(avertissements, sanctions). Barack Obama, François Hollande et David Cameron hésitent à dénoncer l'hypocrisie turque, leur allié au sein de l'Otan. Ils semblent même s'accommoder de l'attitude d'Erdogan parce que son objectif est de faire tomber Assad. C'est jouer avec le feu. Cette politique suscite d'ailleurs la méfiance au sein de l'armée turque, dernier bastion laïc. La révélation du trafic d'armes par la gendarmerie s'explique par une guerre larvée entre services.

**La Turquie ne devrait pas changer de stratégie.** Depuis trois ans, son territoire sert de base arrière politique et logistique aux islamistes syriens et de sas d'entrée aux djihadistes étrangers qui viennent combattre. Malgré les demandes répétées des Européens, les interceptions sont limitées. Les Turcs se défendent en expliquant ne pas pouvoir contrôler les 822 kilomètres de la frontière syro-turque. La complicité d'Ankara est en réalité totale. Les services officiels ont l'ordre de fermer les yeux sur les trafics entre la Syrie, l'Irak et la Turquie.

Selon la gendarmerie turque, près de 2 000 voitures volées en Turquie et en Europe ont rejoint les zones de *Dae'ch*, avec de faux papiers. Les djihadistes contrôlent des centaines de sites archéologiques. Ils ne font pas que détruire les "idoles". Ils vendent aussi des œuvres d'art au marché noir. Tout passe par la Turquie, avant de partir vers l'Asie ou l'Europe.

Le trafic de pétrole est d'une autre ampleur. Maître de six à dix champs pétroliers dans le nord-est de la Syrie et de sept dans le nord de l'Irak (dans la plaine de Ninive), *Dae'ch* arrive à vendre une moyenne de 50 000 barils par jour. Gain estimé : 1,2 à 3 millions de

dollars par jour. Des sociétés turques de transport en assurent l'acheminement. La noria de ces citernes se fait au vu et au su de tous. Des liasses de dollars huilent ces circuits d'autant plus facilement que *Dae'ch* contrôle de nombreux postes-frontières. La frontière est devenue poreuse parce que les services d'Ankara le veulent bien.

Ce pétrole syro-irakien est vendu moins cher en Turquie que le pétrole local. La plus grosse partie des livraisons reste donc sur place mais des trafiquants peuvent aussi en exporter vers l'Europe et l'Asie, par le grand port pétrolier de Ceyhan. Jana Hybaskova, l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak, avait évoqué cette hypothèse l'an dernier devant le Parlement européen : « *Malheureusement, des États membres de l'Union européenne achètent [du pétrole de Dae'ch].* »

### **Ces trafics affaiblissent la portée des opérations de la coalition en Irak.**

Ankara a démenti. Des experts comme Pierre Terzian, directeur de la revue *Pétrostratégies*, ou Jean-Pierre Favennec, coauteur d'*Atlas mondial des énergies* (Armand Colin) n'y croient pas. Mais des circuits parallèles existent. À Ceyhan, il est facile d'ajouter le brut de *Dae'ch* au pétrole exporté par le Kurdistan d'Irak ou les pays riverains de la mer Caspienne. Les importateurs européens peuvent tout ignorer de ce tour de passe-passe.

Ces trafics affaiblissent la portée des opérations menées par la coalition anti-*Dae'ch*, dont les résultats sont décevants. Malgré dix mois de combats et près de 4 500 raids aériens, l'État islamique ne semble pas plier. Fort d'un trésor de guerre estimé à 3 milliards de dollars, renforcé par plus de 20 000 djihadistes étrangers, il contrôle la moitié du territoire syrien et un tiers de l'Irak. Réunis à Paris, la semaine dernière, la France et une quinzaine d'alliés ont appelé à plus de cohérence dans l'action. « *La détermination est totale* », a redit d'une voix forte Laurent Fabius. Lui et ses homologues seraient plus crédibles s'ils regardaient la réalité turque en face. La Turquie est bien le maillon faible de la lutte contre l'État islamique. ●

Frédéric Pons

## **Élections Erdogan désavoué chez lui**

Le président Recep Tayyip Erdogan voulait obtenir la majorité qualifiée des deux tiers à la Grande Assemblée nationale de Turquie, ce 7 juin, pour réformer la Constitution et installer un régime hyperprésidentiel. Il a échoué. Avec 40,86 % des suffrages, son parti islamo-nationaliste AKP n'a pas eu le score espéré, affaibli par l'autoritarisme et la mégalomanie d'Erdogan autant que par le tasse-

ment de la croissance économique. L'opposition en sort revigorée : le Parti républicain du peuple (social-démocrate, 24,96 %), le Parti de l'action nationaliste (droite, 16,29 %) et surtout le petit parti prokurde HDP (13,12 %). Ce dernier obtient pour la première fois 80 députés. Le HDP représente la minorité kurde, considérée par les Turcs comme un ennemi de l'intérieur. F. P.

LA PHOTO



JACK SHAHINE ET SHERVAN DERWISH



La scène se déroule près de Tel Abyad, à 60 kilomètres à l'est de la ville de Kobané, en Syrie. Le 1<sup>er</sup> juin, des familles fuyant les zones de combat où opère le groupe Etat islamique se sont présentées à un check-point de la région autonome kurde.

Pour ces réfugiés, c'est la fin d'un cauchemar. Devant la caméra, toutes les femmes font le même geste théâtral : enlever la burqa que Daech leur imposait et la jeter par-dessus bord. Elles rient, lancent des youyous. Elles sont heureuses d'être libres à nouveau. Les couleurs vives et les formes géométriques des robes traditionnelles kurdes rendent ces images particulièrement spectaculaires et symboliques.

Du noir jaillit la couleur.

J. S. ET S. D.



Tomber la burqa !



LE CONTRECHAMP  
A l'arrière des pick-up qui entrent dans la région autonome kurde, les femmes se débarrassent de leur voile noir, révélant leurs tuniques traditionnelles aux couleurs chamarrées et aux motifs quasi psychédéliques.



« Le Canard enchaîné » – mercredi 10 juin 2015

Erdogan a le cafard

**B**IEN la peine d'espérer les pleins pouvoirs, de se rêver en Atatürk, de se faire construire un palais de 200 000 m<sup>2</sup> avec moulures clinquantes et feuilles d'or, et se voir souffleter par le bas peuple.

Lors de l'élection législative de dimanche, pour la première fois depuis 2002, le parti AKP, de Recep Tayyip Erdogan, n'a recueilli que 40,7 % des suffrages, une misère, ne faisant entrer que 258 députés sur 550 au Parlement et perdant la majorité absolue.

Face aux partis d'opposition, qui affirment ne pas vouloir participer à un gouvernement de coalition, et à l'entrée triomphale au Parlement du Parti démocratique des peuples (79 députés), Erdogan est bien seul, son avenir politique incertain et son immense palace très encombrant.

« Quand j'ai pris mes fonctions, la salle de bains de la primature était pleine de cafards. Est-ce un endroit convenable pour accueillir le Premier ministre de Turquie ? » a geint Erdogan, pour justifier une fois en

core la construction des 1 000 pièces de son palais à 490 millions d'euros. Destiné dans un premier temps à accueillir le chef du gouvernement et ses services, l'édifice a finalement été mis à la disposition intégrale du « calife ».

De quoi donner le cafard à ses sujets !

ERDOGAN PERD SA MAJORITÉ ABSOLUE





## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### U.S. SAYS 10,000 ISLAMIC STATE MILITANTS KILLED IN NINE-MONTH CAMPAIGN

June 3, 2015

**Paris:** More than 10,000 Islamic State fighters have been killed since the international coalition started its campaign against the militant group nine months ago in Iraq and Syria, U.S. Deputy Secretary of State Antony Blinken said on Wednesday. Speaking after the coalition met in Paris, he said there had been a great deal of progress in the fight against Islamic State but that the group remained resilient and capable of taking the initiative. "We have seen a lot of losses within Daesh since the start of this campaign, more than 10,000," Blinken said on France Inter radio, using a mildly derogatory term for Islamic State. "It will end up having an impact." On Tuesday, Western and Arab states carrying out air strikes on Islamic State fighters backed Iraq's plan for retaking territory after being accused by the Iraqi premier of not doing enough to help Baghdad push back the insurgents. "At the start of this campaign (we) said it would take time," he said. "We have conceived a three-year plan and we're nine months into it." **Reuters**

### IRAN SET TO EXPORT OIL PRODUCTS TO IRAQ'S KURDISTAN REGION

June 9, 2015

**Tehran:** National Iranian Oil Products Distribution Company (NIOPDC) is making preparations for export of oil products to Iraqi autonomous Kurdistan Region. With the increase in Iran's gas production and a reduction in consumption of oil products in Iranian power plants, a large amount of liquefied fuel is left for supply to the neighboring countries. Iraq, Afghanistan, Pakistan, Tajikistan and other neighbors are regarded as new destinations for Iranian oil products. According to the latest planning, Iran is also mulling exports of oil products to Iraqi Kurdistan region and preparatory works are underway for the purpose. Esmail Hasham Firouz, a senior NIOPDC official said that this company is planning to export gas oil and kerosene to Iraqi Kurdistan Region. **irna.ir | Ekurd.net**

### SUNNI ARABS ARE NOT AGAINST KURDISH INDEPENDENCE: IRAQI DEPUTY PM

June 10, 2015

**Baghdad:** The Iraqi Deputy PM says that only the people of Kurdistan can make a decision regarding independence. In general Sunni Arabs are not against it, he claims. In an exclusive interview with Basnews, Saleh al-Mutlaq has stated that the Kurds must decide their fate, be it to stay as part of Iraq or to separate and become independent. Al-Mutlaq said, "I hope that Kurds stay within Iraq for now, because it's not in their best interests to declare independence in the current situation." He explained that at the moment there is no international or regional agreement to support Kurdish independence. "The Kurds will face serious obstacles on their way to establishing a country of their own." Al-Mutlaq acknowledged however that forcing the Kurdistan region to remain within Iraq might only worsen the situation and Kurds will eventually have to make a decision. Al-Mutlaq went on to say that Sunni Arabs are not satisfied with the current government in Baghdad either. "But we are not seeking separation from Iraq as we believe that Iraq is our country, and all its different nations and ethnicities must work together to survive the crisis." **basnews.com**

### MASROUR BARZANI: IRAQI ARMY IS TOP WEAPONS SUPPLIER FOR ISLAMIC STATE

June 12, 2015

**Erbil:** Iraq has become the biggest indirect weapons supplier of the Islamic State, or IS, said Masrour Barzani, citing the heavy weapons, vehicles and ammunition the extremist group seized from the Iraqi Army in Mosul and Ramadi. Barzani, chairman of the Kurdistan Region Security Council, made the comments at a press conference Thursday in Kuwait City, Kuwait.

Barzani said IS captured advanced weapons from fleeing Iraqi Army troops in Mosul, and Peshmerga forces need similar weapons if they are to defeat the extremist fighters. Barzani said the political climate in Iraq gave IS the opportunity to seize many Sunni areas such as Ramadi and most of western Anbar province. "The international community must fight IS ideologically first, if they are willing to defeat IS," said Barzani... **rudaw.net**

### KIRKUK GOVERNOR: GOV'T STILL PAYING MOSUL WHILE NOT PAYING KIRKUK

June 14, 2015

**Kirkuk:** Kirkuk governor Najmaddin Karim harshly criticized Baghdad on Sunday over the province's financial crisis due to a halt of funds from the central government. Karim expressed anger the central government was still sending Mosul its budget despite the fact the city is under the control of IS jihadis, but had halted Kirkuk payments, where "half a million refugees and displaced Iraqis" escaping from IS are currently sheltered. "I want to ask Baghdad, why do you send \$28 million to clean up and rebuild roads in Mosul for your troops to be able to pass by, while it is now under the control of IS? Why halt the Kirkuk budget?" Karim asked in an exchange broadcast on Rudaw TV. Officials from all ethnic backgrounds in the multi-ethnic province of Kirkuk gathered Sunday to discuss financial problems they have faced since Baghdad halted the provincial budget. Karim also announced the creation of a committee tasked with visiting officials in Baghdad to discuss with them financial and service problems facing Kirkuk, including a lack of sufficient electricity. Karim said the oil-rich Kirkuk has not received its provincial budget for six months, and has not been paid for its oil in two years. **rudaw.net**

### KDPI LEADER: IRAN WANTS TO STRENGTHEN ISLAMIC STATE TO FURTHER OWN HEGEMONY

June 15, 2015

**Washington:** Rudaw caught up recently with Mustafa Hejri, leader of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), during his visit to Washington for meetings with US lawmakers and officials. Hijri, whose group is based in Iraqi Kurdistan and fighting for greater rights for Kurds in Iran, said he was in Washington to warn about Iranian policies in the region, which he claimed included bolstering Islamic State IS in order to strengthen Tehran's own hand. He said that a nuclear deal Iran is signing with the West would enrich and embolden Iranian authorities against its own citizens and minorities. He said the KDPI had stopped its armed struggle against Iran out of consideration for the Kurdistan Region, but that "we can't hold our armed struggle forever."... **rudaw.net**

### IRAN EXECUTES KURDISH POLITICAL PRISONER MANSUR ARVAND

June 16, 2015

Kurdish political prisoner's execution sentence was carried out following his transfer to Miandoab Prison. In early Sunday morning, 14 June, Mansur Arvand's death sentence was carried out in Miandoab's central prison. A family member of the slain Kurdish political prisoner has confirmed Mansur's execution. His sentence was carried out despite rumours and unofficial decree that his death sentence was commuted to life imprisonment following his transfer to Mahabad Prison from Urmiye Central Prison in Iran's Kurdistan Region on 29 November 2014. Mansur Arvand was arrested in June 2011 at his home. In September 2012, he was sentenced to death by the Revolutionary Court in Mahabad charged with 'Enmity with God' by being member of a Kurdish opposition group. **kurdpa.net | Ekurd.net**

### BAGHDAD WELCOMES US SENATE DECISION NOT TO DIRECT ARM KURDISH PESHMERGA

June 19, 2015

**Baghdad:** The Iraqi Foreign Ministry has welcomed the United States Senate decision to vote against the proposed bill to arm directly the Kurdish forces of Peshmerga in Kurdistan. In a statement released Wednesday, the Iraqi Foreign Ministry applauded the US Senate decision to veto the amendment to the US defense bill which would have allowed the Pentagon to directly arm Peshmerga forces, without going through the Iraqi central →

⇒ government. Baghdad reiterated its commitment to arm all Iraqi security forces, including the Peshmerga, in the war against Islamic State (IS). It said Baghdad has the sole responsibility to distribute weapons and ammunition to all Iraqi forces. "Any arming for any forces without the central government's approval will have a negative effect on the unity of Iraq," said the ministry's statement...[kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## KURDS IN NINEVEH PROVINCE IN DANGER OF ETHNIC CLEANSING: DEPUTY

June 21, 2015

**Baghdad:** Kurdish deputy in Iraqi parliament warned Kurdish Shiite minorities in northern province of Nineveh are in danger of ethnic cleansing and genocide, Kurd Press reported. Speaking to IRNA, Hanin Al-Qado said that Islamic State group (IS) is trying to drive Shabak Kurds out of their homeland, Sinjar district of the Nineveh province in northern Iraq. Ethnic cleansing of Christians, Yazidis and other minorities is one of main policies of IS in Iraq, the lawmaker added. According to him volunteer forces are the only way to return peace and security to the region.kp. [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## KURDISH OFFICIAL: ISLAMIC STATE ABDUCTS OVER 1,200 IRAQI KIDS IN MOSUL

June 21, 2015

**Erbil:** The Kurdistan Democratic Party (KDP)'s spokesman in Mosul, Saeed Mamouzini, said Islamic State group (IS) militants have lately kidnapped 1,227 kids in multiple neighborhoods of the city, Iraq's al-Sumaria satellite

TV network reported. He added that the Takfiris have shifted the abductees to their training camps on the eastern outskirts of Mosul, where they are being forced to undergo training to carry out acts of terror. Mamouzini further said that IS jihadists have also taken into captivity scores of Mosul residents, who had protested against the abduction of the minors. The report comes only days after Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said the IS is recruiting children from 100 countries to commit terrorist acts in the states, where the jihadi group is active. "The exploitation of children for murder is a heinous crime," he said on June 15...[iran-daily.com](http://iran-daily.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## UNITED KINGDOM TO SEND EXTRA \$1M OF SUPPLIES TO PESHMERGA

June 22, 2015

**London:** The British Defence Secretary has announced the donation of further supplies to the Iraqi Kurdish Peshmerga, building on the 50 tonnes of military equipment already gifted since the outbreak of the conflict with Islamic State (IS). In a 22nd June written statement Defence Secretary Michael Fallon outlined the contents of the latest shipment. "The latest equipment to be gifted to the Peshmerga consists of additional medical supplies. The supplies will consist of items such as tourniquets, bandage kits and dressings for wounds and will fill a significant gap in their resources, leading to the preservation of life and proper treatment of injuries sustained in combat." The cost of the equipment is put at £600,000 (around \$1m), which is subject to change according to the needs of the Peshmerga. Alongside non-lethal military equipment, the UK has previously donated 40 heavy machine guns, nearly half a million rounds of ammunition and 1,000 IED detectors...[basnews.com](http://basnews.com) ●



June 15, 2015

# Turkey must choose between YPG, IS

Turkey appeared to be covertly supporting the Islamic State when it turned back the civilians escaping from Tell Abyad.



Mehves Evin / June 15, 2015  
[www.al-monitor.com](http://www.al-monitor.com)

Only if one has a heart of stone would one not react to the turning on of water cannon to repel civilians desperately pressing against our Akcakale border while fleeing from the Islamic State (IS). Only a political mindset geared to denials would say, "There is no humanitarian crisis there." Only those with different aspirations would not react to armed IS militants with sarcastic grins strutting among thousands of women, men and children.

Photographs disseminated by all agencies, from AFP to Reuters, tell the whole story. Actually, each media agency must have at least one reporter there as the war setting the Middle East on fire is now at our border.

According to UN figures, Turkey has received 1,698,000 Syrians as refugees in four years. Turkey has now closed its border to civilians escaping from Tell Abyad [Gre Spi, in Kurdish] just as we did to those escaping from Kobani and Shengal.

Why does a state that opens its gates to millions of people as guests and then boasts about it in the international arena decide to close its gates to "some" civilians?

Why are we one voice for the oppressed Muslims of Palestine, Egypt and Syria but all quiet when it is about people fleeing from IS?

Tell Abyad, which has been under IS control for the past two years, is directly opposite the town of Akcakale in our Sanliurfa province.

**A**med Dicle of the ANF [Kurdish] news agency summarizes the background of the region: "Gre Spi is a part of Rojava, which was cleansed of Kurds extensively as part of the [Baathist] Arab Crescent project launched in the 1960s. It is right between the Kobani and Jazeera areas. The Baath regime, to ensure that these two areas were severed from each other geographically and culturally, used it as a main base."



*Kurdish People's Protection Units (YPG) fighters gather at the eastern entrance to the town of Tell Abyad of Syria's Raqqa province, June 15, 2015. (photo by REUTERS/Rodi Said)*

Tell Abyad is the gate of IS not only to Turkey but to rest of the world. Dicle added, "The Akcakale-Tell Abyad border crossing has never been closed. The [Turkish] state agricultural farm between Akcakale-Ceylanpinar is used as a base. This traffic continues and civilians cannot move on the Turkish side of it."

Tell Abyad is vital for the Kurds also. Attacks against Kobani were launched from here. Cutting the link between Tell Abyad and Raqqa could mean the end of IS. Kurdish People's Protection Units (YPG) and Burkan al-Firat [under Free Syrian Army] are pressuring IS in Tell Abyad from south and east. IS in return is using civilians as shields.

By turning back the civilians escaping from Tell Abyad and by keeping Akcakale open for crossing jihadists, Turkey appears, intentionally or not, as covertly supporting IS.

For the security of all people, political parties must review the situation and make a choice: YPG or IS? For the [Kurdish] solution process to continue or to revert to bloodshed? ♦





DOSSIER  
KURDISTAN(S)

Moyen-Orient n°26 • Avril-Juin 2015

Jordi Tejel Gorgas

Enseignant chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève (Suisse), auteur de *La question kurde : Passé et présent* (L'Harmattan, 2014)

# Au-delà de la « bataille de Kobané » : la société civile kurde de Syrie en sursis

Après le siège de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), la société civile kurde de Syrie livre une autre bataille quotidienne : celle d'assurer sa continuité dans un contexte flou marqué par l'incertitude sur l'avenir des trois « cantons » kurdes du nord du pays, Afrin, Kobané et Djézireh (cf. carte p. 59), qui forment le Rojava ou « Kurdistan oriental ». Si la révolte de 2011 avait facilité l'éclosion d'initiatives d'une « société civile » en effervescence, et que le retrait partiel des troupes de Bachar al-Assad durant l'été 2012 avait offert une opportunité pour sa consolidation, sa survie est compromise.



Des hommes des Unités de défense du peuple (YPG) sécurisent leur position contre l'Etat islamique, à Tirbisyba, dans le nord-est de la Syrie.

Plusieurs facteurs sont déterminants pour rendre compte de ce paradoxe. D'une part, l'occupation de certains secteurs de Kobané (Ain al-Arab) par l'organisation de l'État islamique (EI) et les attaques meurtrières de ses milices ont provoqué l'exode de la plupart des habitants d'une bourgade qui comptait jusqu'à la fin de l'été 2014 quelque 40 000 âmes (1). Éparpillés entre les camps de réfugiés en Turquie et au Kurdistan irakien, les responsables de la vingtaine d'associations socioculturelles qui animaient Kobané ne peuvent plus poursuivre leurs activités. D'autre part, la société civile kurde en Syrie est prise en étau entre le contrôle autoritaire du Parti de l'union démocratique (PYD) – organisation sœur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie apparue en 2003 – des trois « cantons » créés unilatéralement par ce mouvement en janvier 2014, la menace d'un retour en force du régime syrien dans le nord du pays et la stratégie militaire de l'EI.

## ~ Du soutien de Damas à la guérilla à la répression

Le régime de Hafez al-Assad (1970-2000) était parvenu à déplacer le problème kurde vers la Turquie ou vers l'Irak, encourageant dans les faits la polarisation des Kurdes syriens entre partisans du mouvement kurde d'Irak et de la Turquie. Depuis le début des années 1970, le gouvernement de Damas avait en effet soutenu la guérilla kurde en Irak, puis en Turquie. Ainsi, des bases du PKK s'installèrent dans la plaine de la Bekaa libanaise, sous contrôle des autorités syriennes, tandis que Damas refusait à Ankara l'extradition du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan. De la sorte, le régime baasiste avait réussi à affaiblir ses concurrents régionaux – la Turquie et l'Irak –, d'une part, et à

s'assurer une emprise sur les mouvements kurdes, d'autre part. Ce *statu quo* s'est vu bouleversé par deux changements majeurs qui ont libéré deux dynamiques complémentaires : l'autonomisation du champ politique kurde en Syrie et l'élargissement de la sphère minoritaire kurde.

La première s'explique en grande partie par la fin de l'alliance stratégique entre le PKK et le régime de Damas en 1998, à la suite de l'expulsion d'Abdullah Öcalan du territoire syrien et du rapprochement entre la Turquie et la Syrie au cours des années 2000. La seconde s'est accentuée après l'intervention américaine en Irak en 2003 et la création du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Encouragés par l'avancée significative des Kurdes irakiens, d'autres mouvements aussi bien en Turquie qu'en Iran, voire en Syrie, ont alors exprimé à divers degrés d'intensité des demandes d'autonomie administrative, confirmant ainsi le caractère transfrontalier de la question kurde.

Les premiers signes de la nouvelle ère de « visibilité » pour les Kurdes en Syrie sont par ailleurs encouragés par l'ambiance libérale du « printemps de Damas » (2000-2001) (2). Ainsi, le 10 décembre 2002, coïncidant avec la Journée internationale des Droits de l'homme, 200 Kurdes manifestent devant le Parlement syrien, scandant des slogans tels que « Citoyenneté pour les Kurdes » (3). L'escalade action/répression qui s'installe à partir de ce moment annonce le début de la confrontation ouverte entre le régime et de larges secteurs de la société kurde le 12 mars 2004, lors de la « révolte de Qamishliyé ». Le lendemain, la rumeur d'un massacre se répand et des milliers de personnes manifestent dans les principales villes kurdes pour protester contre la répression. Après deux semaines d'affrontements, on recense 43 morts, des centaines de blessés et environ 2 000 arrestations.

Si le régime parvient à ramener le calme dans les enclaves kurdes en 2005, la « révolte de Qamishliyé » a conduit la jeunesse kurde sur le devant de l'arène politique, en rupture avec les partis traditionnels, accusés d'avoir trahi la « rue » et d'avoir cherché des compromis avec le régime de Bachar al-Assad. De son côté, le PYD adopte un profil bas face à la coopération sécuritaire accrue entre la Turquie et la Syrie.

## Le dilemme de la révolte de 2011

Lorsque la révolte syrienne commence en mars 2011, les secteurs de la société kurde adoptent des positions divergentes. Une partie significative de la jeunesse se mobilise pour soutenir les contestataires de Daraa. Dans la principale ville à majorité kurde du pays, Qamishliyé, au moins quatre comités locaux agissent depuis mars 2010 : La jeunesse révolutionnaire, La société civile de la Djézireh, La jeunesse kurde et La coalition des jeunes Sawa. Par la suite, des groupes de jeunes Kurdes surgissent également à Amouda et dans la plupart des villes moyennes dans le nord de la Syrie. Ils soutiennent les mobilisations de chaque vendredi organisées dans diverses municipalités syriennes et relaient les slogans des comités révolutionnaires dans les zones kurdes.

Malgré la décision historique du régime de Damas du 7 avril 2011 de naturaliser des milliers de Kurdes, les comités locaux ont continué de manifester contre Bachar al-Assad, plaçant les partis kurdes devant un dilemme. Face à une opposition syrienne en exil dominée alors par les Frères musulmans et soutenue par la Turquie – opposée à l'émergence d'une nouvelle autonomie kurde –, fallait-il rejoindre la révolte ou, au contraire, calmer le jeu et se présenter comme des

intermédiaires entre les autorités et la population, en espérant obtenir quelques concessions d'un régime affaibli ?

Au début, la plupart des partis kurdes ne soutiennent pas le mouvement. Toutefois, la pression de la « rue » et l'évolution du conflit les poussent à réclamer la fin du régime baasiste (4). Traditionnellement divisés par des querelles internes et réunissant un faible nombre de militants, les mouvements kurdes forment en octobre 2011 le Conseil national kurde (CNK). Cependant, le PYD, fortement implanté à Afryn et à Kobané, non seulement décide de ne pas rejoindre le CNK, mais déclare qu'il défendrait le régime de Damas au cas où la Turquie interviendrait militairement en Syrie.

Si, grâce à la médiation de Massoud Barzani, président du GRK depuis 2005, le PYD signe le 11 juillet 2012 les accords d'Erbil avec le CNK, lesquels doivent assurer une coordination majeure entre les deux blocs kurdes, il apparaît très vite qu'une alliance stratégique a été scellée entre le PYD et Damas. Le 19 juillet, Bachar al-Assad retire partiellement ses troupes du nord de la Syrie, avec un double objectif : les rassembler autour d'Alep et de Damas, d'une part, et menacer la frontière sud-est de la Turquie avec une frange frontalière contrôlée par le PKK/PYD, d'autre part.

## Vers l'autolimitation de la société civile

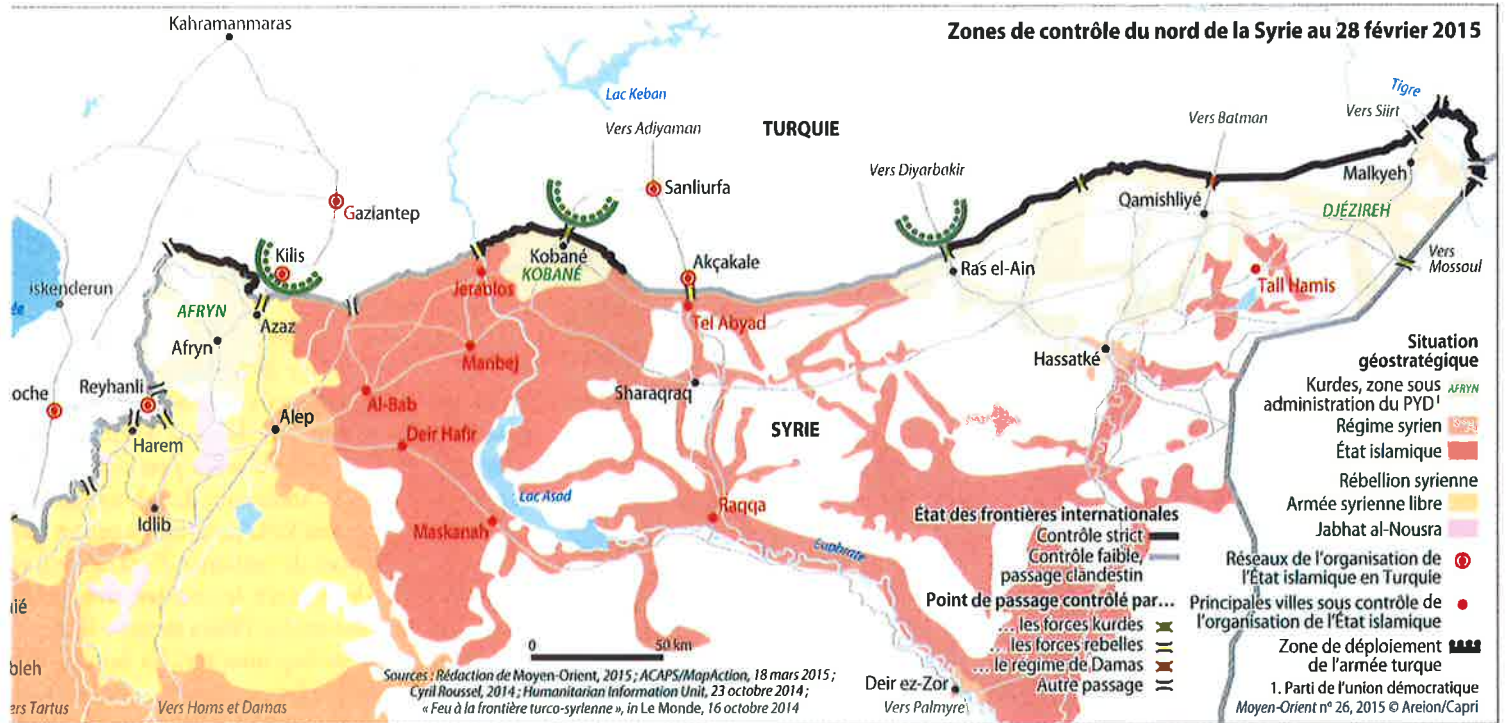
Si, entre mars et octobre 2011, les groupes de jeunesse s'affirment comme des acteurs à part entière, peu à peu l'activisme dans les principales villes kurdes prend une nouvelle tournure au rythme des évolutions de la crise syrienne et des dynamiques régionales. D'une part, la reprise des combats entre le

PKK et l'armée turque durant l'été 2010, après l'échec d'un énième cessez-le-feu, ainsi que la déstabilisation régionale provoquée par le « printemps arabe » convainquent le PYD de l'opportunité de passer à une nouvelle phase d'activité non pas contre le régime syrien, mais en vue d'instaurer une « zone libérée ». Le PYD crée des écoles « kurdes » et des comités locaux selon ses nouveaux mots d'ordre : l'« autonomie démocratique » et le « fédéralisme démocratique » ; à savoir l'aspiration à fonder une « société démocratique (sans État), écologique et libérée en matière de genre ». Des associations et des centres culturels pour les femmes et les jeunes guidés par le PYD sont également créés, sans que le régime s'y oppose.

En outre, après la formation du CNK, une compétition se met en place entre les divers partis kurdes pour coopter les dizaines d'organisations indépendantes de jeunesse qui étaient apparues au début de la révolution. En l'espace de quelques mois, la plupart des



En Syrie, de nombreuses femmes kurdes prennent part aux combats.



comités de jeunesse s'identifient avec l'un ou l'autre des blocs politiques constitués, si bien que la contestation « prodémocratie » se transforme progressivement en un mouvement partisan où les demandes « identitaires » prennent le dessus. Par ailleurs, grâce aux réseaux créés depuis les années 1980, à sa plus grande discipline interne, à l'expertise des cadres militaires du PKK, à la figure du chef charismatique Abdullah Öcalan, ainsi qu'à l'accord tacite avec le régime de Damas, le PYD s'impose comme la seule force hégémonique du nord de la Syrie lorsque les troupes syriennes se retirent en juillet 2012. Alors que les médias occidentaux et pro-PYD annoncent la libération du Rojava du joug baasiste, la réalité est plus complexe. Tout d'abord, la présence du régime de Damas se fait toujours sentir dans les grandes villes telles que Qamishliyé et Hassatké. Ensuite, le PYD n'entend pas permettre qu'une autre force sociale et politique puisse défier son autorité, et indirectement, celle de Damas.

Le PYD crée ses milices, les Unités de défense du peuple (YPG), et ses propres forces de sécurité (*asayish*), chargées d'assurer le contrôle des enclaves kurdes. Ce faisant, entre 2012 et 2013, les *asayish* contribuent dans une large mesure à la quasi-disparition des comités révolutionnaires locaux, voire au repli des partis membres du CNK – proche de Massoud Barzani – dont les dirigeants se retrouvent « exilés » au Kurdistan irakien. Les manifestations organisées par les groupes de jeunesse ainsi que par les membres du CNK sont soit réprimées par les forces de l'ordre du PYD, soit interdites. Des activistes et des militants du CNK sont brutalisés, emprisonnés et, dans certains cas, assassinés. Le point culminant de la tension intrakurde arrive en juin 2013, lorsque les YPG tirent sur un groupe de manifestants demandant la libération de trois activistes enlevés par les *asayish* dans la ville d'Amouda.

**Le PYD crée ses milices, les Unités de défense du peuple (YPG), et ses propres forces de sécurité (*asayish*), chargées d'assurer le contrôle des enclaves kurdes.**

On recense six morts et des dizaines de blessés, tandis que les « autorités » locales imposent l'état d'urgence.

En janvier 2014, l'« Assemblée législative du Gouvernement démocratique autonome » signe à Amouda un accord qui ouvre la porte à la création de trois « cantons autonomes », dotés chacun de 20 « ministères », tous dans les mains des proches du PYD. Depuis, ils ont approuvé des lois sur mesure ; les YPG sont les seules forces armées « légitimes » dans les enclaves kurdes ; les autorités peuvent limiter le droit de réunion et d'expression si elles le jugent nécessaire. Le 13 juillet 2014, le canton de Djézireh, où l'hégémonie du PYD a été la plus contestée, vote une loi imposant le service militaire obligatoire pour tous

les jeunes âgés de 18 à 30 ans. Quelques jours plus tard, le PYD annonce que le 17 août 2014

est la date limite pour que tous les partis, associations et institutions du canton sollicitent leur enregistrement. Après cette date, les organisations non autorisées seraient tout simplement interdites.

La gouvernance autoritaire du PYD des enclaves kurdes a conduit la plupart des comités révolutionnaires à changer de registre d'engagement, passant de l'activisme politique à des initiatives « apolitiques ». À côté de la soixantaine d'organisations proches du PYD qui existaient jusqu'à l'été 2014, une cinquantaine d'associations – partisans et indépendantes – ont fondé des cercles destinés à la promotion de la culture et de la langue kurdes ainsi que de formations réservées en priorité aux femmes et aux jeunes. Des séminaires et des ateliers sur des thèmes divers comme la démocratie et les Droits de l'homme sont aussi organisés. À Qamishliyé, un comité de solidarité distribue entre 400 et 500 repas journaliers à des réfugiés chrétiens et musulmans arabes venus d'autres régions syriennes. Dans certains cas, comme le Centre Zelal à Derbessié, des activistes ont créé une station de radio indépendante,



Si Kobané a été réduite en ruines en quatre mois de siège, la population tente de revenir.

où les jeunes apprennent le métier de journaliste et des musiciens locaux peuvent s'y produire. La seule règle non écrite est de ne pas s'attaquer au PYD.

## Un équilibre fragile

L'irruption en force de l'EI à Mossoul en juin 2014, puis à Kobané en juillet de la même année, a bouleversé les rapports de force au niveau régional. D'une part, les Kurdes irakiens ont vu que leurs *peshmerga* n'étaient pas aussi bien préparés que les autorités d'Erbil le croyaient. Les combattants kurdes se sont montrés incapables de protéger les chrétiens et les yézidis dans le nord-ouest de Mossoul, tandis que l'avancée de l'EI vers Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, fut stoppée grâce à l'intervention conjointe de l'aviation américaine et irakienne. En outre, selon les médias proches du PKK, le PYD serait intervenu dans la région irakienne du Sinjar pour sauver la vie de milliers de yézidis face aux attaques de l'EI et à l'échec des *peshmerga*. Bien que la ville de Kobané soit devenue un symbole de résistance héroïque face à la barbarie de l'EI et que le GRK ait reçu de l'aide militaire de bon nombre de pays occidentaux, les deux pôles kurdes – PKK/PYD et GRK – sont ressortis affaiblis de cette bataille. L'achat d'armement lourd provenant des États-Unis pour faire face à l'EI a renforcé la dépendance du GRK vis-à-vis de l'administration Obama – qui, pour l'instant, s'est déclarée opposée à la division territoriale de l'Irak –, d'une part, et aggravé ses problèmes budgétaires compte tenu des coûts occasionnés par l'arrivée sur son sol de milliers de réfugiés syriens et irakiens, d'autre part. La signature d'accords financiers sur la répartition des bénéfices tirés de la vente du pétrole irakien ainsi que d'accords sécuritaires entre Bagdad et Erbil certifie la mise en sommeil, à court terme du moins, de toute velléité irrédentiste de Massoud Barzani.

En Syrie, Bachar al-Assad peut observer avec satisfaction que le PYD et l'EI, autrefois « alliés » de circonstance du régime,

se sont annulés mutuellement dans la « bataille de Kobané », alors que l'armée syrienne est parvenue à stabiliser la situation autour d'Alep ainsi qu'à assurer la sécurité à Damas et le contrôle sur la partie « utile » – côte méditerranéenne et principaux axes routiers – du pays.

Paradoxalement, le rapprochement forcé entre le PYD et le GRK face au péril djihadiste n'a pas comporté de changements majeurs pour la société civile kurde en Syrie. La « bataille de Kobané » a conduit le PYD à redoubler les pressions sur les familles pour qu'au moins un de leurs membres rejoigne les rangs des YPG pour lutter contre l'EI. Face aux résistances de certaines d'entre elles, en particulier dans la Djézireh, le recrutement forcé de garçons et de filles par les YPG a favorisé le départ en exil de centaines de jeunes vers les pays voisins, fragilisant davantage les organisations de jeunesse non affiliées à ce mouvement. En outre, les forces

du YPG sont accusées d'enlever des mineurs soit pour servir dans leurs rangs, soit pour recevoir une « formation » dans les bases du PKK dans le mont Kandil, au Kurdistan irakien. Des familles et des associations, telle la Coopérative de la liberté d'Afryn, commencent à s'organiser pour protester contre une pratique qui viole les droits fondamentaux des enfants.

La marge de manœuvre de la société civile indépendante est pourtant étroite. D'une part, les partis kurdes syriens restent discrets sur cette question dans le contexte actuel marqué par la coopération militaire entre le PYD et le GRK. Après Kobané, des *peshmerga* sont déjà intervenus avec des armes lourdes dans les environs de Tel Abyad, ville frontalière et stratégique occupée par l'EI, préparant ainsi le terrain pour une nouvelle bataille entre le YPG et les djihadistes. D'autre part, les forces de sécurité du PYD n'hésitent pas à utiliser la violence pour réprimer toute initiative qui pourrait défier son autorité. Enfin, bon nombre de Kurdes sont conscients que l'équilibre actuel est fragile. Le retour du régime syrien reste possible. En outre, la menace de l'EI confère, pour une partie des Kurdes, une certaine légitimité au PYD ; un parti qui, malgré ses méthodes autoritaires, est considéré comme la seule force capable de maintenir les djihadistes à l'écart des régions kurdes. ■

JORDI TEJEL GORGAS

(1) Il est difficile d'avoir des données précises sur la population vivant à Kobané et dans ses environs. Selon le dernier recensement officiel syrien de 2004, la ville comptait 44 821 habitants.

(2) Jordi Tejel Gorgas, « Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ? », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°115-116, 2006, p. 117-133.

(3) En 1962, le gouvernement syrien décide de la mise en place de la politique dite de « la ceinture arabe », visant

à séparer les régions kurdes de la Syrie de celles de la Turquie et de l'Irak. Le gouvernement de Damas procède alors à un recensement dans le district de Has-salké, qui prive 120 000 Kurdes de leur citoyenneté, accusés d'avoir pénétré illégalement en territoire syrien.

(4) Eva Savelsberg et Jordi Tejel, « The Syrian Kurds in "Transition to Somewhere" », in Mohammad M. A. Ahmed et Michael Gunter (dir.), *The Kurdish Spring. Geopolitical Changes and the Kurds*, Mazda Publishers, 2013.





Moyen-Orient n° 26 • Avril-juin 2015

## DOSSIER KURDISTAN(S)

Olivier Grojean

Maître de conférences en science politique à Aix-Marseille université ; auteur (dir. avec Gilles Dorronsoro) d'Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit (Les Presses de Sciences Po, 2014)



# Kurde et combattante : *une émancipation des femmes par la guerre ?*

Depuis l'assassinat à Paris, le 9 janvier 2013, de trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et surtout depuis la bataille de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), les femmes combattantes kurdes sont au centre des discours journalistiques et politiques sur le conflit syrien. Alors que les médias saluent le féminisme du Parti de l'union démocratique (PYD) contre l'obscurantisme de l'organisation de l'État islamique (EI), des groupes occidentaux insistent sur l'expérience politique inédite qui se déroulerait dans le Rojava (communalisme démocratique, émancipation féminine, révolution écologique). Qu'en est-il en réalité ?

**S**i l'on s'en tenait aux images véhiculées par les médias et les soutiens occidentaux du PYD, on serait tenté de conclure que la guerre est finalement plus humaine, plus juste et surtout plus belle quand elle est menée par des femmes. En témoigne par exemple cette dépêche de l'AFP qui démontre la singularité du regard journalistique quand il s'agit de combattantes : « À l'entrée sud de la ville, des combattantes des YPG [Unités de défense du peuple] montent la garde et tentent de se réchauffer autour d'un brasero. La pluie froide

tombe sur les bâtiments éventrés. Leur chef(fe), tout sourire, salue les journalistes. Dans son treillis kaki, elle se recoiffe rapidement, discrète coquetterie après le fracas des armes » (1). Les guerrières kurdes de Kobané sont devenues si populaires qu'une grande marque de vêtement se serait inspirée de leur uniforme à des fins esthétiques et commerciales, avant d'être tancée sur les réseaux sociaux par des Kurdes en colère. Si l'on ajoute que ces femmes combattent l'EI, tout converge pour voir dans leur engagement la beauté de la lutte, l'émancipation et la liberté.

On pourrait se réjouir de cet intérêt, qui semble défier l'idée que les femmes sont d'abord des mères, des victimes et des êtres passifs qu'il faut protéger, et non des individus actifs prenant en charge leur destin (2). Pourtant, si ces femmes sont bien souvent représentées armées, elles ne sont jamais montrées en train de faire la guerre. Quand des photographies ou des vidéos de combats sont publiées, ce sont la plupart du temps des hommes qui tirent et tuent. Les morts et les blessés sont également des combattants – pas des combattantes – ou alors des civils, et, dans ce cas, hommes, femmes et enfants sont confondus. De fait, il n'est presque jamais question des violences commises ou subies par ces femmes combattantes. L'inverse serait sans doute dissonant aux yeux des observateurs et les images qui nous parviennent produisent et reproduisent ainsi la différence entre les sexes. Cette « glamourisation » de la guerre est une construction médiatique et politique qui, indépendamment même de l'intentionnalité de ses auteurs, renforce les stéréotypes « classiques » sur les femmes et la violence.

Qu'en est-il alors de ces femmes kurdes engagées dans les rangs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) irakiens, du PKK turc et du PYD syrien ? Comment penser leur activisme et la manière dont elles sont intégrées dans les unités combattantes ? Est-il possible de parler à leur propos d'émancipation dans et par la lutte armée ? Comment également penser leur relation nouvelle à leurs propres sociétés ? Doit-on enfin penser ces engagements comme étant le signe d'une spécificité kurde au Moyen-Orient ? Répondre à ces questions nécessite une ré-historisation du phénomène afin de souligner la diversité des rapports sociaux de sexe au sein des sociétés kurdes concernées (qui restent dominées par le masculin), le rôle des organisations dans la promotion d'un modèle d'engagement féminin (et masculin) singulier et la complexité des rapports de pouvoir dans lesquels les femmes combattantes sont prises aujourd'hui.

### Les combattantes de la première heure, des « héroïnes exceptionnelles »

La première combattante du mouvement kurde contemporain semble avoir été non pas kurde, mais assyrienne : dans les années 1960, Margaret George Shello (1941-1969) rejoint les *peshmerga* de Mustafa Barzani (1903-1979), prend la tête d'une unité masculine et participe à de nombreuses batailles contre l'État irakien ; elle meurt à l'âge de vingt-huit ans dans des circonstances controversées. Elle devient néanmoins une icône, dont les portraits sont vendus dans tout le Kurdistan. D'autres femmes s'engagent dans les années 1970 et deviennent militantes politiques, telle Leyla Qasim (1952-1974), membre du PDK et exécutée après avoir été reconnue coupable d'avoir préparé un détournement d'avion. D'autres, enfin, engagées souvent aux côtés de leur mari au sein des *peshmerga*, assurent essentiellement le rôle de coursières, préparant les repas, soignant les blessés et acheminant les armes.

En Turquie, l'engagement féminin dans les organisations de gauche date de la décennie 1970 et pose la question de l'émancipation. Au sein de la gauche turque et du mouvement kurde, on conclut que celle-ci est d'abord liée au capitalisme et au colonialisme et que la révolution socialiste permettra de régler le statut social des femmes : leur place au sein des organisations politiques restera limitée et elles seront marginales dans les procès qui suivront le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Dans l'*Album des martyrs du mouvement de la femme libre* (du PKK) ne sont ainsi recensées que 19 femmes tuées entre 1981 et 1990, alors que plus de 300 sont répertoriées entre 1991 et 2000 (3). Pour autant, certaines combattantes sont d'ores et déjà célèbres au début des années 1980, telle Besê Anus (1961-1981), considérée comme la première militante du PKK tuée. Gurbet Aydin (1962-1992) était une activiste politique de renom, tant en Europe qu'en Turquie, bien avant sa mort. Toutes ces « héroïnes », ainsi que d'autres, plus anciennes, ont incité certains acteurs nationalistes à avancer l'idée que la place des femmes chez les Kurdes serait traditionnellement meilleure que chez d'autres peuples du Moyen-Orient.

Il est vrai qu'au Kurdistan, des femmes de statut social élevé – ce qui n'est possible que par la naissance et le mariage – ont pu prendre la tête de tribus entières, voire devenir commandante militaire dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Mais les couches populaires sont restées fortement marquées par une domination masculine considérée comme allant de soi, qui permettait aux femmes d'être épouses, mères et sœurs, et par un concept d'honneur (*namûs*)



Une combattante des YPJ nettoie des armes, en Syrie.

bien plus contraignant pour les femmes que pour les hommes (4). Batre les femmes était courant, les crimes d'honneur étaient relativement fréquents selon les régions et, dans les campagnes, les mariages arrangés continuaient de structurer les relations familiales et de voisinage. Les héroïnes kurdes des années 1970 et 1980 étaient donc exceptionnelles, et devaient pour ainsi dire le rester : elles permettaient de légitimer le mouvement kurde sans remettre en cause l'ordre sexué dominant, de la construction des identités masculines et féminines aux codes de conduite entre les sexes.

### **L'engagement féminin au sein du PKK et la théorie de la « femme libre »**

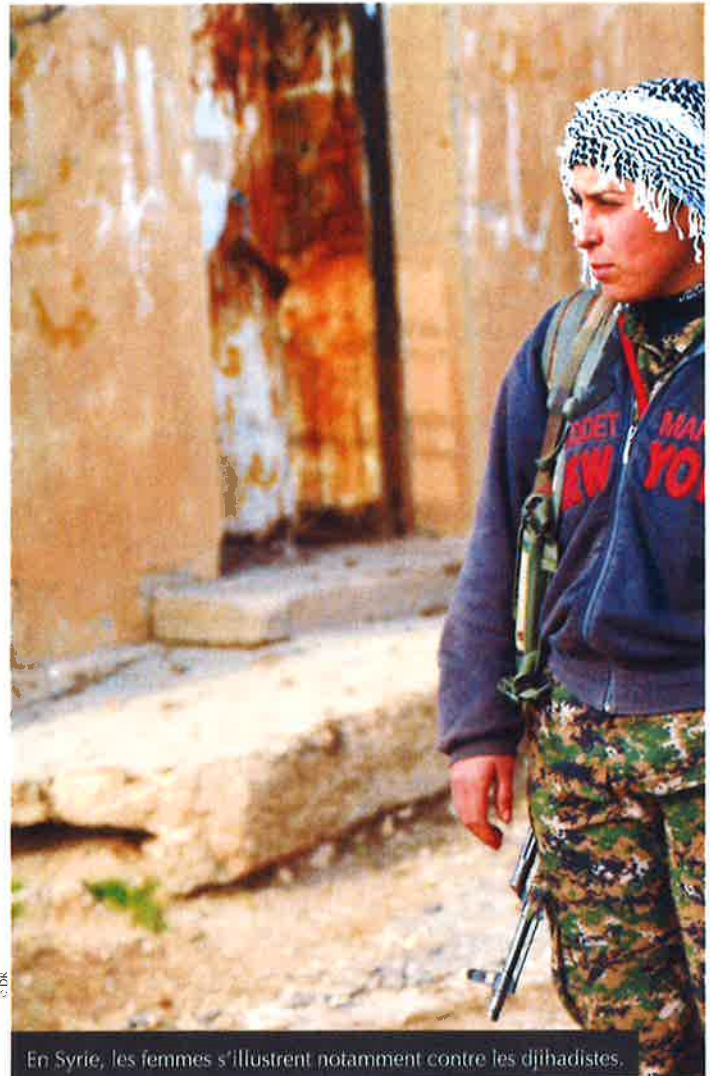
Les années 1990 sont marquées en Turquie par un élargissement massif des mobilisations kurdes et une féminisation forte des militants et guérilleros. Ce phénomène pose la question de la place des femmes au sein du mouvement et de l'économie libidinale à organiser au sein du parti et de la guérilla (comment gérer la domination masculine traditionnelle, les histoires d'amour, la sexualité, etc.). Des unités militaires strictement féminines sont ainsi créées en 1995 et un parti autonome du PKK (et donc exclusivement féminin), l'Union des femmes libres du Kurdistan, est fondé en 1999. Enfin, depuis 2000, une académie des femmes libres forme des unités de stagiaires dans les montagnes du Kurdistan irakien. Le PKK n'est pas ici entièrement dans l'expérimentation et l'improvisation. Les premières évolutions organisationnelles concernant les forces armées avaient été précédées par la création dès 1987 d'une formation politique en Europe, l'Union des femmes patriotes du Kurdistan. Et, en 1992, le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, publie un recueil de textes concernant « la question de la femme et de la famille » (5), composé d'analyses qu'il a professées après 1986 au sein de l'académie Mahsum Korkmaz, le camp de formation du mouvement dans la Bekaa libanaise.

Résumer la pensée d'Abdullah Öcalan n'est pas facile puisqu'il fonde à la fois une construction mythologique du passé des Kurdes et en déduit des orientations pour le présent et l'avenir (6). En bref, si la société kurde était au départ fondée sur le matriarcat, les femmes perdent leur pouvoir avec les colonisations turque, persane et arabe. Les femmes ont été mises en esclavage par les structures traditionnelles féodales et patriarcales incarnées dans la famille. Elles portent l'honneur du groupe, mais sont aussi susceptibles de trahir, et doivent donc être surveillées et contrôlées. Elles deviennent la clé du mouvement national, et c'est à elles qu'il revient de tout faire pour se désaliéner et ainsi libérer le peuple.



Si les femmes ont parfois servi de relais pour alimenter le front en armes et en nourriture, elles s'illustrent aujourd'hui au combat au sein du PKK et du PYD.

Cette vision systémique et quelque peu figée des rapports sociaux de sexe dans la société kurde – même si elle se fonde indéniablement sur une certaine réalité – a permis au PKK d'exiger de ses militantes et sympathisantes une profonde transformation de leur « personnalité » : si « la » femme doit d'abord s'engager dans la lutte armée, elle doit également être une mère patriote ou prendre part à des actions « extraordinaires », à l'image des « déesses » de l'âge d'or, ces personnages mythiques à l'origine de l'âme de la résistance du peuple kurde (7). De fait, le nombre de femmes s'est accru rapidement dans la guérilla – 30 % en 1994 (8) –, les femmes ont gagné le pouvoir de s'organiser de manière autonome au sein du PKK, et les tâches qui leur étaient attribuées étaient en principe les mêmes que celles des hommes. Pourtant, les rapports de genre ne se sont transformés que très lentement. Un véritable système de pudeur s'est d'abord imposé aux femmes (*hexis* corporelle, manière de parler, de se mouvoir, de réagir). Les hommes ont également continué longtemps à rechigner à les envoyer au front. Enfin, l'indifférenciation entre hommes et femmes a eu pour pendant l'interdiction formelle de lier des relations affectives (et *a fortiori* sexuelles) avec l'autre sexe, et la nécessité de couper les liens sentimentaux qui reliaient les recrues à leur ancienne vie. Le parti, qui ne s'est jamais dit féministe, a ainsi repris le *namûs* à sa charge et les relations hommes/femmes au sein de la guérilla se sont apparentées pour beaucoup à une rationalisation des pratiques traditionnelles, destinée à assurer la soumission et la déssexualisation des militants. Au-delà, la responsabilité particulière assignée aux femmes a conduit à une féminisation forte des phénomènes de martyre : les premières attaques-suicides, lancées en 1996, sont le fait de femmes et, si l'on excepte un cas peu documenté en Irak en 1997, il faudra attendre 1999 pour que des hommes se lancent eux aussi dans ce type d'action.



En Syrie, les femmes s'illustrent notamment contre les djihadistes.

## Des combattantes prises dans de complexes relations de pouvoir

Ce modèle PKK, original et inédit au Moyen-Orient (sauf peut-être en Iran, au sein de l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien et du Comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien ou Komala), a fortement influencé d'autres organisations kurdes. En Irak, même si le PDK n'autorise l'accès aux femmes que dans la police (9), l'UPK a créé en 1996 une première unité militaire strictement féminine. Début 2015, elles seraient quelques centaines de *peşmêrga* (contre environ 200 000 hommes), dont une partie d'officiers, mais restent le plus souvent tenues à l'écart des combats. Puis, au début des années 2000, les organisations sœurs du PKK, le Parti pour une vie libre du Kurdistan en Iran (PJAK) et le PYD en Syrie, « important » les idées d'Abdullah Öcalan sur la « femme libre » et créent des sections politiques et militaires féminines (10). En Syrie, les YPJ féminines font ainsi pendant aux YPG masculines ou mixtes au cours des combats. Les femmes sont formées dans des académies qui enseignent les mêmes théories

que celles du PKK, et semblent participer activement aux combats. Tout comme au sein du parti d'Abdullah Öcalan, elles représenteraient 40 % des combattants ; par ailleurs, 40 % des postes de direction leur sont réservés et un système de coprésidence mixte est imposé. Enfin, en février 2013, un bataillon féminin voit le jour, suivi rapidement de quatre autres. Et aujourd'hui, plusieurs combattantes sont des héroïnes : Nalin Afryn, commandante de Kobané durant le siège ; Asiya Abdallah et Nassrin Abdalla, respectivement coprésidente du PYD et commandante de la branche féminine des YPJ, reçues par le président français François Hollande le 10 février 2015 ; Arin Mirkan, qui a lancé une attaque-suicide, ou désespérée, contre les djihadistes le 5 octobre 2014 ; ou encore Rehana et Ceylan Özalp (deux femmes transformées par la rumeur sur Internet, la première baptisée ainsi par un blogueur indien à la suite de l'annonce de sa prétendue décapitation, la seconde s'étant soi-disant suicidée pour éviter la capture) ... Toutes sont des combattantes « libérées », autant dans les cercles kurdes que sur la scène médiatique internationale.

Pourtant, ces héroïnes ressemblent peut-être aussi aux premières héroïnes du mouvement kurde : mises en avant à des





Une brigade mixte du PKK turc, dans un camp d'entraînement en Irak, en mai 2013.

fins de propagande, elles sont censées témoigner d'une vérité qui dépasse sans doute d'assez loin celle des conditions des combattantes du PYD et du PKK. Il est vrai qu'au milieu des années 2000, les transformations organisationnelles du PKK, et plus généralement du mouvement kurde de Turquie, ont conduit les dirigeants à s'ouvrir à d'autres sensibilités et à encadrer de manière un peu moins stricte les conduites et les

pratiques militantes. Il est également vrai que le PYD a mis en place de multiples conseils de femmes, a imposé une législation très protectrice vis-à-vis d'elles et reconnaît les minorités ethniques et religieuses dans le Rojava. Mais la volonté hégémonique du PYD le conduit aussi à menacer, voire éliminer ses adversaires, d'autant plus que c'est un parti en guerre, qui soumet ses militants à une discipline militaire forte.

Comme au sein de la guérilla du PKK, la séparation homme/femme est importante ; les relations entre les sexes sont très codifiées et laissent peu de place à la construction alternative de rôles individuels féminins ou masculins. Au sein du PKK, qui n'a jamais réellement contrôlé de « territoire libéré », une certaine émancipation féminine pouvait s'observer chez de nombreuses femmes ayant émigré en Europe, mais seulement après leur désengagement. Les combattantes du PYD, qui peuvent régulièrement rentrer chez elles et échapper à la condition de reclus, interagissent davantage avec leur propre société. Certains indices montrent qu'il se construit ainsi, lentement, de nouveaux regards et de nouvelles manières d'appréhender les relations sociales de sexe. D'autres sont plus ambigus et laissent penser qu'une situation de guerre civile est, dans l'immédiat, peu propice à une transformation en profondeur des rapports de genre. ■

OLIVIER GROJEAN

(1) Burak Akinci, « Syrie : cerné de cadavres dans Kobané, un "sniper" kurde expose ses exploits », AFP, 30 janvier 2015.

(2) Coline Cardin et Geneviève Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, La Découverte, 2012 ; Fanny Bugnon, *Les « Amazones de la teneur » : Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Payot, 2015.

(3) *Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, publié anonymement en Allemagne en 2005.

(4) Martin van Bruinessen, « From Adela Khanun to Leyla Zana: Women as Political Leaders in Kurdish History », in Shahrzad Mojab (dir.), *Women of a Non-State*

*Nation: The Kurds*, Mazda Publishers, 2001, p. 95-112.

(5) Abdullah Öcalan, *Kadın ve aile sorunu*, Melsa Yayınları, 1992.

(6) Olivier Grojean, « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », in *Critique internationale* n°60, juillet-septembre 2013, p. 21-35 ; « La production de l'Homme nouveau au sein du PKK », in *European journal of Turkish studies* n°8, 2008.

(7) Necla Açık, « Nationaler Kampf, Frauenmythos und Frauenmobilisierung: Eine Analyse zeitgenössischer kurdischer Frauenzeitschriften aus der Türkei », in Siamend Hajo, Carsten Borck, Eva Savelsberg et Sukriye Dogan (dir.), *Gender in Kurdistan*

*und der Diaspora*, Unrast, 2004, p. 149-182.

(8) Les raisons de l'engagement sont diverses, de la volonté d'échapper à un mariage arrangé à un engagement « naturel » de type familial, en passant par l'absence de perspectives, l'adhésion en prison et la conversion progressive à la cause.

(9) Du fait du caractère assez conservateur du PDK, de nombreuses jeunes femmes kurdes irakiennes se sont tournées vers le PKK à la fin des années 1990.

(10) Cette « importation » est facilitée au sein du PYD car le PKK, soutenu jusqu'en 1999 par le régime de Damas, a recruté de nombreux Kurdes syriens et bénéficiait d'une aura considérable au Kurdistan de Syrie.

International New York Times

JUNE 13-14, 2015

# Kurds' success shows limits of American ISIS strategy

SULTAN ABDULLAH HILLS, IRAQ

## But success underscores the political and military limits of U.S. strategies

BY BEN HUBBARD

Since retaking these barren hills in northern Iraq from the jihadists of the Islamic State, Kurdish pesh merga forces have dug in to hold the line: excavating trenches, unfurling barbed wire and coordinating closely with the United States-led military coalition to identify targets for airstrikes.

The new outposts dotting the hilltops provide clear views of villages where Islamic State jihadists build truck bombs and launch attacks, but the Kurdish forces have no plans to push ahead, saying the territory is not theirs to fight for.

"Now, our main job is defense," said Maj. Gen. Mohammed Khoshawe, a field commander. "To defend the Kurds, this is the furthest we go."

The ability of Kurdish forces in northern Iraq to retake and defend territory has been a rare success story for the Obama administration's policy of supporting and coordinating with local ground forces to battle the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Since the Islamist State's breakout in Iraq last June put several Kurdish cities in peril, the pesh merga have benefited from a concerted campaign of coalition airstrikes, as well as direct training and arming by the United States and its allies. But the success of the Kurdish forces also highlights the political and military limits that American policy faces elsewhere in Iraq and Syria, where the United States lacks a solid working relationship with forces on the ground.

Last month, Iraqi security forces surrendered the city of Ramadi and large amounts of military hardware to Islamic State fighters that numbered "in the low hundreds," according to a senior military official with the anti-ISIS coalition. Local Sunni leaders bitterly complained that the Iraqi government had been slow to send reinforcement or supplies to help in the fight.

Longer-term efforts to muster forces to fight for Mosul in Iraq and Raqqa in Syria have made little progress, leaving the jihadists virtually unmolested in their two largest cities.

Trying to spur a turnaround, White House officials said Wednesday that President Obama was considering opening a new network of bases in Iraq with additional American troops to support and advise Iraqi military and tribal fighters.

But few in the autonomous Kurdish region in northern Iraq believe that the Shiite-led government in Baghdad will soon reform its armed forces or con-

vince Sunni Arabs now living under the Islamic State to turn against it.

Baghdad's failings and continued disagreements with the Kurdish regional government over budget issues have bolstered the sense among many Kurds that they are on their own against the jihadists. So they have turned their focus inward, scrambling to improve their forces and to secure the long and volatile border they now share with a terrifying new neighbor.

Training, arms support and close coordination with the international coalition have helped change the pesh merga from the out-of-shape group that nearly collapsed in the face of the Islamic State last year into a force capable of holding back the jihadists, according to interviews with pesh merga leaders, Western diplomats and coalition officials.

While coalition airstrikes have destroyed Islamic State convoys and paved the way for pesh merga advances, newly trained sapper teams on the ground have dismantled roadside bombs. Antitank missiles supplied by coalition members have helped counter the Islamic State's devastating truck bombs; and pesh merga fighters have helped identify ISIS targets for airstrikes. Kurdish fighters have also used intelligence from American drones to ambush and kill jihadists, officials said.

Mustafa Sayid Qadir, the minister of pesh merga, described in an interview the changes since last year, when the force, with little battlefield experience and a poor arms supply, struggled to respond to ISIS attacks.

Since then, many fighters had been trained in urban combat, battlefield logistics and bomb disposal, he said, improving their capabilities. Mr. Qadir said that since last year, the Kurds had taken control of 95 percent of the territory they view as a future independent state.

The pesh merga's priority now was defense, Mr. Qadir said, since it had taken control of 95 percent of the territory claimed by the Kurds for their hoped-for independent state.

Now, he said, Kurdish military priorities have reverted to defense: The remaining areas, like the plains south of Mount Sinjar, can only be secured after ISIS has been pushed from the cities of Tal Afar and Mosul, something the Iraqi Army will have to do, Mr. Qadir said.

A senior official with the international coalition said the pesh merga's capabilities have grown greatly but that few expected they would contribute much to battles elsewhere in Iraq.

"They have largely gotten to where they want to be, and going any further would take them into Arab territory," the official said, speaking on condition of anonymity according to military protocol. "Their desire to advance further

is fairly limited now."

Particularly damaging to Kurdish forces earlier in the war was the Islamic State's heavy reliance on explosives, both car bombs and roadside explosive devices, which accounted for most of the forces' 1,200 casualties in the past year.

Sirwan Barzani, a businessman and nephew of the Kurdish president who commands a force southeast of Mosul, said his men had found and defused thousands of bombs in areas they had taken from the Islamic State.

He showed images on his phone of scores of charges lined up in a trench and showed off a cellphone wired to a fuse bearing full instructions in Arabic on how to use it to detonate a bomb.

"These have saved hundreds of lives of the pesh merga, thanks to God and thanks to the Germans," he said.

Diplomats caution that the pesh merga is still far short of a professional army and say that most of its advances have been made possible by coalition airstrikes. Many of its fighters have not been paid in months, and the force is still divided between political parties, often hampering coordination.

Some pesh merga commanders say the region is still under threat and that its forces are stretched too thin.

"The further you go out, the harder it is to provide logistics," said Polad Talabani, the head of the Kurdish regional government's counterterrorism unit. "We have more than 1,000 kilometers of borders with ISIS, so the equipment, vehicles and weapons we have are all very stretched."

He said it was only a matter of time until ISIS attacked the region again, pointing to a recent coalition airstrike in the city of Hawija that detonated three large truck bombs he said were intended for an attack on the oil-rich and Kurdish-controlled city of Kirkuk.

"It was a huge, huge explosion," Mr. Talabani said. "It would have been a disaster if those trucks had gotten any where close to Kirkuk."

The importance of the coalition to the Kurdish fight was clear near the front-line base of General Khoshawe.

He recalled how ISIS fighters had repeatedly fired on his men from a nearby village with mortars and heavy machine guns, killing seven of them over time. Since the militants kept changing position, it was hard to identify the position.

But working with a French military team from the coalition, his men drove an armored car near the village to draw fire so the French team could identify the location. An airstrike followed shortly afterward.

"A few minutes later, it was attacked by an airstrike that destroyed the whole building," he said. •



Des combattants des milices kurdes YPG se rassemblent à l'entrée est de Tall al-Abyad dimanche en Syrie. STRINGER/REUTERS

# Syrie : les Kurdes encerclent l'État islamique à Tall al-Abyad

Les milices YPG ont pris le contrôle du poste frontalier coupant la route de Raqqa, la « capitale » des djihadistes.

**SAMUEL FOREY** @SamForey  
ENVOYÉ SPÉCIAL À AKÇAKALE  
(FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE)

**PROCHE-ORIENT** Tall al-Abyad est encerclée, la route de Raqqa à la frontière coupée et les combattants de l'État islamique, pris au piège. Le groupe rebelle Volcan de l'Euphrate a remporté une victoire décisive dans la longue bataille qui l'oppose aux djihadistes. Tall al-Abyad, située juste à la frontière turco-syrienne, était l'une des principales voies de communication avec l'extérieur pour l'État islamique et sa « capitale » syrienne, Raqqa, distante d'à peine 100 kilomètres. Par Tall al-Abyad transitaient matériel, trafics en tout genre - essence, armes - mais surtout combattants étrangers, qui passaient par les villages à proximité.

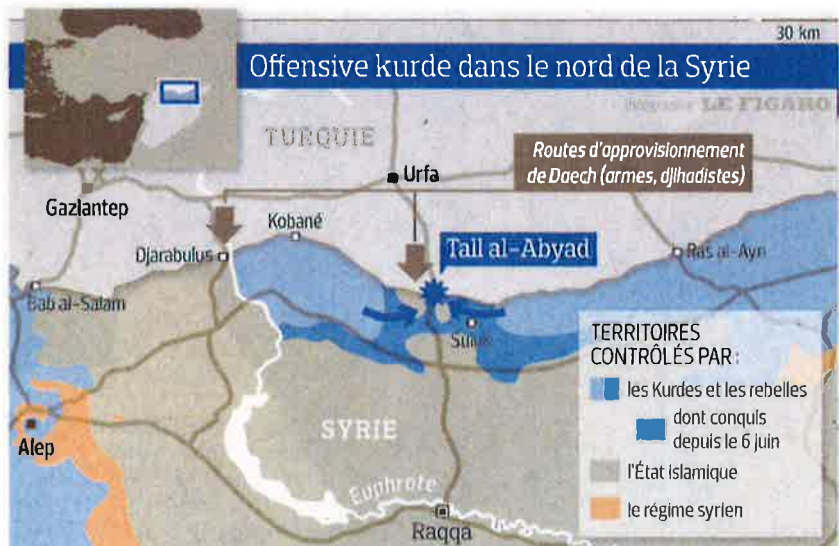
L'offensive a été menée sur deux fronts, ouest et est. Le front occidental est parti de la province autonome de Kobané, administrée par les Kurdes syriens. La ville de Kobané, prise d'assaut par les djihadistes en octobre 2014, avait été reconquise de

haute lutte au mois de janvier dernier par les milices YPG (Unités de protection du peuple). Le front oriental partait, lui, d'une autre province kurde syrienne, la Jazira, de facto autonome depuis l'été

2012. Les deux fronts se sont rejoints hier sur la rivière Jallab, au sud de Tall al-Abyad, avant de rentrer ensemble dans les faubourgs de la petite ville, selon Shervan Derwish, porte-parole du groupe Volcan de l'Euphrate. « On a progressé très vite hier, beaucoup plus que les autres jours. On s'empare de beaucoup de matériel, des armes et des véhicules. Le moral des troupes est excellent, il atteint des sommets, jusqu'au ciel et même au-delà ! », ajoute le porte-parole. Les combattants kurdes des milices YPG ont annoncé dans la soirée de lundi avoir pris le contrôle total de la ville.

## Flot de réfugiés

Coincés au nord par la frontière, des trois autres côtés par les troupes menées par les Kurdes, il ne reste aucune solution de repli pour les djihadistes. Les renforts de l'État islamique ne peuvent venir par la route. Les avions de la coalition rôdent, invisibles, dans le ciel syrien. La coalition, menée par les États-Unis, a activement soutenu l'offensive menée par les Kurdes. Dix frappes ont été menées pour la seule journée du 13 juin. Au sud de Raqqa, un convoi d'une quinzaine de véhicules a été bombardé la journée du 14. Hier, c'est une voiture suicide qui a été visée - et touchée - par une frappe aérienne, à proximité de Tall al-Abyad. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, une ONG qui suit de près les combats, il reste quelque 150 djihadistes dans la ville. Toujours selon l'ONG, une conversation téléphonique interceptée laissait entendre un commandant djihadiste refusant des renforts : « Venir ici est trop dangereux. Vous ne pouvez pas lever le siège. Ne risquez pas la destruction pour nous, laissez-nous faire face à notre destin, mourir en martyrs. » L'offensive fut aussi l'occasion de roder le groupe Volcan de l'Euphrate, fondé le 10 septembre 2014. Le serment du groupe : reconquérir le terrain perdu et prendre Raqqa. C'est juste après la création de ce commandement commun, qui prenait les djihadistes à revers, que ces derniers ont commencé leur offensive sur la province de Kobané. Mettre en place des bataillons mixtes était indispensable pour



➤ prendre Tall al-Abyad, dans cette zone peuplée par des Arabes, des Kurdes et des Turkmènes.

Le territoire reconquis est loin d'être pacifié. Les djihadistes semblaient avoir

**100**  
km

La distance entre Raqqa, la « capitale » djihadiste, et le poste frontalier près de Tall al-Abyad

abandonné en grande partie un territoire devenu difficile à tenir. Mais derrière eux, ils laissent une terre polluée par les mines improvisées et les pièges explosifs, un savoir-faire forgé par des années de gué-

rilla, des montagnes afghanes, contre les Russes, aux déserts irakiens, contre les Américains. Selon l'ONG Handicap International, qui a pu mener des inspections dans la province de Kobané, chaque porte, chaque jouet, chaque pierre peut cacher un explosif. Même les cadavres peuvent être piégés. « C'est un vrai problème pour nous. Pour l'instant, on met en place le siège de Tall al-Abyad. Ensuite, on trouvera le moyen de rentrer dans la ville, pas à pas », explique Shervan Derwish, le porte-parole de Volcan de l'Euphrate. « Le plus difficile, ce n'était pas la conquête, c'était ces pièges explosifs. Trois de mes camarades sont morts comme ça », dit Nejmeddin Hoddo, un combattant kurde joint par téléphone.

Les combats ont provoqué la fuite de milliers de Syriens, qui se pressaient au poste-frontière d'Akçakale, voisin de Tall al-Abyad. La Turquie, qui accueille près

de 2 millions de réfugiés, avait annoncé début juin, par la voix de son premier ministre adjoint, Numan Kurtulmus, que la politique des portes ouvertes était terminée - « à moins d'une tragédie humanitaire majeure ». Celle-ci a eu lieu ce week-end. Sans ressources, sans nourriture, les réfugiés ont d'abord été repoussés par des canons à eau samedi, avant que le poste-frontière ne soit finalement ouvert le lendemain, permettant le passage de quelque 5 000 personnes, et au moins 2 000 autres lundi. Un réfugié, qui vient de franchir le poste-frontière, s'émeut : « À quoi bon remporter des victoires, dans un pays qui se vide de ses habitants ? » C'est un jour de plus dans la tragédie syrienne, au poste-frontière d'Akçakale, empli de chaleur et de poussière. ■



19 juin 2015

## Les forces kurdes, un groupe clé dans la lutte contre les jihadistes de l'EI

Par W.G. Dunlop / AFP / 19 juin 2015  
www.liberation.fr

Les combattants kurdes s'avèrent être parmi les forces armées les plus efficaces face au groupe Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak depuis que l'organisation jihadiste a proclamé voilà un an un "califat" à cheval entre les deux pays.

Le soutien aérien de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis a cependant joué un rôle essentiel dans leurs succès.

En Irak, des milliers de soldats et policiers ont fui devant l'avancée fulgurante de l'EI en juin 2014, permettant aux forces kurdes de s'emparer ou renforcer leur contrôle sur les territoires disputés entre le pouvoir central de Bagdad et le Kurdistan, leur région autonome dans le nord du pays.

Mais les jihadistes sont parvenus à repousser les forces kurdes dans leur capitale régionale Erbil en août dans une offensive qui aurait pu tourner au désastre si les Etats-Unis n'étaient pas intervenus en bombardant les assaillants.

Aidés des frappes de la coalition, les Kurdes irakiens ont pu reprendre aux jihadistes des territoires, notamment ceux entourant la ville de Sinjar à l'ouest du Kurdistan, et se défendre contre leurs attaques dans d'autres secteurs non loin de leur zone autonome.

- 'SACRIFICES' -

Après avoir payé un lourd tribut avec de nombreux morts dans les combats, le Kurdistan n'acceptera pas facilement de renoncer aux secteurs pris, même si le gouvernement fédéral, extrêmement affaibli, ne devrait pas



les lui réclamer, du moins dans l'immédiat.

"Nous avons fait des sacrifices, versé notre sang et donc nous n'abandonnerons pas ces secteurs, nous les défendrons (...) jusqu'à la fin de cette guerre", prévient Mustafa Qader, le ministre des peshmergas du Kurdistan, qui fait état de "1.200 martyrs et près de 7.000 blessés" dans les rangs de ses forces.

"Je crois que la région du Kurdistan ne rendra pas facilement ces secteurs au gouvernement irakien", ajoute-t-il, notant cependant qu'"il est possible qu'un accord soit conclu".

L'exemple le plus significatif est la ville pétrolière disputée de Kirkouk, au sud du Kurdistan, que les forces kurdes avaient prise après l'abandon par l'armée de ses positions dans la cité au début de l'offensive jihadiste.

Contrairement à leurs frères irakiens (15 à 20% de la population), les Kurdes de Syrie (10 à 15%) ne jouissent pas d'une région autonome et se plaignaient, avant le début de la guerre en 2011, de discriminations de la part du régime de Bachar al-Assad.

Or avec la guerre, ils ont réussi à mettre en place leur propre administration dans des zones du nord-est du pays après le retrait des

troupes du régime.

Et la prise cette semaine de la ville de Tall Abyad (nord) aux jihadistes leur permet de contrôler désormais une bande de "400 km de frontière avec la Turquie allant de (Kobané) dans la province d'Alep jusqu'à la frontière irakienne", selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

- 'ORGANISÉS, DISCIPLINÉS' -

"Les Kurdes sont probablement la force de combat la plus efficace contre l'EI en Syrie. Ils sont bien organisés, disciplinés et croient vraiment en leur cause", a indiqué l'analyste Sirwan Kajjo.

Appuyés par les raids de la coalition, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) et leurs alliés ont défendu des mois Kobané contre les jihadistes qui tentaient de s'emparer de cette ville kurde sur la frontière avec la Turquie, une victoire psychologique significative pour ces forces antijihadistes.

La prise de Tall Abyad à l'EI est un coup très dur pour les jihadistes qui se servaient de cette ville comme passage vers la Turquie.

"Ils ont réussi à défaire l'EI dans plusieurs secteurs. Mais les frappes aériennes américaines y ont également joué un grand rôle", affirme Wladimir van Wilgenburg, un analyste à la Jamestown Foundation.

M. Kajjo rappelle que les Kurdes ont payé cher leurs combats avec l'EI, évoquant la fuite de "milliers d'entre eux" vers la Turquie au moment de la crise de Kobané. "Malgré la libération de leur ville, la grande majorité d'entre eux n'ont pu retourner dans leurs maisons totalement détruites".

# The State of the Kurds

**With a political win in Turkey, victories over Islamic State and autonomy in Iraqi Kurdistan, the Kurds are enjoying a triumphant moment—and thinking of a country of their own**

By YAROSLAV TROFIMOV  
June 19, 2015  
www.wsj.com

It is a time of good news for the Kurds, a people more accustomed to tragedy than to triumph.

Just last week in Turkey, a political party rooted in the struggle for Kurdish rights vaulted over the 10% threshold for parliamentary representation, giving the Kurds their biggest say ever in Turkish politics. Days later, allied Kurdish fighters in Syria seized a crucial border crossing from Islamic State, thus uniting Kurdish areas that now stretch from Iraq halfway to the Mediterranean Sea.

In Iraq, the Kurds repelled an assault by Islamic State last year, and their budding autonomous government in northern Iraq has taken advantage of the collapse of the Iraqi army to seize full control of the disputed northern city of Kirkuk—often dubbed the “Kurdish Jerusalem” because of its historic significance—and the all-important oil fields nearby.

Amid an imploding Middle East ravaged by religious hatreds, the Kurds are providing a rare bright spot—and their success story is finding fresh support and sympathy in the West. By contrast with the rest of the region, all the main Kurdish movements today are broadly pro-Western and secular (though their politicians often don’t practice what they preach, and many Kurds are very traditional).

“We are now living a Kurdish moment in the history of the region,” said Kendal Nezan, director of the Kurdish Institute of Paris, a think tank formed in 1983 to unite Kurdish intellectuals and rally Western support. “The Kurdish project is a project of pluralism, democracy and protection for minority rights—which is something new for the Middle East as we know it.”

The Kurdish awakening has emerged from the upheaval of the 2011 Arab Spring, and it is adding fresh disruption to the region’s old order. “The events in Iraq, in Syria and in Turkey have profoundly altered the place of the Kurds in the Middle East—they provide fresh impetus and momentum toward Kurdish independence in some form,” said Ryan Crocker, who served as U.S. ambassador to Iraq and to Syria



**Supporters cheer Selahattin Demirtas, co-chair of the pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party, HDP, as he addresses an election rally in Istanbul, Turkey, in May. Photo: Emrah Gurel/Associated Press**

and is now dean of the Bush School of Government at Texas A&M University. Such Kurdish independence, he cautioned, “could produce permanent fragmentation of Iraq and Syria—and launch a whole new dimension of instability in the Middle East.”

Numbering some 30 million people, the Kurds are one of the world’s largest ethnic groups without a state of their own, scattered since antiquity in the mountainous lands straddling today’s Turkey, Syria, Iran and Iraq. Their language, Kurdish, is part of the Indo-European family of languages—close to Persian (Farsi) but unrelated to Arabic or Turkish. Unlike Iranians, who are mostly Shiite Muslims, most Kurds are Sunnis.

After World War I, the Kurds sought self-rule at the 1920 peace negotiations between the defeated Ottoman government and the victorious allies. The resulting Treaty of Sèvres called for the establishment within a year of an independent Kurdistan in what is now southeastern Turkey, with the prospect of quick “voluntary adhesion” to the new country by the Kurdish areas of northern Iraq.

But the Sèvres accord was dead on arrival. Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey, denounced it as treasonous and launched a war that led to the abolition

of the Ottoman state. The brief glimmer of hope for Kurdish self-rule was extinguished for generations.

In the following decades, Atatürk’s fiercely nationalist Turkey denied the very existence of the Kurds, banning their language and officially referring to them as “mountain Turks.” By the mid-1980s, a far-left guerrilla movement, the Kurdistan Workers’ Party, or PKK, was fighting a bloody war against the Turkish state (and against fellow Kurds whom it viewed as collaborators). The fighting ended only after the PKK’s leader Abdullah Ocalan, who had been jailed by Turkey since 1999, proclaimed a cease fire in March 2013.

Across the border in Iraq, Kurdish autonomy was sometimes recognized, but Kurdish uprisings were ruthlessly suppressed by successive governments. Repression reached its bloody peak in 1988, when Saddam Hussein’s forces used chemical weapons against Kurdish civilians during the so-called Anfal campaign. As for Syria, though it backed the PKK against Turkey, it stripped many of its own Kurds of Syrian citizenship. And in Iran, both the shah and the Islamic Republic that overthrew his monarchy in 1979 have suppressed Kurdish aspirations.

The quarreling Kurds, with their

➤ alphabet soup of rival political groups, have also repeatedly undermined their own cause. In 1982, Saddam Hussein remarked that he didn't have to worry about the Kurds because they were "hopelessly divided against each other." Indeed, the two main Kurdish factions in Iraq—the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan—fought a devastating civil war the following decade, though they had reconciled by the time the U.S. invaded Iraq in 2003, ousting Saddam's regime and giving the Kurds an unprecedented opportunity.

The new Iraqi constitution adopted after the U.S. invasion enshrined broad powers for an autonomous Kurdistan Regional Government, or KRG, that is home to six million people. Control over their own affairs has allowed the Kurds to achieve what many in the region have called a "Kurdish miracle" in northern Iraq. A boom in investment and construction has produced new highways, hotels and shopping malls that feel worlds away from strife-torn Iraqi cities such as Baghdad and Mosul. "While the rest of Iraq was nose-diving into civil war, everyone was talking about the success story of Kurdistan," said Cale Salih, an Iraqi Kurdish analyst and a fellow at the European Council on Foreign Relations.

The Kurdistan government in northern Iraq maintains its own armed forces, known as the Peshmerga (literally, "those who confront death"). No Iraqi troops are allowed in the Kurdish region, which controls its own borders, and Westerners can fly into the region's capital, Erbil, without a visa. Kurdish is used everywhere as the official language, and few young Iraqi Kurds can speak fluent Arabic. A giant green, white and red Kurdish banner flies from Erbil's ancient hilltop citadel, while Iraqi flags are hard to spot.

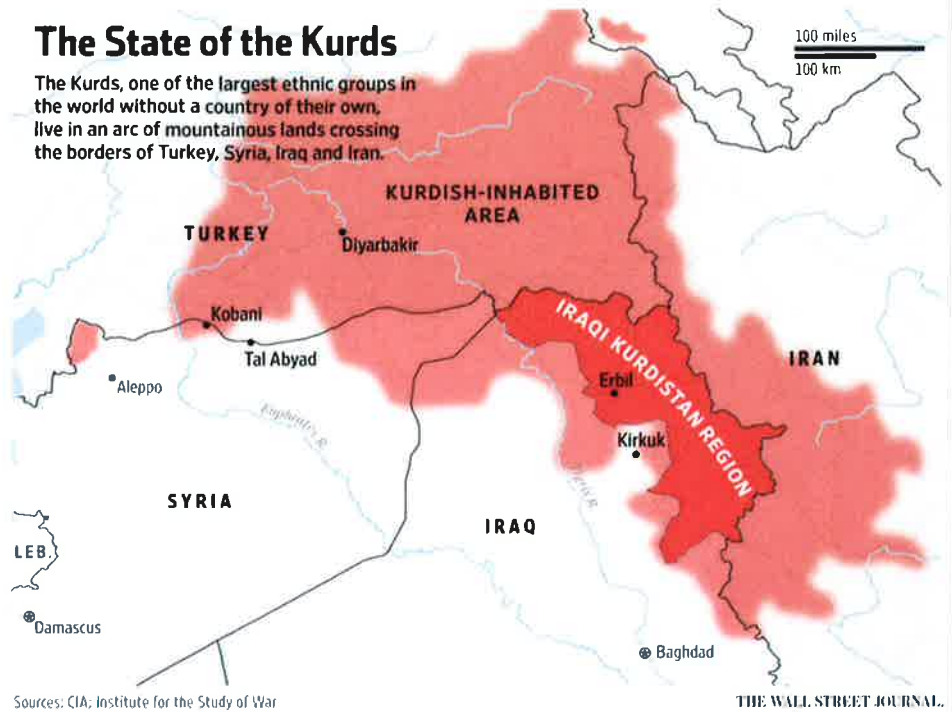
In 2011, the Arab Spring opened still other possibilities for the Kurds. The PKK, once an ally of the Assad regime in Damascus (and still classified as a terrorist group by the U.S. and Turkey), had long been present among Kurdish communities in northern Syria. When the revolutionary tide reached Syria, the group's Syrian affiliate quickly seized control of three Kurdish-majority regions along the Turkish frontier. PKK fighters and weapons streamed there from other parts of Kurdistan.

Last fall, international attention focused on one of these areas, the town of Kobani, when it came under attack by the newly powerful Islamic State. Tens of thousands of Kurdish refugees fled into Turkey, and outgunned Kurdish defenders waged street battles against Islamic State's onslaught. But Turkey refused to help, arguing that the Kurdish fighters were no better than Islamic State's militants.

As the city of Kobani seemed poised to fall, the U.S. entered the fray, launching waves of airstrikes that eventually tilted the balance. After fully liberating Kobani in January, Syrian Kurds were able to take the

## The State of the Kurds

The Kurds, one of the largest ethnic groups in the world without a country of their own, live in an arc of mountainous lands crossing the borders of Turkey, Syria, Iraq and Iran.



offensive, culminating with the expulsion this week of Islamic State from the strategic border town of Tal Abyad.

Turkey's authoritarian President Recep Tayyip Erdogan paid a heavy political price for his decisions during the Kobani crisis. Traditionally, his party had won a large proportion of votes among Turkey's conservative Kurds, many of whom had rewarded Mr. Erdogan for his initiatives to negotiate peace with the PKK and to relax restrictions on Kurdish language and culture—as well as for years of economic growth in long-neglected Kurdish areas of the country. But in elections held on June 7, many Kurds deserted Mr. Erdogan's party and voted instead for the People's Democratic Party, or HDP, which was backed by the banned PKK.

"In the past, I voted for Erdogan because he was talking about the peace process, but after Kobani, I realized that he was cheating us," said Bedri Ateş, a farmer from near Diyarbakir, the largest city in the predominantly Kurdish parts of Turkey.

The HDP campaigned on a broader agenda and won 13% of the national vote, including ballots from non-Kurds who liked the party's support for the rights of women, gays and religious minorities. But the main message of the HDP's triumph—which deprived Mr. Erdogan of a parliamentary majority for the first time in 12 years—was that Turkey's Kurds can no longer be ignored.

"The Kurds' existence was not recognized; they were hidden behind a veil. But now, after being invisible for a century, they are taking their place on the international stage," the party's chairman, Selahattin Demirtas, said in an interview this week. "Today, international powers can no longer resolve any issue in the Middle East without

taking into account the interests of the Kurds."

Recent turbulence in the region has had, for the Kurds, the unexpected benefit of weakening the traditional enemies of Kurdish independence. "In the past, when the Kurds sought self-rule, the Turks, the Persians and the Arabs were all united against it. Today that's not true anymore—it's not possible for the Shiite government in Iraq and Shiite Iran to work together against the Kurds with the Sunni Turkey and the Sunni ISIS," said Tahir Elçi, a prominent Kurdish lawyer and chairman of the bar in Diyarbakir (using another name for Islamic State). "In this environment, the Kurds have become a political and a military power in the Middle East."

That power was on display in northern Syria this week, as the surprisingly rapid offensive into Tal Abyad led by the PKK's local affiliate severed the main lines of communication between Turkey and Islamic State's de facto capital city of Raqqa. Much to Turkey's fury, the U.S. has provided air support in that offensive, arguing that while the PKK is formally listed as a terrorist organization, that designation does not cover the outlawed group's Syrian affiliate.

In the battle for Western public opinion, the female military commanders and secularism of the PKK have provided a refreshing contrast to the medieval prohibitions of Islamic State. In Syria, the PKK's affiliate has even attracted a trickle of American and European volunteer fighters from non-Kurdish backgrounds. Still, factionalism has intruded. In areas of Syria that it controls, the PKK has restricted the activities of rival Kurdish groups, including those allied with the Kurdistan Democratic Party, which dominates the Kurdistan government in northern Iraq. ➤

➤  
 “The PKK has made important steps to adopt more democratic ways,” said Mr. Elçi, the head of the Diyarbakir bar. “But you cannot find the same climate of political diversity in [Kurdish] Syria as you find in [northern Iraq], and this is because of PKK’s authoritarian and Marxist background. This is a big problem.”

Those tensions aren’t likely to lead to violence this time around, most Kurdish politicians and outside analysts agree. The price of such internecine conflict, after all, would be too high at a time when the Kurds face an existential menace from Islamic State. “The Kurds don’t want this strife anymore. Everyone now knows that such a conflict among Kurds will make everyone a loser and ISIS the only winner,” said Vahap Coşkun, a professor at Dicle University in Diyarbakir who is involved in peace talks between the Turkish government and the PKK.

Still, political divisions do hamper the Kurds’ struggle against Islamic State and their prospects for self-rule. According to Mustafa Sayid Qadir, the minister of Peshmerga affairs in Iraq’s Kurdistan Regional Government, only a minority of Peshmerga brigades on the front lines are under unified command, and the rest still report directly to one of the two rival political parties.

“The external environment now is more favorable to independence for Kurdistan than before, but our internal affairs are not,” warned Jalal Jawhar, deputy secretary-gen-

eral of the Movement for Change, the second-largest party in the parliament of Iraqi Kurdistan, which emerged in recent years from a protest movement against the dominance of two older parties. “It is our own fault that we have not prepared ourselves properly for independence. If tomorrow we announced our independence and got dragged into a big war in the region, we would not be ready for it.”

The collapse of the Iraqi army in the face of Islamic State’s advance and continued bickering with the central government in Baghdad over the country’s dwindling oil revenues may end up pushing Iraqi Kurdistan toward such independence anyway. While the Shiite-led government in Baghdad continues to pay the salaries of public employees—roughly half the country’s workforce—in lands controlled by Islamic State, Kurdish public servants and the Peshmerga haven’t been paid for months. Many Kurds also complain that Baghdad is sabotaging their efforts to get better weapons.

“For 80 years, the Arab Sunni people led Iraq—and they destroyed Kurdistan. Now we’ve been for 10 years with the Shiite people [dominant in Baghdad], and they’ve cut the funding and the salaries—how can we count on them as our partner in Iraq?” asked Erbil province’s governor, Nawzad Hadi. “All the facts on the ground encourage the Kurds to be independent.”

Kemal Kirkuki, a former speaker of the Iraqi Kurdistan parliament who now commands 11 Peshmerga brigades on the Kirkuk front lines, agreed: “The Iraqi state

has failed, and we need another solution.”

The prospect of an independent Kurdistan in Iraq or northern Syria isn’t something that regional powers such as Turkey and Iran are likely to welcome. The U.S., too, still clings to the idea that a unified Iraq could be brought together again somehow.

American support for the efforts of Iraqi Kurds against Islamic State should not be seen as an endorsement of the Kurds’ wider aspirations, warned Anthony Cordesman, a defense expert at the Center for Strategic and International Studies, a think tank in Washington, D.C.

“That’s pretty low-level stuff—that certainly is not a commitment to an independent Kurdistan the moment it becomes irritating to its neighbors,” Mr. Cordesman said. Such a Kurdish state, he added, “has no real great strategic benefits to the U.S. and a lot of potential liabilities.”

Amid the regional war against Islamic State, international assistance to the Kurds represents a tactical choice, not a strategic shift, agreed Gönül Tol, director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute in Washington, D.C.: “The Kurds are overconfident. But this doesn’t mean the world is behind them.”

Mr. Demirtas, the leader of the pro-Kurdish HDP party in Turkey, said that he’s aware of this reality—but also urged taking a longer view. “The new reality is that the Kurds are a power that is not temporary anymore. They are a power that is going to stay.”◆

Write to Yaroslav Trofimov at [yaroslav.trofimov@wsj.com](mailto:yaroslav.trofimov@wsj.com)

ARUTZ SHEVA 7 June 14, 2015

## Erdogan Troubled by Kurdish Advance in Northern Syria

**Turkish President worries the replacement of ISIS with other recognized terror group PKK will threaten Turkey’s borders.**

By Arutz Sheva Staff - 6/14/2015  
<http://www.israelnationalnews.com>

Turkish President Recep Tayyip Erdogan said Sunday he was troubled by the advance of Kurdish forces in the Tal Abyad region of northern Syria, saying they could in the future threaten Turkey, AFP reported.

Turkey has in the last days firmly shut its borders to thousands of Syrians trying to flee fighting between Kurdish forces and Islamic State jihadists who currently control Tal Abyad, which lies just over the Turkish border.

Erdogan alleged that ethnic Arabs and Turkmen were being targeted in the advance and confirmed that Turkey had already taken in around 15,000 of them last week before closing the frontier.

He said the places they had vacated were being occupied by the Syrian Kurdish group the Democratic Union Party (PYD) and the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

“This is not a good sign,” he told reporters from selected Turkish media aboard his presidential plane while returning from a trip to Azerbaijan.

“This could lead to the creation of a structure that threatens our borders. Everyone needs to take into account our sensitivities on this issue,” he said without commenting directly on the closure of the border.

Turkey, along with its Western allies, considers the PKK to be a terrorist group. Ankara also accuses the PYD of being the Syrian wing of the PKK.

Erdogan has repeatedly expressed concern



about the West’s backing for Kurdish forces in Syria, saying it could lead to PKK domination of northern Syria.

The PKK fought a decades-long insurgency for Kurdish self-rule in Turkey’s southeast that claimed tens of thousands of lives on both sides.

Turkey has said that the priority for solving the war in Syria should be the ousting of President Bashar al-Assad.

The West, however, prefers to concentrate on defeating ISIS jihadists and has in turn accused Turkey of in the past aiding the Islamist terrorists.

Turkey denies the charges, emphasizing that it too defines ISIS as a terrorist group. ●

**Le Monde**  
MARDI 16 JUIN 2015

# A Kamechliyé, capitale du Kurdistan syrien

L'administration de Damas et le pouvoir autonome kurde, incarné par le PYD, se partagent la ville

KAMECHLIYÉ (SYRIE) - envoyé spécial

Le visage de Bachar Al-Assad sourit, luisant sur une toile plastifiée tendue entre deux barres de métal au bord d'une artère fréquentée par de rares véhicules. Un peu plus loin, en direction des faubourgs de l'est de Kamechliyé, c'est le portrait triomphal d'Abdullah Öcalan, chef politique kurde emprisonné en Turquie, qui s'impose aux passants. Cette figure révéree est le leader historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - anciennement marxiste léniniste - dont l'émanation syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD), a pris partiellement le contrôle des zones à majorité kurde de Syrie, depuis juillet 2012, grâce à un pacte de non-agression avec Damas. Le PYD y a depuis proclamé une autonomie locale et y a mis en place des institutions à sa main. Si Kamechliyé est désormais la capitale du « Rojava » - ou Kurdistan occidental, selon le vocabulaire nationaliste kurde -, la ville reste aussi le principal point d'appui du régime syrien dans le nord-est du pays.

Les autorités syriennes en contrôlent l'aéroport utilisé à des fins militaires et pour maintenir une ligne de vie avec Damas, et le poste-frontière - fermé - avec la Turquie voisine. Bien que les faubourgs aient été abandonnés aux forces kurdes, Damas garde aussi la mainmise sur le centre-ville où les chrétiens, autrefois majoritaires, sont remplacés par un nombre croissant de déplacés arabes venus de l'arrière-pays. Dans les rues décaties, les pick-up des combattants kurdes du PYD voisinent ceux des chabbiha, les milices redoutées du régime Assad.

## Mondes parallèles

Cette drôle de cohabitation ne concerne pas que les hommes en armes. Avant que la tombée du soir ne vide les rues, de vieux messieurs en tenue bédouine y croisent des veuves chrétiennes à la mise en plis impeccable et des lycéennes kurdes en uniforme mili-

**A Kamechliyé, en Syrie, l'entrée du ministère des Unités de protection du peuple (YPG), émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le 11 mars. ÉMILIEN URBANO/MYOP POUR « LE MONDE »**

**Ici, la force fait le droit, et le sang des combattants tombés au front tient lieu de légitimité**

rien. Des mondes parallèles se croisent et s'ignorent sur le plan en damier de Kamechliyé, ville-frontière construite il y a moins d'un siècle autour d'une gare de la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad.

Dans son bureau situé à l'entresol d'un immeuble anonyme, perdu dans la nuit sans lampion de Kamechliyé, Redur Khalil, le porte-parole des forces kurdes, appelées les YPG (Unités de protection du peuple), revient sur les rapports ambivalents que son parti entretient avec le régime syrien : « Notre principal objectif dans l'im-médiat est de nous défendre contre Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique]. Nous n'avons aucun intérêt à ouvrir un deuxième front avec le régime et eux non plus. Cela ne signifie pas que nous soyons alliés pour autant. » Depuis notre entretien, les forces kurdes sont passées à l'offensive. Dimanche 14 juin, leurs représentants déclaraient ainsi être sur le point d'encercler l'Ei à Tal Abyad et d'ouvrir un corridor entre l'enclave où se situe Kamechliyé, au cœur de la région de la Djezireh, et celle de Kobané, à la frontière turque, dont les djihadistes avaient été repoussés fin janvier avec le soutien de la coalition internationale.



## Kendal Nezan : « Il faut armer les Kurdes »

Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, invité dimanche 14 juin sur l'émission « Internationales » de TV5 Monde, en partenariat avec *Le Monde* et RFI, s'est prononcé pour que la coalition internationale contre l'Etat islamique « arme massivement et sérieusement les Kurdes ». Il a regretté que les Kurdes de Syrie et d'Irak manquent d'armes lourdes. « Les seuls qui combattent Daech [acronyme arabe de l'Ei] sur le terrain sont les Kurdes, a-t-il ajouté. Ils sont capables de fédérer les éléments laïques et démocratiques de l'opposition syrienne, et aussi les chrétiens. »

TV5MONDE et Le Monde

En se retirant de la région, le régime a permis au mouvement kurde de se servir des territoires passés sous son contrôle pour imposer son modèle, celui dit de « l'autonomie démocratique », la grande idée théorique d'Abdullah Öcalan. Elle est censée aboutir, selon la vulgate diffusée par le PKK, à la construction d'un « système politique sans Etat où la société se gouverne elle-même ». Sa mise en pratique se traduit par la construction d'un assemblage institutionnel labyrinthique composé de « maisons du peuple », de communes, de municipalités, d'assemblées locales, de comités divers et de ministères autoproclamés, où tous les postes à responsabilités sont soumis à une règle de parité stricte entre hommes et femmes. En réalité, chacune de ces institutions, prétendument représentatives, est noyautée par des cadres du PYD, qui ont fait leurs armes au

sein du PKK face à l'armée turque durant les décennies précédentes.

## Société en guerre

A Kamechliyé, les partisans de ce nouveau système, que la propagande omniprésente du PYD met continuellement en scène, tentent de le substituer aux vestiges de l'Etat syrien. Ainsi, à côté des cours de justice officielles, des « tribunaux du peuple » fidèles à l'administration kurde rendent une justice parallèle. « Nos juges, anciens avocats ou notables travaillent sur la base du droit syrien, mais nous préférons les règlements à l'amiable, plus rapides », explique Rovind Khalaf, la présidente du tribunal populaire de Kamechliyé, installé dans une ancienne caserne confisquée de force par les Kurdes à une milice pro-Assad, mais située à un jet de pierre d'un commissariat de police encore affilié à Damas.

Derrière cette apparente confusion se dessinent pourtant les



contours d'une société en guerre où la force fait le droit et où le sang des combattants tombés au front tient lieu de légitimité, établissant de nouvelles hiérarchies. A Kamechliyé, les portraits des « martyrs » kurdes sont omniprésents, jalonnant les rues, marquant les quartiers comme des territoires conquis. « Les familles de nos martyrs ont la priorité pour les services et les postes dans les nouvelles institutions », explique un cadre du PYD. Elles forment une base ac-

quise au pouvoir tout comme ceux à qui le parti kurde a donné l'occasion de monter en grade.

« Beaucoup de notables ne font pas confiance au pouvoir autonome [kurde], ce qui permet à des chauffeurs de taxi ou à des vendeurs de rue ralliés au PYD de tenir le haut du pavé dans l'administration du parti », observe un professeur d'origine kurde. Fonctionnaire, survivant toujours grâce au salaire versé par le régime de Damas, mais farouchement partisan de l'autonomie kurde, il s'inquiète

cependant d'avoir vu le nombre de ses élèves se réduire considérablement au cours des trois dernières années : « Tous nos jeunes s'en vont au Kurdistan irakien, en Turquie, en Europe... L'administration autonome kurde pourrait finir par se retrouver à la tête d'un territoire désert si cela se poursuit. »

Les régions kurdes de Syrie subissent en effet, depuis trois ans, les conséquences d'une hémorragie démographique continue. A mesure que les forces kurdes avancent, leurs territoires se vident.

Fuyant les destructions pour certains, l'enclavement de régions coincées entre fronts et frontières pour d'autres, tentant d'échapper aux abus d'un pouvoir local prompt à réprimer toute forme d'opposition et cherchant, pour les plus jeunes, à échapper à la conscription obligatoire décrétée par la milice kurde des YPG, une large proportion de la population kurde préfère laisser le « Rojava » aux guerriers et aux martyrs. ■

ALLAN KAVAL

la Croix

mercredi 17 juin 2015

## Les Kurdes repoussent Daech de la frontière turque

► Les forces kurdes de Syrie et leurs alliés rebelles ont annoncé avoir pris le contrôle total de Tal Abyad, ville frontière avec la Turquie aux mains du groupe Daech.

► Un revers pour les islamistes, qui utilisaient ce point de passage pour s'approvisionner en armes et en hommes, et y faisaient transiter le pétrole.

► Cette reconquête provoque la colère de la Turquie voisine.

### Que représente la prise de Tal Abyad ?

C'est une victoire certaine pour les Kurdes syriens, qui se trouvent confortés dans leur reconquête de leurs territoires le long de la frontière avec la Turquie, après avoir repris en janvier dernier de haute lutte la ville de Kobané, ainsi que les villages alentour.

Les Unités de protection du peuple (YPG), la principale force kurde, ont été aidées dans leurs opérations de reconquête de Tal Abyad par d'autres groupes rebelles anti-Assad, parmi lesquels des membres de l'armée syrienne libre (ASL), ainsi que par les frappes aériennes de la coalition américaine. Depuis septembre 2014, ils sont réunis au sein d'une coalition baptisée « Le volcan de l'Euphrate », Burkan Al-Forat en arabe.

Située dans la province de Rakka (nord), fief de Daech en Syrie, Tal Abyad était l'un des deux principaux points de passage informels avec la Turquie à travers lesquels les djihadistes de Daech (acronyme arabe de l'organisation

État islamique) faisaient transiter armes et combattants. Sur cette frontière, il ne lui reste plus que le poste de Djarabolous, dans la province septentrionale d'Alep (nord-ouest), ainsi que des passages secondaires beaucoup plus éloignés de leur fief.

Tal Abyad était cruciale aussi pour l'approvisionnement de la ville de Rakka, située à 86 km au sud, tombée avec d'autres territoires en Syrie aux mains de Daech qui contrôle également de vastes régions en Irak.

### Comment a réagi la Turquie voisine ?

Le contrôle de ce poste frontière par les Kurdes syriens a provoqué la colère du président turc, Recep Tayyip Erdogan, selon qui cette situation « pourrait conduire à la création d'une structure qui menace (nos) frontières ». Le gouvernement

a par ailleurs accusé les forces kurdes de Syrie de pratiquer le « nettoyage ethnique » contre les populations non kurdes. À la suite des combats à Tal Abyad, plus de 23 000 Syriens ont franchi la frontière pour se réfugier en Turquie.

Ankara voit d'un très mauvais œil la constitution des trois cantons kurdes syriens autonomes : Afrin à l'ouest, Kobané et Djéziré à l'est, le long de sa frontière. Placés sous la férule du Parti de l'union démocratique (PYD), branche politique des YPG, ils disposent d'une administration autonome de transition. La direction des trois cantons est située à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie.

L'autre raison du courroux turc,



ce sont les relations très étroites qu'entretiennent ces cantons kurdes avec le PKK turc qui mène depuis des décennies une insurrection en Turquie et est considéré par Ankara comme un groupe « terroriste ».

### Quelles conséquences sur les rapports de force en Syrie ?

C'est un sérieux revers pour Daech, car leur fief Rakka est menacé d'asphyxie du fait de la fermeture de la voie d'accès par la Turquie. Mais, plus globalement, les djihadistes continuent de progresser dans le reste du pays où ils ont pris récemment la ville de Palmyre. La chute de ce carrefour stratégique renforce l'emprise de Daech, qui

contrôle désormais la moitié du territoire syrien. Les forces du régime de Bachar Al Assad, pourtant soutenues par les Iraniens et les Russes, semblent de plus en plus incapables de stopper leur avancée.

AGNÈS ROTIVEL

# LA TURQUIE CRAINT LA MONTÉE DES KURDES EN SYRIE

Ankara - 18 juin 2015-  
Fulya Ozerkan - AFP -  
www.ledevoir.com

À contre-courant de l'euphorie occidentale provoquée par la prise de la ville syrienne de Tall Abyad au groupe État islamique (EI), la Turquie s'inquiète de la progression des forces kurdes, accusées de vouloir installer un bastion autonome à sa frontière.

Après Kobané, plus à l'ouest, en janvier, les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), soutenus par les frappes aériennes internationales, ont infligé mardi une nouvelle défaite cinglante aux djihadistes d'EI en les repoussant hors de Tall Abyad, qu'ils occupaient depuis près d'un an.

S'il a récemment durci le ton à l'endroit du groupe radical, le gouvernement islamoco-conservateur d'Ankara a ouvertement manifesté son hostilité envers les Kurdes.

Le président Recep Tayyip Erdogan s'est dit troublé par l'avancée des forces kurdes à sa porte, assimilée à la « création d'une structure qui menace [nos] frontières ».

Dans la foulée, son vice-premier ministre Bülent Arinç a accusé les Kurdes de mener une campagne de « purification ethnique » contre les autres populations de Tall Abyad, en majorité arabes, et de vouloir y créer une région autonome qui irait de l'Irak jusqu'à Kobané, dans la province syrienne d'Alep à l'ouest.

Les YPG ont immédiatement riposté aux accusations turques, qualifiées de « diffamatoires ». « Nous répétons clairement que les YPG défendent l'unité syrienne et non pas sa dissolution », a assuré le mouvement dans une déclaration.

## RELATIONS TENDUES

Contrairement à ses rapports avec la province autonome du Kurdistan irakien, les relations entre la Turquie et les Kurdes de Syrie sont mauvaises. Ankara dénonce régulièrement les liens de leur principal



Un combattant des Unités de protection du peuple (YPG) hisse le drapeau des forces kurdes à Akcakale, à la frontière entre Turquie et Syrie, le 15 juin 2015 /AFP

mouvement, le Parti de l'union démocratique (PYD) avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une guérilla meurtrière. Et s'inquiète des risques pour son territoire, peuplé de 15 millions de Kurdes, de la création d'une région autonome à sa frontière sud.

Dans la ligne des propos de M. Arinç, un responsable turc a affirmé que le PYD conservait des liens étroits avec le PKK et menait une politique « systématique et planifiée » visant à changer la composition démographique des régions dont il a pris le contrôle.

« Les Arabes et les Turkmènes, mais aussi les Kurdes qui ne sont pas liés au PYD, en sont exclus », assure-t-il sous couvert de l'anonymat. « Le PYD n'autorise même pas les autres factions kurdes sympathisantes à survivre. Ceux qui ne le suivent pas sont expulsés en Turquie », accuse ce responsable, ajoutant : « Nous n'allons pas laisser faire ça. » Ankara estime ainsi que les 23 000 réfugiés accueillis sur son sol depuis début juin sont majoritairement arabes ou turkmènes, et non pas kurdes.

## DEPUIS 2012



Les militaires turcs et les combattants kurdes du PYD sont désormais face-à-face à Akçakale/Tal Abyad.



Photo: Lefteris Pitarakis Associated Press  
Des soldats turcs prennent position à Akcakale.

La présence kurde dans le nord de la Syrie alarme ouvertement la Turquie depuis 2012. Cette année-là, le président syrien, Bachar al-Assad, avait retiré ses troupes des zones de peuplement kurde pour confier la sécurité de ce territoire aux milices kurdes.

Le gouvernement de M. Erdogan avait engagé à la fin de cette même année des pourparlers de paix avec le PKK, toujours inaboutis. Le chef du PYD a même été reçu officiellement à Ankara dans le cadre de ses discussions avec l'opposition au régime de Damas.

Mais sa défiance envers les Kurdes de Syrie n'a pas changé. Elle a même éclaté au grand jour pendant la bataille de Kobané à partir de l'automne 2014. Son refus de venir en aide aux forces kurdes assiégées par les djihadistes d'EI lui a valu les critiques du monde entier et provoqué des émeutes meurtrières dans le sud-est de la Turquie.

Le patron du PYD, Salih Muslim, a tenté de rassurer Ankara sur ses intentions en affirmant que ses troupes quitteraient Tall Abyad sitôt l'ordre et la sécurité restaurés.

« La Turquie ne doit pas s'inquiéter », a-t-il plaidé dans un entretien publié mercredi par le quotidien turc Hürriyet. « Les deux côtés de la frontière sont habités par notre peuple. Comment pourrait-on être hostile à notre propre peuple ? » a-t-il demandé.

Expert au centre d'études Tepav d'Ankara, Nihat Ali Özcan interprète d'abord les ambitions kurdes dans le nord de la Syrie comme « une revanche contre la politique d'arabisation du régime syrien dans les années 1960 ».

Mais il n'en cache pas les dangers pour Ankara. « Ce qui se passe concernant EI cache un conflit ethnique qui risque de déborder en Turquie », conclut M. Özcan. ●

# Offering jobs and services, Islamic State digs in deeper in seized territories

ERBIL, IRAQ

Jihadis' governing efforts bring stability of a sort to region torn by conflict

BY BEN HUBBARD

In northern Syria, the jihadists of the Islamic State have fixed power lines, dug sewage systems and painted sidewalks. In Raqqa, they search markets and slaughterhouses for expired food and sick animals. Farther south, in Deir al-Zour, they have imposed taxes on farmers and shopkeepers and fined men for wearing short beards.

The group runs regular buses across the border with Iraq to Mosul, where it publicly kills captives and trains children for guerrilla war. Last month, it reopened a luxury hotel in the city and offered three free nights to newlyweds, meals included.

A year after the Islamic State seized Mosul, and 10 months after the United States and its allies launched a campaign of airstrikes against it, the jihadist group continues to dig in, stitching itself deeper into the fabric of the communities it controls.

In vast swaths of Syria and Iraq with shattered ties to national governments, the jihadists have worked to fill the void, according to interviews with residents from areas in Syria and Iraq ruled by the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. The group is offering reliable, if harsh, security; providing jobs in decimated economies; and projecting a rare sense of order in a region overwhelmed by conflict.

With no political solutions in sight for the wars that have allowed the group to thrive, little has prevented the jihadists from deepening their roots in ways that will make them even harder to dislodge.

"As a way of life, people got used to it," said a laborer from Raqqa who had earned good money painting the group's new offices in the city.

If you followed the rules, the jihadists left you alone, he said, though he wished life were more peaceful.

"It is not our life, all the violence and fighting and death," he said, speaking on the condition of anonymity, like others from areas run by the Islamic State, so as not to anger the jihadists. "But they got rid of the tyranny of the Arab rulers."

In the process, the Islamic State's administration has ballooned. The group has issued declarations banning dynamite fishing and Apple products, pressuring teachers to work in its schools, offering rewards for the killing of Jordanian fighter pilots and advising



AHMAD ABOUD/AGENCE FRANCE-PRESSE

The eastern Syrian city of Deir al-Zour in 2014. Since taking control, Islamic State fighters have been attacked, and they have not granted some of the liberties they permit elsewhere.

wounded residents not to travel to Turkey for prosthetic limbs because the Islamic State now makes them at home, according to jihadist documents compiled by Aymenn Jawad Al-Tamimi, a fellow at the Middle East Forum.

The Islamic State's territory now stretches across hundreds of miles, from the outskirts of Aleppo in Syria into central Iraq, where it shares a volatile border with the Kurds in the north and approaches Baghdad in the south. Much of that area is sparsely populated desert, but the group has millions of people under its charge, as well as archaeological sites, a hydroelectric dam and oil fields that help finance its operations.

The Islamic State differs from jihadist groups like Al Qaeda in its drive to establish a Sunni Muslim state governed by an extreme version of Islam.

Its method of seizing territory seeks to lay the groundwork for this by prompting a "geographic cleansing," according to Hassan Abu Hanieh, a Jordanian expert on Islamist groups. Enemies, like government soldiers, the police and those who do not fit in, such as minorities or elites, flee or are killed. Those remaining are mostly Sunni Arabs who try to continue their lives with little disruption.

The Islamic State works to co-opt them through the "management of chaos," providing services otherwise lacking in wartime, Mr. Abu Hanieh said.

"People may not be with the organization's ideology, but the group has been able to give some stability, punish thieves and put in place a legal system," he said. "In general, the normal people want no more than that."

Many residents have become dependent on the Islamic State's services, Mr. Tamimi said.

"The end effect of this is that the Islamic State entrenches itself and becomes very difficult to get rid of," he said. "Are you going to bomb the schools in the towns they run and deny the people access to any education whatsoever?"

To enhance their staying power, the jihadists have focused on children, re-vamping school curriculums and indoctrinating teachers.

Islamic State propaganda videos released online often show children planting bombs to kill Iraqi security forces,

**"People may not be with the organization's ideology, but the group has been able to give some stability."**

cheering for Islamic State convoys and watching executions. One recent video showed young boys in black masks learning to fight, do an army crawl and carry out ambushes with automatic weapons.

"The biggest threat we have is that the children have a new curriculum that is very extremist," said a Kurdish security official who monitors the Islamic State from northern Iraq. "This is a ticking time bomb for the future."

That worries parents in ISIS areas. One former real estate agent said that even though he hated the jihadists, he had managed to survive the changes in Raqqa. He tore the stereo out of his car so the jihadists could not accuse him of listening to forbidden music, but he still does so at home, quietly. He buys cigarettes from smugglers who sell only to people they know, since jihadists punish smoking as a crime. "This is like heroin for them," he said, enjoying a pack dur-

ing a recent trip to Turkey.

He does not criticize the jihadists at home for fear that his 8-year-old son will repeat what he says in public, endangering the family. But his son hears things elsewhere, he said, "and now sometimes I hear him defending ISIS."

Some adults said living under the Islamic State had changed their views.

"If you had asked me before the revolution, I would have said I wanted to be the richest person, with houses and cars," another Raqqa resident said. "But after we sat with their religious teachers, we changed our way of thinking."

He was considering whether to join the group, he said, and knew he would marry and raise his children in Raqqa so they could learn "the true religion."

The dynamics of Islamic State rule differ from place to place. In Mosul, food is plentiful, but the jihadists restrict people who try to leave the city, making relatives vouch for them and arresting the family members if the travelers do not return.

Life is easier in Raqqa, where residents regularly cross the Turkish border, returning with goods and cash

earned outside. Locals suffer more around Deir al-Zour, where the Islamic State fought for nearly a year to subdue local tribes and rebel groups in battles that killed more than 1,000 people.

Bad blood from the fighting persists, and Islamic State fighters are still ambushed regularly, activists said. The Islamic State has responded with public executions and heavy taxes on harvests, phone lines, water and electricity.

"Their policy is to make people hungry while they pay their fighters so that becoming one of them is the only way to live and eat," one activist said.

Another activist, with the group DeirEzzor24, said one of his cousins had joined the Islamic State, earning \$100 per month, plus \$100 for his parents and \$40 each for his siblings, a strategy aimed at winning over the whole family.

In an audio message released last month, the leader of the Islamic State, Abu Bakr al-Baghdadi, renewed his call for Muslims to join the state. He said those outside it were "homeless" and "humiliated," while Islamic State resi-

dents lived "with might and honor, secure by God's bounty alone."

Residents of Islamic State areas did not describe easy lives, but some wanted the jihadists to stay, reflecting the deep political failures in their countries.

Many now living under the Islamic State in Syria suffered under both President Bashar al-Assad and the rebel groups who chased out his forces, leaving them with no alternative to the jihadists.

And many Sunnis in Iraq trust the Islamic State more than the Shiite-led government in Baghdad and the militias it has used to fight the jihadists.

"Now there is more security and freedom, no arrests, no harassment, no concrete barriers and no checkpoints where we used to spend hours to get into the city," said Mohamed Al-Dulaimi of the jihadist-controlled city of Falluja.

"What will happen if the militias enter Falluja?" he said. "We will take our guns and fight them, not because we are ISIS, but because the militias will kill us all."

International New York Times JUNE 17, 2015

## Kurd forces and rebels push ISIS out of Syria town

ISTANBUL

BY BEN HUBBARD

Kurdish militias and rebel fighters took full control of a strategic Syrian town on Turkey's border on Tuesday, striking a blow against the jihadists of the Islamic State and expanding their realm of control.

Kurdish commanders and activists said the opposition forces had seized most of Tal Abyad the night before following an ISIS withdrawal.

A Kurdish commander, Haqi Kobane, told The Associated Press that opposition forces were clearing booby traps and mines throughout the town, which the Islamic State had controlled for more than a year and used to smuggle in fighters and supplies bound for their stronghold in the city of Raqqa.

The coalition of Kurds and Arabs who seized Tal Abyad celebrated their victory by tearing down the jihadists' black flags and replacing them with their own, while expressing hopes that they could use the border crossing with Turkey to supply their communities.

But that appeared unlikely, with Turkish officials expressing dismay that a

force dominated by a Kurdish militia from the Democratic Union Party, or P.Y.D., had taken the town. The group is an offshoot of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has waged a 30-year insurgency against the Turkish state.

While particularly sensitive to the P.K.K., Turkey's leaders have long seen any advance by Kurdish forces in Syria as a threat to their national security and characterized those fighters as no better than the Islamic State, also known as ISIS, ISIL or Daesh, an Arabic acronym.

"Daesh attacks and kills those it captures. Kurdish militias seize certain regions and force people living there to migrate," said Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, in comments to the state broadcaster TRT on Tuesday. "It doesn't matter who comes — the regime, Daesh, the P.Y.D. — they are all persecuting civilians."

The advance of opposition forces toward the town last week, facilitated by heavy bombing of ISIS targets by a United States-led military coalition, sent a new wave of refugees flooding toward Turkey, which opened its border gate on Sunday, letting several thousands of them cross.

The United Nations refugee agency said on Tuesday that fighting in the area had pushed more than 23,000 new refugees into Turkey since June 3, adding to the nearly two million Syrian refugees already in Turkey.

The new refugee flow has led to accusations by Turkish officials and rebels elsewhere in Syria that Kurdish militias were forcibly displacing Arab civilians, though no clear evidence of ethnic cleansing has come to light. The United Nations said that the refugees were fleeing fighting in the area, and that some of



Fighters from the Free Syrian Army's Al-Tahrir Brigade and Kurdish People's Protection Units (YPG) fighters gesture while posing on the Syrian-Turkish border Tel Abyad of Raqqa governorate after they said they took control of the area June 15, 2015.

them had come from Iraq.

It remained unclear how many ISIS fighters had been killed in the battle, and the fact that the jihadists had apparently not used car bombs — their weapons of choice — to defend the town suggested they had not put up much of a fight.

The Syrian Observatory for Human Rights, a monitoring group based in Britain, said that at least 40 ISIS fighters had been killed in coalition airstrikes on their convoys as they fled the area.

Ceylan Yeginsu and Karam Shoumali contributed reporting.

# Reportage dans Tall al-Abyad, libérée du joug de Daech

SAMUEL FOREY @SamForey  
ENVOYÉ SPÉCIAL À TALL AL-ABYAD (SYRIE)

**PROCHE-ORIENT** Autour de Tall al-Abyad ne montent pas des colonnes de fumées noires, comme dans le reste de la province. Les fumées ne sont pas le résultat de bombardements ou de pillages. Ce sont les paysans qui pratiquent le brûlis. Malgré la révolution, la rébellion armée, la guerre civile, les conquêtes de l'État islamique, les reconquêtes des Kurdes, les frappes aériennes, les paysans, qu'ils soient kurdes ou arabes, continuent de semer, de moissonner, de brûler. Il y a des champs à perte de vue, constellés de petits villages d'une dizaine de maisons, jamais beaucoup plus, figés dans une immobilité qui semble échapper à l'espace et au temps même.

Tall al-Abyad s'annonce. De loin, et quelques châteaux d'eau qui dépassent sont les seuls témoins de la relative importance de la ville. Quelle ville ? Le drapeau turc semble flotter en plein milieu. Il se trouve bien en Turquie, dans la ville d'Akçakale, sœur siamoise de Tall al-Abyad, coupée en deux par la frontière. Le côté arabe semble encore évoluer entre deux eaux. Conquête mais pas contrôlée, cette partie est surtout vide – en quelques jours, quelque 20 000 personnes ont fui les combats. Les familles arabes, celles qui sont restées et celles qui sont revenues, se tiennent à l'abri dans les cours de leurs maisons. Les combattants kurdes syriens, les YPG (Unités de protection du peuple), tiennent quelques points clés, l'air encore étonnés d'avoir pris le poste-frontière nord de l'État islamique aussi rapidement. Les membres des factions de l'Armée syrienne libre, qui ont participé à la prise de la ville, sont déjà repartis au sud. Les deux groupes, réunis sous un commandement commun, appelé « Volcan de l'Euphrate », ont repris Tall al-Abyad des mains des djihadistes de l'État islamique. Ils ont fait de cette victoire un symbole de leur bonne entente.

La ville a été épargnée par les combats les plus violents. La marque de l'État islamique se retrouve partout. Elle est parfois discrète, comme à l'entrée de l'hôpital où les tarifs de consultations sont annoncés avec l'estampille du drapeau noir des djihadistes : compter 250 livres syriennes – 1 euro – pour une visite de routine. L'accouchement « normal » coûtait 20 euros, et par césarienne, 80. Plus rien de tout cela n'est possible aujourd'hui : l'hôpital, déjà largement pillé par les forces armées syriennes à leur départ en septembre 2012,

Les habitants commencent à se réinstaller dans la ville syrienne reprise à Daech par les forces kurdes en début de semaine.



Des combattants kurdes déploient le drapeau de l'YPG après la libération de Tall al-Abyad mercredi. GABRIELE MICALIZZI/CESURA

a été vidé par les djihadistes à l'approche des forces du Volcan de l'Euphrate.

C'est bien au poste-frontière que demeure la marque la plus imposante du califat autoproclamé : leur symbole, la profession de foi musulmane affichée sur un fond noir, a été peint, immense, au fronton de l'entrée de Tall al-Abyad. Le noir est si profond qu'il semble absorber la lumière du couchant. En dessous, les nouveaux maîtres des lieux, les

**« On a changé de tactique. On a essayé d'avancer le plus vite possible pour empêcher les djihadistes de poser des mines »**

CAN FODA, UN COMMANDANT YPG

combattants kurdes, ont affiché un bien timide drapeau des YPG.

Cette volonté d'imprimer leur présence, dès l'entrée de leur « État », confirme le rôle de premier ordre de Tall al-Abyad – et le lourd revers que les djihadistes ont subi. C'était la frontière nord de l'État islamique, le point de passage de tous les trafics, d'armes, d'essence, d'antiquités, ainsi que celui emprunté par les combattants étrangers rejoignant l'organisation dans sa « capitale » syrienne, Raqqa, à 100 kilomètres au sud.

Certains habitants ne semblent pas en garder un mauvais souvenir. « Ça allait,

Dans le chaos actuel, ça allait. Il y avait des règles strictes, mais ils étaient honnêtes, et ceux qui commettaient des abus de pouvoir étaient parfois sévèrement punis », se rappelle un vieil Arabe qui ne veut pas révéler son nom. Il revient tout juste de Turquie. Il s'était joint aux réfugiés. Certaines organisations syriennes avaient accusé les milices du YPG de procéder à un nettoyage ethnique au profit des Kurdes. Mais la plupart de ces derniers étaient partis depuis 2013, notamment sous la pression le Front al-Nosra, un groupe qui s'est depuis rallié à al-Qaïda, selon le témoignage de certaines familles.

Pour le vieil Arabe, c'est plus simple : « On a fui parce qu'on avait peur des bombardements aériens. On sait ce qui est arrivé à Kobané », explique-t-il, en faisant allusion aux destructions de la ville kurde, dont plus de la moitié a été rasée après quatre mois de combats. Les familles reviennent maintenant peu à peu. De 600 à 700 personnes seraient passées le 16 juin, selon un combattant kurde posté à la frontière. Pour l'instant, sa préoccupation, c'est le début du ramadan. Depuis 5 heures du matin, les habitants de la ville font la queue devant la seule boulangerie de la ville encore en état de marche. Il manque de tout, à Tall al-Abyad. Il n'y a pas d'eau courante, pas d'électricité. Les magasins ne sont pas encore réapprovisionnés. « Les

Kurdès vont devoir faire leurs preuves », dit un habitant, encore méfiant.

La bataille s'est jouée quelques jours plus tôt, à l'est, dans le bourg de Suluk, conquis le 13 juin après une semaine de durs combats. Une fois Suluk pris, les djihadistes ont fait sauter les ponts sur la Jallab, la rivière qui sépare l'ouest et l'est des provinces de Kobané. « Ça a ralenti notre avance, mais au lieu de résister, ils ont fui, vers la Turquie et Ra-

qqa », explique Can Foda, un commandant YPG. « On a changé de tactique, cette fois-ci. On a essayé d'avancer le plus vite possible pour empêcher les djihadistes de poser des mines », explique le commandant.

Des groupes de Doshka, ces pick-up surmontés de mitrailleuses lourdes, des fantassins et, surtout des frappes aériennes, ont éliminé les poches de résistance : la collaboration entre les diffé-

rents acteurs, étreinte lors de la bataille de Kobané d'octobre 2014 à janvier dernier, semble désormais rodée. Les djihadistes se sont évanouis dans la nuit de ce lundi à mardi, préférant abandonner une ville qui semblait déjà perdue. Mais les combattants kurdes n'ont pas fini la campagne : dans certains villages alentours, le drapeau noir flotte encore. Il faudra tous les vérifier, un par un. ■

la Croix

mercredi 24 juin 2015

## Les Kurdes iraniens, laissés-pour-compte du rêve kurde

Alors que leurs frères syriens multiplient les victoires, ils sont victimes de la répression du régime iranien.

### KURDISTAN IRAKIEN

De notre correspondante

« Nous sommes les seuls Kurdes à n'avoir pas pu célébrer les victoires. » Alors que ses frères syriens multiplient les conquêtes contre Daech (acronyme arabe pour État islamique), Amr Hossami se lamente. Comme 10 millions d'autres Kurdes, il est aussi iranien. « Les manifestations de soutien qu'on avait organisées en novembre dernier à Sanandaj ont donné lieu à des arrestations, on ne peut pas prendre ce risque à nouveau », justifie-t-il.

Réfugié au Kurdistan irakien, Amr est membre du Komala, parti d'opposition kurde iranien installé depuis 1984 de ce côté de la frontière pour fuir la répression de Téhéran. Répartis entre la région frontalière avec l'Irak et la Turquie à l'ouest et la frontière turkmène à l'est, les Kurdes iraniens, soit 13 % de la population totale du pays, mènent un combat pour la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels depuis les années 1920.

Leur lutte fut autrefois parmi les plus virulentes, allant notamment jusqu'à obtenir en 1946 le premier gouvernement kurde indépendant : la République de Mahabad, expérience qui ne dura qu'un an. La répression, particulièrement sévère dans les années 1980, se poursuit aujourd'hui avec plusieurs exécutions d'opposants kurdes par an.

Il ne reste que trois partis d'opposition – le PDKI, Parti démocratique du Kurdistan iranien, le Komala, parti kurde communiste, et le PJAK, Parti pour une vie libre au Kurdistan, branche iranienne du PKK (Parti des travailleurs

kurdes) –, tous réfugiés au Kurdistan irakien, et dont l'influence réelle dans les zones kurdes iraniennes est difficile à évaluer. « L'opposition kurde iranienne est particulièrement divisée,

explique le lieutenant-colonel kurde Dilshad. Téhéran s'est assuré qu'aucun leader charismatique n'émerge. »

De fait, les principaux chefs ont tous été assassinés, dont le plus célèbre reste Abdul Rahman Ghassemlou, leader historique du PDKI tué en 1988 sur la table des négociations à Vienne. Aujourd'hui, le peu d'avancées dans la reconnaissance des droits kurdes en Iran contraste avec les acquis et la reconnaissance internationale dont bénéficient les minorités kurdes des autres pays de la région.

« Nous sommes les seuls kurdes oubliés de la communauté internationale, dénonce Mohammed Ghaderi du PDKI. Notre calamité réside dans le fait que l'Occident, les Kurdes irakiens et l'Irak ont aujourd'hui le même ennemi : Daech. Nous nous battons contre l'extrémisme religieux, qu'il soit à Mossoul ou à Téhéran. »

Le soutien de l'Irak auprès des Kurdes irakiens a par ailleurs rendu la présence des opposants iraniens sur leur territoire particu-

lièrement sensible. À la différence des autres kurdes, les Iraniens ne peuvent donc pas profiter de leur engagement contre Daech pour promouvoir leur cause. « Nous avons essayé de participer au front en envoyant nos combattants à Kirkouk, raconte Amr du Komala. Mais le gouvernement kurde irakien nous l'a interdit, signe de l'étendue de l'influence iranienne. »

À tel point qu'en décembre dernier, le président kurde Massoud Barzani s'est vu contraint d'accueillir en visite officielle Mohammad Jafari, l'un des supposés assassins de Ghassemlou, constituant un véritable affront pour la communauté kurde iranienne.

Malgré ce climat délétère, certains opposants du PJAK ont néanmoins mis en place une nouvelle vitrine politique, la Kodar, destinée à négocier avec le régime de Téhéran. Mais cette initiative ne fait pas l'unanimité. « Tant que l'Irak sera en telle position de force, conclut tristement Amr, toute tentative de négociation restera vaine. »

AGNÈS RICHIERI



# Erdogan sees threat from Kurdish gains in Syria

Turkish President Recep Tayyip Erdogan gives priority to battle Kurdish "terror organizations" over the Islamic State

Week in Review / June 21, 2015  
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan is reportedly angered by the victory June 15 of Syrian Kurdish and rebel fighters over Islamic State (IS) forces in Tell Abyad, a Syrian town close to the Turkish border.

The influx of more than 23,000 Syrian refugees to Turkey as a result of the latest fighting brings the total number to nearly 1.8 million, the most Syrians hosted in any country, according to the United Nations High Commissioner for Refugees.

Fehim Tastekin wrote June 14, "Erdogan's anger with the operation to oust IS from the region became evident when he said on June 11, 'The West, which is hitting Arabs and Turkmens of Tell Abyad from the air, is sadly settling the PYD [Democratic Union Party] and PKK [Kurdistan Workers Party] terror organizations in their places.'"

While it may be baffling to most observers to understand how anyone could consider the defeat of IS by non-government, non-Islamist Syrian forces a bad thing, the Turkish president's responses are actually more consistent than not, as readers of this column know well. Erdogan had similar reactions during IS' siege of Kobani last year. His Syria and Kurdish policies have contributed to the declining fortunes of his Justice and Development Party (AKP), which lost more than 50 seats in the parliamentary elections June 7, as analyzed here last week.

Tastekin continued, "Erdogan claimed Kurds are being settled in areas abandoned by Arabs and Turkmens during the aerial bombing by the Western coalition. In September and October 2014, when IS was besieging Kobani, Erdogan's declaration — sounding like he was delivering good news — that 'Kobani is about to fall' infuriated Kurds. This may help explain his total loss of Kurdish regions in the June 7 elections. Now the question being asked is why Erdogan seems to be so concerned about the possible IS loss of Tell Abyad?"

Tastekin also points out that US President Barack Obama said June 8 that Turkey could be doing more to crack down on foreign fighters entering Syria. Obama said, "The other area where we've got to make a lot more progress is on stemming the flow of foreign fighters. Now, you'll recall that I hosted a U.N. General Security Council meeting specifically on this issue, and we've made some progress, but not enough. We are still seeing thousands of foreign fighters flowing into, first, Syria, and then, oftentimes, ultimately into Iraq.

"And not all of that is preventable, but a lot of it is preventable — if we've got better cooperation, better coordination, better intelligence, if we are monitoring what's happening at the Turkish-Syria border more effectively. This is an area where we've been seeking deeper cooperation with Turkish authorities who recognize it's a problem but haven't fully ramped up the capacity they need. And this is something that I think we got to spend a lot of time on.

"If we can cut off some of that foreign fighter flow then we're able to isolate and wear out [IS] forces that are already there. Because we're taking a lot of them off the battlefield, but if they're being replenished, then it doesn't solve the problem over the long term."

In an exclusive video obtained by Al-Monitor, an IS fighter captured by Syrian forces detailed, through his personal recruitment story, the often porous border between Turkey and Syria.

Amberin Zaman reports that prisoner and Turkish citizen Huseyin Mustafa Peri stated that the way into Syria "was an easy affair: 'Ibrahim Osama had given me a number. ... I was told to go to [the southern border province of] Gaziantep.' Once in Gaziantep, Peri was taken in turn by taxi and minibus to the Syrian border. 'I was with three or four Indonesians and three Uighurs,' he recalls. 'The smuggler told us to run fast. ... I saw no soldiers. ... I just ran for 50 meters [164 feet] and encountered no problem.'"



Syrian refugees from Tell Abyad (foreground) line up at the border crossing as others wait behind the fences to cross into Turkey at the Akcakale border gate in Sanliurfa province, Turkey, June 14, 2015. (photo by REUTERS/Kadir Celikcan)

The toll of Erdogan's divisive policies, on both Turkey's international standing and the AKP's declining support within the country, has not escaped the attention of one of the founding members of the AKP, Turkey's former President Abdullah Gul.

A recent book by Ahmet Sever, the former spokesman for Gul, has revealed the former president's disagreements with Erdogan and may foreshadow Gul's return to politics.

Cengiz Candar reports that one story from the book that "made a 'bombshell blast' within AKP ranks is Gul's disclosure of his intent to re-engage in active politics in order to correct what he sees as fatal mistakes. About a year ago, he expressed an extreme discomfort about the way the AKP government was handling Turkey's mounting problems."

Semih Idiz writes that Gul's potential return to politics could help address several of Turkey's issues: "Many Turks who do not support the AKP would be more at ease with an AKP-led coalition headed by Gul, given his position on democracy, which contrasts sharply with Erdogan's. Gul is also keen on Turkey's bid for membership in the European Union. His supporters argue that he would return Turkey to its traditional foreign policy and abandon those that have left the country isolated and with little say over regional issues."

## IS SETS FIRES IN KOBANI

IS may have lost control of Kobani to Syrian Kurdish forces, but it continues to terrorize the town's citizens.

Massoud Hamed reports from Kobani, "Massive fires broke out in early June in the agricultural areas of this Kurdish-majority city, affecting wheat and barley crops and fruit trees. [IS] used heavy weaponry to target these areas following its late January defeat in Kobani at the hands of Kurdish forces and the international coalition."

Hamed continues, "The city of Kobani, which comprises an area of about 2,700 square kilometers (1,042 square miles), continues to face the problem of crop fires, which frightens the city's residents and prevents them from returning. It has even led to a reverse migration from the city, especially since the residents depend on agriculture for their livelihoods, particularly wheat, barley and cotton. About 4,000 acres have been burned since the beginning of 2015, which causes severe hardship to the area's residents who depend on agriculture for survival." ♦

# Kurdish gains over militants at Syrian border spur warnings from Turkey

BY LAURA KING  
REPORTING FROM AKCAKALE, TURKEY  
JUNE 23, 2015  
<http://www.latimes.com>

Through a haze of dust obscuring the frontier, the flags of victorious Kurdish fighters and their allies fly over the Syrian border town of Tal Abyad, newly wrested from Islamic State militants.

But amid the rejoicing that erupted in the Kurdish heartlands of Syria, Turkey and Iraq over the capture of this strategic prize last week, there is foreboding over the prospect of a backlash from Turkish leaders, who have made plain their consternation over a lengthening corridor of Kurdish-controlled territory on Turkey's doorstep.

As the world's largest stateless population by some calculations, Kurds have seen their aspirations for autonomy boosted by the chaos enveloping Iraq and Syria. In Turkey, many among the large Kurdish minority — about 20% of the population — are feeling empowered by the historic entry of a pro-Kurdish party into parliament after elections this month.

Some Kurdish leaders, however, sought to damp pan-Kurdish nationalist sentiment arising from the military success in Tal Abyad, as they did five months ago when U.S.-backed Kurdish fighters prevailed against Islamic State in the Syrian border town of Kobani, 40 miles to the northwest.

"This victory was for all the region, not just for the Kurds," said Idris Naasan, the vice minister for foreign affairs in Kobani's Kurdish regional administration, speaking of Tal Abyad. "We want an area for all Syrians where they can be equal. We are part of Syria."

But Kurdish brethren elsewhere could not contain a sense of nationalist pride and soli-

darity.

"Achievement in any part of Kurdistan is a success for our entire nation," said Ari Mamshae, a senior civil servant in the government of Iraqi Kurdistan. "We are just gaining back those territories which have always been ours, and where our people still live."

The victory comes at a cost, however. The battle for Tal Abyad widened the rift between NATO ally Turkey and the American-led coalition confronting Islamic State. Turkish President Recep Tayyip Erdogan was openly critical of coalition airstrikes that paved the way for the Kurds' and allied Syrian rebels' success, saying the town's capture "could lead to the creation of a structure that threatens our borders."

The main Kurdish fighting force in the area is linked to the Kurdistan Workers Party, or PKK, which fought a decades-long insurgency against the Turkish state. Turkey considers the PKK a terrorist group and a greater security threat than Islamic State, which had used Tal Abyad as an important transit hub for fighters, supplies and black-market oil.

Even before the town fell, Turkish leaders expressed alarm over what they described as Kurdish ambitions to drive out ethnic Arabs and Turkmens living in Kurdish-administered areas. Deputy Prime Minister Bulent Arinc accused Kurdish militias, with the aid of coalition airstrikes, of carrying out ethnic cleansing in Tal Abyad — a charge the fighters adamantly denied.

Turkey has also accused the West of failing to help it cope with the flood of refugees fleeing Syria — 23,000 in June alone, according to the United Nations, adding to the nearly 2 million already sheltering in Turkey. The fight for Tal Abyad brought wrenching scenes of frightened refugees breaking



*A fighter with the Kurdish People's Protection Units near a checkpoint on the outskirts of Kobani, Syria. Kurdish fighters and their allies have also wrested Tal Abyad, another Syrian border town, from Islamic State militants. (Ahmet Sik / Getty Images)*

through the border fence near Akcakale, its twin on the Turkish side of the frontier.

"You can't imagine what we suffered," said Mohammed Basneh, who shepherded his family of 10 across the border. They slept in the open for two nights before seizing the opportunity to rush through a gap in the fence, suffering cuts and bruises in the crush of the crowd.

Some Islamic State fighters entered Turkey amid the melee, refugees said. Turkish authorities reported the arrests of a handful of fighters after the town fell, but local people said others remained at large in the area. "You really should keep her out of sight," a barber in Akcakale's small commercial center murmured to a driver accompanying a foreign visitor.

Tal Abyad lies between two Kurdish-administered "cantons," or districts, Kobani and Cezire, and fighters called its capture a breakthrough because it opens a supply route between the two areas. But that bridging effect fueled Turkish fears of Kurdish expansionism, with Arinc, the deputy prime minister, warning of a plot "to bring together the cantons."

The town is only 50 miles north of Raqqa, the capital of Islamic State's self-declared caliphate, and the emboldened Kurdish fighters and their allies said they would continue pushing south.

"We will keep fighting the Islamic State wherever we find them," said Shervan Derwish, a spokesman for the umbrella group Euphrates Volcano, which includes Kurdish militias and elements of the rebel Free Syrian Army. "Our goal now is to push them as far away as possible from the



*A destroyed tank serves as a playground south of Kobani, Syria. U.S.-backed Kurdish fighters prevailed against Islamic State militants in Kobani in January. (Sedat Suna / European Pressphoto Agency)*



"areas we control."

Although Derwish said that all refugees were welcome to return and that the militias would soon hand over control to a civil administration, some ethnic Arabs said they felt intimidated by the presence of Kurdish fighters.

Ibrahim Batawi, a 24-year-old student who fled a village outside Tal Abyad this month, said neighbors told him that Kurdish militiamen had taken over his home. Even as hundreds of refugees began making the trek back into Syria, he said he did not feel safe returning.

"I think some of those people who are going home now will be back," he said.

The capture of Tal Abyad coincides with a highly fraught moment in Turkish politics. The ruling Justice and Development Party, or AKP, lost its longtime parliamentary majority in this month's elections and is expected to try to form a coalition government with one of the smaller parties. Most



*Fighters of the Kurdish People's Protection Units (YPG) stand with children near a sign in Tel Abyad town, Raqqqa governorate, June 16, 2015. REUTERS/Rodi Said*

observers believe that the likeliest alliance would be with a hard-line nationalist party that has been bitterly opposed to any enhancement of Kurdish rights.

Another potential scenario would involve new elections, in which the AKP would make an all-out effort to claw back votes from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, or HDP, potentially shutting it out of parliament again. Many believe that if that happened, more radical Kurdish elements would paint such a reversal as a sign that armed struggle was the only path.

Mamshae, the Iraqi Kurdish civil servant, said whatever the fallout, the military success in Tal Abyad had advanced his people's overall cause.

"The time has ended where you could play politics in the Middle East without taking the Kurds into consideration," he said. "We are now one of the key pillars of the Middle East, and no Middle Eastern policy can succeed without including us." ♦

*Special correspondents Nabih Bulos in Beirut and Glen Johnson in Gaziantep, Turkey, contributed to this report.*

*Copyright © 2015, Los Angeles Times*

**INDEPENDENT**

June 25, 2015

# Isis re-enters Kobani: Fighting between militants and Kurds restarts in key Syrian border city

Adam Withnall — 25 June 2015  
www.independent.co.uk

An official from the YPG militia told the Kurdish media network Rudaw that two more car bomb attacks had been carried out, and that "groups of Isis fighters are driving around Kobani's alleys and streets killing civilians".

Hospital officials, confirming the return to violence, said that at least 12 people had been killed and around 70 wounded in the bomb attack and ensuing fighting.

An official from the YPG militia told the Kurdish media network Rudaw that two more car bomb attacks had been carried out, and that "groups of Isis fighters are driving around Kobani's alleys and streets killing civilians".

Hospital officials, confirming the return to violence, said that at least 12 people had been killed and around 70 wounded in the bomb attack and ensuing fighting.

Two other attacks were launched at roughly the same time as the Kobani offensive, one in the northern city of Hassakeh,

where militants were set to have captured some districts from the YPG.

Syrian state TV said Isis fighters captured and then killed several people in Hassakeh, including the head of a military barracks. It said Isis had itself sustained "many" casualties, including the commander of the attackers, who it claimed was a foreign fighter.

And in southern Syria, Isis engaged the Syrian state forces in a separate attack on city of Deraa.

According to Reuters, heavy fighting in Deraa was followed by army air strikes as forces loyal to President Bashar al-Assad struggled to hold on in the city, which lies close to a key border with Jordan.

The YPG has been making gains in recent weeks and months - most notably when Isis was driven out of the key city of Tal Abyad earlier in June.

And with its Syrian stronghold of Raqqqa under threat, Isis appears to have launched the dual northern attacks as a "diversionary" measure, according to Quilliam's analyst Charlie Winter.



The removal of Isis from Kobani on 26 January made international headlines earlier this year, after a siege that had lasted a number of months. It was then seen as a crucial symbolic victory for both the YPG and the international coalition providing it with air support.

It is almost one year since the anniversary of Isis declaring a caliphate across the territories it controls, and the group has threatened "something big" to mark the holy month of Ramadan.

Dr Natasha Underhill, an expert on terrorism in the Middle East at Nottingham Trent University, said the assault on Kobani was a "warning as to the strength of Isis" despite recent reports of its losses.

"The two-pronged approach used by the group in the re-taking of parts of Kobani show that this group is functioning more like an army than a terrorist organisation," she said.

"This is one of the most dangerous features of their attacking strategy, made all the more worrisome as many of those higher level militants were trained by the US in terms of tactics and weapons training." ■

# Pro-Kurdish party says Kobani 'massacre' reflects Turkey support for Islamic State

ANKARA / June 25, 2015 / Reuters /www.reuters.com

**TURKEY'S PRO-KURDISH party described an Islamic State attack on the Syrian border town of Kobani as a massacre and blamed it on Turkish state support for the militants, comments that will fuel tension in Ankara amid attempts to form a government.**

Islamic State fighters launched simultaneous attacks against the Syrian government and Kurdish militia overnight, with at least one car bomb in an area near the border crossing with Turkey. Hospital officials said at least 15 people were killed and 70 wounded.

"The Turkish government has supported ISIL for years. Today's massacre is a part of this support," said Figen Yuksekdag, the co-leader of the Peoples' Democratic Party (HDP), referring to Islamic State.

The pro-Kurdish HDP entered parliament for the first time after clearing a 10 percent threshold in the June 7 elections.

Its success helped to deprive the governing AK Party founded by President Tayyip Erdogan of a majority for the first time in over a decade. The AKP now needs to find a coalition partner.

Erdogan, who has accused the HDP of links with Kurdish militants, angrily rejected the charges, accusing the party of being manipulated by "international lobbies" and Syrian President Bashar Assad's government.

"No one has the right to portray Turkey as being on the same line as terrorism," Erdogan told a business group at a Ramadan-fast-breaking dinner, according to CNN Turk news channel.

"After these reprehensible attacks, we see that circles close to the separatist organization, in other words, the political party, have undertaken a slanderous defamation campaign that knows no principles, morality nor bounds that targets our nation," he said, referring to the HDP.

Turkey, a Sunni Muslim nation with a secular constitution, is a member of the U.S.-led coalition against Islamic State, although its partners have



Syrian Kurds from Kobani wait behind the border fences to cross into Turkey as they are pictured from the Turkish border town of Suruc in Sanliurfa province, Turkey, June 25, 2015. Reuters

urged it to do more.

Yuksekdag told reporters there was a "high probability" that the attackers on Thursday had entered Kobani from Turkey. Ankara has denied such allegations and said the attack was staged from Jarablus, to the west of Kobani.

"The remarks of Turkish politicians are null and void for us. It is up to the Turkish government to prove it does not support ISIL," she added. ●

(Reporting by Gulsen Solaker and Ayla Jean Yackley; Writing by Daren Butler; Editing by David Dolan, Dominic Evans, Toni Reinhold)



JUNE 27, 2015

# Erdoğan declares Turkey will not allow a Kurdish state in Syria

**Turkish President Recep Tayyip Erdoğan said Friday night that Turkey will not allow the establishment of an independent Kurdish state in northern Syria.**

27 June 2015 / Istanbul  
BGNNews.com

During a fast-breaking dinner hosted by Turkish Red Crescent (Kızılay) on Friday, President Recep Tayyip Erdoğan has once again voiced Turkey's concerns of a Kurdish autonomous region being formed in the void left by Islamic of Iraq and the Levant (ISIL) in the region.

"We will never allow the establishment of a state in northern Syria," said Erdoğan, "We will continue to fight towards that end no matter what it costs."

"They want to change the demographic

structure of the region, we will not turn a blind eye to this," he added. Turkey has frequently expressed concern over the dominance of the US-backed Kurdish People's Protection Units (YPG) in northern Syria. It accuses the Kurdish militia of deliberately attempting ethnic cleansing of the area in a bid to change the demographic balance of the region in favor of the Kurds. Turkey is uncomfortable with the gains made by Kurdish militia in Syria, fearing it could inflame separatist sentiment among its own Kurdish population.

Erdoğan voiced concerns about the YPG dominance in the region before, pointing out that Kurds were taking over areas from which Arabs and Turkmen were being forcibly dis-



placed. A total of 23,349 refugees -- mainly Arabs and Turkmen -- fleeing clashes in Tel Abyad have entered Turkey's Şanlıurfa province through the Akçakale border crossing since June 3rd, Turkish Foreign Ministry spokesman Tanju Bilgiç said at a weekly press briefing Thursday.

Erdoğan also accused the West of backing what he called Kurdish terrorists and said the outcome could eventually threaten Turkey's border.

Backed by air forces from the global anti-ISIL coalition, the YPG has made swift gains and pushed back ISIL after months of heavy fighting in the struggle to defend Kobani -- another contested town on the Turkish-Syrian border. ■



# «EN MOINS D'UNE HEURE, L'ETAT ISLAMIQUE EST PARTI»

Par **HALA KODMANI**  
Envoyée spéciale à Akçakale

Au poste-frontière turc d'Akçakale, les réfugiés qui ont fui la ville syrienne de Tall Abyad racontent la débâcle de l'organisation jihadiste, qui a fui sans combattre devant l'avancée des forces kurdes.

Le poste-frontière est désespérément fermé et désert en ce premier week-end de ramadan. Sous un soleil de plomb, aucun militaire n'est visible devant ou derrière les hautes barrières et les barbelés qui séparent la localité turque d'Akçakale de la ville syrienne de Tall Abyad. Celle-ci se distingue au loin par le drapeau jaune, vert et rouge frappé de l'étoile des forces kurdes flottant depuis une dizaine de jours à la place du drapeau noir de l'Etat islamique. La foule de réfugiés de part et d'autre de la frontière a disparu après que des milliers de Syriens, coincés plusieurs jours dans le couloir de terre aride, ont été autorisés à entrer en Turquie. Plus personne ne peut passer.

## UNE CONQUÊTE EN FORME DE PASSATION DE POUVOIR

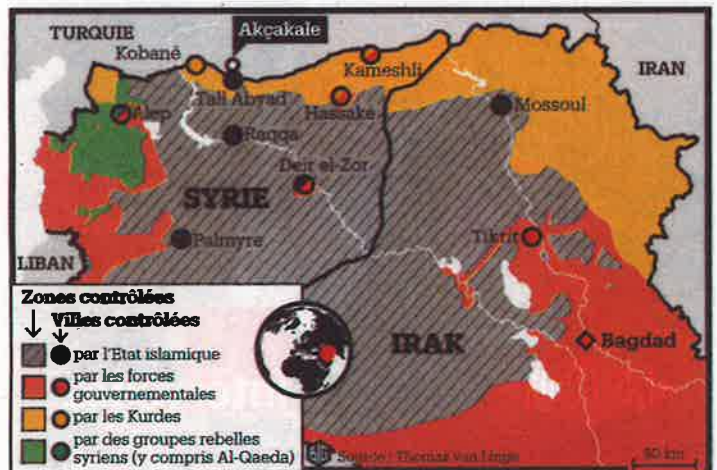
Tout sourire sous son hijab noir, une jeune femme, encore un peu essoufflée, savoure son exploit : elle vient de réussir à tromper la vigilance des garde-frontières turcs, à la faveur d'un changement de garde et à passer les barrières en courant, laissant son mari derrière. Sortie du village d'Aldadat, à majorité turkmène, à quelques kilomètres de Tall Abyad, elle raconte une conquête en forme de passation de pouvoir. «On n'a pas entendu un seul coup de

feu ! En moins d'une heure, les membres de l'Etat islamique sont partis et les Unités de protection du peuple [les milices du PYD, désormais le principal parti kurde syrien proche des rebelles kurdes turcs du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, ndr] sont entrées», raconte la femme, qui décrit une situation apaisée après la prise de contrôle par les forces kurdes et n'a été témoin d'aucun règlement de compte à l'égard des habitants d'une région peuplée en majorité d'Arabes. Elle a toutefois préféré partir «par précaution, parce qu'on dit que les problèmes vont commencer».

Basées sur des informations confuses, toutes sortes de rumeurs circulent au lendemain de la prise par les forces kurdes d'une région et d'une portion de frontière contrôlées depuis janvier 2014 par l'Etat islamique. La méfiance entre Turcs, Kurdes et Syriens sur leurs intentions, leurs ambivalences et leurs ambitions respectives sont les éléments d'une complexe partie de poker menteur. Les autorités turques, relayées par leurs médias et par une partie de l'opposition syrienne installée à Istanbul, ont lancé une campagne accusant les Kurdes de pousser à l'exode les habitants arabes, turk-

mènes ou arméniens des localités conquises. Les dizaines de familles abritées sous les arbres ou dans des immeubles en construction autour du poste-frontière d'Akçakale prennent des nouvelles par téléphone de leurs parents restés en Syrie. Elles attendent que la situation s'éclaircisse avant de retourner dans leurs villes ou villages. «Nous sommes partis il y a quinze jours dès que la bataille a été déclarée - raconte un père avec trois enfants en bas âge. On ne pouvait savoir d'où viendrait le danger : des combats, des raids de l'aviation de la coalition, des Kurdes qui nous accuseraient d'avoir collaboré avec l'Etat islamique, l'EI qui dynamiterait des bâtiments et des maisons avant de céder le terrain...» Toutes ces menaces se sont concrétisées, mais dans des proportions bien moindres que ce que craignaient ces réfugiés.

**DES JHADISTES OPPORTUNISTES**  
Les affrontements ont été pratiquement



inexistants, confirment la plupart des témoins étonnés par la «débandade» des redoutables hommes en noir. Les raids de la coalition auraient été déterminants pour leur retrait, si rapide qu'ils ont laissé sur place quantité d'équipements et d'armes. Pestant contre son portable déchargé qui l'a empêché de prendre la photo, Abou Fouad éclate de rire en racontant l'image qu'il voulait capter en sortant de Tall Abyad la semaine dernière. Deux hommes de l'Etat islamique face à face en train de raser chacun la longue barbe de l'autre avant de rejoindre la foule des réfugiés fuyant vers la Turquie. «Pendant que le gros des troupes de l'EI se retirait en direction du sud, les plus lâches cherchaient à disparaître pour échapper aux nouveaux maîtres du terrain», raconte Abou Fouad. Tout comme chaque avancée de l'Etat islamique entraîne un flux de volontaires pour rejoindre ses rangs, la défaite provoque des défections parmi les nombreux jihadistes opportunistes, locaux ou étrangers.

## L'ALLIANCE ENTRE UN CHEF ARABE ET LES KURDES

«Des cas de règlements de compte et d'exactions par les forces du PYD conquérantes ont bien eu lieu dans certains villages contre des habitants qui se sont soumis avec zèle à l'ordre»

**REPORTAGE**

# M. Erdogan contrarié par la victoire kurde à Tal Abyad

La ville frontalière a été reprise aux djihadistes par des alliés du PKK

ISTANBUL - correspondante

**L**a reprise totale par les forces kurdes, mardi 16 juin, de la ville frontalière syrienne de Tal Abyad, aux mains de l'organisation de l'Etat islamique (EI) depuis janvier 2014, est un sérieux casse-tête pour la Turquie, qui craint la création à sa porte d'une entité kurde liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

« Les pays occidentaux, qui mènent des bombardements aériens contre les Arabes et les Turkmènes à notre frontière, à Tal Abyad, sont malheureusement en train de remplacer ces populations par les terroristes du PYD [Parti de l'union démocratique, parti kurde syrien, lié au PKK] et du PKK », a estimé lundi le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

## Revers cinglant pour l'EI

« Daech [acronyme arabe de l'EI] tue ses captifs, le PYD-PKK force la population des régions conquises à émigrer », a insisté mardi le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. Plus de 20 000 Syriens, chassés par la violence des combats et des bombardements de l'aviation américaine, ont trouvé refuge ces derniers jours en Turquie. Toutefois, quelques centaines de réfugiés ont commencé dès mercredi à rentrer à Tal Abyad, où les armes se sont tuées.

Les hauts cris du gouvernement islamo-conservateur, évoquant à l'envi le « nettoyage ethnique » des Turkmènes et des Arabes par les forces kurdes dans les envi-

**Ankara  
dénonce à l'envi  
le « nettoyage  
ethnique »  
des Turkmènes  
et des Arabes par  
les forces kurdes**

rons de Tal Abyad, en disent long sur le malaise ressenti à Ankara face à la nouvelle donne militaire dans le nord de la Syrie.

En prenant Tal Abyad, les Forces de protection du peuple (YPG), le bras militaire du PYD, ont renforcé la perspective d'une jonction entre les trois cantons kurdes de Syrie (Afrine, Kobané, Jazira) situés le long de la frontière avec la Turquie. D'ores et déjà, une offensive kurde est en préparation sur la ville de Jarabulus, située à l'ouest de Kobané et tenue par l'EI.

La création d'une zone sous contrôle du PKK à sa porte est une source d'inquiétude pour Ankara, au premier chef parce que ses propres Kurdes pourraient s'en inspirer, ensuite parce que ce territoire jouxtera la région autonome du Kurdistan au nord de l'Irak.

Le gain kurde est un revers cinglant pour l'EI, car la ville frontalière était l'un de ses principaux points de passage pour le transit des armes et des combattants étrangers. Le poste frontière entre Akçakale (la ville turque qui fait face à Tal Abyad de l'autre côté de la frontière) et Tal Abyad n'a jamais été fermé. Les otages turcs

de l'Etat islamique», reconnaît Farook Haji Mustafa, écrivain et politologue kurde de Kobané, qui vit la moitié du temps dans le sud de la Turquie. « Mais parler de nettoyage ethnique comme le font les Turcs et l'opposition syrienne sous leur influence est un non-sens. Aucun mouvement kurde ne peut viser une homogénéité, car elle est impossible le long de la bande frontalière avec la Turquie où villages kurdes, arabes ou turkmènes se succèdent », précise ce militant de la cause kurde tout en étant opposé à l'autonomie. Haji Mustafa tient à rappeler que l'offensive qui a permis de libérer Tall Abyad et sa région a été menée par les forces mixtes du « Volcan de l'Euphrate ». Composé en majorité des Unités de protection du peuple kurde, ce regroupement comprend des petites brigades locales de l'Armée syrienne libre, chassés de leur région par l'EI. Parmi ces dernières, les « Révolutionnaires de Raqqa » sont entrés les premiers dans la ville de Tall Abyad où la population arabe est majoritaire. Abou Issa, leur chef très respecté, avait participé à la bataille de Kobané et avait été blessé, gagnant l'estime et le soutien des Kurdes. Sa brigade, qui compte aujourd'hui près de 1 000 hommes, poursuit l'offensive vers le sud et serait sur le point de prendre Aïn Issa, entre Tall Abyad et Raqqa. Les forces de l'Etat islamique s'apprêteraient à se retirer de la ville. « L'entente entre Abou Issa et les Kurdes est fondée sur la volonté commune de nous débarrasser de l'Etat islamique », estime Haji Mustafa.

## L'INQUIÉTUDE D'ERDOGAN

Il replace l'enjeu de Tall Abyad dans le cadre d'une confrontation entre Turcs et Américains sur les priorités en Syrie. Pour les premiers, le combat essentiel doit viser la chute du régime de Bachar al-Assad, tandis que les Etats-Unis veulent se concentrer d'abord sur l'Etat islamique. « C'est pourquoi ils soutiennent les Kurdes et préfèrent les voir tenir la frontière avec une Turquie trop indulgente avec l'Etat islamique pour des raisons intérieures », dit le militant kurde. L'inquiétude publiquement exprimée par Erdogan lors de la prise de Tall Abyad par les forces kurdes était d'autant plus grande qu'elle est survenue au lendemain des élections qui ont vu l'émergence historique d'une force politique kurde au Parlement turc. Pour Yassine Swehat, directeur de la revue d'études syriennes *Al-Joumhourya*, basée à Istanbul, « la marge de manœuvre d'Erdogan s'est réduite après la défaite de son parti aux élections. D'où une stratégie probable d'inonder les régions kurdes de réfugiés arabes syriens. Sa tentative de retenir le flux de ceux qui fuyaient la région de Tall Abyad vers la Turquie a créé un scandale humanitaire international et il a dû finalement les laisser entrer ». Les autorités d'Ankara pourraient maintenant ouvrir le poste frontière d'Akçakale pour permettre le retour chez eux de nombreux Syriens qui sont prêts à tenter l'aventure. Ils attendent dans la détresse ballottés par les rumeurs sur les Kurdes qui voudront les pourchasser et sur les hommes de l'Etat qui auraient piégé leurs maisons et leurs champs. ◆



Des réfugiés syriens s'apprêtent à rentrer à Tal Abyad, au poste-frontière d'Akçakale, le 17 juin. BULENT KILIC/AFP

du consulat de Mossoul, libérés le 20 septembre 2014 après des tractations entre l'EI et Ankara, y sont passés. C'est le chemin qu'a pris Hayat Boumeddiene, la compagne du tueur de l'Hyper Cacher Amedy Coulibaly, pour rejoindre la Syrie, le 8 janvier. Les hôtels d'Akçakale sont remplis de passeurs et les locaux croient savoir que la ferme agricole d'Etat située entre Akçakale et Ceylanpinar sert de base aux combattants de l'EI.

Les autorités turques nient avoir favorisé l'émergence de l'EI, décrit comme une menace pour elles aussi. Mais, dans leur hâte de voir Bachar Al-Assad quitter le pouvoir, elles ont fermé les yeux sur les passages d'armes et de combattants à la frontière turco-syrienne. Une aide armée substantielle a été apportée par les services turcs, non pas à l'EI, mais au groupe islamiste armé Front Al-Nosra, filiale d'Al-Qaida en Syrie, comme en témoignent les images diffusées récemment par le quotidien *Cumhuriyet*.

Pour avoir fait la lumière sur les livraisons d'armes aux rebelles syriens, son rédacteur en chef, Can Dündar, a été inculpé - à la de-



mande des avocats de M. Erdogan - de « terrorisme », « espionnage », « tentative de renverser le gouvernement ». Il encourt une condamnation à perpétuité, tout comme les quatre procureurs emprisonnés après avoir diligenté une enquête sur des camions remplis d'armes (roquettes, obus de mortier, munitions) qui faisaient route vers la Syrie en janvier 2014 sous escorte des services.

La porosité de la frontière a été déplorée par le président Barack Obama lors du sommet du G7, le

7 juin, en Allemagne, quand il s'est dit convaincu que les dirigeants turcs n'avaient pas fait le nécessaire pour stopper l'afflux des combattants étrangers. Lassés des circonvolutions de l'allié turc, les Américains ne ménagent pas leur soutien aérien aux forces kurdes sur le terrain, un facteur d'irritation supplémentaire pour Ankara.

La nouvelle donne au Parlement turc, où le Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur), qui a perdu sa majorité, devra composer avec l'opposition, risque de contraindre Recep Tayyip Erdogan à mettre la pédale douce sur ses ambitions de fraternité islam-sunnite. Les trois partis d'opposition (CHP social-démocrate, HDP, gauche prokurde, MHP, droite nationaliste) réclament la fin de l'aide aux groupes extrémistes syriens. Le gouvernement de coalition, pour peu qu'il voie le jour bientôt, « ne pourra pas continuer à soutenir des groupes comme l'EI et les autres extrémistes », a rappelé dernièrement Selahattin Demirtas, le coprésident du HDP. ■

MARIE JÉGO

## LE CONTEXTE

### GRANDES MANŒUVRES

La Turquie entre dans la période des grandes manœuvres pour la formation d'un gouvernement de coalition. Le président islam-conservateur Recep Tayyip Erdogan doit confier la semaine prochaine au premier ministre sortant et chef du Parti de la justice et du développement (AKP), Ahmet Davutoglu, la tâche de former un nouveau gouvernement après les législatives du 7 juin.

### COALITION

L'AKP, qui a obtenu 258 des 550 sièges de députés et a été privé de majorité absolue, tentera de trouver des partenaires, mais tous les protagonistes ont posé leurs conditions à une alliance. Le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) a réussi une performance historique avec 80 députés et écarte tout rapprochement avec l'AKP.

# Les Kurdes en quête d'un Kurdistan impossible ?

En Irak, en Syrie ou en Turquie, un peuple émerge de la tourmente au Proche-Orient. Un peuple de près de 40 millions de personnes, mais qui n'a pas de pays. Longtemps considérés comme perturbateurs, les Kurdes sont devenus un élément stabilisateur de la région.

21 juin 2015

Liliane Charrier

<http://information.tv5monde.com>

En Irak, c'est un Kurde, Fouad Massoum, qui est nommé président de la République pour tenter de régler les problèmes entre chiites et sunnites. En Syrie, les combattants kurdes se rangent aux côtés des forces occidentales pour contrer l'avancée du groupe Etat islamique. En Turquie, c'est le jeune parti kurde, l'HDP, qui vient d'entrer au Parlement, contrecarrant la progression du conservatisme islamiste de l'AKP de Recep Tayyip Erdogan. C'est désormais une évidence, les Kurdes sont devenus une composante essentielle de l'avenir du Proche-Orient.

## De l'ombre à la lumière

Et pourtant, voici quelques années encore, ces laissés-pour-compte de l'histoire du XXe siècle suscitaient tantôt la compassion, tantôt la crainte. Beaucoup se souviennent du bateau de réfugiés qui, en février 2001, débarquait un millier de Kurdes sur les côtes varoises en France. Il y a dix ans, la langue kurde était interdite en Turquie. Quant au PKK qui, hier encore, menait une guérilla sanglante contre les Etats réprimant les Kurdes, il figure toujours sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et de nombreux pays du monde. "Mais tous les mouvements de libération n'ont-ils pas été, dans un premier temps, qualifiés de terroristes ?" rappelle Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde, à Paris.

Le fait est que, en quelques années, les figures de la clandestinité et de la lutte armée qu'étaient les Kurdes se sont transformés en éléments rassurants et stabilisateurs au Proche-Orient. De rebelles ou victimes passives sur la scène internationale, sans



Drapeau kurde peint sur un versant rocheux. ©nationalinterest.org

aucune représentation diplomatique autre que l'Institut kurde de Paris, ils sont devenus des acteurs actifs. Depuis près d'un siècle, c'est le rêve d'un Kurdistan indépendant qui permet à ce peuple de maintenir son cap et de poursuivre sa lutte. Un Kurdistan promis en 1920 par un traité de Sévres, jamais appliqué.

## Le Kurdistan indépendant : une utopie ?

Le Kurdistan fut un pays mort-né dès les accords Sykes-Picot de 1916, qui instituèrent officiellement le partage des vestiges de l'empire Ottoman entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. D'emblée, ce peuple de 40 millions de personnes, fort d'une grande richesse historique, était de facto privé de territoire. Cet accord secret recèle les germes du conflit entre les Kurdes

et les Etats - et aussi d'une grande partie des soubresauts actuels du monde arabe. "La réparation de cette injustice ne peut se faire sans la violence," explique Kendal Nezan.

Aujourd'hui, pour l'universitaire et écrivain Ahmet Insel, un Kurdistan indépendant permettrait "la résolution d'un conflit latent né de la revendication d'un peuple dispersé sur plusieurs pays pouvant constituer un pays de taille moyenne de l'Union européenne. Un général saoudien ne disait-il pas que pour la stabilité de la région, il fallait un Kurdistan ?" Un souhait d'autodétermination qui trouve un large écho parmi la population kurde.

Mais la communauté internationale craint de voir éclater la Turquie, l'Irak ou la Syrie en armant le Kurdistan. Une crainte pourtant en décalage avec le changement de contexte et de stratégie des Kurdes, qui mettent en sourdine leurs revendications d'indépendance au profit d'une plus grande autonomie dans chacun des pays où ils sont installés. L'Iran, en revanche reste sourd : à la fois non-perses et non-chiites, les Kurdes y restent doublement ostracisés.

## Quel Kurdistan ?

Cependant une certaine continuité territoriale reste possible entre les Kurdistan irakien, syrien et jordanien. Si les Kurdes d'Irak semblent unifiés, les différentes communautés installées dans les quatre pays (Syrie, Irak, →



Forces de sécurité kurdes contre les combattants du groupe Etat Islamique devant Kirkouk, à 290 km au nord de Bagdad, le 18 avril 2015. ©AP

⇒ Iran, Turquie) ont bien du mal à s'entendre entre elles. Dans un article publié sur le site de *Slate* en novembre 2012, Ariane Bonzon, journaliste spécialiste de la Turquie et du Moyen-Orient souligne que les Kurdes composent « ...un peuple des montagnes et un peuple anciennement nomade, ce qui ne prédispose pas à l'unification. De plus, l'organisation, encore très tribale, oppose souvent les chefs de tribus. »

Rien qu'en Syrie, deux blocs cohabitent, dont un parti traditionnel de gauche, qui n'est pas impliqué dans la lutte armée, et la branche locale du PKK, qui était en dialogue avec le régime, puisque la Syrie a soutenu le PKK contre la Turquie. En Irak se côtoient le modèle laïc et bureaucratique du PKK et celui de Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, plus autoritaire.

"Si Kurdistan il doit y avoir, ce devra être un état fédéral, qui préserve les identités régionales et les sensibilités politiques," affirme Kendal Nezan. Mais les frontières peuvent bouger, comme elles l'ont fait en Europe lors de la chute du rideau de fer.

## CE QUE PEUVENT LES KURDES

- **Fédérer les éléments laïcs et démocratiques** de Syrie, mais aussi chrétiens (Assyriens), et de constituer une zone tampon entre le monde chiite et le monde sunnite. Le fait est que le régime syrien, à partir du moment où il admet qu'il ne peut pas tout contrôler, préfère plutôt voir les Kurdes que l'EI dans la partie du territoire qui lui échappe.
- **Cultiver une société civile pluraliste et égalitaire** où les femmes combattent aux côtés des hommes. La majorité des Kurdes sont sunnites, mais ils ont une vision étonnamment moderne de la société dans une région où la place de la femme régresse sous la double influence de l'intensification des conflits et de la montée de l'extrémisme religieux. Sur 104 maires kurdes en Turquie, la moitié sont des femmes. Sur les 80 députés du HDP élus à Ankara ce 7 juin, 31 sont des femmes.
- **Opposer, en s'alliant avec d'autres pays, un contrepoids aux grandes puissances régionales chiïtes et sunnites**, à commencer par l'Iran et l'Arabie saoudite, et repousser le danger que représente l'Etat islamique. Et ce quitte à inverser les alliances actuelles. Selon **Kendal Nezan**, la Turquie a, dans un premier temps, voulu instrumentaliser l'EI : "Je pense qu'il y a eu une entente tacite entre la Turquie et l'EI contre les Kurdes et contre le régime d'Assad, qui restent la priorité de la Turquie. L'Etat turc ferme les yeux sur les trafics de Daech et laisse passer des millions de réfugiés, et en contrepartie, l'EI ne s'attaque pas au territoire turc."

Les Kurdes ont gagné, peut-être pas tout, mais le processus de leur reconnaissance sur la scène internationale est désormais irré-

versible. "Le XXI<sup>e</sup> siècle, en tout cas la première partie, sera le siècle des Kurdes", conclut Ahmet Insel. ■

Le Monde.fr 27 JUIN 2015

# Ankara veut empêcher la création d'un Etat kurde à ses portes

Le Monde.fr avec AFP  
27 juin 2015

Les forces kurdes en Syrie (YPG) entretiennent des relations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a lancé en 1984 une insurrection armée en Turquie.

La progression des forces kurdes dans le nord de la Syrie attise la colère du président Recep Tayyip Erdogan. « J'en appelle à la communauté internationale. Quel que soit le prix à payer, nous ne permettrons jamais l'établissement d'un nouvel Etat à notre frontière sud, dans le nord de la Syrie », a dit le président islamo-conservateur vendredi soir, lors d'un dîner de rupture du jeûne de ramadan.

L'homme fort de Turquie, cité par les médias, a accusé les forces kurdes qui ont progressé face aux djihadistes du groupe de l'Etat islamique (EI) dans plusieurs secteurs proches de la frontière turco-syrienne de « changer la structure démographique » des zones dont elles se sont emparées. M. Erdogan faisait allusion aux populations arabes et turkmènes – turcophones – de ces régions.

Pas de complaisance avec les

djihadistes

M. Erdogan a aussi démenti toute complaisance d'Ankara à l'égard des djihadistes : « C'est une grande calomnie d'accuser la Turquie d'avoir des liens avec une quelconque organisation terroriste » en Syrie, a-t-il dit.

Les forces kurdes en Syrie (YPG) entretiennent des relations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a lancé en 1984 une insurrection armée en Turquie et est considéré par les autorités d'Ankara comme un groupe terroriste.

La création éventuelle d'une zone autonome sous contrôle du PKK dans le nord de la Syrie est une source d'inquiétude pour Ankara, au premier chef parce que les Kurdes turcs pourraient s'en inspirer, ensuite parce que ce territoire jouxtera la région autonome du Kurdistan au nord de l'Irak.

Selon la presse turque, M. Erdogan et le premier ministre Ahmet Davutoglu auraient demandé au chef d'état-major d'intervenir en Syrie.

Dans un entretien vendredi au journal *Hürriyet*, Saleh Muslim, le chef du PYD (Parti de l'union démocratique, principal parti



Les forces kurdes en Syrie (YPG) entretiennent des relations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a lancé en 1984 une insurrection armée en Turquie. DELIL SOULEIMAN / AFP

kurde syrien, dont les YPG sont sa branche armée), a exclu la création d'un Etat kurde syrien. « Nous n'avons pas de tel projet », a-t-il dit.

Intervenir en Syrie

Selon la presse turque samedi, M. Erdogan et le premier ministre, Ahmet Davutoglu, auraient demandé lors d'une réunion de sécurité en début de semaine à Ankara au chef d'état-major d'intervenir en Syrie. Mais le général Necdet Ozel, peu enclin à entrer en guerre, a réclamé un ordre écrit des

responsables civils.

Un nouveau gouvernement n'a pas encore été constitué en Turquie à l'issue des législatives du 7 juin, au cours desquelles le Parti de la justice et du développement (islamo-conservateur) au pouvoir depuis treize ans a perdu sa majorité absolue au Parlement. Selon le quotidien *Hürriyet*, 12 000 soldats turcs au moins seraient prêts à entrer en territoire syrien pour constituer « une zone de sécurité », afin de protéger la frontière turque de la menace que pose l'EI. ■

# ISIS strikes back in Syria town it once held

BEIRUT, LEBANON

## Kurdish captives reported as militants shift forces to Turkish border zones

BY BEN HUBBARD  
AND MAHER SAMAAAN

Militants of the Islamic State carried out two new offensives in northern Syria on Thursday, entering a provincial capital and detonating large bombs in the border town of Kobani, where intensive airstrikes from a United States-led coalition helped Kurdish forces rout the jihadists last year.

In southern Syria, rebel groups began a new campaign to push government forces from the city of Dara'a.

The new attacks by the Islamic State came more than a week after its fighters lost the town of Tal Abyad on the Turkish border to Kurdish militias and Arab rebels in what was seen as a strategic setback for the extremists. In striking back, the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, appeared to be trying to counter losses in one place with attacks on others it considers vulnerable, a tactic the group has employed before.

Kurdish activists inside Kobani said Islamic State fighters disguised in the uniforms of Kurdish militiamen had sneaked into the town at dawn, when few people were awake. Then a large truck bomb exploded at the town's border crossing with Turkey, prompting clashes between the militants and local Kurdish forces.

"They entered the neighborhoods and started killing civilians on their way," said Baran Mesko, a Kurdish activist in Kobani. Speaking by telephone, he said about that about 100 Islamic State fighters disguised as locals had taken up positions in the small yet strategic frontier town near the Syrian border with Turkey.

At least one more bombing followed, reportedly a suicide attack by a jihadist on a motorcycle, and Islamic State fighters killed Kurdish civilians and blew themselves up with explosive vests.

Kobani, known as Ain al-Arab in Arabic, gained prominence in the fight against the Islamic State last year, when Kurdish fighters fought for months to keep the group out, eventually succeeding in January with the help of intensive airstrikes by the United States-led coalition that is bombing sites controlled by the militants in Iraq and Syria.

By Thursday evening, the Islamic State militants were holed up in a school



An injured boy on Thursday waiting to enter Turkey from the Syrian town of Tal Abyad, which Islamic State militants lost more than a week ago to Kurdish militias and Arab rebels.

that had been converted into a hospital and were holding a number of Kurdish families hostage, Mr. Mesko said.

Salih Muslim, another Kurdish activist in Kobani, said that the fighting continued late on Thursday, and that Islamic State snipers had prevented crews from removing dead bodies scattered in the streets.

The death toll from the fighting was unclear. The Syrian Observatory for Human Rights, which monitors the conflict from Britain through contacts on the ground, said that 14 Islamic State fighters were killed in addition to 35 civilians and Kurdish fighters. Activists reported higher numbers of casualties, but said they could not get a more accurate count because of the continuing battle.

The Syrian state news agency, SANA, also reported on the clashes, saying five people had been killed by the initial truck bomb.

That battle highlighted Turkey's complicated relationship with the war just over its border because the Turkish Army did not intervene against the Islamic State or join the international coalition against them. While Turkish leaders have condemned the Islamic State, they have also made it clear that they consider any Kurdish advance near their border a potential threat to national security.

The Kurdish militias fighting in Syria are linked to the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which fought a deadly insurgency against the Turkish state.

The distrust is mutual, and some Kurdish activists said on Thursday that at least one bomber had entered the

town from Turkey, a charge that Turkish officials denied.

Speaking to reporters in Ankara on Thursday, a spokesman for the Turkish Foreign Ministry, Tanju Bilgic, called those claims "baseless lies."

Mr. Bilgic said that 63 people who had been wounded were brought across the border from Syria for medical treatment in Turkey after the explosions, and that two had died in the hospital.

Further east, Islamic State fighters seized southern parts of the city of Hama, the regional capital of the oil-rich province of the same name. Control of the city had been split between Kurdish forces and the government of President Bashar al-Assad of Syria, but activists said government forces had withdrawn to the city center.

The Islamic State's advance sent civilians streaming out of the area, according to photos and videos posted online.

In southern Syria, a coalition of rebel fighters began a new offensive to push government forces from Dara'a, which is widely regarded as the birthplace of the uprising against Mr. Assad that began in 2011 and later devolved into the civil war.

The Islamic State has only a small presence in southern Syria, and most of the groups involved in the fighting there are nationalists seeking to oust Mr. Assad. Some have received financial and military support from the West through Jordan. Fighters from the Nusra Front, the Syrian affiliate of Al Qaeda, were also involved. ●



Sur la route principale entre Erbil, capitale du Kurdistan irakien, et Mossoul, des voitures ont été abandonnées par les habitants qui ont fui les attaques de l'Etat islamique en juin 2014.

## Mossoul, dans les griffes de Daech.

Il y a un an, l'organisation Etat islamique s'emparait de la deuxième ville d'Irak. Depuis, une nouvelle administration s'est mise en place, et la Hisbah, police religieuse, fait régner son ordre. Seuls les rares témoignages d'habitants, recueillis par téléphone, et les récits des exilés laissent entrevoir le quotidien dans cette ville bouclée à double tour. Tous décrivent un régime de terreur, où les exécutions sont quotidiennes, les femmes traquées, l'histoire effacée.

PAR ALLAN KAVAL — PHOTOS LINDSAY MACKENZIE

**D**EPUIS LE MONT ZERDEK, on peut observer la vaste plaine de Ninive, à 350 kilomètres au nord de Bagdad et à une centaine de kilomètres des frontières syrienne et turque, qui disparaît vers l'horizon dans une brume de chaleur et de poussière. En ce début du mois de juin, sur ces étendues de terre sèche, de pierraille et d'herbe brûlée, le vert printemps mésopotamien n'est plus qu'un lointain souvenir, évanoui comme les rêves de paix. Près du sommet, quelques peshmergas kurdes irakiens se sont installés dans des préfabriqués en plastique. L'endroit est le meilleur promontoire pour observer l'ennemi, l'Etat islamique (EI), qui a pris ses quartiers en contrebas. Tapi derrière de lourds sacs de terre, le général Khalif Ibrahim observe le paysage qui s'étend à ses pieds, nommant un à un les villages et les localités abandonnés aux troupes rivales : « *Karakosh, Keremlesh...* » Cette région mixte, où vivaient chrétiens, yézidis et membres de la minorité chiite chabak a été désertée par sa population, avant que les djihadistes en prennent le

contrôle. Quelque part dans l'ombre, ceux-ci attendent, comme ils en ont coutume, la tombée de la nuit pour frapper. « *Bartella, Bezwei...* » Le général Khalif tend son bras vers le sud-ouest et, soudain, s'arrête : « *Mossoul.* » A l'horizon, les faubourgs de la ville forment une masse sombre. Mossoul, une histoire, un symbole.

C'est là-bas, sur les bords du Tigre, que l'EI s'est offert une victoire fondatrice, il y a un an, en s'emparant de la deuxième agglomération irakienne, par sa population, 2 millions d'habitants avant sa chute. Un succès-éclair, dans une ville déjà exsangue, prête à chavirer. Quelques brefs accrochages ont suffi pour mettre en déroute une armée irakienne plus pressée de filer que d'en découdre. Avec quelques milliers d'hommes, l'EI et ses alliés, déjà présents à l'ouest de l'Irak et en Syrie, ont fait fuir plusieurs milliers de soldats irakiens et soustrait Mossoul, ville sunnite, à l'autorité du gouvernement central de Bagdad, dominé par les formations chiïtes. Le chef de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi s'y est lui-même proclamé calife. La prise de Mossoul par ses hommes a ainsi marqué la transformation du groupe djihadiste en Etat émergent sur les décombres de la Syrie et de l'Irak. Un Etat qui prétend rien moins que refermer la parenthèse de l'histoire moderne en ressuscitant une supposée pureté de l'islam des origines. Au prix d'une domination brutale implacable, dont les témoi-

gnages des exilés ne donnent qu'une vision partielle.

« Mossoul est devenue la capitale d'un Etat fort. La force de Daech a été décuplée par la prise de la ville », estime Cheikh Ato, général kurde en charge du front nord-est. Officiellement, la ville partage désormais avec Raqqa, sa jumelle syrienne des bords de l'Euphrate, le statut de capitale du califat. Mais c'est bien là que le califat est né. Le quartier général de Cheikh Ato se situe sur la principale route qui reliait Mossoul à Erbil, au niveau du premier point de contrôle tenu par les peshmergas.

Il y a un an, des dizaines de milliers de réfugiés ont défilé ici. L'hémorragie a cessé : les positions sont aujourd'hui figées. Une enfilade de murs de béton barre désormais la route, rempart contre les attentats suicides à la voiture ou au camion piégés. De son côté, l'EI s'est retranché dans Mossoul en coupant les ponts, en piégeant les villages environnants avec des bombes artisanales, pour ralentir la progression d'une éventuelle armée de libération. Plus personne ne passe. Si, la nuit venue, des obus de mortier s'écrasent parfois à proximité des positions kurdes, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu depuis un mois. « Le front que nous tenons aujourd'hui s'est transformé en frontière », observe Cheikh Ato. Les populations sont bloquées derrière cette double ligne de démarcation. « Les gens de Mossoul souffrent, mais ils ont eu ce qu'ils voulaient, ils ont accueilli Daech et doivent l'assumer », tranche le général.

A Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, qui est à moins d'une heure de route de la ligne de front, Omar, comme de nombreux déplacés, ne peut se résoudre à ce statu quo : « Ma ville est devenue une prison à ciel ouvert ! », raconte-t-il. Ingénieur d'une trentaine d'années, issu d'une vieille famille de Mossoul, il n'a plus eu de nouvelles directes de ses parents depuis six mois. « Daech a coupé le réseau mobile en janvier, la ville est maintenant isolée du reste du monde », dit-il en faisant défiler sur son téléphone des photos de la maison de sa famille. On y voit, dans un quartier résidentiel, un toit plat de ciment percé par un éclat d'obus. Seules de rares collines, au fin fond des banlieues de Mossoul, où des habitants peuvent se rendre de nuit pour échapper aux patrouilles des djihadistes, sont couvertes par le réseau téléphonique kurde. C'est ainsi, et grâce à des connexions satellitaires qui permettent à certains d'accéder à Internet, que des informations peuvent filtrer au compte-gouttes vers l'extérieur, fragments épars face à la propagande diffusée sur les réseaux sociaux par des djihadistes passés maîtres dans l'art de l'agit-prop.

**LES BRIBES RECUEILLIES** – les noms de nos témoins ont été changés pour préserver leur sécurité – permettent de se faire une idée de l'ordre qui règne dans la cité depuis le mois de juin 2014. L'EI y met en scène son utopie djihadiste sur les décombres d'une ancienne capitale culturelle au passé cosmopolite aujourd'hui révolu. Une ville auparavant ruinée par dix années d'occupation, d'insurrection et de gangstérisme, au cours desquelles l'armée fédérale irakienne, largement identifiée à la majorité chiite du pays, a succédé aux forces américaines. Mossoul, infréquentable, s'était ainsi transformé en un vaste labyrinthe de points de contrôle et de murs anti-explosions. « En arrivant dans la ville, Daech a abattu les murs et n'a pas rétabli de points de contrôle, ce que la population a bien accueilli dans un premier temps », raconte un professeur mossouliote, aujourd'hui réfugié à Erbil. « Les sunnites étaient humiliés par ce que certains appelaient "l'armée safavide", en référence à l'Iran chiite. Daech a donné l'occasion à certains de relever la tête », explique-t-il. « Mossoul a d'abord accueilli l'EI en libérateur », précise Mohamed, journaliste originaire de la ville, aujourd'hui réfugié à Bagdad.

Les djihadistes ont établi de nouvelles administrations, censées superviser les hôpitaux, les écoles, organiser la charité publique et fournir des services de base à la population. La nouvelle muni-



« Ceux qui dirigent notre ville sont triplement étrangers à Mossoul, de nationalité pour certains, de culture pour la plupart, d'esprit pour tous », déplore l'écrivain Maan Al-Zakarya (3). Il a trouvé refuge, il y a un an, à Donuk, au Kurdistan (vue de son appartement, 2). Comme un grand nombre de ses voisins.

Depuis le mont Zertek, à l'est de Mossoul, les peshmergas, combattants kurdes irakiens (4, le général Khalif Ibrahim, au centre, et ses hommes) surveillent la plaine de Ninive et Mossoul (5) aux mains de l'Etat islamique (EI). La route qui mène Erbil, empruntée il y a un an par des dizaines de milliers de réfugiés, est aujourd'hui impraticable (1). Ponts détruits, réseau téléphonique coupé, Mossoul est isolé du reste du monde. Les jihadistes l'ont proclamé capitale du califat, avec Raqqa en Syrie. Pour le général kurde Cheikh Ato (6), posté au nord-est, « le front s'est transformé en frontière ».



cipalité se targue également, sur les réseaux sociaux, de se consacrer au nettoyage de la ville et à son embellissement, comme le ferait n'importe quelle administration d'une calme bourgade, dans son bulletin mensuel. Mais les hommes en uniforme ...

... blanc de la Hisbah, une sorte de police religieuse et morale, sont en réalité les principaux agents du nouveau système, bien présents que les balayeurs du califat. « *La municipalité ne s'occupe que de quelques quartiers du centre fréquentés par les membres de Daech et leurs familles, mais la Hisbah patrouille partout* », rapporte un ancien habitant, établi au Kurdistan. Souvent jeunes, ces hommes de la Hisbah, venus pour la plupart des villages des campagnes environnantes, patrouillent en voiture dans la ville, à la recherche de fumeurs et d'autres contrevenants aux règles morales imposées par l'EI. Les femmes ont droit à une surveillance particulière. La plupart ont été chassées des rangs des fonctionnaires – professionnelles de la santé mises à part, car il est impensable qu'une patiente soit soignée par un homme –, et tous les magasins de vêtements et d'accessoires féminins ont dû baisser le rideau. Les mannequins des vitrines ont été détruits. « *Les femmes qui marchent seules sont harcelées par la Hisbah sous n'importe quel prétexte, ils passent leur temps derrière elles dans les rues et les souks* », raconte, depuis Mossoul, Marwan, joint par téléphone. A l'extérieur, les femmes doivent porter des gants et être couvertes d'un double voile cachant entièrement leurs corps et leurs visages. Les maris s'exposent à des châtiments physiques, une série de coups de fouet le plus souvent, si la tenue de leurs épouses est mal ajustée. « *Les femmes commencent à ne plus supporter la Hisbah. Dernièrement, une femme a ôté ses gants. La Hisbah l'a repérée et a attrapé son mari qui a été condamné à quarante coups de fouets, réduits finalement à dix, car il était cardiaque* », témoigne Abdullah depuis Mossoul.



**CI, NUL CODE PÉNAL N'EST NÉCESSAIRE.** Les peines sont prononcées sur la base de la charia par des tribunaux institués par les djihadistes. Les exécutions publiques sont décrites comme quotidiennes par nos interlocuteurs. Dans le camp de déplacés de Baharka, dans la grande banlieue d'Erbil, sous une tente surchauffée, cernée par les détritres et les rigoles d'eaux usées chauffant au soleil, Abdullah se souvient avec horreur d'une scène dont il a été témoin au début de la prise de la ville: « *Ils ont amené un jeune homme en pleine rue et lui ont jeté des pierres au visage, jusqu'à ce qu'il en meure.* » La lapidation sanctionne généralement à Mossoul les délits à caractère sexuel, comme l'adultère. Cela n'empêche pas l'EI, par ailleurs, d'organiser le viol en masse d'esclaves yézidies par ses combattants et par quelques civils fortunés qui ont fait leurs emplettes sur les marchés aux esclaves. Les vols, eux, sont sanctionnés par l'amputation d'une main. Les décapitations sont la règle pour les infractions jugées plus graves. D'après un ancien résident de Mossoul, « *on exécute presque tous les jours des gens accusés de toutes sortes de délits, parfois convaincus d'espionnage. Les gens de Daech font irruption sur une place et regroupent la population présente. L'un d'entre eux lit le jugement du tribunal, un autre tranche la tête du condamné* ». Abdullah, à Mossoul, assure que les amputations sont de plus en plus fréquentes: « *Les conditions de vie se détériorent: les habitants n'ont d'autre choix que de voler.* » Les hommes accusés d'homosexualité sont quant à eux précipités du toit de l'ancienne caisse des retraites, sur la place du gouvernorat. « *S'ils survivent à leur chute, ils sont achevés à coup de pierre* », raconte un déplacé.

« *Les hommes de Daech croient revivre l'âge d'or de l'islam, ils vivent comme des rois, certains d'être dans le droit chemin* », explique un ancien professeur de l'université de Mossoul. Les

profiteurs de la guerre sont nombreux: « *Il y a ceux qui ont participé aux razzias contre les yézidies et les chrétiens, ceux qui appartenaient déjà à l'EI clandestinement avant qu'ils conquièrent Mossoul, les trafiquants de pétrole... Tous ceux-là forment une nouvelle classe sociale riche qui circule dans la ville à bord de voiture de luxe* », énumère Mohamed. Ancien professeur, Imad décrit la manière dont les djihadistes se sont partagé le gâteau: « *Les quartiers centraux comme les espaces verts du bord du Tigre, les rues proches de l'université, et El Zouhour; un quartier chic, appartiennent aux partisans de Daech. Certains y ont ouvert des restaurants, beaucoup se sont attribué les belles maisons de riches Mossouliotes déplacés. On peut y croiser de nombreux combattants étrangers qui ont troqué leurs existences probablement médiocres en Europe ou ailleurs pour vivre comme des seigneurs chez nous.* »

Les djihadistes sont allés jusqu'à annoncer la réouverture, début mai, d'un hôtel de luxe construit du temps de Saddam Hussein, un palace de béton orné de motifs orientaux, autrefois connu sous le nom d'Hôtel international de Ninive, typique de l'architecture moderniste baasiste. A quelle clientèle est-il vraiment destiné? Un djihadiste londonien, connu sous le nom de guerre d'Abu Rumaysah al-Britani, a rédigé un bref guide de voyage sur l'EI. Partisan de l'application de la charia au Royaume-Uni, avant de rejoindre le califat, il y mêle imprécations guerrières, descriptions des spécialités culinaires régionales et apologie de la douceur de vivre de Mossoul et de Raqqa, dans un style manifestement inspiré des guides Lonely Planet. Bien entendu, l'ouvrage disponible en ligne ne fait pas mention des merveilles archéologiques et patrimoniales que les djihadistes se sont employés à détruire au cours des derniers mois dans la lutte qu'ils ont proclamée contre le polythéisme et l'idolâtrie.

Ces anecdotes révèlent l'optimisme féroce de ces hommes, qui croient participer à l'avènement d'une nouvelle ère, bien



Les femmes, particulièrement surveillées, doivent porter des gants et un double voile cachant leur visage et leur corps sous peine de châtiment (2, sur cette image issue d'une vidéo de la BBC du 9 juin dernier, ces femmes sans gants seront houspillées par la Hisbah, police religieuse).



loin des préoccupations quotidiennes de la plupart des habitants de Mossoul. Après un an d'occupation par l'EI, bien qu'assiégé au nord par les Kurdes et désormais dépourvu de voies de communication directes avec Bagdad au sud-est, Mossoul survit grâce à son arrière-pays agricole, à la contrebande, et à l'approvisionnement en biens de consommation de base depuis les terres syriennes du califat. Comme l'explique un exilé, « *les prix sont faibles, mais les habitants manquent d'argent liquide* ». Les bas de laine des familles mossouliotes commencent à se vider et les salaires encore versés aux fonctionnaires du gouvernement fédéral représentent une source de liquidités rare et irrégulière. Le régime de Bagdad fait face à une équation impossible : les salaires des fonctionnaires alimentent l'économie de l'EI ; mais s'ils n'étaient pas versés, le risque serait grand de voir les abandonnés gonfler les rangs des sympathisants des djihadistes. L'EI autorise les transferts d'argent en provenance de Bagdad ou de Kirkouk, ville sous contrôle kurde : la survie de la population qu'il prétend administrer en dépend largement. Les propriétaires de commerces et toutes les personnes exerçant encore une activité ...

... économique sont, par ailleurs, tenus de s'acquitter d'une taxe prévue par la tradition islamique, la zakat. Censé bénéficier aux plus démunis, cet impôt ne fait que formaliser, selon Omar, le système de racket que l'Etat islamique et ses prédécesseurs – infiltrés de longue date dans la ville – imposent aux habitants depuis une décennie.

D'après les Mossouliotes réfugiés que nous avons pu rencontrer, les habitants qui n'adhèrent pas au projet de l'EI sortent de chez eux le moins possible, pour éviter de croiser les nouveaux maîtres de la ville. « *Ceux qui dirigent notre ville sont triplement étrangers à Mossoul, de nationalité pour certains, de culture pour la plupart, d'esprit pour tous* », regrette Maan Al-Zakarya. Cet écrivain de 70 ans, figure intellectuelle issue d'une vieille famille de la ville, a vécu au cours des trente dernières années l'effondrement d'une ville à laquelle il a consacré un dictionnaire historique en deux volumes. Pour lui, la chute de Mossoul est l'aboutissement d'un long processus lié à l'arrivée de populations tribales venues des villages alentour. Un mouvement favorisé par Saddam Hussein, qui les a intégrées dans les forces armées lors des grandes offensives antikurdes des années 1980, avant de laisser prospérer la doctrine islamiste radicale, dans les années 1990.

« *Après la chute de Saddam en 2003 et la décision américaine de dissoudre l'armée et de débaasifier le pays, ces hommes se sont retrouvés sans occupation. Ils ont rejoint l'insurrection islamiste et les groupes mafieux, ont fait main basse sur la ville malgré la présence de l'armée fédérale* », raconte l'écrivain. *L'esprit de la tribu a vaincu l'esprit de la ville. Ils nous ont toujours haïs et, aujourd'hui, ils ont gagné.* » Il incarne le spectre d'une ville morte depuis déjà longtemps. Installé dans un appartement de la ville kurde de Dohuk, Maan Al-Zakarya n'a pu emporter avec lui que quelques ouvrages de sa bibliothèque, lorsqu'il a quitté Mossoul, le 9 juin 2014. Il a abandonné sa collection de littérature russe, ses traductions arabes de Baudelaire et de Sartre dans une ville où l'on brûle désormais les livres qui ne correspondent pas à la vision de l'islam prônée par les djihadistes.

**D**

**ANS LE SALON OÙ IL NOUS REÇOIT TRÔNE UN OUD** rescapé du désastre. Ce luth aux noms multiples, dont on joue de l'Afrique du Nord au nord de l'Inde en passant par les Balkans, est l'héritage précieux des empires oubliés qui se sont succédé au fil des siècles dans cette partie du monde. Mossoul en a long-

temps été l'une des cités les plus brillantes. Aujourd'hui, la musique y est interdite. Autant que la destruction par l'EI des monuments assyriens de Ninive, du musée et de la bibliothèque de l'université, l'exil des intellectuels et des artistes de Mossoul signale la chute définitive d'une ville dont les nouveaux occupants s'appliquent à effacer la mémoire. Une entreprise systématique qui concerne aussi le patrimoine musulman. La doctrine observée par les djihadistes exige la destruction de mosquées comportant des tombeaux. Le sanctuaire de Jonas, Nabi Younès dans la tradition musulmane, a été rasé au cours des premières semaines de conquête, de même que de multiples édifices historiques à travers la vieille ville. D'après Marwan, à Mossoul, les emplacements des anciens bâtiments historiques ont été transformés en marchés et en parkings.

Mossoul, ville piège, s'est refermé sur sa population. Certains habitants – la proportion est difficile à évaluer – adhèrent au projet de ses nouveaux dirigeants. D'autres sont bloqués. Fuir est devenu presque impossible. « *Ceux qui veulent partir doivent laisser leur maison ou une voiture neuve aux gens de Daech pour obtenir l'autorisation de quitter la ville. Une fois obtenue, elle ne garantit rien. Alors qu'ils étaient arrivés au dernier point de contrôle avant les zones contrôlées par le gouvernement, Daech a ordonné à certains de rebrousser chemin et ils ont tout perdu* », raconte un Mossouliote, qui a pu partir à temps. D'après le témoignage d'un autre exilé, il est arrivé que des candidats au départ munis des autorisations nécessaires soient tout simplement exécutés à la sortie de la ville par des djihadistes zélés. Une résistance intérieure, ultraminoritaire, tente de s'organiser. D'après un ancien habitant, qui suit la situation grâce à ses contacts restés sur place, des slogans hostiles à l'EI ont commencé au cours des derniers mois à apparaître sur des murs de la ville. Leurs auteurs n'hésiteraient plus à les apposer de nuit, sur les murs des maisons où vivent certains cadres djihadistes. Ces derniers auraient obligé en retour leurs voisins mossouliotes à se relayer pour assurer la surveillance des demeures où ils résident, souvent confisquées à des déplacés. Des anonymes parviennent également à faire passer des messages à la coalition internationale, parfois par l'intermédiaire de ses alliés kurdes, qui déclarent maintenir un réseau de renseignement à l'intérieur de la ville. Ils signalent ainsi les maisons particulières utilisées par l'EI pour loger ses commandants ou entreposer des armes, et ces informations permettent de lancer des frappes ciblées qui atteignent ponctuellement l'intérieur de la ville. Dans sa volonté de maintenir la population en otage, l'EI prend ses quartiers dans des bâtiments situés au cœur de zones densément peuplées de la ville, pour empêcher les frappes ou dénoncer, le cas échéant, l'exécution de civils. Cependant, d'après Marwan, « *la majorité de la population de la ville a peur d'une reprise par les Kurdes et les milices chiites. Beaucoup pensent que ce sera l'occasion pour eux de se venger et ce sera un massacre* ».

Selon lui, la férule de l'EI est partie pour durer et se structurer, en prospérant sur les échecs de ses prédécesseurs. Ainsi, Abdullah dit se réjouir de la disparition de la corruption et de la délinquance : « *Si vous appliquez leurs règles, personne ne viendra vous déranger. La seule chose qui compte vraiment pour les gens, c'est le niveau de vie matériel. Quand l'EI pourra l'assurer, il aura la confiance totale de la population.* » A Mossoul comme ailleurs, l'EI a repris les clés des écoles et des universités, clés de voûte de l'endoctrinement et de la formation des générations futures. D'après Marwan, le dessin, l'histoire, la géographie et les sciences naturelles ont été supprimés du cursus scolaire, mais d'autres matières obligatoires ont fait leur apparition, comme le « dogme » et les cours de djihad. Depuis Mossoul, il nous prévient : « *Ce n'est que le début, l'Etat islamique a construit ici une base sociale et politique qui lui permettra de s'étendre. Il est en train de réussir son projet.* » ❶



30 juin 2015

# Turquie : Erdogan veut intervenir en Syrie, l'armée rechigne

par FRANCE 24 Avec AFP

30 juin 2015, <http://www.france24.com>

L'armée turque et les responsables de l'armée ont évoqué lundi la situation en Syrie. Si Erdogan et son Premier ministre encouragent une intervention militaire contre l'avancée kurde dans le nord du pays, l'armée, elle, montre des réticences.

L'armée turque va-t-elle bientôt intervenir en Syrie ? Pour répondre à cette question épineuse, le président Recep Tayyip Erdogan, le gouvernement et les responsables de l'armée ont fait le point, lundi 29 juin, sur la situation dans le pays voisin. Pendant plus de quatre heures, le Conseil national de sécurité (MGK) a "évalué en profondeur les récents événements survenus en Syrie, discuté des menaces potentielles et des mesures de sécurité supplémentaires prises le long de la frontière", a rapporté la présidence dans un communiqué. Dès le lendemain de la réunion, l'agence de presse Dogan a rapporté le déploiement de renforts militaires, notamment de blindés, près de la frontière.

Depuis plusieurs jours, les médias turcs affirment que le gouvernement envisage une opération militaire en Syrie. En plus de repousser loin de ses frontières les jihadistes de l'organisation de l'État islamique (EI) et d'empêcher la progression des forces kurdes, une telle opération aurait, selon certaines sources, pour but de créer une zone tampon permettant de contenir l'afflux de réfugiés. D'après le quotidien pro-gouvernemental "Yeni Safak", quelque 18 000 soldats turcs pourraient y prendre part.

Cette intervention marquerait un changement de stratégie net pour le gouvernement turc qui a brillé, depuis le début de la guerre en Syrie, par sa passivité. En octobre dernier, alors que le Parlement turc avait autorisé l'armée à intervenir militairement en Irak et en Syrie contre les jihadistes, le gouvernement était resté l'arme au pied pendant toute la bataille pour le



© Kayhan Ozer, bureau de presse du palais présidentiel, AFP | Le chef d'État Recep Tayyip Erdogan président le Conseil national de sécurité, à Ankara le 29 juin 2015.

contrôle de la ville frontalière syrienne de Kobané.

## FREINER L'AVANCÉE KURDE

Ce revirement s'explique notamment par la récente progression des Kurdes dans le nord de la Syrie, vue d'un très mauvais œil par Ankara. Ces forces, proches des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mènent la rébellion en Turquie depuis 1984, ont chassé mi-juin les jihadistes de l'EI de la ville frontalière syrienne de Tall Abyad, dans le nord du pays. Elles tiennent désormais une grande partie de cette zone.

Il n'en fallait pas plus pour réveiller les dirigeants turcs du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), qui ont depuis manifesté à plusieurs reprises leur inquiétude. Ils ont par ailleurs accusé ces derniers jours les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes de procéder à un "nettoyage ethnique" dans les régions syriennes tombées sous leur contrôle.

En faveur d'une intervention militaire, le Premier ministre islamo-conservateur Ahmet Davutoglu, qui expédie les affaires courantes

depuis les législatives du 7 juin à l'issue desquelles son parti a perdu la majorité absolue, a ainsi réaffirmé mardi qu'il n'accepterait pas de "fait accompli" dans le nord de la Syrie. Le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan, avait de son côté répété dimanche 28 juin que son pays "ne [permettrait] jamais l'établissement d'un nouvel État" dans cette même zone, en référence à une région autonome kurde de Syrie susceptible d'inspirer les quelque 15 millions de Kurdes de Turquie.

## L'ARMÉE TURQUE TRAÎNE DES PIEDS

Si la mission se confirme, les militaires auront, en Syrie, pour tâche d'affronter à la fois les troupes de Bachar al-Assad, les jihadistes de l'EI et les Kurdes. Un contexte particulier qui pourrait avoir des impacts négatifs sur le pays, selon le chef d'état-major de l'armée turque, le général Necdet Özal, lequel a freiné le processus en demandant au gouvernement de lui adresser un ordre écrit avant toute intervention.

Selon ce général, qui doit quitter ses fonctions en août, une telle opération pourrait en effet déclencher des représailles de la part de l'EI sur des civils en Turquie, ou encore envenimer les tensions entre Ankara et le PKK sur le territoire turc, alors même que le pays connaît une paix relative depuis trois ans.

De plus, au-delà de ces raisons stratégiques, l'armée turque rechigne à s'engager dans une action militaire commanditée par un parti politique en perte de majorité parlementaire. Après la défaite de l'AKP aux élections du 7 juin dernier, des discussions doivent avoir lieu dans les prochains jours avec le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite) pour former un gouvernement de coalition. En fonction du nouveau visage de ce gouvernement, la stratégie offensive de la Turquie envers la Syrie pourrait bien voler en éclats. ♦

June 13, 2015

# Peshmerga and Shi'ite Militias Clash in Diyala

Basnews | Luke Colem - 13.06.2015

<http://www.basnews.com>

JALAWLA - While Kurds and Shi'ites share a common enemy in Islamic State (IS), the relationship between the two sides remains

fraught with tension, as they attempt to establish control over areas recently liberated from IS.

The province of Diyala, to the north east and east of Baghdad, has been mostly under the control of Kurds and Shi'ite militias since January, when it was retaken from IS.

The jihadists continue to launch insurgent attacks, with eight car bombs detonated near security positions at the end of last month. Intelligence officials claimed at the time that there were up to 74 further VBIEDs primed for use.

However, most of the province is under tighter control, with Kurds and Shi'ites maintaining security.

It was yesterday reported that in the north of Diyala clashes erupted after Kurdish Peshmerga began digging a trench between Jalawla and Shi'ite-held Sadiya. ○

REPORTAGE

ERBIL (IRAK) - envoyé spécial

# Tal Afar, en Irak, la « capitale » cachée de l'EI

## Nombre de hauts cadres djihadistes sont issus de la petite ville turkmène proche de la frontière syrienne

C'est une grosse bourgade perdue aux portes du désert irakien, dans les plaines qui s'étendent entre Tigre et Euphrate, de part et d'autre de la frontière fantôme qui séparait la Syrie de l'Irak avant que, des décombres de ces deux Etats faillis, n'émerge l'Etat islamique (EI). Conquise par les djihadistes le 16 juin 2014 dans la foulée de Mossoul, Tal-Afar, méconnue, est restée dans l'ombre de la métropole irakienne où était proclamé, il y a un an, le « califat » d'Abou Bakr Al-Baghdadi. C'est pourtant de cette localité mineure mais singulière – une enclave turkmène dans une région majoritairement arabe – que sont issus certains des hommes les plus influents de l'EI.

Si l'organigramme des échelons les plus élevés du « califat » reste largement mystérieux, certains éléments distillés par Washington illustrent le rôle joué par d'anciens hauts gradés originaires de Tal-Afar au sein de la hiérarchie de l'EI. Donné pour mort fin 2014, Fadel Ahmed Abdullah Al-Hiyali, ancien officier du renseignement militaire irakien puis des forces spéciales de la garde républicaine de Saddam Hussein, connu depuis son entrée dans l'insurrection sunnite sous le nom d'Abou Muslim Al-Turkmeni, est l'un d'entre eux.

Chargé de superviser la gouvernance des territoires irakiens de l'Etat islamique, il aurait partagé avec un autre Tal-Afari, connu sous le pseudonyme d'Abou Ali Al-Anbari, ancien major-général de l'armée irakienne chargé du domaine syrien, la position de numéro deux de l'EI. A ces deux hommes s'ajoute une troisième figure, Abou Ala Al-Afri, un vétéran du djihadisme international également turkmène de Tal-Afar qui aurait pris en main la direction de



l'EI après qu'Abou Bakr Al-Baghdadi eut été grièvement blessé en mars, selon une information du *Guardian*. Derrière ces trois individus se profile une multitude d'officiers et de combattants originaires de la ville et déployés sur tous les fronts où l'EI est présent.

« Les Tal-Afaris sont arrivés à des positions de commandement par des voies distinctes, mais nombre d'entre eux ont rejoint le premier cercle du pouvoir au sein de Daech [acronyme arabe de l'EI] », indique Hicham Al-Hachimi, un analyste irakien spécialiste de l'EI. « Ils se sont fait remarquer par leur attachement total à Al-Baghdadi et leur fidélité sans faille à leur chef. »

### Système mafieux et terroriste

Une loyauté qui n'est pas sans rappeler celle vouée à Saddam Hussein avant l'invasion américaine de 2003. « La population sunnite de Tal-Afar était réputée avoir été une source importante de recrutement des hauts gradés de l'armée de Saddam Hussein », rappelle un ancien général originaire de la ville aujourd'hui réfugié à Bag-

dad. Après 1991 et la défaite irakienne au Koweït, le régime baassiste amorce une évolution idéologique vers l'islamisme dont les conséquences se font encore sentir. La formule « Allah akbar » fait ainsi son apparition sur le drapeau national puis des châtements corporels, inspirés de la charia, entrent en vigueur, comme l'amputation de la main pour les voleurs.

« La « Campagne de la foi » a eu un impact particulier à Tal-Afar, les salafistes ont joué un rôle plus fort à cette période et bénéficiaient d'une base solide dans la population », se souvient un notable de Tal-Afar aujourd'hui exilé à Erbil, au Kurdistan irakien. « Dès cette époque, Abou Ala Al-Afri était déjà un religieux très connu », rappelle un habitant chiite. Comme l'explique aussi un fonctionnaire originaire de la ville, « le terreau à Tal-Afar était favorable au développement d'une insurrection islamiste au moment de la chute du régime de Saddam Hussein ». Le démantèlement de l'armée irakienne, en 2003, par les autorités

américaines d'occupation parachèvera cette évolution, à Tal-Afar comme dans tout l'Irak sunnite.

« Des dizaines de milliers de militaires se sont retrouvés sans rien à faire et sans salaire, mais tout le monde avait conservé ses armes. A Tal-Afar, où l'armée avait une place particulière, un noyau d'anciens officiers s'est organisé pour résister à l'occupant. Al-Qaïda en Irak [prédécesseur de l'EI] s'est rapidement greffé sur leur groupe et les a formés au terrorisme, détaille l'ancien général de Tal-Afar. Ce sont ces mêmes personnes qui ont pris de l'importance au sein de Daech et que l'on retrouve aujourd'hui. » Selon lui, le conflit a vite pris une tournure confessionnelle : « Au début, ils se battaient contre les Américains, mais la nouvelle armée irakienne étant dirigée par des chiites, les sunnites se sont attachés aux chiites de Tal-Afar, qui avaient l'appui du gouvernement central. » Comme le rappelle un ancien habitant chiite, « les communautés se sont divisées sous l'occupation ». « Pas une semaine ne se passait sans des arrestations dans les quartiers sunnites et des explosions dans les quartiers chiites. »

Fuyant la violence et le déploiement accru de forces américaines et irakiennes, une partie de la population sunnite de Tal-Afar a émigré à Mossoul. « La ville est bien plus vaste que Tal-Afar, les insurgés pouvaient se fondre dans la masse et échapper à l'armée », précise le général. D'après un haut responsable kurde alors en poste à Mossoul, les Tal-Afaris ont joué un rôle majeur dans la constitution du système mafieux et terroriste fondé sur le racket généralisé, les attentats et les assassinats, qui a progressivement pris le contrôle de la ville bien avant l'assaut général de l'EI en juin 2014.

### « Tous les chiites sont partis »

Al-Qaïda en Irak avait en effet tout intérêt à miser sur Tal-Afar. Proche de la frontière syrienne, la ville allait se transformer en étape obligée sur la route de l'Irak pour les combattants étrangers ac-

**« C'est à Tal-Afar que Daech a préparé beaucoup d'attentats-suicides »**

HICHAM AL-HACHIMI  
analyste spécialiste de l'EI

cueillis par le groupe djihadiste, et ce avec la complicité tacite de Damas. « Les services secrets syriens étaient très présents à Tal-Afar pendant l'occupation. Ils permettaient à des recrues d'Al-Qaïda de s'entraîner de leur côté de la frontière et favorisaient l'arrivée vers

Tal-Afar de combattants et d'armes depuis la Syrie », précise l'ancien fonctionnaire. Selon l'ancien notable, qui est toujours en contact avec des proches restés sur place, la ville a conservé sa fonction d'accueil des combattants étrangers : « Ils sont très présents. Toutes les nationalités

sont représentées. Comme tous les chiïtes de Tal-Afar sont partis, on y trouve de nombreuses maisons disponibles. » D'après Hicham Al-Hachimi, Tal-Afar est un centre logistique ainsi qu'une base de repli potentielle : « C'est à Tal-Afar que Daech a préparé beaucoup d'attentats-suicides et

dispose de nombreux camps d'entraînement, notamment pour les étrangers. Les habitants soutiennent Daech depuis longtemps, si l'organisation est menacée, elle pourra s'y retrancher. » ■

ALLAN KAVAL

## Le Monde

DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUIN 2015

ISTANBUL - correspondante

**E**n mauvaise posture à Rakka, la « capitale du califat », les djihadistes de l'Etat islamique (EI) ont fait diversion, jeudi 25 et vendredi 26 juin, en lançant une double offensive sur Hassaké, ville du nord-est de la Syrie, non loin de la frontière irakienne, et sur Kobané, ville kurde syrienne à proximité de la Turquie, où plus de 150 civils ont trouvé la mort.

Des combats faisaient rage encore vendredi dans différents quartiers de Kobané, où les djihadistes étaient barricadés avec des otages dans plusieurs immeubles, près de l'hôpital Machta Nur, autour du centre culturel et non loin de l'école Mahdathe. « Il y aurait au moins 70 civils pris en otage », a précisé à l'AFP Mostafa Ali, un journaliste de Kobané qui se trouve aux abords de la ville. Un quatrième groupe d'assaillants, retranchés dans un restaurant, aurait été neutralisé par les Unités

**Vêtus comme des combattants kurdes et de l'Armée syrienne libre, les djihadistes ont tué des familles entières**

de protection du peuple (YPG, milices kurdes, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, interdit en Turquie).

Les Kurdes ne s'attendaient pas à une attaque de cette ampleur sur Kobané, qu'ils sont censés contrôler après l'avoir entièrement reprise aux hommes en noir le 27 janvier. Détruite mais sécurisée, Kobané avait vu récemment le retour de quelques milliers de réfugiés.

La ville n'avait plus besoin d'être

défendue, les combattants les plus aguerris l'avaient quittée. Le front s'était déplacé plus à l'est, vers Tal Abyad, tombée aux mains des forces kurdes le 16 juin, et récemment plus au sud, en direction de Rakka, que les YPG tentent depuis ces derniers jours d'encercler, avec le soutien de l'aviation américaine. Le gros des combattants kurdes y est désormais concentré.

Les habitants de Kobané se sont réveillés, jeudi 25 juin, au son des explosions. Trois voitures piégées ont sauté, dont deux dans un faubourg nord, non loin du poste-frontière avec la Turquie. Deux groupes de djihadistes se sont ensuite infiltrés en ville, l'un par le sud (par la route qui mène à Alep) et l'autre par l'ouest (par la route de Jarabulus).

Pour pénétrer dans la ville, les djihadistes ont usé de ruse. Vêtus de tenues de camouflage semblables à celles des YPG et à celles des combattants de l'Armée syrienne libre, ils n'ont pas eu de mal à se déplacer, entrant dans les maisons

pour y tuer des familles entières. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), des personnes âgées, des femmes et des enfants figurent parmi les victimes. L'attaque visait également le village voisin de Brakh Boutan, où 26 villageois ont été massacrés.

### « Campagne calomnieuse »

Selon certaines sources, dont Muslim Saleh, le chef du parti kurde syrien de l'Union démocratique (PYD), dont dépendent les YPG, un groupe de 60 assaillants serait passé par la frontière turque. Cette allégation a aussitôt été démentie par Ankara. Présent lors d'un dîner de rupture du jeûne (*iftar*) à Ankara, jeudi soir, le président Recep Tayyip Erdogan a dénoncé « une campagne calomnieuse » du PKK contre la Turquie. « Personne n'a le droit d'assimiler la Turquie à l'extrémisme », a-t-il tonné.

Accusant le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, pro-kurde), qui possède désormais 80



Une voiture piégée de l'EI explose à Kobané, jeudi (image d'une caméra). PHOTO AP

# A Kobané, la vengeance des djihadistes

## L'EI a lancé une opération de diversion dans la cité kurde pour alléger la pression sur Rakka, sa « capitale » en Syrie

élus au Parlement, d'être « l'instrument du régime syrien et des lobbys internationaux ennemis de la Turquie », M. Erdogan a sommé le parti à « se distancier du terrorisme », une allusion aux liens entre le HDP et le PKK. Contraints de former bientôt une coalition, probablement avec les nationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP), hostiles au processus de paix avec les Kurdes, les islamoc conservateurs semblent prêts à renoncer à leur projet de réconciliation kurdo-turque.

Simultanément, l'EI a lancé dès jeudi une offensive sur Hassaké, une ville du nord-est contrôlée par les Kurdes et par l'armée de Bachar Al-Assad, prenant possession d'un quartier au sud-ouest de la ville. Plus de 20 membres des services de sécurité ont été tués dans une attaque à la voiture piégée.

Les affrontements, qui se sont poursuivis toute la journée de vendredi, mettent en difficulté l'armée du régime de Damas. Omran Al-Zoubi, le ministre syrien de l'information, a reconnu à la télévision d'Etat que l'armée faisait face à « une agression terroriste sans précédent ». Il a appelé les habitants de Hassaké à « prendre les armes et à se rendre immédiatement sur la ligne de front ».

Selon le bureau de l'ONU aux affaires humanitaires, l'attaque sur Hassaké a entraîné le déplacement de 60 000 civils. La poursuite des combats pourrait pousser 200 000 personnes sur les routes dans les jours à venir, notamment vers Kamechliyé, à 80 kilomètres au nord de la ville, près de la frontière avec la Turquie. ■

MARIE JÉGO

International New York Times

JUNE 29, 2015

# Iran negotiator returns to Tehran as deadline nears for nuclear talks

VIENNA

## With deadline in sight, Iranian negotiator leaves to consult with leadership

BY DAVID E. SANGER  
AND MICHAEL R. GORDON

Iran's top nuclear negotiator made an unexpected return to Tehran on Sunday to consult with his nation's top leader-

ship, a reflection of the tensions in the final days of negotiations over the limits on Tehran's nuclear program, even on how to interpret the preliminary agreement the two sides reached two months ago.

With all sides now acknowledging that the talks would need to continue beyond what was once considered the absolute deadline for a final deal, on Tuesday, officials from several nations said some of the politically difficult questions — on everything from inspections to how fast Iran could expand its nuclear infrastructure in the waning years of an accord — are still vexing, just as they were when the 18-month negotiating odyssey began.

For Secretary of State John Kerry, for whom an Iran deal would be the crowning achievement of his time in office, how the talks proceed this week will determine whether he can make a convincing argument to skeptics in Congress that he has negotiated an airtight freeze on the program for at least a decade, crippling Iran's capability to race for a bomb for years thereafter.

For Mr. Kerry's counterpart, Mohammad Javad Zarif, the obstacles to achieving his No. 1 goal — getting the punishing sanctions on his country lifted — are a tricky mix of both substance and perception.

His sudden flight back to Iran — Mr. Kerry was informed about the trip on Saturday — may reflect his own delicate balancing act: He cannot appear to contradict the latest “red lines” laid out by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. And he must emerge from the talks able to make a convincing case that his concessions do not add up to what the ayatollah recently described as a “totalitarian agreement” sought by the Americans.

“There are red lines which we cannot cross and some very difficult decisions,” said Philip Hammond, the British foreign secretary, who joined the talks here on Sunday.

“There are a number of different areas where we still have major differences of interpretation in detailing what was agreed at Lausanne,” he added, referring to the location of the last talks in April.

In the ancient Coburg Palace, where

the negotiations are taking place, the search for leverage in these talks has never been more intense.

The ayatollah's speech last Tuesday, defining what kind of nuclear research Iran must be able to conduct and what constitutes no-go zones for international inspectors, was either a tactical move to bolster his negotiating team or a warning to them that he is prepared to kill the deal they recently seemed on the cusp of signing.

“They need us,” the ayatollah said last week about President Obama's administration, suggesting that Iran's clerics hold the keys to the president's foreign policy legacy. Left unsaid was how much the Iranians need the West — for trade, for finance, for oil markets and for legitimacy.

Depending on one's point of view, Mr. Kerry was either bolstered or hemmed in by a bipartisan letter written by some of the nation's top nuclear and Middle East experts, including five of Mr. Obama's former senior advisers on Iran, that described a series of bare-minimum requirements for them to support an accord.

If Mr. Kerry returns with an accord that does not meet the letter's standards, the fight in Congress will be even more intense. If he can meet their approval, it may help Mr. Obama avoid a congressional rejection of the deal, a vote the president could probably surmount with a veto but that could diminish what he hopes will be a historic turning point with an adversary of 35 years.

*Following is a summary of the most contentious issues at play:*

**‘BREAKOUT TIME’** The most striking feature of the agreement as described in April is that Iran would be limited to a relatively small amount of nuclear material — about 660 pounds, not enough to make a bomb. For 10 years, it would be limited to 5,060 aging, low-capacity centrifuges in operation that are capable of making nuclear material.

The administration argues that these limits would extend the time that Iran needs to enrich enough weapons-grade nuclear material for a bomb — called a “breakout time” — to a year. (The breakout time is currently estimated to be about two months.)

But after the first decade, these restrictions are to be relaxed. Mr. Obama acknowledged in an April interview with National Public Radio that the breakout time could go “almost down to zero,” depending on how quickly Iran could master the complexities of the more advanced centrifuges a decade from now, and what limits — if any — are placed on how they could be deployed.

The ayatollah's argument is that after

the accord expires, Iran should be free to pursue “industrial scale” production of uranium. But some experts fear that this would put Iran in a far better position than today to make a dash for a bomb. Just the prospect of that coming

to pass could drive Saudi Arabia to seek its own weapon.

So Mr. Kerry and his negotiating partner, Energy Secretary Ernest J. Moniz, must work out an understanding with Iran on how fast it could expand its enrichment activity during years 11 to 15 of an agreement. Under an agreement with the International Atomic Energy Agency called the Additional Protocol, Tehran would also have to commit to notifying the world long in advance about any plans to expand its nuclear capability after the first 10 years of an accord. But those “notifications” do not bind Iran to limit the scope of its work.

**INSPECTING EVERYWHERE** International inspectors once focused on “declared facilities,” the places a country voluntarily tells them are nuclear related. But starting 25 years ago, it became clear that approach was a failure. After the Persian Gulf War in 1991, inspectors discovered that the Iraqi leader Saddam Hussein had made far more progress toward a nuclear weapon than they realized, followed by big misses on nuclear programs in South Africa, North Korea and Syria.

The result was the passage of the “Additional Protocol” that allows inspectors to ask to see any site they reasonably suspect could have a nuclear use — on fairly short notice, with no exception for military sites. Iran briefly abided by the protocol more than a decade ago and it would re-implement it as part of the new accord.

But the Mr. Khamenei has drawn the line at military sites — where some of Iran's most sensitive nuclear work has been pursued.

That would be a deal-killer for the United States and its European allies, officials say.

Other inspection issues that remain open include how to establish and monitor a “supply channel” where all nuclear-related technology and imports would flow.

**RESOLVING HISTORY** For nearly a decade the inspectors, based in Vienna, have been trying to gain access to the scientists and documents behind what they suspect is a vast bomb-design program.

Their evidence largely comes from American, Israeli, British and German intelligence agencies, and documents smuggled out of the country by at least one Iranian scientist.



They detail work on firing systems, the "explosive lenses" used to detonate nuclear fuel, modeling work on chain reactions, and work on a "re-entry vehicle" that could protect a warhead on its way to a target.

For years Iran has resisted efforts to resolve those questions, calling the documents "fabrications" and refusing interviews with the scientists — who, they say, would soon be assassinated, as several have been in recent years.

Mr. Kerry, in a statement that officials have been qualifying ever since, said this month that "we're not fixated on Iran specifically accounting for what they did at one point in time," as long as future activity is stopped. Recently he called Mr. Zarif to say an accounting would be needed.

Experts say it is important to understand how far Iran got in its design work — which is believed to have been largely shuttered in 2003 — because that information is critical to estimating how long it would take Iran to design a weapon.

Keeping track of the scientists and

their work for the next decade is also critical. Finally, if Iran is not compelled to answer the inspectors, it sets a precedent for other countries who also might want to resist the I.A.E.A.'s investigations.

**TIMING THE LIFTING OF SANCTIONS** Iranian officials have long demanded that the most damaging sanctions — on oil sales and international financial transactions — be lifted very early in an accord, perhaps within several weeks.

Last week the ayatollah rejected the idea that Iran would have to complete its obligations before the sanctions were suspended by the United States, Europe and the United Nations. But he also suggested there was a way to phase out the sanctions.

American officials have estimated that it could take six months to a year for Iran to carry out the central required steps: Slashing the number of centrifuges it operates and storing the rest; reducing its fuel stockpile; removing crucial components of its heavy water

reactor; and providing access to scientists and documents.

An equally important issue concerns the procedures for reimposing sanctions should Iran violate an agreement, what experts have called "snapback" provisions.

In the case of United Nations sanctions, the United States wants to avoid an arrangement in which Russia or China could use their Security Council veto to block the reestablishment of sanctions. So negotiators have been discussing an arrangement in which the need to "snapback" sanctions would be determined by a committee, which could include the United States, its negotiating partners, Iran and the European Union.

The last days of a negotiation are often the hardest. Gary Samore, Mr. Obama's former adviser on weapons of mass destruction who is president of a group called United Against a Nuclear Iran, offered this piece of advice.

"Don't make any more concessions to get a deal in early July," he said. "They need a deal more than we do."



June 27, 2015

## Erdoğan vows to prevent Kurdish state in northern Syria, as Iran warns Turkey

Sevil Erkuş - ANKARA

June/27/2015

www.hurriyetdailynews.com

President Recep Tayyip Erdoğan vowed to prevent the establishment of a Kurdish state in northern Syria, while Iran warned Turkey over military intervention into its neighbor.

"I am addressing the whole world: We will never allow a state to be formed in northern Syria, south of our border," Erdoğan said at a Ramadan event organized by Turkish Red Crescent in Istanbul late June 26.

"We will keep up with our struggle whatever the cost is. They are trying to complete an operation to change the demographics of the region. We will not condone," he said.

Turkey's pro-government media outlets have recently been claiming that Syrian Kurdish fighters who fought ISIL engaged in "ethnic cleansing" targeting Syrian Turkmens.

Erdoğan criticized those who supported the "#TerroristTurkey" hashtag on Twitter after the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) launched on June 25 its second offensive to capture Kobane, a Kurdish town near Syria's border with Turkey.

"If you have honor and pride, how can you label a country as terrorist although it hosts people who fled Kobane?" Erdoğan asked,



before slamming accusations that Ankara supported ISIL as "slander."

The president also accused the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and its Syrian affiliate PYD of preventing Turkey to help more to the people of Kobane.

"I strongly condemn the efforts to corner Turkey," he said, claiming that ISIL, the PKK and the Syrian regime were "aligned" to undermine Ankara.

The PYD's armed wing, the Kurdish People's Protection Units (YPG), expelled ISIL fighters from Kobane on June 27 and took back full control of the town on the Turkish border, the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group said.

Turkey's government wants more active military action to support the Free Syrian

Army (FSA) against the regime, Kurdish and jihadist forces in Syrian territory, but the military is reluctant to do so, playing for time as the country heads for a new coalition government, official sources told the Hürriyet Daily News.

### IRANIAN AMBASSADOR SPEAKS OUT

Elaborating on Turkish media reports, Iran's Ambassador to Turkey Ali Reza Bıkdeli said on late June 26 that any violation of territorial integrity of a UN member country would destroy Turkey's capacity on maintaining peace and stability of Syria.

Asked reports that Turkey aims to intervene into Jarablus town of Syria, Iranian ambassador stressed that Turkey earlier refuted these claims.

"This issue came up several times. And at the time Turkey's official authorities refuted this allegations," Bıkdeli said while speaking to members of Diplomacy Correspondents' Association in Ankara.

"Violating territorial integrity of a UN member country would destroy all these capacities. We hope Turkey and Iran would jointly use their capacities to achieve peace and stability," Bıkdeli stated, referring to what he described as Turkey's "major capacity to maintain peace and stability in Syria."



# A Kobané le raid vengeur de l'Etat islamique tourne court

**Dimanche, les combattants kurdes ont repris le contrôle de la ville, symbole de leur résistance face à Daech, après quatre jours d'une offensive jihadiste qui a causé la mort de plus de 200 civils.**

Par  
**LUC MATHIEU**

Les premières familles sont revenues dimanche matin. Leur ville, Kobané, est à nouveau sûre. Les combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple) en ont repris le contrôle, quatre jours après le début d'une offensive sauvage de l'Etat islamique (EI). Ils ont fouillé la ville, maison par maison, pièce par pièce, pour s'assurer qu'aucun jihadiste n'y soit retranché. Ils ont ramassé leurs cadavres piégés. «*Beaucoup avaient des grenades dégoupillées, accrochées sous leur treillis, qui auraient pu exploser si l'on avait bougé les corps*», explique un employé d'ONG. Au total, plus de 200 civils kurdes, dont des femmes et des enfants, ont été tués dans la seule ville de Kobané. Au moins 26 autres ont été massacrés dans le village de Berekh Boutan. Côté jihadistes, la mort de plus de 60 d'entre eux a été confirmée. Neuf autres, dont un Egyptien, ont été faits prisonniers et une dizaine ont réussi à s'enfuir.

## SÉRIE DE DÉFAITES

L'assaut de l'EI était avant tout une diversion, doublée d'une vengeance. «*Ils ne cherchaient pas à prendre la ville mais à tuer*», poursuit l'employé d'ONG. Depuis plusieurs semaines, les hommes du calife autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi enchaînaient les défaites. Le 16 juin, ils ont perdu, sans réellement combattre, Tall Abyad, à la frontière turque, par où transitaient hommes

et trafics. Une semaine plus tard, les forces kurdes et des brigades alliées de l'Armée syrienne libre s'emparaient de la ville d'Aïn Issa. Raqqa, la capitale syrienne du «califat» n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres. Mais les Kurdes ont commis une erreur à Kobané. Ils ont estimé qu'elle était protégée. Les combattants du YPG l'avaient quitté, elle n'était plus sécurisée que par des policiers. La ville avait pourtant failli tomber l'automne dernier. A la mi-septembre, les jihadistes avaient lancé une offensive massive, faisant tomber un à un les villages de la région avant de pénétrer dans Kobané. Début janvier, après quatre mois de combats, des largages d'armes aux Kurdes et des frappes aériennes de la coalition, Daech en avait été chassé. La défaite était lourde, plus de 1000 jihadistes ont été tués. Elle était aussi médiatique. Les combats étaient suivis en direct par la presse internationale depuis la frontière turque. Kobané est devenu le symbole de la résistance kurde face à Daech.

Jeudi, les jihadistes ont voulu casser cette image. Leur assaut était bien préparé. A 4h30, une petite dizaine d'entre eux s'infiltrèrent au poste-frontière de Mursitpinar. Les Kurdes affirment qu'ils sont arrivés via la Turquie. Le président turc a démenti et dénoncé une «*campagne calomnieuse*» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre la Turquie.

## SNIPERS POSTÉS

A cinq heures, une première voiture piégée explosa. Un



**A Suruc, en Turquie, le 26 juin, des femmes kurdes accueillent des parents qui attendent à la frontière, côté syrien.** PHOTO BULENT KILIC. AFP

commando de l'EI s'empara du bureau des douanes, tandis qu'au sud, un groupe de jihadistes est repoussé par des policiers kurdes. Un autre commando prend possession d'un lycée du centre-ville, transformé en hôpital par l'ONG Médecins sans Frontière (MSF), et y positionne des snipers. Peu après midi, deux autres voitures piégées

explorent à proximité de la frontière. Des civils sont abattus. Des familles, revenues il y a quelques semaines dans leur ville dévastée par les combats de l'automne, fuient à nouveau. L'armée turque a ouvert sa frontière à

deux kilomètres à l'ouest.

Dépassés, les Assayech, les forces de sécurité kurdes, appellent en renfort des combattants du YPG. Peu à peu, les jihadistes sont chassés et se

regroupent dans l'hôpital de MSF. Une frappe de la coalition est envisagée mais les Kurdes refusent: l'hôpital est en centre-ville, le risque de tuer des civils est trop grand.

Ce sont les combattants du YPG qui se chargeront de le faire exploser. Samedi, la ville était à nouveau sous leur contrôle.

Mais cet assaut a montré une nouvelle fois la résilience de l'EI. Malgré des défaites et le risque d'encerclement de Raqqa, ses combattants restent capables de contre-attaquer et de se battre sur plusieurs fronts. Plus stratégique que Kobané, la ville d'Hassaké (nord-ouest) est leur cible depuis un mois. Jeudi, pour la première fois, ils se sont emparés de deux quartiers contrôlés par le régime. Vendredi, un attentat à la voiture piégée contre un bâtiment des services de sécurité a tué au moins 20 membres des forces gouvernementales. Plus de 120 000 personnes ont dû fuir. Les jihadistes relancent aussi les attaques contre des villes des alentours, dont Tal Brak, reprise en février par les Kurdes.

A la télévision d'Etat, Omran Al-Zoubi, le ministre syrien de l'Information, a appelé tous les habitants «*capables de porter une arme à rejoindre immédiatement la ligne de front*» à Hassaké. Des combattants du YPG sont arrivés en renfort. Depuis plusieurs mois, ils fustigent l'inaction de l'armée syrienne face à la progression des jihadistes dans la région. ◀

**Les Kurdes affirment que les jihadistes sont arrivés via la Turquie. Le président turc a dénoncé une «campagne calomnieuse».**

# DREAM STATE

THE KURDS OF IRAQ, AMERICA'S MOST IMPORTANT ALLIES IN THE BATTLE AGAINST ISIS, ARE CLOSER THAN EVER TO FULFILLING THEIR HOPE OF FOUNDING A NEW NATION

photographs by FRANCESCO LASTRUCCI

introduction by Jenna Krajeski

## During the first days of spring, Kurds celebrate

Newroz, their traditional New Year. In Erbil, the capital of the autonomous region of Iraqi Kurdistan, festivals draw crowds into the streets. Women wear beaded head scarves and long, sequined dresses, gold like the sun on the Kurdish flag. Men, some with guns tucked ceremoniously into wide gray belts, join hands and dance in loose circles. The pulse of Kurdish pop music mixes with chants of "Long Live Kurdistan." At such times the flag-bedecked city seems close to what it dreams of becoming: the capital of a nation-state for the Kurdish people.

Kurds, an ethnic minority established in the region for thousands of years, have large populations in Turkey, Iran, Iraq and Syria. They share history and language but have never had a country of their own. That fact has shaped Kurdish identity for generations. Recently, though, Iraqi Kurds, who number about five million, seemed destined for independence. The Kurdistan Regional Government, known as the KRG, administers to a territory roughly the size of Switzerland and has its own military. A robust Kurdish-language media includes newspapers and TV networks. "The Kurds deserve a better future," KRG foreign minister Falah Mustafa Bakir told me in December.

Iraqi Kurds have a long history of oppression—by the Ottomans, by the British. When Saddam Hussein was in power, Kurdish fighters, called *peshmerga*, launched insurgent attacks from the mountains. Saddam's forces razed villages and imprisoned and tortured tens of thousands of Kurdish rebels and civilians. In 1988, he launched an infamous chemical weapons attack that killed thousands.

By 1991, a U.S.-enforced no-fly zone helped protect northern Iraq, and the Kurds began repairing their shattered society. A regional government took root; refugees returned; villages were rebuilt. The biggest shift came after the U.S.-led invasion in 2003, which most Kurds call a "liberation." Kurdish officials, pointing to vast reserves of untapped oil, courted foreign investors, and Erbil flourished, sprouting five-



Kurdistan is not a state but a state of mind—an ethnic identity of uncertain origins, multiple dialects and diverse religious faiths, though predominantly Muslim. Iraq's five million Kurds make up 16 percent of the population, the highest percentage of Kurds in any country. Pictured on the previous page is a student at the Koranic school in the Iraqi city of Akre, which is also home to the boy at left. In the capital of Erbil, a Kurdish man's turban (above) signifies which clan he belongs to.

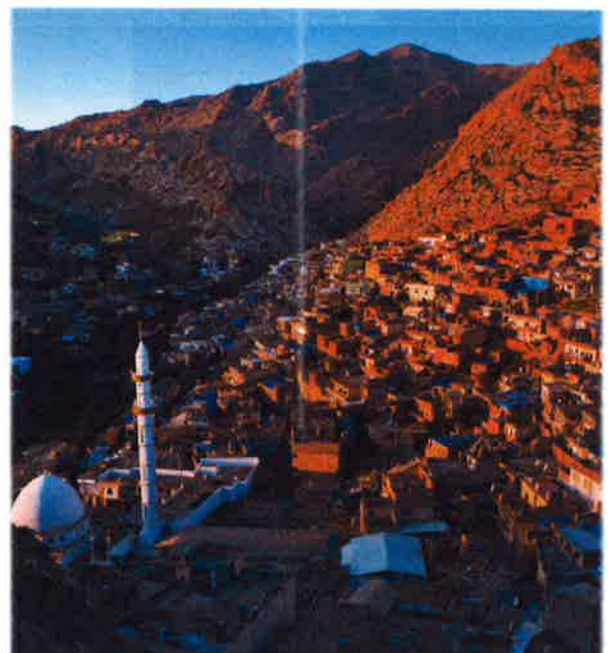


GUILBERT GATES

"The Kurds have no friends but the mountains," a Kurdish proverb holds. But the mountains of Iraqi Kurdistan offer cooler temperatures and more rainfall than other parts of the region; the Kurds have traditionally raised sheep (above) for meat and milk. They also cultivate pomegranates (left), which they consider a symbol of the soil's fertility and, now, a crop they might be able to grow for export. Akre (far left) has been climbing its mountain-



side since it was first settled near some mineral springs, around 700 B.C.



star hotels, sushi restaurants and new roads congested with white SUVs.

Then, last year, Iraqi Kurds found themselves at war, defending their homeland against the advancing forces of the Islamic State, also known as ISIS. Kurdish families sent sons and husbands to the front lines; businesses closed; investors withdrew. In August, U.S. air strikes helped shield Erbil from attack, but months later the city remained shaken. The fighting has underscored the Kurds' sense of isolation; even the U.S., which supports Kurdish military efforts against ISIS, objects to Kurdish independence on the grounds that it would break up a unified Iraq. Meanwhile, a dispute with Baghdad over oil revenues left the region painfully short of cash, and when Masoud Barzani, the KRG president, stated the region's intention to hold a referendum on independence from Iraq, relations with Baghdad were further strained. By winter's end, Iraqi Kurds felt safer, but wary.

On the spring-green hills outside of Erbil this past March, families picnicked and flew kites in a quieter show of holiday spirit. But there was resolve, too. This year's festival would be "commemorated in a different way," said Kurdish politician Barham Salih. It would be a "Newroz of defiance."



**Erbil's main square lies in the shadow of the citadel (left) and next to the city's main bazaar (below). The citadel rests on ground that bears signs of human activity going back some 8,000 years; it is believed to be the world's oldest continuously occupied site. Erbil was conquered by Muslims in the seventh century A.D. but retained many of its Christian residents. Now, Christian refugees flock to Ankawa, just outside Erbil, home of the Cathedral of St. Joseph (right) and Iraqi Kurdistan's largest Christian community.**



**The Yazidis' 6,000-year-old faith embraces the Koran, the Bible and beliefs alien to Islam and Christianity; outsiders often mistake the Yazidis' primary divinity, a fallen angel sometimes called Shaytan, for Satan. That belief helped fuel the Islamic State attack on Iraqi Kurdistan's Yazidis last August, which stranded 40,000 people and prompted U.S. air strikes. Many, including the young man above, sought refuge in the Yazidi holy place of Lalish (left). O**

# The Kurdish Consolidation

## Amassing Power at Ballot Box and on the Battlefield

By Micha'el Tanchum / June 29, 2015  
www.foreignaffairs.com/

Recently, Kurds on each side of the Turkey-Syria border have made significant advances in their quest for autonomy. In Turkey, those gains were won at the ballot box, while in Syria they were won on the battlefield. After garnering global sympathy and the support of U.S. airpower with their defense of Kobani against a formidable siege by the Islamic State (also called ISIS), Syria's Kurds went on to capture the strategic town of Tel Abyad from ISIS on June 15. And as a result of Turkey's elections a week earlier, the Kurdish-led People's Democratic Party (HDP) has entered parliament, irrevocably altering Turkey's political landscape. Indeed, seating the first Kurdish-oriented party in parliament constitutes a milestone for civil rights in Turkey. But in the context of events on both sides of the border, the true winner is Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), a party and militant group that initiated the HDP's creation and whose Syrian affiliate, the Democratic Union Party (PYD), is responsible for the recent victories against ISIS.

The HDP's entrance into Turkey's parliament and the PYD's control of Syrian territory mark a new chapter in the PKK's decadelong attempt to create a pan-Kurdish confederation that would bring together the Middle East's 30 million Kurds.

The PKK leadership has already outlined a path for Kurdish autonomy that obviates the need for independence. The HDP, with whom the PKK shares its grassroots support, has made sufficient gains in Ankara to begin making the PKK's vision for a pan-Kurdish confederation a reality. In March 2005, PKK leader Abdullah Ocalan issued the Declaration of a Democratic Confederalism, which created a road map for establishing a confederation out of four autonomous Kurdish regions, each tied to its country of origin—Iraq, Iran, Syria, or Turkey—through federal relationships. Political advances like the HDP's victory and military victories like the PYD's advances in Syria are helping Ocalan's plan become a reality. In other words, the PKK's future has never looked brighter.

### NEW PARTNERSHIPS

In 2012, the PKK-affiliated PYD established three autonomous cantons in Syrian Kurdistan, a major breakthrough for Ocalan, whose plan began with the establishment of affiliated political parties within the Kurdish-populated territories of Iran, Iraq, and Syria that would later pave the way for a cross-border confederation with Turkish Kurdistan. The PYD's cantons became known as Rojavaye Kurdistan (Western Kurdistan), or more commonly as Rojava (the West), implying that the KRG's Iraqi Kurdistan was merely its southern counterpart. Ultimately,

Ocalan seeks to subsume Iraq's autonomous Kurdish Regional Government (KRG), led by the rival Kurdish Democratic Party (KDP), into a PKK-dominated confederation.

The KRG, however, was not content to let this happen without a response. The group subsequently dug a 10.5-mile trench between Rojava and Iraq's Kurdish areas in April 2014 ostensibly to protect against Syrian ISIS fighters. The trench established a flimsy land boundary between the PKK's growing sphere and the KRG's territories. Months later, the KRG's peshmerga abandoned the region in the face of ISIS' advance into northern Iraq.

When ISIS militants laid siege to Mount Sinjar in northwestern Iraq, fighters from the PYD-affiliated People's Protection Units (YPG) created a corridor from Rojava to rescue 10,000 besieged Kurdish Yazidis. Media images of PKK and YPG fighters rescuing Yazidis from ISIS militants earned the PKK widespread appreciation and enhanced its pan-Kurdistan mission.

Similarly, the ISIS attack on the Syrian town of Kobani may have cemented a partnership between the West and the PKK-aligned Kurdish forces, seeing an alliance as a way forward against the advances of ISIS within Syria. The Western-led anti-ISIS coalition adopted a policy of supporting Rojava through air strikes. This was a marked shift in the West's approach to PKK-affiliated organizations, which had previously been adversarial. The United States relied on Kurdish troops to fight ISIS on the ground, providing air strikes during the Sinjar offensive and airdropping weapons and munitions to PYD forces during the siege of Kobani.

The West may have warmed up to the PYD's fighting groups, but Turkish President Recep Tayyip Erdogan maintained a cool distance from Rojava. Eight months after the PYD established autonomous Kurdish cantons in Syria, Ocalan declared a historic unilateral cease-fire with the Turkish state, halting a 30-year insurgency that



People march in solidarity with people of Kobani in Diyarbakir, Turkey, June 26, 2015.

cost over 40,000 lives. The resulting peace talks between the government of then Prime Minister Erdogan and Ocalan enjoyed broad public support and presented an enormous opportunity for Erdogan to strike a grand bargain. If Ankara were able to reach an understanding with Ocalan and provide Turkish Kurdistan with some semblance of autonomy, an Ankara-oriented PKK/PYD-led Kurdish confederation that subsumed the KRG would prevent Kurdish independence while transforming the KRG and Rojava into client entities. Turkey's southern borders would be secured by a Kurdish buffer zone and Ankara's diminishing status as a regional power would be restored. Nevertheless, Erdogan demurred.

As late as October 18, 2014, a month into ISIS' siege of Kobani, Erdogan continued to push the notion that the PYD, as a PKK affiliate, was a terrorist organization and therefore no different from ISIS. Turkey's Kurds were further astounded by Erdogan's apparent delight in the impending collapse of the Kurdish stronghold to ISIS when the Turkish president exultantly declared, "Kobani is on the verge of falling." The United States came to the PYD's aid. Ankara subsequently allowed 200 KRG peshmerga to transit through Turkey to join the defense of Kobani, but continued to reject the PYD's requests to open a land corridor for resupply efforts.

For those Kurds who had relatives suffer and die at the hands of ISIS during the siege on Kobani, Erdogan's decision to walk away from broader cooperation was a defining political moment. The Kurds now had momentum, legitimacy, and blossoming international support. The ballot box would be their next battlefield for political legitimacy.

### ROCK THE VOTE

Both Kurds and non-Kurds who opposed the ruling AKP had much to gain by voting for the leftist HDP. And as a result, the Kurdish-oriented party obtained enough support from Turkey's non-Kurdish left to receive 13.1 percent of the vote—comfortably passing the nation's 10 percent electoral threshold to gain 80 seats in parliament. The HDP's triumph ended the AKP's parliamentary majority and prevented



A Kurdish People's Protection Units (YPG) fighter walks near residents who had fled Tel Abyad, as they re-enter Syria from Turkey after the YPG took control of the area, at Tel Abyad town, Raqqqa governorate, Syria, June 23, 2015.

► Erdogan from changing the nation's constitution to discard its parliamentary system in favor of a presidential one, a move that otherwise would have given him unbridled executive power.

The HDP's success marks a new era for Kurdish political representation. The Peace and Democracy Party (BDP), the HDP's predecessor, sat on the sidelines during Turkey's nationwide Gezi Park protests in 2013, which occurred only two months after Ocalan's declaration of a unilateral cease-fire and the onset of negotiations with the AKP government. Many on Turkey's left believed that the BDP's abstention was a political quid pro quo between Ocalan and Erdogan. To quell a growing movement to separate Kurdish rights from broader liberal efforts, Ocalan called for the BDP to reform into a new, inclusive party in order "to bring the Kurdish movement and the Turkish left together."

In the run-up to the June 7 elections, the HDP ran a disciplined campaign aimed at building support beyond its Kurdish base, reaching out to Turkish left-leaning youth, women, and minority voters. After the party's electoral successes, HDP co-chair Selahattin Demirtaş called the results a victory of "all the oppressed people."

Despite the gains the HDP made among Turkey's non-Kurdish left, the bulk of its votes came from conservative Kurds. According to the statistical analysis conducted by Stockholm School of Economics professor Erik Myrsson, approximately 1.5 million conservative Kurds switched their support from the AKP to the HDP. A Turkish polling and research firm estimates that approximately a third of the HDP's vote total came from AKP voters who crossed over to the HDP.

#### WHAT COMES NEXT

Now that the HDP has been voted into parliament, it will have to make good on its promises to both the Kurds and Turkey's urban left. Doing so will hinge on its program to expand rights and entitlements to all of Turkey's lower classes and minority groups. In Turkey's Kurdish heartland, however, party support will be based on how well the HDP advances the cause of Kurdish autonomy. Given that the nation's Kurdish regions boast the highest birth rates in the country, with total fertility rates reaching either 4-5 children or 3-4 children, depending on the particular province, the Turkish left must accommodate the Kurdish autonomy agenda if it wants to remain a political force in parliament.

Before it even had time to start on that agenda, though, YPG forces captured Tel Abyad, the Syrian town strategically located at the border crossing to the Turkish town of Akcakale. In capturing Tel Abyad, the YPG cut off a vital north-south supply route from ISIS' capital in Raqqa. This strategic victory advanced PYD efforts to link Kobani with the Kurdish Cizire canton in Syria's northeastern triangle, creating a contiguous territory eastward from Kobani to the Iraqi border. The PYD must now clear ISIS from territories between Kobane and the autonomous Kurdish canton of Efrin. The YPG has already begun a campaign to capture the mixed Kurdish-Arab town of Jarabulus in order to achieve this objective. As Turkey's foremost voice in support of PYD forces fighting ISIS, the HDP will now be able to rally domestic and international support from the halls of Turkey's Parliament.

With continued Western support, the PYD could



*Kurdish fighters gesture while carrying their parties' flags in Tel Abyad of Raqqa governorate after they said they took control of the area June 15, 2015.*

soon establish a contiguous Kurdish territory in Syria that spans most of the region along Turkey's southern border, despite President Erdogan's new, hard-line vow last week to "never allow a state to be formed in northern Syria." In Turkey, the PKK-sympathetic HDP will be an increasingly powerful advocate for granting the Kurds some semblance of autonomy within the nation. As the cease-fire between the PKK and Ankara continues, it is becoming more and more possible that the Kurds can achieve their dream of autonomy through democratic means. Whether the PKK's ambition to establish autonomous Kurdish regions on both sides of the Turkey-Syria border is ever realized, the progress it is making toward that goal has already altered the political maps of Turkey and the Middle East.

## IS militants kill 146 civilians in Syria's Kobane within 24 hours

Xinhua 06-26-2015 //english.cntv.cn

**DAMASCUS, June 26 (Xinhua)** – At least 146 civilians were killed and more than 200 others wounded over the past 24 hours by the Islamic State (IS) militants in Syria's predominantly-Kurdish city of Ayn al-Arab, or Kobane, a monitor group reported Friday.

Medical sources in Ayn al-Arab in northern Syria said 146 civilians were gunned down by the IS militants since Thursday morning, the time when the IS group infiltrated into parts of the city and detonated three car bombs while engaging in battles against Kurdish fighters affiliated with the People's Protection Units (YPG), according to the Syrian Observatory for Human Rights.

About 72 of the slain people were shot down in the village of Halnaj, 48 others in the dis-

trict of Maqtaleh in the city and 26 civilians were shot dead in the town of Barkh Butan, said the Observatory, which relies on a network of activists on ground.

The UK-based watchdog group said the death toll is likely to rise due to the high number of critically wounded people.

Tens of women and children were among those killed, said the Observatory, adding that the massacre is the second large-scale one for the IS militants since they killed over 900 people of the Shuaitat tribe in the eastern Deir al-Zour province.

A day earlier, the IS militants infiltrated into Ayn al-Arab in disguise, wearing the uniform of the Kurdish YPG fighters and allied rebel groups.

The IS members sneaked into parts of the city and snipers fanned out in several areas, trig-

gering violent battles with YPG fighters, during which 28 IS militants were killed.

The Observatory said that the bodies of the IS militants were still tossed on the streets of Ayn al-Arab, adding that three explosions rocked that city, when three IS suicide bombers detonated three car bombs in different areas, mainly on the border point between Ayn al-Arab and Turkey.

The IS surprise attack against Ayn al-Arab has sent the chill down the civilians' spines there, as the IS had overrun the city before and was forcibly dislodged out of the city five months ago.

Observers said the IS wanted to storm Ayn al-Arab to revenge the losses it has recently suffered at the hands of Kurdish fighters in predominantly Kurdish areas in northern Syria.

Over the past few days, the YPG and allied rebel groups stripped the IS of several towns and areas in the northern countryside of the IS de facto capital of Raqqa in northern Syria, pushing the IS to call for back-up forces to fortify its positions in the city of Raqqa.

Reports said the YPG and affiliated rebel groups are only 30 km from central Raqqa. ●

# As Kurds gain in Syria, Turkish govt ponders military action

National Security Council meets to discuss plan to send in troops to set up buffer zone and prevent formation of Kurdish state

By Suzan Fraser and Raphael Satter | AP  
June 29, 2015  
www.washingtonpost.com

**ANKARA, Turkey** — As Kurdish rebels in northern Syria rack up wins against the Islamic State group, Turkish media is abuzz with talk of a long-debated military intervention to push the Islamic militants back from the Turkish border — a move that will also outflank any Kurdish attempts to create a state along Turkey's southern frontier.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan chaired a National Security Council meeting Monday which covered developments in Syria and pro-government newspapers were rife with purported proposals, ranging from loosening the rules of engagement to give Turkish troops a freer hand to fire into Syria, to a tanks-and-troops invasion aimed at occupying a 110-kilometer (70-mile) long, 33-kilometer (20-mile) wide buffer zone.

The burst of tough talk has analysts "scratching their heads about what to make of all of this," Aaron Stein, an associate fellow at the London-based RUSI think tank, said in a Twitter message.

In a telephone interview, Stein said the new talk of action was due in part to dramatic Kurdish gains in Syria, where rebels have scored a series of victories against IS, most notably in the border town of Tal Abyad. That key transit point is not far from the IS's Syrian power base of Raqqa.

The capture of Tal Abyad opened ways for Kurds to connect their stronghold in Syria's northeast to the once-badly isolated border town of Kobani — which famously resisted a months-long Islamic State siege — and perhaps even the Kurdish enclave of Afrin in Syria's northwest.

Turkish officials fear the creation of a vast and contiguous zone of Kurdish control could stir up separatist sentiment among its own Kurdish minority. Ankara is concerned over reports that Kurdish rebels are chasing other ethnic groups, such as Arabs and Turkmens, out of the areas under their control.



Ankara is also eager to shake accusations that it is turning a blind eye to the Islamic State group — especially after photos were published showing the grinning fanatics within a stone's throw of the Turkish border during the battle for Tal Abyad, Stein said.

There is no evidence that Turkey did anything except stay out of the fight, but Stein said the pictures were embarrassing.

"You had ISIS fighters walking within 10 feet (3 meters) of the border, smiling and waving at Turkish border guards," he said, using an acronym for Islamic State. "That gives the impression of complicity. It's very damaging to Ankara."

The idea of military intervention across the border remains unpopular in Turkey. Any battles in urban areas would almost certainly mean heavy casualties in a fight against a determined and entrenched foe. The Dogan News Agency on Monday broadcast footage of what it said were IS militants digging ditches and planting mines across from the Turkish border.

Even a more limited intervention, such as artillery or air strikes, could increase the flow of Syrians seeking shelter in Turkey, which is already burdened with the world's largest number of refugees.

Fighting in Syria could also weaken the standing of Turkey's Justice and Development Party, which recently lost its parliamentary majority and is now courting potential coalition partners to stay in power.

Most seriously, any fighting in Kurdish areas of Syria risks derailing the peace process with Kurdish rebels in southeastern Turkey, overturning a key achievement of Erdogan's leadership and potentially spreading violence across the country.

"If there is a decision to attack the cantons in Rojova (the Kurdish-controlled areas of northern Syria), it would amount to an attack on all Kurdish people," senior Kurdish rebel commander Murat Karayilan said in a statement Monday. "Such an intervention would be an intervention that takes Turkey to civil war."

More modest forms of intervention in Syria seem likelier. Turkey has long pressed the U.S. to set up a no-fly zone — to no avail — and previous plans for a buffer zone have been shelved. Stein believes Monday's meeting will probably result in orders to Turkey's border forces to take their gloves off.

Meanwhile any hopes that recent rebel gains against the government of President Bashar Assad elsewhere in Syria had turned the dictator's allies against him were knocked back by a surprise visit by Syria's foreign minister to Moscow on Monday.

The Kremlin's policy to "support Syria, the Syrian leadership and the Syrian people remains unchanged," news agencies quoted Russian President Vladimir Putin as telling the envoy. ■



## Vers un Kurdistan indépendant ?

**Kendal NEZAN**

Directeur de la Fondation  
Institut kurde de Paris

L'année 2014 restera sans doute une année mémorable dans l'histoire de l'internationalisation de la question kurde au même titre que l'exode massif et médiatisé des Kurdes irakiens au printemps 1991, au lendemain de la Guerre du Golfe, qui avait marqué les esprits.

Cet exode, qualifié de biblique par le Pape Jean Paul II, avait conduit le Conseil de Sécurité de l'ONU à adopter la résolution 688 qui au nom du « devoir d'ingérence » servit de base juridique à l'instauration sur une partie du territoire du Kurdistan irakien d'une zone de protection défendue par l'aviation alliée contre d'éventuelles tentatives d'agression des troupes de Bagdad. Cette zone se dota progressivement d'institutions représentatives (Parlement, Gouvernement) et évolua vers un Etat autonome de fait dont le statut particulier fut reconnu de jure par la Constitution irakienne de 2005. Celle-ci prévoit en outre notamment dans son article 140, des mécanismes permettant à d'autres territoires à majorité kurde de décider par referendum de rejoindre la Région autonome du Kurdistan. Elle stipule aussi que les régions fédérées sont habilitées à exploiter les ressources de leur sous-sol à condition d'en partager les revenus avec le gouvernement central qui se charge de verser à la région du Kurdistan une dotation financière représentant 17% du budget national.

Le non-respect de ces dispositions par le gouvernement à dominante chiite de Nouri al-Maliki, dont la pratique autoritaire, sectaire et centralisatrice avait marginalisé la minorité arabe sunnite, suscita des tensions qui avaient atteint début 2014 un point critique. Pour faire plier le gouvernement kurde, Bagdad avait décidé de suspendre le versement de sa dotation budgétaire en toute illégalité. De son côté, Erbil déploya des efforts pour vendre sur les marchés internationaux sa production pétrolière afin d'assurer le financement de son administration.

C'est au beau milieu de ce conflit ouvert avec les Arabes sunnites et de bras de fer avec les Kurdes que survint en juillet le séisme politico-militaire de la prise de Mossoul, puis de la totalité des provinces sunnites par les djihadistes de l'Etat islamique (Daech). La progression fulgurante des quelques 2000 à



3000 combattants irréguliers face à des troupes irakiennes au moins vingt fois plus nombreuses et disposant d'une puissance de feu incomparable révéla aux Irakiens l'incurie de leur armée et de leur gouvernement rongés par la corruption, le népotisme et le sectarisme.

Le gouvernement du Kurdistan qui avait alerté en vain Bagdad et Washington de l'imminence et de la gravité de la menace djihadiste, ne tarda pas à déployer ses forces pour prendre le contrôle de tous les territoires kurdes situés hors de sa juridiction afin de remplir le vide laissé par le départ précipité des contingents irakiens et assurer la défense des populations contre les attaques de Daech. La ville pétrolière de Kirkouk, revendiquée de longue date par les Kurdes, et sa province furent les tout premiers objectifs de cette prise de contrôle qui, en quelques jours, fit passer la superficie du territoire sous administration kurde de 42.000 km<sup>2</sup> à environ 75.000 km<sup>2</sup>.

Fin juillet, l'Irak se trouvait éclaté de fait entre trois unités : l'Etat islamique occupant les provinces sunnites, le Kurdistan et le Gouvernement de Bagdad appelé ironiquement « le gouvernement régional chiite ».

C'est dans ce contexte et alors que les Kurdes n'avaient plus que 15 kilomètres. de frontière commune avec le territoire sous contrôle de Bagdad, mais 1050 kilomètres de frontière avec Daech, que le président du Kurdistan, Massoud Barzani, recevant dans sa capitale Erbil le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, évoqua la « nouvelle réalité » de l'Irak et rappela que le peuple kurde était en droit de se prononcer par référendum sur son auto-détermination. Le Parlement du Kurdistan fut de suite chargé d'élaborer les mesures législatives nécessaires.

En fait, le résultat d'un tel référendum sera sans surprise puisqu'une consultation informelle organisée en 2005 avait déjà donné un score de 95% pour l'indépendance. Depuis, selon les enquêtes d'opinion récurrentes, l'option d'indépendance recueille la quasi-unanimité des suffrages.

Annexée de force à l'Irak en 1925 par la volonté de la puissance mandataire britannique alors que la mission d'enquête de la Société des Nations, dirigée par le comte hongrois Teleki avait constaté que près de 7/8<sup>e</sup> des habitants de cette province souhaitaient la création d'un Etat kurde indépendant, les Kurdes irakiens furent depuis en dissidence politique quasi-permanente. A l'exception notable de la brève lune de miel sous le règne du général Qassem qui renversa la monarchie hachémite en 1958 et proclama que l'Irak serait désormais la république commune des Arabes et des Kurdes. De mère kurde chiite et de père arabe sunnite, il incarnait à lui seul la mosaïque irakienne. Il autorisa le retour d'exil en URSS du général Moustapha Barzani, héros de la résistance contre la monarchie et ses protecteurs britanniques et commandant en chef des armées de l'éphémère république kurde de Mahabad en 1946.

Qassem fut renversé en 1963 par le parti nationaliste pan-arabe BAAS dont le dernier et le plus illustre chef fut Saddam Hussein qui gouverna le pays d'une main de fer de 1969 à sa chute en avril 2003. Ses campagnes génocidaires contre les Kurdes<sup>1</sup>, sa répression féroce contre les chiites, ses guerres contre l'Iran et le Koweït firent au total deux millions de morts<sup>2</sup>.

C'est dire combien le divorce d'avec l'Irak est depuis longtemps acté dans l'esprit des Kurdes. En 2003, c'est contraints et forcés, et sous la forte pression américaine, que les dirigeants kurdes acceptèrent d'intégrer le processus politique irakien qui aboutit à l'élaboration et à la ratification en 2005 d'une constitution

démocratique et fédéraliste. Ils pesèrent de tout leur poids pour obtenir la garantie constitutionnelle des droits des minorités religieuses (chrétiens, yézidis, shabak, etc.) et de l'égalité des sexes. S'ils ne purent empêcher que l'islam soit déclaré religion d'Etat, ils obtinrent que la charia ne soit considérée que comme une des sources principales du droit et non pas LA source du droit comme le réclamaient les législateurs chiites. Dans leur esprit, le fédéralisme devait permettre à la minorité arabe sunnite de gérer elle aussi de façon autonome ses affaires tandis que le gouvernement de Bagdad n'aurait compétence exclusive que dans quelques domaines précis : défense nationale, monnaie, affaires étrangères, etc.

Conscients du fait que cette constitution d'esprit pluraliste, décentralisé et fédéraliste pourrait être modifiée par une future majorité nationaliste ou centralisatrice, les élus kurdes y inclurent une disposition stipulant que tout amendement constitutionnel doit être soumis au referendum et en cas de rejet par la majorité des électeurs de trois gouvernorats il sera considéré comme caduc même s'il est adopté par la majorité absolue du corps électoral dans le reste de l'Irak. Cette disposition équivaut à un droit de veto accordé à trois des dix-huit gouvernorats de l'Irak, en l'espèce il s'agit d'abord des trois gouvernorats de la Région du Kurdistan.

La constitution de 2005 est le texte de référence des Kurdes irakiens pour le règlement des nombreux conflits et litiges qui les opposent à Bagdad. En quelque sorte c'est leur contrat de mariage de raison et ils ne manquent pas de le rappeler qu'en cas de violation flagrante de ce contrat, ils reprendront leur liberté.

Dans un pays qui, pour la première fois de son histoire, élabore et adopte démocratiquement une constitution civile, des dirigeants généralement dépourvus de références et de culture démocratiques n'ont guère l'habitude du respect des textes et des règles. La société civile, atomisée sous la dictature, se constitue progressivement. Les media, dans l'ensemble libres, manquent de rigueur et souvent de déontologie. Les contre-pouvoirs, notamment l'appareil judiciaire, gangrené par le népotisme et la corruption, ne sont pas en mesure de remplir leur rôle. L'ampleur de la corruption est stupéfiante. En effet, une mission d'enquête diligentée par le nouveau Premier ministre Abadi affirme que 383 milliards de dollars ont été détournés des caisses publiques au cours de la décennie écoulée. L'armée n'arrive pas à aligner le tiers de ses effectifs officiels tant est élevé le nombre de ses soldats fictifs à l'instar des âmes mortes de Gogol.

Sous la pression des Occidentaux, le gouvernement d'union nationale de M. Abadi affiche son intention de régler par le dialogue les contentieux avec le Kurdistan. De fait, en décembre 2014 un accord fut conclu entre lui et le Premier ministre du Kurdistan sur la question controversée des exploitations pétrolières. Le Kurdistan s'est engagé à livrer, via son oléoduc connecté au port turc de Ceyhan, 550.000 barils par jour de pétrole brut pour le compte de la compagnie nationale irakienne SOMO. En échange, Bagdad doit verser à Erbil sa dotation de 17% du budget irakien. Bagdad, qui doit plus de 11 milliards de dollars au Kurdistan pour l'exercice 2014, versa un milliard de dollars puis dut suspendre ses versements, semble-t-il, faute d'argent dans les caisses en raison de la chute brutale des cours du brut. Cela ne l'empêche pas cependant de continuer à payer chaque mois les fonctionnaires et employés des provinces sous occupation du Daech, finançant ainsi, au nom d'une certaine logique de continuité de l'Etat, le fonctionnement administratif du Daech.

En réaction à ce manquement de l'Irak à ses engagements contractuels, le

1 V. « Génocide en Irak », *Middle East Watch*, préface de P. VIDAL-NAQUET, éd. Karthala, Paris, 2002.

2 V. *Le Livre Noir de Saddam Hussein*, sous la dir. de C. KUTCHERA, préface de B. KOUCHNER, éd. Oh, Paris, 2005.

Premier ministre du Kurdistan se contenta d'un commentaire ironique : « nous ne savions pas que nous avons signé un accord avec un gouvernement fauché ».

Déçus et amers, les Kurdes prennent à témoin leurs alliés occidentaux contre la mauvaise foi de Bagdad et envisagent de reprendre en mains leurs exportations de pétrole pour leur propre compte. Selon les experts, celles-ci pourraient dès mai 2015 atteindre un volume assurant l'autosuffisance financière de la région. L'un des tout derniers liens qui liait encore les Kurdes à l'Etat irakien perdrait alors toute pertinence.

Ainsi le Kurdistan qui possède déjà son parlement, son gouvernement, son drapeau, ses forces de sécurité, ses aéroports, ses postes de douane avec la Turquie, l'Iran et la Syrie, son système judiciaire, ses écoles, ses universités, disposera bientôt de son indépendance financière. Une trentaine de pays sont représentés dans sa capitale, Erbil, par des consulats ou bureaux de représentation et il entretient à son tour des représentations dans une quinzaine de capitales. Il a théoriquement à peu près les attributs et les éléments de base de son indépendance. Economiquement, il sera plus prospère que la majorité des Etats indépendants d'Afrique, d'Asie centrale et du Caucase.

Il en va cependant tout autrement sur le plan politique car ce territoire enclavé de 6,5 millions d'habitants, large comme deux fois la Suisse ou sept fois le Liban, est entouré d'Etats abritant d'importantes populations kurdes et de ce fait opposés à toute entité kurde indépendante. Cependant, cette réalité géopolitique s'avère actuellement moins implacable qu'il y a encore quelques années. L'Irak et la Syrie ne sont plus en mesure de s'opposer concrètement à l'indépendance du Kurdistan. L'Iran, qui dispose d'une forte influence auprès de la majorité chiite irakienne, se dit attaché à l'unité de l'Irak et pour la préserver semble miser sur une alliance kurdo-chiite. En cas d'éclatement de l'Irak, il n'accepterait une éventuelle indépendance du Kurdistan que si celui-ci demeure neutre et ne bascule pas dans le camp de la puissance rivale turque et/ou des Etats-Unis.

De son côté Ankara, qui était encore en 2008 à deux doigts d'une intervention militaire au Kurdistan irakien, adopte depuis une approche pragmatique dictée par des intérêts économiques. Le Kurdistan est devenu son dixième partenaire économique le plus important en 2013 ; et le pétrole et le gaz kurdes attisent les appétits d'une Turquie énergivore très dépendante de ses importations en provenance de la Russie et de l'Iran, ses rivaux historiques. Un Kurdistan autonome, fédéré ou confédéré ne met pas en cause les frontières existantes et assumant la sécurité de ses frontières avec un Irak en état de guerre civile durable semble lui convenir. Mais l'indépendance pourrait donner des idées aux quelques 18 à 20 millions de Kurdes de Turquie qui ne disposent même pas des droits culturels élémentaires comme l'enseignement dans leur langue et encore moins d'une autonomie régionale. L'idée avancée au début des années 1990 par le feu président turc Turgut Ozal, d'origine kurde, d'une confédération kurdo-turque, qui ne déplaisait pas à Washington, n'a encore guère de partisans dans les cercles dirigeants turcs qu'ils soient nationalistes laïques, disciples d'Ataturk ou islamo-nationalistes de l'AKP du président Erdogan.

Les Européens, dans l'ensemble, commencent à témoigner une certaine sympathie pour la cause kurde et pourraient bien reconnaître, voire soutenir activement un Kurdistan irakien indépendant si l'émergence de ce dernier bénéficiait d'un consensus sinon régional du moins turc. Après tout, en quoi la cause kurde dont le bien-fondé était déjà reconnu lors de la conférence de Versailles dans le traité de Sèvres de 1920 et dans le projet de Charte de la Société des nations du président américain Woodrow Wilson, serait-elle moins légitime que le Kosovo ou la Bosnie ? Cependant, on voit mal quelle puissance

européenne pousserait son soutien jusqu'à une éventuelle intervention militaire en faveur des Kurdes si ceux-ci venaient d'être attaqués par l'un ou l'autre de leurs puissants voisins. Les Etats-Unis restent l'unique puissance qui serait en mesure d'assumer éventuellement la protection d'un Kurdistan indépendant. Mais un tel choix n'est guère envisageable dans un avenir prévisible. En dépit des désaccords qui les opposent de plus en plus à leur allié turc et à moins d'une dérive islamiste militante de la diplomatie turque, pour des raisons géo-politiques et des obligations de l'OTAN Washington choisira toujours la Turquie contre le Kurdistan. De même, la diplomatie américaine jouera jusqu'au bout la carte de l'unité de l'Irak, comme elle joua hier celle de l'unité de la Yougoslavie avant que les réalités du terrain ne leur dictent un changement de cap. Pour Washington, comme hier pour Londres, l'intégration des Kurdes à l'Irak permettrait d'équilibrer l'influence iranienne sur Bagdad ainsi que la balance globale entre chiites et sunnites du pays, les Kurdes étant majoritairement sunnites.

En cas d'éclatement de l'Irak, le sud chiite basculant dans le giron de l'Iran la seule région pro-occidentale restera le Kurdistan. Les Occidentaux pourront-ils convaincre alors leur allié turc à consentir à la reconnaissance d'un Etat kurde neutre, démocratique et ami à ses frontières méridionales ? Ou bien, la guerre civile en Syrie finira-t-elle par aboutir à l'émergence d'un régime pro-occidental et décentralisé acceptant dans son intérêt un débouché maritime au Kurdistan ?

Un moment déboussolés, les Kurdes irakiens semblent désormais décidés à se préparer à toute éventualité dans une conjoncture régionale à l'évolution imprévisible. L'expérience leur a montré qu'ils doivent compter avant tout sur leurs propres forces, sur la solidarité des Kurdes des pays voisins et sur celle des opinions publiques des démocraties occidentales.

En effet, l'offensive du DAECH du début août 2014, la chute de Sinjar et le calvaire de sa communauté yézidie, le désarroi des peshmergas surpris et peu préparés à ce nouveau type de guerre, ont sonné l'alerte et bousculé les certitudes des dirigeants kurdes. Dans l'épreuve, les combattants kurdes de PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), ceux d'YPG (Unités de défense du peuple) de Syrie et ceux d'Iran vinrent épauler les peshmergas. L'unité kurde permit, grâce à l'appui décisif de l'aviation américaine, de repousser les djihadistes et de reprendre progressivement le terrain perdu.

L'assistance militaire des pays amis comme la France, l'Allemagne et l'Italie qui fournirent aux combattants kurdes armes et munitions et assurèrent leur formation au maniement de ces armes, fut d'un grand secours. Dans l'environnement hostile qui est le leur, les Kurdes prennent conscience qu'ils doivent se donner rapidement les moyens de défendre efficacement leur territoire surtout s'ils doivent faire face un jour au défi de l'indépendance. De leur côté, Irakiens et Américains veillent à ce que les armes lourdes susceptibles de changer substantiellement le rapport des forces en faveur des Kurdes ne leur soient pas livrées et exercent en ce sens des pressions sur leurs alliés. Les livraisons d'armes étrangères sont vérifiées à Bagdad avant d'être acheminées vers Erbil.

On se retrouve ainsi dans la situation absurde où les combattants les plus motivés contre le DAECH manquent de moyens militaires adéquats et ceux, soldats irakiens, qui disposent en abondance d'armes lourdes et équipements sophistiqués ne sont pas motivés pour se battre. De ce fait, la coalition internationale qui regroupe théoriquement une soixantaine de pays, aux intérêts souvent divergents, passe beaucoup de temps dans des conférences médiatisées, fait des déclarations d'intention martiales, mais dans la pratique son action consiste principalement à survoler le territoire contrôlé par le DAECH.

Faute de cibles identifiables, environ 80% des missions aériennes ne donnent pas lieu à des frappes. Cependant, même réduit, cet appui aérien permet aux forces kurdes de tenir plus de 1.000 kilomètres de front contre les attaques récurrentes des djihadistes sans avoir les moyens militaires d'écraser ces derniers et de les éliminer de leurs places fortes.

Gérant tant bien que mal les intérêts contradictoires de ses alliés et de sa propre politique, l'administration américaine en est à prêcher les vertus de la « patience stratégique », inscrivant ainsi dans la durée la lutte contre le djihadisme. Il est évident que, même chassé des territoires qu'il occupe en Irak, l'Etat islamique pourra continuer à tenir dans son fief syrien tant que durera la guerre civile en Syrie.

En Syrie, sur le terrain ce sont encore les Kurdes qui luttent contre le DAECH, épargné par Damas. Son siège de la ville kurde de Kobané en septembre 2014 a pendant des semaines capté l'attention des médias internationaux. L'opinion a été choquée par l'inaction des chars turcs postés à quelques cinq kilomètres de Kobané face aux bombardements massifs de la ville et de ses habitants par les forces djihadistes. La Turquie qui depuis près de quatre ans apporte un soutien multiforme, politique et militaire, à toutes les forces de l'opposition arabe syrienne, y compris aux djihadistes du front Al Nosra, branche locale d'Al Qaida et du DAECH, est restée sourde aux appels à l'intervention de ses alliés occidentaux. Pour Ankara, le DAECH et la résistance kurde d'YPG sont deux organisations terroristes également dangereuses et la Turquie n'a pas à prendre le parti de l'une contre l'autre. Dans les faits, les observateurs ont pu constater que la frontière turque, fermée aux volontaires kurdes de Turquie voulant porter assistance à leurs frères de Syrie, restait largement poreuse aux djihadistes. Ceux-ci pouvaient faire soigner leur blessés dans les hôpitaux turcs, poursuivre leurs trafics illicites du pétrole avec les intermédiaires turcs, recevoir en grand nombre des djihadistes étrangers via la frontière turque. Ce parti-pris en faveur des pires ennemis des Kurdes, et plus généralement des valeurs universelles, finit par provoquer des émeutes anti-gouvernementales dans plusieurs villes du Kurdistan de Turquie faisant une trentaine de morts. Défendre Kobané est devenu une question d'honneur pour tous les Kurdes. Cette résistance, animée en partie par des femmes, rencontra un vif soutien auprès de l'opinion en Europe, aux Etats Unis mais aussi dans des lointains pays d'Amérique de sud et d'Asie.

La mobilisation de l'opinion publique a conduit l'administration américaine à parachuter des armes aux combattants kurdes et leur accorder un appui aérien qui s'avéra décisif. Elle obligea aussi son allié turc à autoriser le passage sur son territoire d'un contingent symbolique de 150 peshmergas kurdes irakiens équipés de pièces d'artillerie pour renforcer la résistance de Kobané. Cette ville, qui d'abord semblait d'un intérêt stratégique mineur pour les généraux américains, s'avéra une aubaine pour attirer et éliminer à peu de frais un grand nombre de djihadistes aguerris. Au terme d'une résistance de près de quatre mois, les combattants kurdes de Syrie de Turquie et d'Irak coalisés ont pu chasser les djihadistes de Kobané et de tous les villages qu'ils occupaient leur infligeant une défaite hautement symbolique. L'événement fut fêté dans l'ensemble du Kurdistan et dans la diaspora. Les chefs de la résistance furent reçus comme des héros dans les capitales européennes. A Paris, le président Hollande a tenu à les recevoir et les honorer au risque de susciter le mécontentement de la Turquie qui considère le parti kurde syrien YPG, organisateur de cette résistance, comme une branche du PKK, donc « terroriste ». Telle ne semble pas être l'opinion des Américains qui, pendant ces quatre mois d'opérations conjointes, ont quotidiennement travaillé avec des combattants de l'YPG à qui plusieurs pays, dont la France, n'ont hésité à fournir discrètement des armes.

Au cours de ces mois de guerre contre le DAESH, tant au Kurdistan irakien qu'à Kobané, les Kurdes ont payé un lourd tribut : plus de 1.500 morts, des milliers de blessés, 200.000 déplacés depuis le canton de Kobané. Le Kurdistan irakien compte 1,5 millions de réfugiés et déplacés. Parmi eux, 220.000 réfugiés kurdes syriens, des dizaines de milliers de chrétiens, plus de 100.000 yézidis et un très grand nombre d'Arabes et de Turcomans ayant fui le règne de terreur de l'Etat islamique. L'aide de la communauté internationale à cette population sinistrée reste très insuffisante et le Kurdistan, privé de sa dotation budgétaire par Bagdad, peine à subvenir à leurs besoins élémentaires d'abri et d'éducation. Le poids des déplacés arabes risque aussi d'avoir à terme des conséquences sur les équilibres démographiques et la sécurité de la région.

Politiquement, les Kurdes ont une nouvelle fois fait la preuve qu'au-delà des clivages politiques et régionaux ils étaient capables de s'entendre pour défendre ensemble leur territoire et leur peuple face à une menace extérieure. Dans un Proche-Orient en proie au fanatisme et aux guerres de religion, en accueillant sur leur territoire des déplacés de confessions diverses, en protégeant chrétiens et yézidis, ils ont montré que leur tradition historique de tolérance et du respect d'autrui, illustrée par leur prince Saladin lors des Croisades, restait encore bien vivante. La place privilégiée des femmes dans la culture et la société kurdes, qui avait déjà étonné les Européens lors de la guerre de Crimée en 1854 où la Brigade de cavalerie des « Amazones kurdes » s'était distinguée, se révéla à nouveau à l'opinion occidentale. Des décennies de propagande anti-kurdes des Etats se partageant le Kurdistan et présentant les Kurdes comme un peuple arriéré, ses résistants comme des fauteurs de troubles « terroristes », s'effondrent ainsi en quelques mois. Les Kurdes s'avèrent finalement comme l'une des rares populations de culture musulmane du Proche-Orient qui revendiquent et défendent les valeurs universelles de droits de l'homme, de l'égalité des sexes, du respect des minorités et du pluralisme politique. Ils sont de plus en plus perçus comme des combattants courageux qui, dans un environnement particulièrement difficile, luttent contre la barbarie des djihadistes et défendent aussi les valeurs et les libertés des démocraties occidentales.

Ce changement radical de perception faisant passer les Kurdes de statut de « pauvres victimes de massacres » à celui de « combattants courageux de nos libertés menacées par le terrorisme islamiste » aura un impact politique grandissant sur la légitimité de la cause dans la conscience publique. Emergeant comme des acteurs politico-militaires majeurs du Proche-Orient, ils s'imposent progressivement comme des alliés de fait des démocraties occidentales qui finiront par adopter une approche empreinte de plus de sympathie envers leurs aspirations à un foyer national reconnu sous la forme d'un Etat indépendant, confédéré, ou largement autonome.

Autre conséquence majeure des événements de 2014 : les frontières héritées des accords Sykes-Picot, dont on ne cesse de proclamer l'intangibilité, sont largement mises en cause sur le terrain. Dès juillet 2014, l'Etat islamique a symboliquement aboli la frontière syro-irakienne. A leur tour, les Kurdes syriens et irakiens, au gré de l'évolution des fronts de guerre contre le DAESH, les ignorent. L'aviation américaine procède à des bombardements dans l'est syrien sans mandat de l'ONU, ni assentiment de Damas.

Etats faibles et éclatés, la Syrie et l'Irak sont devenus deux des principaux théâtres d'affrontement entre les puissances régionales pour la domination du Proche-Orient. D'une part, l'Iran qui défend ses alliés chiites de Bagdad et de Damas avec le concours de la milice libanaise Hezbollah et l'appui diplomatique et militaire de la Russie. De l'autre, le camp sunnite intégriste dirigé par l'Arabie

Saoudite qui depuis 40 ans dépense sans compter pour répandre sa version salafiste de l'islam dans l'ensemble du monde musulman. Elle peut compter sur le soutien de l'Égypte du général Sissi et sur les pétro-monarchies du Golfe, à l'exception notable du Qatar qui, en alliance avec la Turquie, prend la défense d'une autre version de l'islamisme politique, celle des Frères musulmans, abhorrés par Ryad mais très présents en Égypte, en Afrique du nord et au Proche-Orient.

Ces deux blocs coopèrent plus ou moins en Syrie pour provoquer la chute du régime minoritaire du clan Assad. Ils agissent aussi de concert pour s'opposer aux ambitions nucléaires de l'Iran et voient d'un mauvais œil le rapprochement américano-iranien en cours. Ces affrontements risquent de durer et de s'aggraver avec le risque d'une déstabilisation d'autres États de la région.

Dans ce paysage de dévastation et de fragmentation politique, les Kurdes, qui administrent de fait leur territoire en Irak et en Syrie et qui refusent de prendre parti dans le conflit sunnite-chiite, pourraient être conduits, voire contraints à proclamer leur souveraineté et s'ériger en zone tampon neutre entre les blocs en conflit. Ce « petit Kurdistan », formé autour de l'actuel Kurdistan irakien et incluant éventuellement les Kurdes syriens, sera-t-il la force motrice d'un futur Kurdistan unifié dans une ou deux générations comme la Prusse a su forger l'unité de l'Allemagne autour de sa « petite Allemagne » ? La question semble prématurée mais elle agite les esprits et ravive les espoirs chez quelques 35 à 40 millions de Kurdes du Proche-Orient qui possèdent tous les éléments constitutifs d'une nation et restent cependant la plus importante communauté humaine privée d'État.

## Résumé

Les événements actuels, liés à la lutte contre Daech, pourraient conduire les Kurdes à proclamer leur souveraineté. Ayant fait la preuve, qu'au delà des clivages politiques et régionaux, ils étaient capables de s'entendre pour défendre ensemble leur territoire et leur peuple face à une menace extérieure, les Kurdes s'imposent progressivement comme des acteurs politico-militaires majeurs du Proche-Orient. A une période de remise en cause des frontières héritées de l'après-première guerre mondiale, ils semblent bénéficier d'un changement radical de perception de la part des démocraties occidentales. Cette évolution pourrait favoriser leur aspiration à un foyer national, qui pourrait devenir la force motrice d'un futur Kurdistan unifié.

## Abstract

Current events, related to the fight against Daech, could lead the Kurds to proclaim their sovereignty. Having proven their capacity, faced with an outside threat, to defend their territory and their people, in spite of their political and local divisions, the Kurds have progressively become a major political and military operator in the Middle-East. With the current questioning of the inherited borders dating back to the aftermath of World War 1, the Kurds seem to be benefiting from a radical change of perception on behalf of Western democracies. This evolution could favour their aspirations for a homeland, which could eventually become the driving force for a future united Kurdistan.